

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15898 - 7 F

VENDREDI 8 MARS 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Trente millions d'Iraniens élisent leurs députés

QUELQUE trente millions d'Iraniens sont appelés, vendredi 8 mars, à désigner les 270 députés de l'Assemblée consultative islamique. Cette compétition électorale relance le débat entre conservateurs et « modernistes », entre le clan - majoritaire au sein du pouvoir - de ceux qui, au nom des principes religieux, veulent donner la priorité à la justice sociale et ceux qui cherchent à favoriser d'abord le développement économique. Ces tensions politiques viennent d'être illustrées par les commentaires quasi officiels que le régime de Téhéran a faits au lendemain de la vague d'attentats-suicides en Israël et dont il s'efforce après coup de minimiser la portée, tant ils ont soulevé la désapprobation de la communauté internationale, notamment en Europe où les quinze s'apprêtent à prendre leurs distances à l'égard de l'Iran.

Lire pages 2 et 3

Embargo renforcé contre Cuba

Le Congrès des États-Unis a adopté des mesures destinées à dissuader les investissements étrangers à La Havane.

L'Europe d'Edouard Balladur

L'ancien premier ministre souhaite que l'emploi devienne une priorité dans la politique communautaire.

Réforme de l'Etat

Le plan de réforme de l'Etat propose une réduction drastique du nombre de corps de fonctionnaires.

La haine ordinaire

Imed Amri, 17 ans, est mort le 3 mars à Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise), abattu à la sortie d'un concert. Il avait été figurant dans le film *La Haine*.

Jacques Chirac et sa Corrèze

Le président a gardé des liens privilégiés avec le département où il a commencé sa carrière politique.

La saison de formule 1

Le moteur Renault reste grand favori pour la série des grands prix automobiles qui commence à Melbourne le 10 mars.

Abonnement, 3 DM; Argentine-Guyane, 9 F; Australie, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,50 \$CAN; Côte-d'Ivoire, 200 F CFA; Danemark, 14 KSD; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 15 £; Grèce, 250 DR; Irlande, 1,40 £; Italie, 2700 L; Luxembourg, 40 FL; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 PTE; République, 8 F; Roumanie, 800 F CFA; Suède, 16 KSE; Suisse, 2,50 FS; Tunisie, 1 Din; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147-0308-7,00 F



Sandoz et Ciba-Geigy créent un géant mondial de la pharmacie

Les groupes suisses lancent la plus grande fusion industrielle de l'Histoire

LES SOCIÉTÉS pharmaceutiques suisses Ciba-Geigy et Sandoz ont annoncé, jeudi 7 mars, la signature d'un accord de fusion. Elles créeront le deuxième groupe mondial de pharmacie derrière le britannique Glaxo Wellcome, constitué en 1995. Regroupant 143 000 personnes, le nouvel ensemble, baptisé Novartis, réalisera un chiffre d'affaires de 26 milliards de francs suisses (environ 110 milliards de francs français) et 42 milliards de bénéfices. Il affichera une capitalisation boursière de 76 milliards de francs suisses. Ciba-Geigy et Sandoz vont se concentrer sur la pharmacie, en abandonnant leurs métiers annexes dans la chimie.

L'opération constitue la plus grande fusion industrielle mondiale de tous les temps, devançant la légendaire OPA de KKR sur le groupe agroalimentaire RJR-Nabisco en 1989. Au moment où ils perdent leurs rentes avec l'arrivée des médicaments génériques et où les gouvernements cherchent à maîtriser leurs dépenses de santé, les laboratoires pharmaceutiques doivent se regrouper pour financer une recherche de plus en plus coûteuse.



La mondialisation ne permet plus de disperser ses ressources financières. La course au gigantisme, imposée par la globalisation des marchés, dans la pharmacie comme dans l'armement ou la finance, n'est qu'à ses débuts. Pour exister mondialement, il ne suffit plus d'être gros, il faut être géant. La tentation des monopoles resurgit.

Lire page 17

Retour du tirage au sort pour les malades du sida

Le Comité d'éthique n'exclut pas cette solution

LE COMITÉ NATIONAL consultatif d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé se prononce, dans une recommandation rendue publique jeudi 7 mars, pour un tirage au sort, « au plan local », mais « en ultime possibilité », des malades du sida susceptibles de bénéficier d'un nouveau traitement mis sur le marché américain le 1^{er} mars. Les résultats, prometteurs mais préliminaires, obtenus avec le ritonavir, produit par les laboratoires Abbott, avaient été révélés début janvier lors d'un congrès à Washington.

Les « sages » rejoignent ainsi le Conseil national du sida, dont les conclusions, publiées le 26 février, avaient déclenché une vague de protestations. Ils recommandent en

premier lieu aux pouvoirs publics de mettre au point une « définition précise » des patients concernés, qui seraient actuellement 18 000 en France. Le premier ministre ayant jugé « inacceptable » l'hypothèse du hasard, la question reste entière. Mille traitements supplémentaires seront mis chaque mois à la disposition des hôpitaux à compter d'avril, mais le gouvernement ne propose pas de solution alternative immédiate. En attendant l'autorisation de l'Agence européenne du médicament, il n'exclut toujours pas d'importer directement la molécule en provenance des États-Unis.

Lire page 9

Le 8 mars des femmes

SIX MOIS après la quatrième Conférence mondiale des femmes qui, l'automne dernier à Pékin, a reconnu que « les droits des femmes sont partie intégrante et indivisible de tous les droits humains et des libertés fondamentales », la Journée internationale des femmes, célébrée vendredi 8 mars, garde tout son sens. En France, un souffle nouveau anime le féminisme, notamment face aux attaques des commandos anti-avortement.

Lire pages 10 et 16

La BERD gagne de l'argent dans le chocolat

LONDRES de notre envoyé spécial

Les créateurs de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement) avaient-ils imaginé que les profits de l'Europe centrale serviraient à financer le développement de l'Europe orientale? Que les banquiers de Londres feraient de l'argent dans les chocolats de Prague pour le recycler dans le traitement des eaux usées à Bakou? Que les profits tirés de l'industrie pharmaceutique hongroise seraient utilisés pour développer l'usage de la location-vente en Ouzbékistan? Peut-être que oui, mais certainement pas si vite.

Pour la première fois depuis sa création, en 1991, la BERD a enregistré, en 1995, un bénéfice confortable de près de 50 millions de francs (7,56 millions d'euros). Elle a réalisé des gains exceptionnels lors de la cession de participations dans plusieurs entreprises, dont le confiseur tchèque Chokoladovny et l'entreprise pharmaceutique hongroise Egis.

L'époque paraît lointaine où l'on reprochait au président, Jacques Attali, de gaspiller l'argent dans des dépenses excessives, hails en marbre ou locations de jets privés.

Certains jugeront scandaleux que la « Banque de l'Europe pauvre » gagne de l'argent à l'intérieur de son champ d'action alors qu'elle est censée assister des États qui en ont si peu. D'autres répondront qu'il est habituel pour les institutions financières internationales d'enregistrer des bénéfices et que la BERD, organisation multilatérale d'un nouveau type, n'a pas été conçue seulement pour prêter de l'argent et encaisser les remboursements, mais largement pour financer des projets et prendre des participations en capital.

Le mandat de la BERD est explicite : elle doit rechercher les profits, à défaut de les maximiser comme le ferait une banque d'affaires classique. Depuis Londres, on ne peut que féliciter l'organisme de la bonne gestion récente de ses comptes. Les bénéfices ont été engrangés malgré le quasi-gel des dépenses administratives.

Les pays d'Europe centrale, qui manifestent généralement peu de sympathie pour les nouveaux États de l'ex-Empire soviétique, pourraient s'inquiéter de voir la Banque gagner de l'argent sur leurs propres marchés pour l'utiliser, plus à l'Est, dans des projets à la rentabilité moins assurée.

En fait, les responsables d'Europe centrale savent que la BERD leur sera encore utile pendant de longues années, même s'il leur faut rester associés à des régions peu développées. Et pour les pays industriels, les profits réalisés en Europe centrale permettent de libérer des fonds pour les régions les plus reculées de l'ancien bloc de l'Est, ignorées des investisseurs étrangers. Les profits de la BERD à l'Est sont donc accueillis par tous avec satisfaction, et le président, Jacques de Larosière, aura une bonne carte en main pour faire avaliser le doublement du capital de l'organisation, prévu cette année.

Françoise Lazare

POINT DE VUE

Femmes brisées, journée risible par Taslima Nasreen

PERSONNELLEMENT, je n'ai guère de prédilection pour les célébrations telles que la Journée internationale des femmes. Dans le monde entier, on organise des Journées de l'enfant,

Journée des handicapés... Je soupçonne que c'est précisément parce qu'on voit toujours la femme faible et sans défense, comme les enfants ou les handicapés, qu'on a jugé bon d'instituer une Journée des femmes. A-t-on jamais eu

l'idée de célébrer une Journée des hommes? Beaucoup soutiendraient que c'est parce que la femme n'est pas traitée avec la dignité d'être humaine que ce genre de manifestation se révèle nécessaire. Je me de-

mande combien de temps encore les femmes devront s'appuyer sur de telles solennités pour faire valoir leurs droits les plus légitimes. A sa naissance, en 1971, l'État du Bangladesh a reconnu le principe de l'égalité des droits des hommes et des femmes. On pouvait donc s'attendre que le sort des habitantes de ce pays connaîtrait une amélioration. Or c'est le contraire qui s'est produit : la dégradation de la condition féminine n'a fait que s'accroître. La raison de cette situation est simple et tient en peu de mots : depuis son indépendance, notre pays a été soumis à une politique d'islamisation toujours plus poussée.

Le Bangladesh est l'un des pays les plus pauvres du monde. La grande majorité de ses habitants vivent à la campagne. La pauvreté de 60 % des familles rurales qui ne possèdent pas de terres ne fait que s'aggraver - problème dont aucun parti politique ne détient la solution. L'islam apparaît l'unique recours contre tous les maux. Partout retentit le slogan : « Une seule solution : l'islamisation ! »

Lire la suite page 15 et le point de vue page 14

Taslima Nasreen est écrivain.

Canal Plus, roi du numérique



PIERRE LESCURE

FORMIDABLE renversement d'alliances dans le monde de la télévision européenne : alors qu'un accord semblait sur le point de se conclure entre la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et Rupert Murdoch au travers de la société britannique BskyB pour le lancement d'un bouquet de chaînes numériques en Allemagne, le magnat australo-américain a finalement traité avec Canal Plus, Bertelsmann et Havas. Annoncée mercredi 6 mars, la nouvelle société commune à ces quatre partenaires devrait diffuser dès l'automne en Allemagne un bouquet de chaînes numériques thématiques avant de le proposer dans d'autres pays européens.

Il s'agit d'une alliance capitale pour Canal Plus, qui pense trouver ainsi le meilleur accès possible au marché allemand tout en limitant l'accès de Rupert Murdoch au marché français. A quelques semaines du lancement par Canal Plus de son bouquet francophone, c'est une belle opération pour la Générale des Eaux et Havas, actionnaires de référence de la chaîne présidée par Pierre Lescure. Jeudi, à l'ouverture des cotations à la Bourse de Paris, l'action Havas avait gagné 7,3 %, tandis que Canal Plus était réservée à la hausse.

Lire page 18

International	2	Aujourd'hui	21
France	6	Agenda	24
Société	9	Abonnements	24
Carnet	12	Météorologie	24
Horaires	13	Mots croisés	24
Entreprises	17	Culture	25
Finances/marchés	19	Radio-Télévision	29

ÉLECTIONS Quelque 30 millions d'Iraniens, hommes et femmes, sont appelés à participer, vendredi 8 mars, au premier tour des élections législatives afin de choisir, par

mi plus de 3 000 candidats, les 270 députés de l'Assemblée consultative islamique. ● « RECONSTRUCTEURS » ET CONSERVATEURS se disputent les suffrages des électeurs.

Les premiers veulent favoriser un développement économique, générateur de justice sociale, tandis que, pour les seconds, la justice sociale prime tout car elle est un principe

religieux. Ces derniers sont donnés favoris, la seule incertitude étant de savoir si les « modernistes » pourront obtenir une minorité de blocage au Parlement. ● LA FILLE AÎNÉE

du président Rafsandsjani, qui se présente à la députation sur une liste de « reconstruc-teurs », veut aider les femmes à « prendre leur place dans la société ».

Modernistes et conservateurs iraniens s'affrontent aux législatives

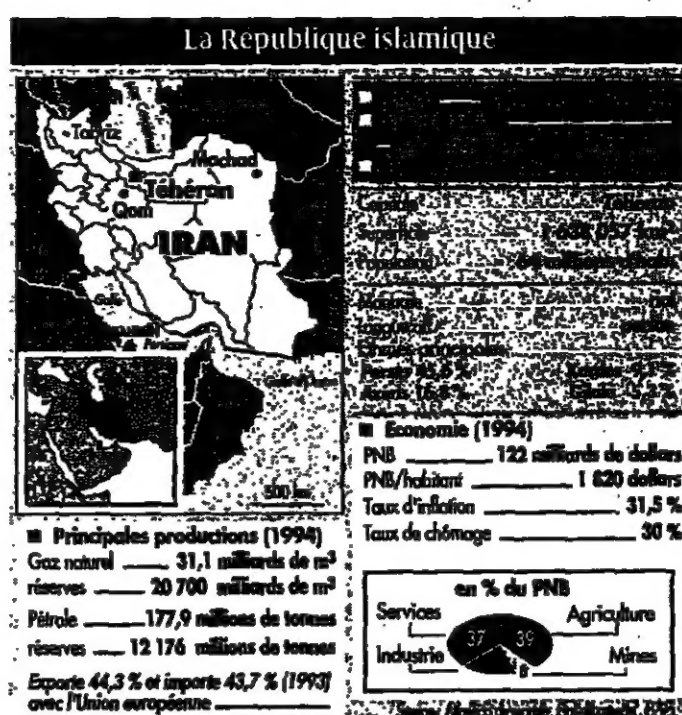
La désignation des 270 députés de l'Assemblée consultative islamique, vendredi 8 mars, relance le débat entre ceux qui accordent la priorité à la relance économique et ceux qui privilégient la justice sociale

TÉHÉRAN
de notre envoyée spéciale
« Et dire que j'ai failli jouer le jeu, que j'envisageais d'aller voter pour la liste des réformateurs, que j'étais pour une fois convaincue qu'il fallait faire un choix sans trop d'illusions sur les résultats. Et voilà qu'on nous propose une bouillie indigeste où tout se confond dans tout et réciproquement. » D'abord grave, la voix se perd dans les aigus tant le dépit est grand. Néguine n'ira donc pas aux urnes vendredi 8 mars, jour du premier tour des élections législatives, les cinquantièmes depuis l'avènement de la République islamique en 1979. Il faut dire qu'il y a de quoi perdre son persan. Sur les trois listes en principe concurrentes dans la course aux trente sièges de Téheran, une quinzaine de candidats se retrouvent partout, le plus prestigieux d'entre eux étant le président du Parlement sortant, Ali Nateg Nouri. Et dans la mesure où la tradition électorale veut que les listes soient parrainées par un certain nombre d'associations, plusieurs tuteurs se retrouvent ici et là. Mais les choses ne sont pas aussi simples qu'il y paraît. L'existence de listes concurrentes n'est pas un écran de fumée. L'Association du clergé combattant (ACC), c'est-à-

dire la droite conservatrice, est en opposition réelle avec ceux que l'on appelle ici les « serviteurs de la reconstruction » ou les réformateurs, tous proches du président de la République Ali Akbar Hachemi Rafsandsjani.

Et si quelques noms se retrouvent ici et là, c'est d'une part parce que les « reconstruc-teurs » n'ont pas été en mesure de constituer une liste homogène - ils ont même contracté une alliance contre nature avec les radicaux de gauche, à l'élimination desquels ils avaient contribué en 1992 - et aussi, selon les exégètes de la politique iranienne, parce que le haut clergé des villes saintes de Qom et de Machad a demandé que les responsables connus du grand public et dauphins du guide de la République soient sur toutes les listes.

Mais au-delà des bizarreries ce qui est en jeu, c'est un choix de développement que reflètent, à défaut de programmes, les slogans des candidats. Comme leur appellation l'indique, les « reconstruc-teurs » veulent favoriser un développement économique, générateur, selon eux, de cette justice sociale au nom de laquelle s'est faite la révolution des « déshérités ». « C'est à travers le développement que seront réglés les pro-



blèmes des gens. Nous devons accélérer le rythme, notamment en matière d'infrastructures, expliquait un des parrains des « reconstruc-teurs », le maire de Téheran, Gholam Hossein Karbaschi, avant la clôture de la campagne électorale. Même chose dans les domaines politique et culturel.

Pour leurs vis-à-vis, la justice sociale prime tout car elle est un principe religieux imposé par l'imam Ali lui-même - dont se réclame l'islam chiite. Singapour, la Corée du Sud, le Japon sont des pays à la pointe du développement, mais la justice sociale y est étrangère, s'est exclamé, lors d'un rassemblement électoral, un des candidats de l'ACC, Assadollah Badamchian. Et pour entrer définitivement les illusions de ceux qui seraient tentés de voter pour les « reconstruc-teurs », le tout-puissant M. Badamchian a rappelé

le « Grand Satan », surtout depuis qu'ils ont lancé une véritable offensive diplomatique qui vise à étrangler l'Iran pour l'amener à résipiscence.

« Trop peu, trop tard », commente Ibrahim Yazdi, secrétaire général du Mouvement pour la libération de l'Iran, toléré mais non légal, et qui ne participe pas au scrutin. Ce qui est vrai en tout cas, c'est que le sursaut des « reconstruc-teurs » est une réaction à une situation d'impasse politique et diplomatique et à une crise économique grave. Mais il ne correspond pas à une véritable culture politique, ni ne propose un projet structuré d'avenir. Ce sont les éléments les plus éduqués et éclairés du pouvoir qui en sont les acteurs.

Certains d'entre eux évoquent la nécessité de créer des partis politiques, mais la condition *sine qua non* - antinomique de la liberté politique - demeure à leurs yeux la reconnaissance du *velayat-e faqih* (gouvernement de la religion), c'est-à-dire de l'omnipotence du Guide suprême, Ali Khamenei, par rapport à toutes les institutions de l'État. Les « reconstruc-teurs » ou technocrates demeurent donc prisonniers du système et ne sont, d'après l'expression d'un journaliste iranien, qu'« un petit plant qui se heurte à un arbre aux profondes racines ».

Cette exorcisation n'en reflète pas moins un état d'esprit à l'intérieur même de l'appareil gouvernemental et administratif. Des responsables, jusqu'alors prisonniers de la langue de bois officielle, admettent désormais que le pays est en train de « rectifier les erreurs d'une expérience originale, que la guerre contre l'Irak a freinée pendant huit ans, à laquelle il faut donner le temps de mûrir et qui se heurte encore à de nombreuses résistances rigides ».

Cela est dit sous le sceau de l'anonymat, précisément parce que ce sont les rigoristes qui de-

meurent les plus forts. Pour avoir été jugés trop tolérants en matière d'édition, plusieurs responsables du ministère de la culture islamique ont été récemment purement et simplement remplacés. Et les décisions contradictoires se multiplient entre les ministères ou les différents centres de pouvoir. « Tout cela fonctionne de manière dysfonctionnelle », commente M. Yazdi.

Les Etats-Unis sont plus que jamais le « Grand Satan »

Députés, certains intellectuels s'accrochent quand même à un espoir : celui de voir, à très court terme, les rénovateurs emporter au moins trente-trois sièges, qui correspondent à la minorité de blocage au Parlement pour que le pays ne soit pas placé en coupe réglée par les conservateurs. Sceptiques sur la capacité du système à se réformer lui-même, ces mêmes intellectuels espèrent qu'à plus long terme cette petite brèche s'élargira, la société civile se chargeant, par ses multiples formes de résistance, de faire le reste.

La participation ou non des jeunes au scrutin - 70 % de la population a moins de vingt-cinq ans - pesera dans la balance parce qu'une grande partie est impuissante à l'Assemblée des électeurs du pouvoir. L'analyse des résultats du scrutin devra tenir compte non seulement du taux de participation et de la répartition des voix, mais aussi de l'efficacité de ce moyen de pression dont disposent les autorités et qui est le tampon officiel attestant du vote sur la carte d'identité de l'électeur et qui « facilite » la vie en Iran.

Mourina Naïm

3 231 candidats pour 270 sièges

Environ trente millions d'Iraniens, sur une population totale de soixante-quatre millions d'habitants, sont appelés à participer, vendredi 8 mars, dans les 196 circonscriptions du pays, au premier tour des élections législatives - le second tour est prévu le samedi 20 avril - et à désigner les 270 députés de l'Assemblée consultative islamique. Trente sièges sont réservés pour Téheran et cinq pour les représentants des minorités religieuses (deux pour les Arméniens, un pour les Assyriens, un pour les Juifs et un pour les Zoroastriens). 3 231 candidats sont en lice dans l'ensemble du pays. Tous les Iraniens, hommes et femmes, de quinze ans révolus, ont le droit de vote.

L'élection est organisée selon un mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours, sauf dans les grandes villes où le système s'apparente à un scrutin de liste. Le vote est secret mais il n'y a pas de bulletins imprimés. Les électeurs doivent écrire eux-mêmes le ou les noms du ou des candidats de leur choix sur une feuille de papier.

La fille aînée du président Rafsandsjani veut aider les femmes à « prendre leur place dans la société »

TÉHÉRAN
de notre envoyée spéciale
L'aînée, Fatmé, trente-cinq ans, est présidente de l'Association de solidarité des femmes iraniennes et sa cadette de deux ans, Fayzé, est vice-présidente du Comité national olympique iranien et candidate aux élections législatives sur la liste des « reconstruc-teurs », les amis de son père. Elles sont les filles du président de la République islamique, Ali Akbar Hachemi Rafsandsjani, et militent pour ce qu'elles pensent être le meilleur avenir pour les femmes et pour leur pays.

Jugés trop rigoristes et étiés par la frange la plus libérale de la population - « Nous ne voulons pas entrer dans le jeu de leurs accommodements et les aider à régler leurs propres contradictions », commente une habitante de Téheran -, leurs projets sont au contraire trop laxistes aux yeux de la fraction la plus pure et dure des Iraniens.

Il n'empêche que, malgré leurs limites, leurs activités ont au moins le mérite d'apporter un bol d'air à défaut de briser le carcan des mœurs islamiques. Et nombreux sont ceux qui, peu suspects de sympathie envers le régime, estiment qu'il faut les encourager dans la voie qu'elles ont choisie. Certains caressent même le secret espoir qu'une fois la libéralisation raisonnée en marche, elle prendra un cours irréversible quelle que soit l'intention de ses auteurs.

Fayzé ne cache pas qu'elle profite de son statut de fille de président de la République pour promouvoir le sport féminin et en faire une activité à la portée de

toutes. Dans son bureau aux murs clairs, situé dans les quartiers nord de Téheran, le défilé aussi rapide que le geste nerveux, drapée dans un tchador qui ne l'empêche pas de s'occuper tout à la fois de l'indépendance et de ses affiches électorales tout en répondant aux questions de ses collaborateurs et des journalistes, Fayzé pose clairement son postulat de base : « Nous sommes un pays musulman qui a ses propres principes et valeurs et vous devez nous accepter tels que nous sommes. »

La natation, le volley-ball ou tous les sports exigeant une certaine forme de nudité se pratiquent, pour les femmes, dans un espace clos d'où sont exclus les hommes

Cela n'entrave pas l'épanouissement du corps et de l'esprit, l'un étant la condition de l'autre, une « nécessité » pour une meilleure harmonie. Alors, le ski, le canoë-kayak, l'équitation ou le tennis de table, où mais les cheveux couverts et la veste recouvrant les hanches. La natation, le volley-ball

ou tous les sports exigeant une certaine forme de nudité se pratiquent en revanche dans un espace clos d'où sont exclus les hommes.

Et l'on se retrouve tout disposé à la suivre jusqu'à cette curieuse affirmation : le vrai problème des femmes, dit-elle, est une quasi-autonomie « bien antérieure à la Révolution » et dont le remède consiste à « rendre aux femmes confiance en elles-mêmes, les aider à prendre leur place dans la société, bref à se retrouver ».

Comme si, dans ce pays où nombre de droits sont, il est vrai, reconnus aux femmes, dont celui d'être et d'être éligible - ce qui est une quasi-exclusivité dans la région -, la gent féminine était seule responsable de ses propres difficultés. Difficultés telle celle, reconnue, y compris par une autre candidate, d'une inégalité des chances entre hommes et femmes. Ou le refus par la majorité du Parlement sortant de voir se constituer une commission des femmes députées au cours de la législature qui s'achève. Ou plus simplement encore, l'incompréhension de la part de ceux qui se sont érigés en « commandeurs du bien et censeurs du mal » du harcèlement dont les femmes sont victimes, le « mal » étant une notion vague et extensible à souhait qui va de la longue jupe à la couleur jugée un peu trop claire du foulard.

Et cela, l'aînée, Fatmé, l'admet et le regrette tout en rejetant la responsabilité sur des groupes « zélés » dont le gouvernement ne doit pas être tenu, dit-elle, pour

responsable. Est-ce parce qu'elle ne s'encombre pas de considérations électorales ou parce que son activité au sein de l'association des femmes la rapproche davantage de leur condition, l'aînée des filles du président iranien reconnaît aussi qu'il existe d'autres problèmes : juridique, tel le déni du droit des femmes à demander elles-mêmes le divorce, ou celui qui, relevant, explique-t-elle, d'une « certaine tradition religieuse » ou interprétation abusive de l'islam, récusé la capacité des femmes, à cause « d'une sentimentalité exacerbée », d'occuper les fonctions de juge alors qu'elles peuvent être avocates.

Fatmé plaide aussi pour la création de partis politiques qui favoriseraient un réel débat d'idées en lieu et place de ce qu'elle appelle « des groupes de pression » qui paralyseraient aujourd'hui le gouvernement. Elle se veut enfin le chantre d'une partie de la jeunesse dont elle a toutefois bien du mal à définir les objectifs.

En somme, l'une comme l'autre font un pari : celui de réussir une expérience originale d'une société moderne qui ne renonce à aucune de ses spécificités dont la première est une stricte observance de l'islam. Pari risqué mais un pari qu'Addyoum, la trentenaire, chauffeur de taxi de son métier, semble disposé à prendre. Il votera pour Fayzé et ceux que l'on appelle ici les « réformateurs » ou les « serviteurs de la reconstruction » qui plaident pour le changement. Reste à savoir combien d'Iraniens seront dans son cas.

M. Na.

De puissants personnages défendent les couleurs des conservateurs

TÉHÉRAN
de notre envoyée spéciale
Pour les élections à cette cinquième législature, la droite conservatrice - l'Association du clergé combattant (ACC) - a présenté des poids lourds de la courte histoire - dix-sept ans - de la République islamique. Le président du Parlement, Ali Akbar Nateg-Nouri, en est la figure de proue, mais d'autres candidats sont des personnages tout aussi prestigieux, sinon plus puissants.

Avec le rite franc et la ferme poignée de main que confère une grande assurance politique et une légitimité historique incontestée, M. Nateg-Nouri est un des plus anciens compagnons de l'imam Rouhollah Khomeiny. Membre du comité d'accueil, à Téheran, du fondateur de la République islamique, après le départ du shah en 1979, détenteur d'une maîtrise en philosophie islamique, frère d'un « chahid », c'est-à-dire d'un combattant mort sur le champ de bataille, lors de la guerre contre l'Irak (1981-1988), M. Nateg-Nouri a bon nombre d'atouts en main.

Responsable, jusqu'à la mort de Khomeiny, de la sécurité de ce dernier, il supervise, aujourd'hui encore, la sécurité du Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, qu'il a initié à l'escalade. Car ce sexagénaire à la barbe blanche est aussi un fier d'alpinisme - chose rare sinon tout à fait exceptionnelle au sein du clergé, plutôt porté sur la sédentarité notariale. M. Nateg-Nouri, en qui certains se risquent à voir - sauf retournement de situation, toujours possible en Iran - le futur président de la République, est originaire de la

région de Nour sur la Caspienne, dans le Mazdaran, berceau, dit-on, des hommes forts de l'Iran.

Moins ou pratiquement pas connu du grand public, Assadollah Badamchian est considéré par les spécialistes comme une des figures les plus influentes du régime. Son parcours en dit long sur la puissance de cet homme que l'on dit être un manuel de l'histoire récente de l'Iran. Ex-membre du Front national de l'ancien premier ministre Mossadegh, puis du Mouvement pour la libération de l'Iran de Mehdi Bazargan, avant de se convertir au khoménisme, M. Badamchian est aussi l'homme du Bazar, en raison de ses liens familiaux avec le « parrain » des bazars, Sâd Amini-Hamedani, président des associations islamiques et professionnelles du Bazar.

Avec ses lunettes d'intellectuel, le cheveu court et la barbe discrète poivre et sel, M. Badamchian est aussi secrétaire exécutif de la toute-puissante Association de la coalition islamique, noyau dur historique de la droite conservatrice. Et, qui plus est, il est membre d'une dizaine d'autres associations et du conseil d'administration de l'agence officielle Iran.

D'autres aussi sont de grosses pointures, tels Abdoul Hussein Moezzi, membre influent du bureau d'Ali Khamenei, ou Mevabedi Kermani, vice-président du Parlement sortant et représentant du Guide suprême auprès du corps des « gardiens de la Révolution ». Les femmes ne sont pas en reste. Il y en a cinq sur la liste de l'ACC.

M. Na.

Les dirigeants iraniens atténuent leurs commentaires sur les attentats-suicides

L'agence officielle avait glorifié les terroristes

TÉHÉRAN
de notre envoyée spéciale
S'agit-il de luttres entre factions au sein du pouvoir, d'une erreur d'aiguillage, ou est-ce tout simplement le naturel qui revient au galop ? « Ce qui est certain en Iran, c'est qu'on n'est jamais sûr de rien », ironisait, mercredi 6 mars, un diplomate occidental à la lecture d'un commentaire de l'agence officielle IRNA, qualifiant l'attentat de l'avant-veille en Israël de « châtiment divin » dont « l'héroïsme » des auteurs doit être exalté.

La similitude entre ce texte et une déclaration du président de la République, Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, qualifiant de « vengeance de Dieu » l'assassinat, le 4 novembre 1995, de l'ancien premier ministre israélien, Itzhak Rabin, est d'autant plus troublante que, depuis lors, les dirigeants et les journaux de Téhéran faisaient preuve d'une décence remarquable dans leurs discours anti-Israéliens. Le commentaire de l'IRNA n'a pas été repris, du reste, par la presse locale.

S'il en fallait moins pour que les États-Unis, Israël et l'Autorité palestinienne accusent l'Iran d'être à l'origine des attentats, le commentaire de l'IRNA brouille, de surcroît, les relations franco-iraniennes. Grave conséquence pour Téhéran, qui joue la carte du dialogue, si « critique » soit-il, avec l'Europe, contre l'hostilité des États-Unis. Les déclarations d'Alain Juppé, qui a dénoncé « les pays qui poussent au crime et encouragent les terroristes » et exclu « toute visite ministérielle avec l'Iran », ont valu à l'ambassadeur de France à Téhéran, Jean-Pierre Massé, des protestations officielles des ministères iraniens des affaires étrangères.

Les dirigeants iraniens, indique-t-on de source diplomatique, essaient, par tous les moyens, d'atténuer le commentaire de l'IRNA. Le vice-ministre des affaires étrangères chargé des affaires internationales, Javad Zarif, a « catégori-

quement démenti tout lien ou implication » dans les attentats anti-Israéliens et rejeté fermement « les accusations absurdes et irresponsables » de l'État juif. Il a affirmé que son pays a toujours été « favorable à un effort international concerté pour résoudre le problème » du terrorisme, qui fait des victimes « innocentes ».

« **VISÉES SIONISTES** »
Quelles que soient les interprétations qui peuvent être données aux commentaires venus d'Iran, les accusations portées contre Téhéran ne peuvent que renforcer les inquiétudes quasi obsessionnelles des dirigeants locaux quant à un véritable « encerclement » israélo-américain de leur pays. Le ministre des affaires étrangères, Ali Akbar Velayati, s'en est encore plaint, la semaine dernière à Bakou, à son homologue d'Azerbaïdjan. Selon le *Journal Iran News*, il a « attiré son attention » sur les objectifs sionistes au Proche-Orient, dans le Caucase et en Asie centrale, et lui a conseillé de lire le livre de Shimon Pérès, *Le Nouveau Proche-Orient*, pour « mieux comprendre les visées sionistes dans la région ».

Lorsqu'on se souvient qu'en 1995 l'Iran avait été écarté, sous la pression des États-Unis, de l'exploitation de gisements pétroliers de la mer Caspienne et que les mêmes États-Unis s'emploient, par tous les moyens, à renforcer les sanctions – jusqu'à maintenant unilatérales – qu'ils ont adoptées contre Téhéran, on mesure la psychose des responsables locaux. L'opposition est sur la même longueur d'ondes. Ibrahim Tazi, secrétaire général du Mouvement pour la libération de l'Iran, sur « l'opposition que le pouvoir refuse de légaliser, projetait encore, mercredi, une vision dramatique de l'avenir : « Une fois que l'Irak, après la Syrie, aura accepté de signer la paix avec Israël, les États-Unis concentreront leurs efforts contre l'Iran ».

M. Na.

L'armée israélienne allège son bouclage des territoires palestiniens

Le nouveau Conseil de l'autonomie se réunit à Gaza

L'armée israélienne et la police palestinienne continuent de faire des raids dans les maisons et les mosquées susceptibles d'héberger, dans les

territoires occupés et autonomes, des extrémistes islamistes. Plusieurs centaines de suspects ont été arrêtés. Tshahal a levé, jeudi 7 mars,

l'interdiction faite aux Palestiniens, depuis le début de la vague d'attentats-suicides, de circuler entre villes et villages de Cisjordanie.

JÉRUSALEM
de nos envoyés spéciaux
Semblant coopérer plus étroitement que jamais, les forces de sécurité israéliennes et la police palestinienne ont continué avec succès, mercredi 6 mars, une offensive commune contre le terrorisme islamiste : arrestation, en Israël, de l'homme qui a transporté, de Gaza à Tel-Aviv, le kamikaze palestinien responsable de la mort de douze personnes ; arrestation, dans la ville autonome de Ramallah, de Mohamed Abou Warda, qui a recruté et préparé les trois attentats-suicides à Jérusalem et à Ashkelon.

Appréhendé en compagnie d'un complice, un nommé Abed Rabbo Mousa Cheikh Eld, vingt ans, il a été interrogé, mercredi, à la télévision israélienne. « Première » dans la coopération israélo-palestinienne, qui laisse à penser que les agents du Shin Beth ont été autorisés par Yasser Arafat à interroger ce Palestinien.

« **ASQU'AU BOUT** »

L'objectif politique des attentats, destinés à déstabiliser le gouvernement travailliste, amener la droite nationale au pouvoir et ainsi stopper le processus de paix, « n'a pas surpris » le premier ministre. Interrogé, mercredi, à la télévision, Shimon Pérès n'a cependant pas voulu s'étendre sur ce sujet. La brève avec laquelle les attentats auraient été préparés ne l'a pas non plus étonné. « Nous connaissons leurs méthodes », a-t-il affirmé. Cela explique la difficulté pour nos services de trouver la piste de ces gens.

M. Pérès a assuré, une nouvelle fois, sa détermination à combattre le terrorisme « jusqu'au bout » et « est resté favorable » aux banissements des suspects palestiniens hors des territoires « dans le cadre de la loi » – en réalité, des ordonnances britanniques de l'état d'urgence d'avant 1948, réactivées. Il n'a voulu apporter « aucune réponse à la pseudo-trêve » demandée, la veille, par des activistes du Mouvement de la résistance isla-

mique (Hamas) et acceptée ensuite par sa branche armée. « Ces gens sont des menteurs », a-t-il dit.

Sur l'arrestation du camionneur palestinien de nationalité israélienne qui aurait caché et transporté le dernier kamikaze à Tel-Aviv, M. Pérès affirme détenir « des détails » qu'il « ne peut pas révéler aujourd'hui ». L'homme, dont l'identité n'a pas été révélée, réside dans un petit village bédouin en Galilée. Il aurait agi pour de l'argent – environ 5 000 francs. Il a affirmé au juge de Tibériade n'avoir jamais eu aucune idée de ce que son passager clandestin avait alors en tête.

Fort de l'environ 900 000 âmes, soit 17 % de la population israélienne, la communauté arabe est composée des Palestiniens qui, lors de la création de l'État juif en 1948, ont refusé d'abandonner leurs maisons et sont devenus, eux et leurs enfants, des citoyens israéliens.

« **UN CHAMP DE MINES** »

Non soumis à la conscription, ceux qui se nomment les « Palestiniens de 48 » n'envoient, chaque année, sur une base de volontariat, qu'une poignée d'entre eux dans les rangs de Tshahal. Représentés à la Knesset par deux partis commu-

Les confessions d'un recruteur de kamikazes

Arrêté mardi par la police de M. Arafat, à partir, affirme-t-on côté israélien, de renseignements fournis par le Shin Beth, Mohamed Abou Warda, vingt ans, a avoué avoir recruté et préparé les trois kamikazes palestiniens qui ont perpétré trois des quatre récents attentats-suicides. Condamné aux « travaux forcés à perpétuité » par la Cour de sûreté nationale palestinienne, il a avoué avoir « commis une grave erreur » et a demandé « aux Palestiniens de cesser de tels actes ». Sympathisant du Mouvement de la résistance islamique (Hamas), il a affirmé avoir été recruté « par les brigades Ezzedine El Qassam, il y a quatre semaines, à Ramallah, par un certain Abou Ahmed », originaire de la bande de Gaza. Il m'a demandé si je voulais devenir martyr, j'ai dit non. Il m'a alors demandé si je pouvais trouver trois candidats, j'ai accepté. Je n'ai eu aucune difficulté à les trouver. « Il s'agissait, a-t-il ajouté, d'intensifier les actions militaires avant les élections israéliennes pour provoquer un renversement politique en faveur du Likoud. Nous savions que si la droite revenait au pouvoir, le processus [de paix] s'arrêterait. »

Lundi, le bouclage des territoires, qui avait été imposé une semaine plus tôt après le premier attentat de Jérusalem, laissait encore passer les camions de marchandises. Le suspect avait l'habitude de faire la navette entre Gaza et Israël. Il aurait déposé son passager devant le centre commercial Ditzengoff, à Tel-Aviv, une minute à peine avant l'explosion. « Accuser tous les Arabes israéliens » comme certains parlementaires l'ont fait – est tout simplement scandaleux, se fâche le premier ministre. Tous les responsables de la communauté ont condamné les attentats.

nautaires et disposant de cinq élus sur cent vingt, dont un membre du parti de gauche Meretz, les Arabes israéliens se plaignent régulièrement de discriminations. Pourtant, a rappelé M. Pérès, « au fil de cinq guerres, ils ont largement prouvé leur loyauté à Israël ».

Le premier ministre a réaffirmé sa foi dans le processus de paix. « Non, je ne me suis pas trompé. Nous sommes dans une phase difficile. Mais n'oublions pas que la plus grande ex-organisation terroriste [l'OLP] ouvre aujourd'hui le feu sur des terroristes et les emprisonne (...). La voie de la paix est un champ de mines. Yasser Arafat en fait au-

jourd'hui plus qu'avant [contre le terrorisme] mais nous irons jusqu'au bout de ce combat. »

A Gaza et dans les huit enclaves autonomes de Cisjordanie, les raids faits par la police palestinienne dans les mosquées et les maisons suspectées d'abriter des extrémistes ainsi que les arrestations ont continué, portant à cinq cents le nombre de personnes emprisonnées depuis le début de ces opérations. Pour la première fois depuis son retour en Palestine, en juin 1994, M. Arafat a ordonné à ses hommes d'investir la grande université islamique de Gaza. Des portes ont été forcées et du matériel de propagande islamiste a été saisi.

Pris en tenaille entre les Israéliens et les Palestiniens, le groupe Ezzedine El Qassam a réitéré, mercredi, dans un communiqué, sa décision de cesser les attentats et a annoncé son intention de livrer armes et explosifs à l'Autorité palestinienne. « Notre décision est sérieuse, a-t-il assuré. Nous demandons à nos frères de l'Autorité palestinienne de discuter avec Israël afin que les noms de nos militants recherchés soient rayés de la liste [israélienne] des personnes à éliminer, car la violence ne peut entraîner que la violence. »

C'est dans ce contexte que s'est réuni, jeudi, à Gaza, en séance inaugurale, le Conseil palestinien, élu le 20 janvier. Pour la circonstance, les élus de Cisjordanie ont bénéficié d'une autorisation spéciale israélienne pour contourner le bouclage des enclaves autonomes décrété le 25 février, au début de la vague d'attentats, et qui vient d'être allégé de manière à permettre aux Palestiniens de circuler entre villes et villages. M. Arafat devait profiter de cette première séance, au cours de laquelle doit être élu le président du Conseil, pour défendre une nouvelle fois sa politique de coopération avec le gouvernement israélien contre le terrorisme.

Patrice Claude et Gilles Paris

Sans vouloir rompre, l'Europe durcit le ton à l'encontre de Téhéran

CHOQUÉS par les réactions de Téhéran à la vague d'attentats-suicides en Israël et soucieux de voir se poursuivre le processus de paix au Proche-Orient, les pays de l'Union européenne (UE) ont décidé de durcir le ton à l'égard de l'Iran, sans vouloir, pour autant, rompre avec ce pays comme le réclament les États-Unis.

Première manifestation de l'évolution des Européens, la France a annoncé, mercredi 6 mars, qu'elle « diffère » la visite que le vice-ministre iranien des affaires étrangères, Mahmoud Vaezi, devait faire dans quelques jours à Paris. Le séjour de M. Vaezi a lieu « à une date ultérieure », a expliqué un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay à l'ambassadeur iranien en France.

Celui-ci avait été convoqué au ministère, ainsi que son collègue libyen, pour entendre le directeur pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, Denis Bauchard, leur faire part de la « réprobation » de la France à la suite des réactions entendues à Téhéran et Tripoli après les sanglants attentats perpétrés en Israël. L'agence officielle iranienne IRNA avait parlé de « châtiment divin » contre l'« entité sioniste illégitime », cependant qu'on expliquait, à Tripoli, que les dirigeants israéliens « étaient responsables des massacres de Jérusalem et d'Ashkelon ».

Les responsables de l'UE veulent marquer le coup. Dès ce week-end à Palerme, ils consacreront une partie de la réunion informelle des ministres des affaires étrangères à définir une attitude plus réservée à l'égard de Téhéran. Il devrait s'agir, essentiellement, de limiter plus encore les contacts politiques avec les dirigeants iraniens. Déjà,

l'ensemble des quinze observent une politique commune, décidée en 1992, à l'encontre de l'Iran et qui restreint le dialogue politique avec ce pays. Il est peu vraisemblable que l'UE décide d'aller beaucoup plus loin. Les « représailles seront limitées », dit-on dans les milieux diplomatiques, puisque l'Allemagne, principal investisseur européen en Iran, la Grande-Bretagne et la France ont d'ores et déjà fait savoir qu'elles n'entendaient pas restreindre leur relations économiques avec Téhéran.

« **POLITIQUE AMBIGÜE** »

À Paris, où M. Juppé avait laissé entendre mercredi que toute visite ministérielle avec l'Iran pourrait être exclue, on n'en assumait pas moins celle entreprise au début du mois par Bernard Pons à Téhéran. À l'Élysée, on dit « n'avoir pas de regrets » pour un voyage, « approuvé par tout le monde », réalisé par un ministre en charge d'un domaine technique, les transports et l'équipement, et qui aurait tenu aux dirigeants iraniens un langage particulièrement franc. Tel n'est pas l'opinion de François Léotard, président du Parti républicain, qui déclarait mercredi à France Info : « Cela fait des années que je regrette que, vis-à-vis d'États qui sont soit terroristes, soit totalitaires, nous ayons une politique ambiguë. »

Enfin, pour manifester la solidarité de la France avec Israël et le soutien de Paris au processus de paix, le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, devait, avant Palerme, se rendre à Jérusalem, en compagnie, notamment, du vice-président de la commission des affaires étrangères, Aymeri de Montesquiou (UDF-AD).

Une dizaine de ministres ont participé à la manifestation de Paris

QUELQUES milliers de personnes ont répondu, mercredi 6 mars, à l'appel pour une manifestation silencieuse lancée par une trentaine de partis de gauche, de syndicats et d'associations, bientôt rejointes par les formations de la majorité. Sur l'esplanade du Trocadéro, aucun symbole, aucune image, rien qui permette au recensement de se manifester. Quelques bougies avaient été disposées afin de permettre aux présents de témoigner leur douleur, leur solidarité et leur révolte après les attentats qui ont ensanglanté Israël et menacent aujourd'hui le processus de paix. L'important était d'être là et de vérifier que les responsables de tous bords se retrouvaient côte à côte pour une

même condamnation et un même engagement en faveur du processus de paix.

Arrivés peu avant 18 heures, mercredi 6 mars, les manifestants, venus signifier leur refus du terrorisme, se sont donc massés le long des barrières qui, ménageant un couloir au beau milieu de l'esplanade, isolaient les personnalités de la foule. Avi Pazner, ambassadeur d'Israël en France, et Lella Chahid, déléguée générale de la Palestine en France, comptaient au nombre des participants. Des applaudissements ont salué l'arrivée de Lionel Jospin, à l'origine de l'appel. Autour de lui se pressaient les principaux responsables de la direction du PS.

Daniel Vaillant, numéro deux du

PS, Henri Emmanuelli, l'ancien premier ministre Pierre Mauroy, président de l'Internationale socialiste, Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat, et Dominique Strauss-Kahn ont retrouvé sur place Michel Rocard, Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, Robert Badinter, ancien président du Conseil constitutionnel, Martine Aubry, ancien ministre du travail, Michel Sapin, ancien ministre de l'économie, et Jack Lang, ancien ministre de la culture.

« Je suis heureux que d'autres mouvements politiques, des hommes et des femmes y compris de la majorité actuelle se soient finalement associés à ce mouvement », a déclaré M. Jospin. « Ils représentent donc

une quasi-totalité de la communauté française afin de dire non au terrorisme, oui à la paix » : « C'est la voie de la paix qui est la solution raisonnable, c'est celle qui assurera l'avenir », a ajouté l'ancien candidat à l'élection présidentielle.

De fait, les représentants de la majorité étaient nombreux à avoir fait le déplacement. Une dizaine de membres du gouvernement, parmi lesquels Roger Romani (RPR), ministre des relations avec le Parlement, Corinne Lepage, ministre de l'environnement, Philippe Douste-Blazy (UDF-FD), ministre de la culture, Jean-Pierre Raffarin (UDF-PPDF), ministre des PME, du commerce et de l'artisanat, Eric Raoult (RPR), ministre délégué à la ville et à l'intégration, côtoyaient Jean Tiberi (RPR), maire de Paris, François Léotard, président du Parti républicain, Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, Alain Madelin, vice-président du PR, et André Rossinat, président du Parti radical. « Il était important d'être là et d'être là ensemble, au-delà de tous les clivages politiques », résumait François Bayrou.

A gauche, Robert Hue, secrétaire national du PCF, signataire de l'appel, côtoyait Georges Sarre (MDC), député de Paris, Bernard Kouchner (Radical), Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, et Marc Blondel, secrétaire général de FO, étaient également présents. Autour d'Henri Haldenberg, président du Conseil représentatif des institutions juives de France, et de Jean-Pierre Pierre-Bloch, président d'honneur de la Licra, M. Jospin, M. Léotard, M. Bayrou et M. Raffarin se sont symboliquement retrouvés pour déposer une bougie à la mémoire des victimes des attentats.

Cécile Chambraud

« La paix ! La paix ! »

« **DE GRÂCE, ne filmez pas ça !** » Le journaliste ne répond pas. Il filme. « Arrêtez, je vous en supplie ! C'est du sabotage ! » La femme est au bord des larmes. La caméra ronronne. Dans l'objectif, une grappe de jeunes gens enrégimentés mettent le feu au drapeau vert et noir de Palestine, en criant : « Arafat assassin ! » Trois, cinq, huit micros sont aussitôt brandis. Enfin, des manifestants parlent... Les autres, des centaines d'autres observent la scène, horrifiés. « Vous vous trompez en prenant ces images ! Ces excès ne représentent qu'eux-mêmes. La communauté veut la paix ! » Alors, la foule va rompre le silence qu'elle s'était imposé. Elle va scander : « La paix, la paix ! » pour qu'il ne soit pas dit que le camp des guerriers triomphe.

« Jérusalem est restée digne. Soyons à la hauteur, dit une jeune grand-mère dont le fils a choisi de vivre en Israël. Ce ne sont pas quelques énergumènes égarés qui vont prétendre stopper ce qui n'est qu'une suite à l'exécution de six millions de juifs ! » Une ancienne déportée lui répond d'une voix très douce : « Mais, Madame, on n'est pas un peuple parfait. Chacun tente de s'exprimer à sa façon... Ces enfants sont nos enfants, qui souffrent et qui pleurent, et ne brûlent un drapeau que faute de savoir s'exprimer. »

« **La paix, la paix !** » Quelle paix ? Ils ne souhaitent pas répondre. Ce n'est pas le moment. « Aucun retour en arrière n'est possible. Au fond, chaque attentat le martèle. Non à la guerre ! Mille fois non ! Mes nuits à moi sont hantées par la Shoah, hélas, celles de mon fils aussi. Mes petits-enfants, eux, doivent sortir de la spirale. » Une femme qui se dit fière d'avoir « l'âge d'Israël » sourit : « N'est-ce pas le destin de notre peuple ? Le monde ne veut pas d'un juif en paix. » La dame devant elle a tressailli : « Raz-le-bol de cette culture de la persécution ! Gros tesque, le mythe du juif courbant l'échine. C'est fini tout ça ! Quoi qu'il arrive, les juifs ont un pays ! »

« Nous n'en finirons jamais avec la violence. »

« Qu'est-ce que vous fait dire cela ? »

« Je le sens. »

On répugne à citer le nom d'Arafat. Un homme pose sur une marche un bouquet de tulipes blanches. Des centaines de bougies clignotent. « La poignée de main devant Clinton, c'était quand même très fort », révent deux adolescentes. Une femme se souvient qu'en 1948, elle était venue fêter ici-même la création de l'État d'Israël. Elle sortait, meurtrie, de la guerre. Mais elle avait dansé toute la nuit.

Annick Cojean

Le président Fernando Henrique Cardoso vante la « révolution blanche » du Brésil

La mise en place du plan real a été déterminante, selon le chef de l'Etat

Le président brésilien, Fernando Henrique Cardoso, qui répondait, mardi 5 mars, aux questions des correspondants étrangers, estime que

son pays a accompli ces dernières années une « révolution blanche », c'est-à-dire une transformation profonde sans à-coups ni soubresauts.

La société brésilienne, a-t-il déclaré, se démocratise, même si elle reste « plus injuste encore que sous-développée ».

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

Fernando Henrique Cardoso est un président heureux. Avec un revenu moyen annuel par habitant de l'ordre de 4 000 dollars (environ 20 000 francs), le chef de l'Etat estime que la société brésilienne se rapproche du seuil à partir duquel sera possible un véritable décollage en direction du monde développé. L'élément déterminant de ce qu'il nomme la « révolution blanche », cette transformation en douceur de la société brésilienne, a été, selon lui, le plan real, qui porte le nom de la nouvelle monnaie lancée le 1^{er} juillet 1994 et qui a permis d'en finir avec l'inflation galopante. La hausse des prix atteint désormais 20 % par an, alors qu'elle était de 50 % par mois avant juillet 1994. « Le pays était habitué à vivre sous la morphine de l'inflation. Il en souffrait, mais ne s'en rendait pas compte »,

La stabilisation de la monnaie a permis en particulier aux Brésiliens les plus pauvres de mieux se nourrir. Et M. Cardoso de citer les statistiques qui montrent que la consommation de protéines, en particulier d'œufs et de viande, a considérablement augmenté en un an. Quand on

l'interroge sur son appartenance à la gauche, le président brésilien répond que « le plan real a apporté plus d'égalité et de justice. Il a permis la plus forte redistribution de revenus de toute l'histoire récente du pays. C'est cela, être de gauche. Tout le reste est du bavardage ».

M. Cardoso n'est pas pour rien un ancien professeur. Il conçoit son rôle avant tout comme celui d'un pédagogue, chargé d'expliquer inlassablement à ses concitoyens la nécessité des changements. C'est ce qu'il a fait à propos de l'inflation, dont le Brésil s'accommodait depuis près de trois décennies. La même méthode a été utilisée pour la réforme du système des retraites, qui doit être prochainement votée par le Congrès. « C'est une question très sensible dans tous les pays du monde. Nous n'avons pas imposé notre plan, mais nous avons choisi la voie de la négociation », affirme le président. La réforme de la fonction publique et celle des impôts devaient suivre.

Un des maux traditionnels du Brésil est le clientélisme. M. Cardoso est fier d'avoir supprimé deux ministères, celui de l'intégration régionale et celui du bien-être social, qui en étaient les victimes. « Les res-

sources de ces deux départements étaient dispensées en fonction des pressions des membres du Congrès et des groupes d'intérêts. Les dépenses normales, concernant par exemple le fonctionnement des cantines et des autobus scolaires, sont envoyées désormais directement aux intéressés, sans qu'il y ait besoin de la médiation d'un élu local.

À propos des paysans sans terre, « un problème qui fait beaucoup de bruit », M. Cardoso rejette les accusations d'indifférence et d'immobilisme qui lui sont portées par la gauche, en particulier par le Parti des travailleurs et par l'ala la plus progressiste de l'Eglise brésilienne. « Mon gouvernement est celui qui est allé le plus loin dans ce domaine. Nous avons fourni des terres à 42 000 familles l'an dernier. Vous pouvez vérifier ces chiffres et les noms des bénéficiaires. La liste est disponible. » Cette dernière précision vise le Parti des travailleurs, qui conteste ces statistiques.

M. Cardoso refuse également les critiques concernant sa politique à l'égard des 300 000 Indiens brésiliens. Celles-ci ont été vives en Allemagne et dans les pays nordiques après la promulgation, le 8 janvier,

d'un décret autorisant la révision des frontières de 344 réserves. L'objectif n'est pas de retirer des terres aux Indiens, mais de donner un statut juridique à certaines réserves, dont les limites n'avaient pas été légalement enregistrées jusqu'ici, affirme le président. M. Cardoso reconnaît qu'« il y a beaucoup de corruption » à la FUNAI, la Fondation nationale de l'Indien, l'organisme gouvernemental qui a la tutelle des réserves. Mais la FUNAI n'a pas, selon lui, les moyens matériels d'empêcher les contacts entre les Indiens et les « pionniers blancs », lesquels provoquent une désorganisation sociale du milieu indien traditionnel.

M. Cardoso affirme enfin que l'obtention d'un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU n'est pas une de ses obsessions. « Le Brésil n'est candidat à rien », explique-t-il. Certes, le Brésil « souhaite jouer un rôle plus actif » sur la scène internationale, « mais il n'a pas d'ambitions hégémoniques ». Ce qui compte, pour le président brésilien, c'est l'accession de son pays au statut que confère la puissance économique réelle.

Dominique Dhombres

Au Japon, trois GI sont condamnés pour le viol d'une collégienne d'Okinawa

TOKYO

de notre correspondant

Le tribunal de Naha, capitale de l'archipel d'Okinawa, a condamné, jeudi 7 mars, à sept ans de prison deux des trois soldats américains accusés de l'enlèvement et du viol d'une adolescente japonaise de douze ans. Le troisième accusé a été condamné à une peine de six ans et demi. Dans un communiqué, l'ambassade des Etats-Unis s'abstient de tout commentaire de la sentence, rappelant que le Japon est un Etat de droit et qu'aucune entorse à la procédure n'a été relevée par le représentant des forces américaines qui a suivi le déroulement du procès.

Le tribunal d'Okinawa n'a pas suivi le ministère public, qui avait demandé des peines de dix ans de prison, plus sévères que celles requises généralement pour des affaires similaires au Japon (de trois à cinq ans). Il n'en a pas moins tenu à ce que cette sentence serve d'exemple.

Cette triste affaire, survenue le 4 septembre, a soulevé une vague d'indignation au Japon, et en particulier à Okinawa, où sont concentrés environ 60 % des 47 000 soldats américains stationnés dans l'archipel. Elle a donné lieu à des manifestations importantes à Okinawa (80 000 personnes) et plus sporadiques à Tokyo. Devant le tribunal de Naha, jeudi, des banderoles ont été brandies à l'égard des Américains (« Les animaux US, retournez dans la jungle ») - insultes d'autant plus sensibles que les GI sont des Noirs - étaient révélatrices du caractère passionnel des réactions locales à un incident tragique qui a ravivé les rancœurs des habitants d'Okinawa à l'égard du gouvernement central. Colonisés par les Japonais au XIX^e siècle, discriminés puis victimes de la plus dure bataille de la guerre du Pacifique (Le Monde du 23 juin 1995), les habitants d'Okinawa estiment aujourd'hui subir seuls la charge de la présence des bases américaines au Japon.

Ce tragique incident avait aussi pris une dimension internationale : elle a conduit le président Clinton à présenter ses excuses au peuple japonais et ouvert un débat sur le système de sécurité nippo-américain, un sujet qui sera au centre des entretiens que doit avoir le chef de la Maison Blanche lors de sa visite à Tokyo en avril.

Philippe Pons

Etre journaliste en Algérie

LA PRESSE PRIVÉE algérienne, née à la fin des années 80, à la faveur d'une éphémère parenthèse pluraliste (1989-1991), aura été, pendant un

bref moment, une des plus libres du monde arabe. Cette tentative d'expérience citoyenne, véritable

« aventure intellectuelle » pour des journalistes maintenus « sous tutelle » depuis trois décennies, tournera court. Libre - à l'exception des journaux islamistes, interdits dès 1992 -, la presse locale l'est restée, grosso modo, jusqu'à la fin de 1993, année marquée par une montée sans précédent du terrorisme et par une reprise en main étatique très efficace des organes d'information.

À la censure, aux pressions du pouvoir - imprimeries et publicité restent monopoles de l'Etat - s'ajoutent les menaces terroristes et les assassinats, dont plus de cinquante journalistes ont été victimes en l'espace de trois ans : autant d'« attentats à la liberté de la presse » que la journaliste Ghania Mouffok, ancienne collaboratrice du quotidien Algérie ac-

tualités, décrit avec sang-froid dans un livre remarquable. Etre journaliste en Algérie, dont on veut espérer qu'il pourra être diffusé, un jour, de l'autre côté de la Méditerranée.

Des émeutes d'octobre 1988, date à laquelle le Mouvement des journalistes algériens (MJA) commence à se faire connaître,

Le pouvoir algérien montré du doigt par le département d'Etat

Tortures, assassinats, arrestations arbitraires, emprisonnements sans procès, atteintes à la liberté de réunion et d'expression : dans son rapport annuel sur la situation des droits de l'homme, publié, mercredi 6 mars, à Washington, le département d'Etat dresse un sévère réquisitoire à l'encontre des autorités algériennes - sans épargner, pour autant, les groupes islamistes, notamment les GIA, accusés d'avoir tué « des centaines, voire des milliers de personnes ». Le département d'Etat estime à près de 50 000 le nombre total des tués, depuis ces cinq dernières années.

jusqu'aux lendemains sanglants de l'élection présidentielle du 16 novembre 1995, l'auteur déroule le fil de l'histoire récente, celle d'un pays et de sa presse courageuse parfois, martyre souvent, mais dont l'indépendance et l'esprit critique n'ont jamais été les vestes majeures.

Décorquant les rouages d'un système liberticide qui a ouvert la voie à toutes les barbaries, l'auteur dresse un portrait sans complaisance de la presse algérienne et, à travers elle, du pouvoir et des islamistes, dont les conceptions, en matière de démocratie et de respect de la personne humaine, ne sont pas si éloignées l'une de l'autre.

On trouvera, en annexe, les « recommandations » du ministère de l'intérieur, sorte de vademecum de la censure officielle, adressé, en juin 1994, à toutes les rédactions algériennes. Et, en prologue, la liste des journalistes assassinés entre octobre 1988 et décembre 1995. Liste qui n'a cessé, depuis lors, de s'allonger.

C. S.

★ Etre journaliste en Algérie, de Ghania Mouffok, Reporters sans frontières, 5, rue Geoffroy-Marie, 75009 Paris, 144 pages, 85 francs.

Au Bénin, le second tour de la présidentielle opposera M. Soglo à M. Kérékou

COTONOU

de notre envoyé spécial L'appel du général Mathieu Kérékou aux « révolutionnaires d'hier et aux démocrates d'aujourd'hui » semble avoir été entendu. Mercredi 6 mars, dans la soirée, soixante-douze heures après la clôture du scrutin présidentiel, les résultats officiels n'étaient toujours pas publiés. Mais les deux quotidiens de Cotonou, la capitale économique, la Nation et le Matin, étaient d'accord, dès mercredi, pour consacrer leur « une » au second tour, prévu pour le 18 mars, et pour en désigner comme protagonistes l'actuel président, Nicéphore Soglo, et son prédécesseur, Mathieu Kérékou.

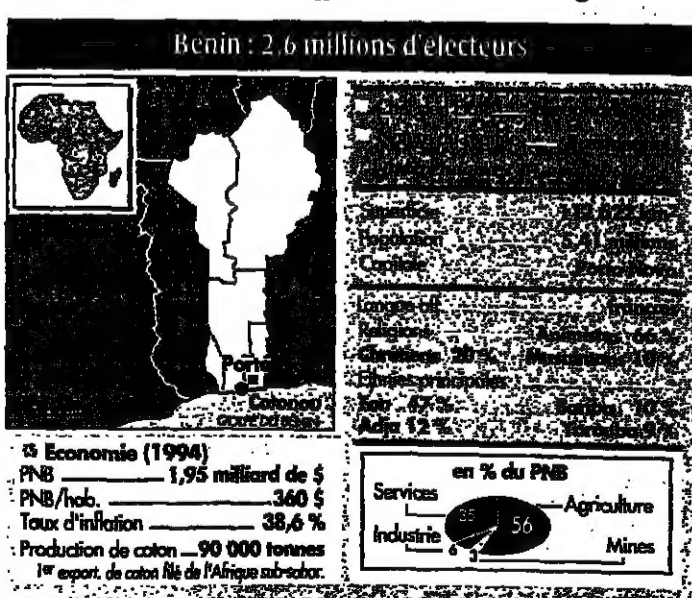
Moins de 1 % des 2,6 millions d'électeurs inscrits séparerait les deux hommes, qui auraient recueilli environ 36 % des suffrages chacun. On retrouvera donc la même affiche qu'en 1991. A l'époque, le Bénin était à l'avant-garde de la démocratisation et du multipartisme en Afrique, et le général Kérékou, après avoir régné en dictateur pendant dix-huit ans, accepta le verdict des urnes, laissant la place à M. Soglo. Aujourd'hui, le général - caméléon - revient en force, raflant la majorité des voix dans ses fiefs du Nord, mordant ailleurs sur l'électo-

rat de ses rivaux. Il fait campagne contre les « privatisations sauvages », accusées d'avoir accru le chômage. Il est vrai que M. Soglo a appliqué avec ardeur l'ajustement structurel dont le Bénin a bénéficié, devenant le principal exportateur de coton d'Afrique subsaharienne. Mais ce boom cotonnier n'a pas suffi à lui rallier la sympathie des électeurs des régions productrices, au centre du pays, qui ont voté pour M. Kérékou.

SIGNES DE TENSION

Affaibli par les querelles institutionnelles et les campagnes de rumeurs, M. Soglo, contrairement à la plupart des chefs d'Etat africains, ne bénéficie d'aucune « prime au sort ». Son implantation à Cotonou reste pourtant solide et il y arriverait largement en tête. « Les gens oublient que, sous Kérékou, les fonctionnaires n'étaient pas payés », s'indigne un manutentionnaire du port autonome de la capitale économique.

Arrivé en troisième position, Adrien Houngbedji, ancien président de l'Assemblée nationale, devient, presque malgré lui, un véritable faiseur de rois. Mercredi, il semblait pencher en faveur de M. Kérékou - dans les gorges du



quel il fut pourtant déchu, avant de s'élancer et de s'effiler en 1975. « Il faut que le prochain chef de l'Etat soit le président de tous les Béninois », a-t-il déclaré, reprochant au président sortant son « arrogance ».

Si les bailleurs de fonds dissimulent mal leur inquiétude d'un

M. de Charette prolonge en Malaisie l'élan du sommet Europe-Asie

KUALA-LUMPUR. Après le sommet Europe-Asie de l'Est de Bangkok, Hervé de Charette a effectué, du dimanche 3 au mardi 5 mars, la première visite officielle d'un ministre français des affaires étrangères en Malaisie. Reçu notamment par le premier ministre, Mahathir Mohammad, et le vice-premier ministre, Anwar Ibrahim, M. de Charette a estimé que la diplomatie française devait « rattraper le temps perdu » dans cette région. Il a annoncé la venue d'autres ministres français à Kuala-Lumpur « dans les douze mois », ainsi que la création d'une commission bilatérale et d'un club d'affaires. Il a confirmé que la France participera à l'étude du projet de voie ferrée transasiatique adopté par le sommet de Bangkok. L'année 1997, a-t-il précisé, sera consacrée à la « définition d'un programme d'action » s'inscrivant dans « la logique » de l'impulsion donnée par Jacques Chirac à la diplomatie française en Asie. (Corresp.)

Des banques allemandes vont prêter 4 milliards de marks à la Russie

BONN. Un consortium de banques allemandes mené par la Deutsche Bank va prêter 4 milliards de deutschemarks (13,6 milliards de francs) à la Russie, a annoncé le porte-parole du gouvernement de Bonn, Peter Haussmann, mercredi 6 mars. Ces crédits prolongent le prêt prévu par le FMI dans l'accord du 22 février, a précisé M. Haussmann ; la première tranche de 3 milliards de marks doit servir « immédiatement à soutenir les réformes économiques », la seconde à financer des projets économiques d'intérêt commun à l'Allemagne et à la Russie et à plus long terme. De son côté, la France va accorder un prêt de 2 milliards de francs « pour soutenir le processus de transition économique ». Ces prêts sur sept ans sont remboursables après la quatrième année. (AFP)

EUROPE

■ IRLANDE DU NORD : l'Armée républicaine irlandaise (IRA) a exécuté, jeudi 7 mars, de rétablir le cessez-le-feu rompu il y a un mois, en déclarant que les tentatives anglo-irlandaises de relance du processus de paix en Irlande du Nord étaient inadéquates. L'IRA a aussi esquivé de se défaire de son stock de 100 tonnes d'armes et d'explosifs, et a annoncé son intention de poursuivre la « lutte armée » contre la Grande-Bretagne, « étant donné les conditions politiques actuelles ». (Reuters)

■ RUSSIE : le président russe Boris Eltsine annoncera, à la fin du mois de mars, un projet visant à créer à terme une « confédération » entre la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan, a assuré, mercredi 6 mars, Oleg Soskovets, numéro deux du gouvernement, qui dirige la campagne de M. Eltsine pour l'élection présidentielle de juin. (AFP)

■ ARMÉNIE : le procès de 31 membres du parti arménien d'opposition interdit Dachnaktsoutoun s'est ouvert mardi 5 mars à Erevan. Les inculpés, accusés d'avoir préparé des actes terroristes, d'avoir voulu assassiner le président arménien, Levon Ter-Petrosian, et plusieurs autres dirigeants, ainsi que d'avoir voulu organiser un coup d'Etat le 29 juillet 1995, jour du second tour des élections législatives, sont passibles de la peine de mort. (AFP)

AFRIQUE

■ BURUNDI : le président Sylvestre Ndirakobuca est arrivé à Paris, mercredi 6 mars ; il devait rencontrer, jeudi, le ministre français de la coopération, a-t-on appris de très bonne source. Cette visite, non annoncée officiellement, survient au moment où le Burundi, plongé dans la spirale de la violence ethnique « selon le département d'Etat américain, connaît une nouvelle vague de tueries qui ont fait 50 morts », plus d'une centaine de morts ces deux dernières semaines. (AFP/Reuters)

■ TCHAD : un référendum constitutionnel sera organisé le 31 mars, a-t-on appris, mercredi 6 mars, à N'Djamena. Cette consultation, annoncée par décret présidentiel, devrait être suivie d'élections présidentielle et législatives. (AFP/Reuters)

AMÉRIQUES

■ HAÏTI : le nouveau premier ministre, Royce Smarsh, un agro-économiste de cinquante-cinq ans, a pris officiellement ses fonctions mercredi 6 mars. Son gouvernement comprend quatre ministres du cabinet sortant, dont le chancelier (ministre des affaires étrangères) Fritz Longchamps. Le diplomate vénézuélien Enrique Ter Horst a été nommé, mardi, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU en Haïti ; le général de brigade canadien Pierre Daigle, commandant de la composante militaire de la Mission des Nations unies en Haïti (Minuha), et le colonel français Philippe Ballard, commissaire de la composante de police civile. (AFP)

ÉCONOMIE

■ ALLEMAGNE : le produit intérieur brut a reculé de 0,5 % au quatrième trimestre 1995 par rapport au troisième, en données corrigées, a indiqué jeudi 7 mars l'Office fédéral des statistiques. L'Office a expliqué le recul par la baisse des investissements dans les biens d'équipement et le bâtiment. (AFP)

■ ÉTATS-UNIS : les commandes industrielles ont augmenté de 0,5 % en janvier par rapport au mois précédent, après une hausse de 1,7 % en décembre. (AFP)

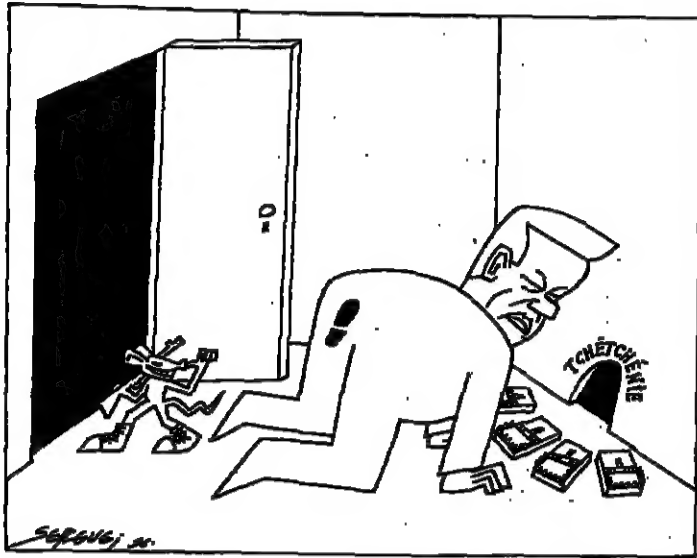
estimations officielles, la participation aurait avoisiné les 80 %. « Les électeurs sont aujourd'hui conscients de leurs choix. Le peuple a pris goût à la démocratie, explique un avocat. Même si Kérékou revient, il sait que l'appareil du parti unique, c'est du passé, et qu'il devra composer avec plusieurs courants, plusieurs partis à la fois. Mais je ne suis pas sûr que le deuxième tour se passe aussi bien ».

D'un côté comme de l'autre, des signes de tension apparaissent. Le gouvernement envisage de renforcer son dispositif de sécurité, surtout dans le Nord, afin d'éviter « d'éventuelles infiltrations de milices armées ». Les partisans de M. Kérékou accusent le parti au pouvoir de fraude. Mais les Béninois attendent à faire remarquer qu'ils ont « entièrement confiance dans le courage et l'impartialité » de la Cour constitutionnelle, chargée de vérifier la régularité du scrutin. L'an dernier, après avoir constaté des anomalies lors des élections législatives, la Cour n'a pas hésité à annuler les résultats des neuf sièges du département de l'Atlantique, qui, sans cela, seraient revenus au chef de l'Etat.

François Picard

Les Tchétchènes se livrent à une démonstration de force à Grozny

Le Conseil de sécurité se réunit à Moscou



MOSCOU

Un calme relatif régnait à Grozny, jeudi 7 mars à l'aube, selon des journalistes sur place, après vingt-quatre heures de violents combats qui ont permis aux indépendantistes de reprendre, en quelques heures, le contrôle d'une partie de la ville en ruine, où reste concentré le plus gros des forces russes en Tchétchénie.

Nul ne savait encore s'il s'agissait d'une simple accalmie ou si les combattants, ayant ainsi démontré avec éclat la fragilité du dispositif russe, avaient décidé d'un repli, comme l'a affirmé le commandement russe, jeudi matin. Mais certaines rues du centre-ville, théâtre des plus violents affrontements de la veille, étaient vides et aucun char russe n'y était posté, selon un correspondant de Radio-Liberty.

Des tir sporadiques s'élevaient du quartier de la gare, d'après l'AFP. La veille, les forces russes avaient dû recourir aux tirs d'artillerie lourde et de roquettes d'obusiers pour tenter d'arrêter la progression des combattants sur quatre ou cinq fronts dans la ville. Mercredi matin, les forces tchétchènes contrôlaient au moins trois quartiers de Grozny, ainsi que la principale raffinerie de pétrole, selon les témoignages d'habitants.

Les combats les plus violents s'étaient déroulés près du centre, dans le quartier de Mikoutka, où l'avenue Léline, une des principales artères, était sous leur contrôle à la mi-journée. De là, les combattants menaçaient les principaux bâtiments de l'administration pro-russe installée à Grozny, désertés par leurs occupants, selon des témoins. Mais à la tombée de la nuit, de fortes concentrations de troupes russes et de chars étaient observées dans ces parages, où les combats continuaient.

CAMP RETRANCHE
Dans l'après-midi de mercredi, la télévision locale avait diffusé un reportage supplémentaire à Moscou. La transmission de la première chaîne russe ORT était brusquement interrompue pour diffuser une cassette préenregistrée dans laquelle le président indépendantiste Djokhar Doudaev annonçait que l'opération de Grozny se déroulait sur ses instructions. Car à tous les niveaux de l'administration locale pro-russe installée dans la capitale, les indépendantistes bénéficiaient de complicités.

La police tchétchène sous contrôle russe, qui aurait reçu à la hâte dans la matinée des armes et des munitions, ne serait pas intervenue dans les combats, même si plusieurs de ses membres ont été tués dans l'offensive. L'un d'eux confiait au correspondant de l'AFP que nombre de ses collègues ne voulaient pas combattre ; « nous sommes tous des Tchétchènes », disait-il.

Pour sa part, le correspondant de Radio-Liberty a déclaré avoir vu, dans la matinée, des habitants de Grozny encourager des groupes de combattants qui étaient entrés dans la ville. « Beaucoup d'habitants cherchent à s'armer, mais les armes manquent », a-t-il rapporté, en soulignant toutefois que des combattants étaient déjà présents, clandestinement, dans Grozny et

opéraient comme « snipers » en soutien aux attaquants, embusqués sur des bâtiments en ruine surplombant les positions russes.

Le bruit courait d'ailleurs dans Grozny que le général Doudaev et son commandant le plus célèbre, Chamil Bassaev, étaient apparus mardi sur la télévision artisanale, captée par intermittence dans les foyers tchétchènes, pour annoncer que « la ville de Grozny va être libérée » et qu'il n'y aura « pas de pardon pour les traîtres ». Chamil Bassaev avait mené la première grande prise d'otages dans le sud de la Russie ayant entraîné l'ouverture d'éphémères négociations russo-tchétchènes l'été dernier. Mercredi, il aurait dirigé l'un des groupes, d'une centaine de combattants chacun, entrés dans Grozny.

Leur opération aura en tout cas démontré la fragilité des forces russes en Tchétchénie, même si, grâce à leur présence militaire massive et au silence occidental, celles-ci peuvent continuer à détruire quartiers et villages, sans jamais pouvoir cependant les contrôler à long terme. Le bombardement de la localité de Serovodsk, à 45 kilomètres à l'ouest de Grozny, s'est ainsi poursuivi, mercredi, pour le quatrième jour consécutif, les forces russes interdisant désormais toute sortie aux civils - plusieurs milliers de personnes - qui y seraient encore enfermés, sans aucun accès humanitaire.

A Grozny même, démonstration a été faite que les forces russes ne contrôlent, réellement et en permanence, que le vaste camp militaire de Khankala, aux abords de la ville, et son aéroport, transformé en camp retranché et où loge le « chef » pro-russe de la République, Dokou Zavgayev. Ce furent d'ailleurs les deux seuls endroits visités, lundi, par le ministre de la défense, Pavel Gratchev, lors d'un déplacement éclair, durant lequel ce vieux partisan de la guerre fit sensation en affirmant qu'il est « prêt à rencontrer Doudaev », alors même qu'il continue à parler de la nécessité de « liquider les bandits tchétchènes, de plus en plus isolés ». Ce qui restait la ligne officielle du Kremlin, à la veille de la réunion, prévue jeudi, du Conseil de sécurité russe autour de Boris Eltsine pour « examiner les moyens de mettre fin aux combats » en Tchétchénie.

Mais l'offensive tchétchène sur Grozny aura brouillé toutes les cartes du Kremlin, fondées sur l'illusion qu'une pression militaire accrue, comme celle que mènent ses forces depuis décembre en divers points de la petite République, amènera les indépendantistes à renoncer à leur combat ou la population à les désavouer.

Sophie Shihab

■ Le député russe Sergueï Kovalev a reçu, mercredi 6 mars, le prix annuel de la Ligue internationale pour les droits de l'homme. M. Kovalev, un ancien dissident soviétique, a démissionné de son poste de président de la commission des droits de l'homme auprès du président Eltsine après avoir inlassablement dénoncé l'intervention militaire russe en Tchétchénie. (AFP)

Les deux partis conservateurs turcs ont formé un nouveau gouvernement

Mesut Yilmaz sera remplacé au poste de premier ministre par M^{me} Ciller dans un an

Soixante-trois jours après les législatives du 24 décembre 1995, les deux formations ennemies de la droite turque sont parvenues à un ac-

cord de coalition. Leur union est animée par le soud d'écarter du pouvoir le parti islamiste (Refah), arrivé en tête du scrutin de décembre. « Le

53^e gouvernement sera un gouvernement de réforme et de changement », a déclaré M. Yilmaz (lire aussi notre éditorial page 16).

ISTANBUL

Bravant la tempête de neige qui a paralysé la capitale turque, Mesut Yilmaz s'est rendu, dans la soirée du mercredi 6 mars, au palais présidentiel à Ankara, où il a soumis au président Süleyman Demirel le programme et la composition du gouvernement de coalition formé par son Parti de la mère patrie (ANAP) et par le Parti de la juste voie (DYP) de Tansu Ciller. Il est ressorti de la présidence quarante-cinq minutes plus tard, officiellement premier ministre. « Le 53^e gouvernement sera un gouvernement de réforme et de changement », a déclaré M. Yilmaz.

L'ère de l'Anayol (« La voie principale ») - contraction des sigles de l'ANAP et du DYP - tracée par l'alliance tardive de ces deux partis rivaux de droite depuis plus de dix ans, a débuté, soixante-trois jours après les élections législatives du 24 décembre 1995. Le programme de la coalition sera présenté à l'Assemblée nationale, jeudi 7 mars, et soumis à un vote de confiance qu'il obtiendra sans peine le mardi 12 mars.

CONVERGENCE D'OPINIONS

L'union politique de l'ANAP et du DYP est essentiellement un mariage de raison, arrangé de surcroît sous la pression des médias, de l'opinion publique et des institutions laïques. Les deux partis seraient parvenus à un accord, à un partage des tâches et des responsabilités - neuf portefeuilles au DYP, huit à l'ANAP et huit ministères d'Etat chacun - qui est acceptable pour les deux camps, sans pour autant réellement satisfaire l'un ou l'autre. « Quelqu'un devait faire un sacrifice, j'ai fait ce sacrifice », a souligné Tansu Ciller, qui, malgré la supériorité numérique de son

parti sur son rival l'ANAP à l'Assemblée nationale, cède - jusqu'à la fin de l'année 1996 - sa place à la tête du gouvernement à son rival, Mesut Yilmaz.

En leur faveur, ces deux partis ont une convergence d'opinions qui leur permettra de collaborer sans conflit idéologique. Mais la tâche qui les attend est herculéenne. Minoritaire à l'Assemblée nationale, ce gouvernement qui affirme vouloir le changement devra constamment plaider avec l'opposition de gauche - en l'occurrence le Parti démocratique de

tée en Turquie, notamment par le DSR où elle est perçue comme un appui indirect des alliés à la rébellion kurde -, qui devra être décidé avant la fin de mars. Le cabinet devra également se prononcer sur l'extension de l'état d'urgence dans dix provinces du Sud-Est anatolien, recommandée par le tout-puissant Conseil national de sécurité.

La priorité du gouvernement sera accordée à l'économie. La dérive politique des derniers mois n'a fait qu'exacerber des problèmes structurels qui devront

quel pèsent les plus lourdes responsabilités dans l'histoire de la République », a commenté M^{me} Imren Aykut, ministre d'Etat.

Dans les jours qui suivront son intronisation, le gouvernement devra adopter un nouveau budget. La coalition prévoit également de relancer le processus de privatisation, promesse entendue si souvent au cours des dix dernières années qu'elle est accueillie avec un certain scepticisme, et d'élargir la base fiscale. Les casse-tête de la politique étrangère - la dispute avec la Grèce, les tensions avec la Syrie et l'Irak au sujet de l'eau, la rivalité avec la Russie - seront gérés par Emre Gönensay, un économiste devenu chef de la diplomatie après avoir été le conseiller privé de M^{me} Ciller.

RÉSULTATS RAPIDES

Le programme ne prévoit aucun remède-miracle pour mettre fin au conflit kurde. Tout au plus mentionne-t-il la nécessité pour la Turquie de se conformer aux accords internationaux sur les droits de l'homme, d'alléger les restrictions à la liberté d'expression et de lever, graduellement, l'état d'urgence. Mais dans son premier entretien accordé au quotidien *Hürriyet*, qui tirait sur « le gouvernement de l'espoir », le premier ministre, Mesut Yilmaz, a promis des « ouvertures » dans le domaine de l'éducation et de la télévision en kurde.

De ce gouvernement, formé tardivement, la population attend des résultats rapides et concrets. Un mauvais départ affecterait le futur de la droite turque tout entière et risquerait d'encourager des électeurs désillusionnés à se tourner vers les islamistes, désormais principal parti d'opposition, lors de prochaines élections.

Nicole Pope

La « galère » sans fin des enfants des rues de Bucarest

BUCAREST

de notre correspondant

Les deux mille cinq cents enfants qui, selon la police, vivent dans les rues de Bucarest, ont au moins deux handicaps : ils ne votent pas et n'émouvent pas grand monde. En cette année électorale, le pouvoir et la mairie de Bucarest (opposition) peuvent donc multiplier, en toute impunité, les démonstrations de force à l'égard de ces sans-abri en culotte courte, innocentes victimes de la crise.

Au plus fort de l'hiver, les *boschetari* (en référence aux bosquets où ils dorment fêlés) ont tout d'abord été expulsés *manu militari* des couloirs de métro par des vigiles parfois accompagnés de chiens. Puis, une nuit de février, ce sont des centaines de policiers, certains encagoulés, qui sont venus les déloger des canalisations et des halls d'immeubles où ils s'étaient réfugiés pour fuir la neige. Plus de mille *boschetari*, âgés pour quelques-uns de dix ans à peine, ont été interpellés en quelques heures et dirigés vers

des établissements pour enfants, à Bucarest et en province. L'opération « Labyrinthe », nom de code aux accents guerriers donné à cette rafle sans précédent, s'est prolongée depuis par l'arrestation quotidienne de petits vagabonds. « L'efficacité de cette action est très incertaine », reconnaît pourtant un responsable de la police, persuadé que ces enfants retourneront là où on les a pris. Mais, à l'approche des élections municipales, prévues pour le printemps, et des scrutins présidentiel et législatif de cet automne, le temps n'est pas aux politiques sociales de long terme. Il ne l'a jamais été. « Les Bucarestiens ont tout d'abord ressenti de la pitié, puis de l'indifférence, et maintenant de la haine envers ces gosses », observe Olivier Fenichiu, de l'ONG suisse Terre des hommes.

Les *boschetari* sont les rejetons de la politique nataliste imposée dès les années 70 par Ceausescu, et de la profonde crise économique et sociale que connaît le pays sans discontinuer depuis plus de quinze ans. Or, si des pans entiers

de l'ancienne protection sociale se sont effondrés, rien ou presque ne les a remplacés. La prévention dans les familles à risque est insignifiante. Les efforts pour réinsérer les enfants en rupture familiale reposent principalement sur quelques ONG débordées. Par ailleurs, il n'existe à Bucarest que trois cent cinquante places dans les foyers d'accueil pour mineurs alors que les enfants des rues sont deux fois plus nombreux qu'en 1989.

Malgré tout, les autorités actuelles appliquent les mêmes recettes qu'hier. Le chef d'Etat et le maire de Bucarest viennent ainsi d'inaugurer un centre « modèle » : un bâtiment entouré d'une haute palissade métallique imperméable aux regards, perdu dans l'un des quartiers tziganes de la capitale et d'où les quatre-vingts « pensionnaires », rasés et en uniforme, n'ont pas le droit de sortir. « Un ghetto dans le ghetto, générateur de délinquants », s'attriste Olivier Fenichiu.

Christophe Chatelot

Les multiples curiosités des urnes helvétiques

BERNE

de notre correspondant

Quoi de commun entre des alambics, des uniformes militaires, des places de parking, le sort d'un village de 71 habitants et l'avenir du romanche ? A première vue, pas grand-chose, sinon que tout ce que la Suisse compte d'électeurs et d'électorales est convoqué aux urnes dimanche 10 mars afin de donner son avis sur ces questions capitales.

Les Suisses ont beau être habitués à devoir se prononcer sur les sujets les plus divers, rarement référendum aura relégué une image aussi caricaturale de la démocratie directe. Nombre de Suisses eux-mêmes et certains commentateurs sont les premiers à le relever. « On ne s'y prendrait pas autrement pour dissuader les gens de s'intéresser à la politique », écrit *Le Nouveau Quotidien* de Lausanne sous le titre « Les faux enjeux du 10 mars ». Ayant choisi de se moquer, l'hebdomadaire *Le Jura libre* trompe sur « les méurs bizarroïdes de ces Confédérés qui se déplacent par

millions pour décider de futilités inouïes ». D'un ton plus grave, un professeur d'économie de Bâle, Silvio Borner, estime « politiquement dangereux » de soumettre à l'approbation populaire des questions « qui froient le ridicule ».

Première cible, les alambics. Autrement dit, le gouvernement demande la suppression de l'obligation qui lui est faite de racheter l'eau-de-vie produite en Suisse ainsi que les appareils à distiller. Aujourd'hui contraire aux accords du GATT et ne se justifiant plus, cette mesure avait été prise en 1932 pour lutter contre les bouilleurs de cru et l'alcoolisme. Son abolition permettrait une économie de 3,5 millions de francs suisses par an.

« HISTOIRES DE GROS SOUS »

C'est encore de gros sous qu'il est question à propos des uniformes militaires et des places de parking. Ainsi, 15 millions de francs pourraient être économisés en centralisant l'acquisition de l'équipement personnel des sol-

dats de l'armée de milice. Cette responsabilité est encore du ressort des cantons et d'aucuns craignent que plusieurs centaines d'artisans selliers et tailleurs ne fassent les frais de cette réforme. Par ailleurs, le Conseil fédéral escompte 20 millions de francs par an d'économies de la suppression de subventions à l'aménagement de places de stationnement près des gares.

D'à peine 40 millions de francs suisses, ces économies paraissent bien modestes et représentent moins de 2 % du programme d'assainissement des finances fédérales.

Quatrième point : toutes les parties intéressées sont d'accord pour avaliser le rattachement au canton du Jura de la petite commune limitrophe de Vellerat, actuellement liée à celui de Berne. Cette ultime formalité mettra un terme à une affaire vieille de vingt ans.

Sujet d'importance dans un pays quadrilingue comme la Suisse, le nouvel article constitutionnel sur les langues était censé

renforcer la cohabitation linguistique. Partagé entre partisans du principe de la territorialité et adeptes de la liberté des langues, le Parlement a cependant passablement édulcoré la réforme proposée. Finalement, la principale innovation consiste à revaloriser le romanche, parlé par 40 000 personnes, soit 0,6 % de la population du pays, dans les vallées du canton des Grisons.

Devenu quatrième langue nationale en 1938, le romanche devrait obtenir un statut semi-officiel et bénéficier d'une augmentation des aides financières, tout comme l'italien. Reste à savoir si ce coup de pouce suffira à sauver cet idiome de plus en plus menacé par le suisse allemand. Reste aussi à savoir combien de citoyens et de citoyennes jugeront utile de se déplacer pour répondre à des questions ni débattues ni vraiment contestées alors que l'abstentionnisme en Suisse est déjà un mal chronique.

Jean-Claude Buhrer

MAJORITÉ Avant la réunion du conseil national du RPR consacrée, le 23 mars, à la conférence intergouvernementale européenne, Edouard Balladur a communiqué aux parlemen-

taires de la majorité et à des « décideurs » économiques un document exposant ses conceptions de la réforme des institutions et de l'Union économique et monétaire. Il pronon-

cera un discours à ce sujet à Bruxelles, le 18 mars, et prendra la parole devant le conseil national du RPR. ● PARTISAN du respect des critères du passage à la monnaie unique, M. Balladur

souhaite que l'emploi passe au rang des politiques communautaires prioritaires. Il confirme, d'autre part, sa vision d'une Union à « trois cercles ». ● LA PRÉÉMINENCE du droit commu-

naulaire sur la législation nationale est critiquée par Pierre Mazeaud (RPR), qui propose de soumettre les directives européennes au contrôle du Conseil constitutionnel.

Edouard Balladur veut faire de l'emploi une priorité européenne

Dans un document transmis aux parlementaires RPR et UDF, l'ancien premier ministre défend sa conception d'une Union à trois « cercles » et regrette que la lutte contre le chômage n'ait pas été davantage prise en charge, jusqu'à maintenant, au plan communautaire

« L'EUROPE - POURQUOI ? COMMENT ? » Sous ce titre, faussement malhabile, Edouard Balladur vient de s'employer à « réactualiser ses convictions ». Dans un document d'une trentaine de pages dactylographiées, destiné, à compter du jeudi 7 mars, à l'ensemble des parlementaires de la majorité ainsi qu'à quelques centaines de « décideurs » économiques, l'ancien premier ministre s'applique, sans polémique, à monter un peu plus haut la barre du débat européen

engagé avant la conférence intergouvernementale (CIG) qui doit commencer à la fin du mois de mars à Turin. Paradoxalement, les « euroceptiques », de tempérament ou d'intérêt, pourront y trouver de vraies raisons pour alimenter leur rejet, parfois passionnel, de la construction européenne. C'est que, toujours fidèle à lui-même, l'ancien candidat à la présidence de la République préfère annoncer par avance les écueils qui bordent la voie à suivre.

Pour qui l'oublierait, en effet, M. Balladur n'omet pas de rappeler qu'il avait été chargé de bâtir la plate-forme du RPR pour les élections européennes de 1989. Il se satisfait aussi qu'après l'épreuve du référendum sur le traité de Maastricht en 1992 le mouvement néogaulliste, ou, du moins, son bureau politique, ait pu récemment se rassembler sur un texte de synthèse élaboré par Pierre Lellouche, délégué général du RPR chargé des relations avec les partis politiques étrangers et

député du Val-d'Oise (Le Monde du 9 février). Il n'avait émis lui-même, à cette occasion, qu'une seule objection sur la proposition, jugée irréaliste, de réserver la présidence de l'Union européenne aux cinq principaux États, et il avait d'ailleurs obtenu satisfaction. Sans plus se démarquer de ce texte, qui doit être ratifié, le 23 mars, après débats dans les fédérations, par le conseil national du RPR, le député de Paris préfère anticiper, quitte à déborder du

champ de réflexion fixé par la CIG et limité aux institutions européennes. Au-delà de ce qu'il considère être le fonds commun en faveur de l'Europe, M. Balladur met l'accent dans sa contribution sur cinq exigences. ● Le couple franco-allemand doit continuer d'être le moteur de la construction européenne et ouvrir de nouveaux domaines de coopération sur les questions budgétaires et fiscales, sur l'éducation, les affaires sociales, sans pour autant donner le sentiment aux autres partenaires européens d'être marginalisés. Le traité de l'Elysée, conclu en 1963, devrait donc être réactualisé. ● Pour mieux organiser l'Europe, M. Balladur redéfinit sa conception des « cercles », ouverte à tous les pays, qui n'a rien à voir, précise-t-il, avec « une Europe à la carte ». Il rejoint en cela l'analyse de Philippe Séguin qui distingue une Europe à plusieurs vitesses, allant au rythme de chaque pays mais dans le même sens, d'une Europe à géométrie variable, qui se contenterait de juxtaposer, à deux, quatre ou huit, des politiques communes. ● Sur la monnaie, l'ancien premier ministre lance deux défis : le premier consiste à remédier à la sous-évaluation du dollar américain, qu'il estime à 15 %, par rapport au futur « euro » ; le second porte sur les relations entre la future monnaie unique européenne et les monnaies des pays qui ne participeront pas, du moins immédiatement, à l'Union monétaire. Comment éviter, en clair, à l'avenir les « dévaluations compé-

titives » ? M. Balladur voudrait que les pays concernés « soient tenus de participer à un système monétaire renforcé ».

● Les prélèvements obligatoires, en France, devraient être réduits de 2,5 points, en cinq ans, afin de les ramener au niveau de la moyenne européenne, qui est elle-même supérieure de 10 points à la ponction pratiquée aux États-Unis et au Japon.

● Les intérêts commerciaux de l'Europe, enfin, doivent être mieux défendus, pour « faire respecter une concurrence équitable dans les échanges internationaux ». M. Balladur regrette, à ce propos, qu'une « clause sociale », portant sur la prohibition du travail des enfants et le respect des droits syndicaux, n'ait pas avancé depuis 1994.

« Je n'ai pas prétendu résoudre tous les problèmes que je soulève », indique M. Balladur au sujet du document qu'il a décidé de diffuser. Il reconnaît assez volontiers qu'il lui faudrait davantage cultiver l'adhésion sociale à l'idée européenne et qu'il manque à sa vision des « objectifs à long terme » un volet culturel. C'est affaire de moyens : M. Balladur n'est plus premier ministre et il n'a pas encore reçu de réponse à sa proposition de remettre la majorité au travail sur quelques sujets essentiels. Toutefois, en européen résolu, il tire de sa propre expérience une conviction qu'il voudrait partager : « Jamais nous n'aurions pu gagner l'affaire du GATT sans le concours des pays européens. »

Jean-Louis Saux

« Entrer la tête haute dans l'Union monétaire »

APRÈS UN LONG EXPOSÉ, à caractère pédagogique, des raisons historiques de la construction européenne et de ses réalisations, Edouard Balladur établit, dans le document qu'il a diffusé jeudi 7 mars, la liste de ses ambitions pour l'Europe. Il faut, dit-il, « donner, avec l'Allemagne, un nouvel élan à la construction européenne ». Afin de « préparer les élargissements futurs de l'Union européenne », il recommande une méthode « progressive », un « régime de pré-adhésion » construit « sur la base de critères définis à l'avance ».

Concernant sa conception des « cercles », l'ancien premier ministre précise qu'au « cercle de droit commun », auquel participent tous les États de l'Union européenne, peuvent s'ajouter « des cercles plus restreints permettant des coopérations plus approfondies » ainsi que « le cercle des proches, comprenant les États en attente d'adhésion et les États voisins de l'Union ».

En prévision de l'élargissement de l'Union,

M. Balladur estime que l'ensemble des traités apparus depuis celui de Rome mériteraient d'être codifiés dans un texte unique. Au titre des institutions, l'ancien premier ministre n'entend pas réduire le rôle de la Commission, dès lors qu'elle agirait dans le cadre d'un mandat déterminé. Il propose que son président, nommé par le conseil européen, puisse désigner lui-même les autres commissaires, lesquels seraient investis par un vote du Parlement européen.

POUR DES CIRCONSCRIPTIONS ÉLARGIES

M. Balladur suggère aussi d'« élargir le champ d'application des décisions à la majorité qualifiée » et d'« admettre un système d'abstention positive » notamment en matière de politique extérieure et de sécurité. Enfin, il propose de revoir le nombre de sièges par État au Parlement européen ainsi que, en France, le mode de scrutin de ces députés, afin de rapprocher ces derniers de leur électorat. Sa préférence personnelle va à des circonscriptions élargies, regroupant plusieurs régions ou plusieurs départements.

En matière d'emploi, M. Balladur estime

qu'une telle politique « devrait figurer dans la liste des politiques communautaires ».

« Pour réussir l'Union monétaire, la France doit se mettre en situation d'entrer la tête haute dans l'Union monétaire dès 1999, ajoute le document. Le traité comporte des lacunes qu'il faut combler. (...) Il est silencieux sur les relations entre la monnaie unique et les monnaies des pays qui ne participeront pas immédiatement à l'Union monétaire. Ne peut-on prévoir que ces pays soient tenus de participer à un système monétaire renforcé ? Deuxième condition impérative : le Conseil devra jouer pleinement son rôle de gouvernement économique face à la Banque centrale européenne. (...) Il est essentiel que la monnaie européenne ait sa juste valeur vis-à-vis du dollar. L'Europe ne peut tolérer que le dollar soit durablement sous-évalué, il y va de la compétitivité de ses entreprises, de ses perspectives de croissance et de création d'emplois. »

Dans le même esprit, M. Balladur rappelle que « l'Union européenne est plus ouverte aux échanges extérieurs que les États-Unis et le Japon » et qu'il convient de « faire respecter une concurrence équitable dans les échanges internationaux ».

Les trois « cercles », toujours et encore

APRÈS AVOIR COGÉRÉ pendant deux ans la politique européenne de la France à la tête du gouvernement, on ne saurait, sans se renier, faire de graves entorses à la continuité. La contribution à la conférence intergouvernementale présentée par Edouard Balladur reprend, pour l'essentiel, les thèses que l'ancien premier ministre a développées par le passé.

En réponse au document signé de deux responsables de la démocratie chrétienne allemande, il avait signé, le 30 novembre 1994, dans Le Monde, un article qu'il reprend parfois mot pour mot. Il se réfère aussi volontiers au pacte de stabilité qu'il avait proposé au lendemain de son arrivée à Matignon et conclu à la veille de son départ, mais qui est menacé par l'oubli.

Selon M. Balladur, l'Europe doit être organisée autour de trois ensembles, qu'il appelle « cercles ». Le plus large englobe les pays candidats à l'Union européenne et ceux n'ayant pas vocation à y entrer. C'est la « grande Europe », placée sous le toit de l'OSCE, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Elle est gérée par un « partenariat élargi » entre l'UE et l'OTAN d'une part, la Russie, l'Ukraine, la CEI d'autre part.

Le deuxième cercle, que M. Balladur appelle « de droit commun », correspond à l'UE, avec le grand marché et les acquis communautaires. Le troisième ensemble est une figure géométrique plus complexe, formée de cercles plus restreints, eux-mêmes composés d'un nombre limité de pays décidés à lancer entre eux des « coopérations approfondies », ce que le gouvernement actuel nomme des « solidarités renforcées ». L'ancien premier ministre renouvelle donc son opposition à l'idée allemande d'un « noyau dur » unique, regroupant les États les plus avancés sur la voie de l'intégration. A côté des cercles de la monnaie et de la dé-

fense, il pourrait y avoir un cercle des affaires intérieures, avec « communautarisation » des politiques de visas et d'asile.

Jusqu'à-là, il témoigne donc d'une grande orthodoxie. Il ne prend pas non plus de grands risques par rapport à ses amis politiques quand il se prononce pour une extension des votes à la majorité, avec nouvelle pondération des voix, tout en conservant le compromis de Luxembourg.

PRÉSIDENCE D'UN AN

Toutefois, sur la réforme des institutions, il manifeste son originalité à trois reprises au moins. D'une part, il se montre pour le moins réticent à l'idée d'un « M. PESC », avancée par Jacques Chirac depuis la campagne présidentielle afin de donner une voix et un visage à la politique extérieure et de sécurité commune de l'Europe. « L'allongement de la durée de la présidence de l'Union, de six mois à un an par exemple, pourrait répondre à ce souci, sans soulever l'inconvénient que présenterait un doublement institutionnel », écrit-il. Admettons. Mais cette proposition se heurte à un autre

objection : après l'élargissement, les grands pays peuvent-ils accepter de voir leur présidence, avec des mandats d'un an, revenir tous les vingt-cinq ou trente ans ?

Ensuite M. Balladur soutient une suggestion d'Helmut Kohl : profiter de l'absorption de l'UEO (l'organisation militaire européenne) par l'UE pour étendre la garantie de sécurité contenue dans la chartre de l'UEO à tous les membres de l'Union. Pour le moment, le gouvernement français n'a pas accepté d'aller au-delà d'une « solidarité politique ».

Enfin, l'ancien premier ministre revient sur une idée qui lui est chère : la conclusion d'un nouveau traité franco-allemand. L'utilité d'un tel texte est discutable s'il s'agit d'ouvrir des champs inédits de coopération car, malgré son âge, le traité de l'Elysée fait encore l'affaire. Elle est douteuse s'il s'agit de « clarifier les positions », car l'expérience montre que l'entente franco-allemande résiste mieux à la persistance souterraine de malentendus qu'aux tentatives de résolution.

Daniel Vernet

Un volontarisme nouveau, une audace limitée

SUR LES QUESTIONS économiques et monétaires européennes, Edouard Balladur a toujours été un pragmatique. Partisan, alors que se négociait le traité de Maastricht, d'une « monnaie commune », il s'était finalement rallié à la monnaie unique. Le document qu'il rend public confirme ce choix, mais aussi cette capacité d'adaptation aux réalités. L'ancien premier ministre affiche un volontarisme nouveau, mais fait preuve, globalement, d'une audace somme toute limitée.

Instruit par son expérience à Matignon et en campagne électorale, M. Balladur veut tout d'abord, lui aussi, mettre l'emploi « au cœur de l'Europe ». Il estime que « la politique de l'emploi doit figurer dans la liste des politiques communautaires ». Il propose que la Commission mobilise, dès aujourd'hui, les fonds lourds pour financer les grands travaux d'infrastructure prévus. Le député de Paris plaide en faveur d'un « dialogue social » et pour « une relance de la négociation collective au niveau européen ».

M. Balladur préconise, dans le

même temps, une Europe économique plus active. Il propose la constitution d'une « véritable industrie européenne de l'armement ». Il souhaite que l'Union défende mieux ses intérêts commerciaux dans le monde et qu'elle se serve, pour cela, « de manière offensive », des possibilités offertes par l'organisation mondiale du commerce (OMC).

Pour limiter les mouvements de capitaux excessifs, il suggère d'accroître l'harmonisation fiscale en Europe et, plus nouveau, de créer « un tarif fiscal extérieur commun ».

STABILITÉ DES CHANGES

C'est sur la monnaie unique, cependant, que M. Balladur propose une approche originale. S'il a pu évoluer sur ces questions, il a depuis toujours une conviction forte : la stabilité des changes est, à ses yeux, une condition sine qua non de la croissance. Aussi, s'il estime que le calendrier défini pour l'euro doit être respecté et se refuse à entrer dans le débat sur les critères de convergence, il juge indispensable de combler certaines lacunes de ce traité. Tout en sug-

gérant qu'il pourrait accepter le « pacte de stabilité » proposé par Theo Waigel pour la gestion des relations entre les pays membres de la monnaie unique, M. Balladur se préoccupe surtout des rapports entre l'euro et les autres monnaies. C'est effectivement une question-clé.

Sa première proposition porte sur les relations entre l'euro et les monnaies des pays européens qui ne seront pas prêts, au 1^{er} janvier 1999, à rejoindre le noyau dur. C'est, dans le langage technocratique, le débat sur les liens entre les in et les out. M. Balladur propose la constitution d'un « super-SME » organisé autour de l'euro et auquel tous les membres de l'Union devraient être obligés de participer. L'objectif est d'éviter que certains pays ne continuent à jouer au jeu, dangereux pour le marché unique, des dévaluations compétitives.

DOLLAR SOUS-ÉVALUÉ

La seconde proposition concerne les relations entre l'euro et les autres grandes monnaies internationales, dollar et yen. M. Balladur préconise que l'Europe se dote, dès maintenant, d'une véritable politique de change commune vis-à-vis de l'extérieur, afin, notamment, de mettre fin à la sous-évaluation du dollar. Selon lui, à terme, c'est le Conseil qui devra jouer, face à la Banque centrale, le rôle du « gouvernement économique » et gérer cette politique de change.

Lancées dans le débat européen, ces deux propositions heurteront sans doute la susceptibilité de la Bundesbank. S'il y a un super-SME, la banque centrale européenne sera amenée, éventuellement, à intervenir pour soutenir les monnaies attaquées : c'est un mécanisme que les banquiers de Francfort n'ont jamais beaucoup pris. Quant à la politique de change, ils ont toujours pensé que les parités doivent être fixées par les marchés et non par les gouvernements.

Gérard Courtois

Erik Izraeliewicz

Pierre Mazeaud veut contrôler le droit communautaire

DEPUIS TOUJOURS, Pierre Mazeaud, président (RPR) de la commission des lois de l'Assemblée nationale, ferraille contre l'impérialisme croissant du droit communautaire, qui « ignore les règles et principes de valeur constitutionnelle que se donne chaque État, dans le plein exercice de sa souveraineté ». Il avait repris sa croisade à l'occasion de l'examen par le Parlement de la révision constitutionnelle sur la Sécurité sociale, interpellant fortement le premier ministre sur cette question, le 19 février, depuis la tribune du Congrès réuni à Versailles pour adopter la révision constitutionnelle.

M. Mazeaud revient à la charge dans un rapport d'information sur les liens entre le droit communautaire dérivé et les constitutions na-

tionales qu'il a soumis, le 5 mars, à la délégation pour l'Union européenne de l'Assemblée et qui doit être examiné - et adopté, selon toute vraisemblance - par cette délégation, le 11 mars. La démonstration est parfaitement rodée, mais elle prend un relief particulier à trois semaines de l'ouverture de la conférence intergouvernementale.

JURISPRUDENCE CONSTANTE

Le président de la commission des lois rappelle, en premier lieu, qu'une « jurisprudence ancienne et constante » de la Cour de justice des Communautés européennes « fait prévaloir le droit communautaire, y compris le droit communautaire dérivé, sur toutes les normes de droit interne des États membres ». Il relève, en second lieu, que la juris-

prudence française, du Conseil constitutionnel comme du Conseil d'État ou de la Cour de cassation, ne tranche pas nettement la question d'un conflit éventuel entre droit communautaire et norme constitutionnelle nationale. Dès lors, constate-t-il, le droit communautaire tend à ignorer les règles constitutionnelles des États membres et cette « brèche » est d'autant plus profonde que le droit communautaire « imprègne de plus en plus le droit applicable dans notre pays ».

M. Mazeaud entend donc « redonner à la Constitution son rang de norme suprême, méconnu par une interprétation des traités européens qui lui est systématiquement défavorable ». Pour réaliser cette « nouvelle ambition », il propose tout

d'abord, au niveau national, d'« étendre le contrôle de constitutionnalité aux projets d'actes de l'Union européenne ». Outre ce pouvoir de contrôle « préventif », donné au Conseil constitutionnel, le président de la commission des lois propose de réaffirmer que le « compromis de Luxembourg », permettant d'écarter la procédure du vote à la majorité et de rechercher un accord unanime lorsque les intérêts d'un État-membre sont en jeu, donne la possibilité à un État-membre d'obtenir qu'une négociation communautaire puisse se poursuivre jusqu'à ce qu'une solution non contradictoire avec sa Constitution puisse être retenue par le Conseil.

Le député de Paris plaide en faveur d'un « dialogue social » et pour « une relance de la négociation collective au niveau européen ».

M. Balladur préconise, dans le

Jacques Chirac parle défense avec Jean-Pierre Chevènement

Un dîner d'élus à la préfecture de Franche-Comté

Commencant, mercredi 6 mars, sa visite dans le Doubs, Jacques Chirac a présidé un dîner « régional », qui lui a permis de s'entretenir ostensiblement avec Jean-Pierre Chevènement, député du Territoire de Belfort et ancien ministre de la défense. La conversation a porté sur l'avenir du service national.

BESANCON
de notre envoyée spéciale
Fichu protocole républicain ! Dans la salle à manger de la préfecture de région, mercredi 6 mars, à Besançon, mieux valait être ancien ministre, et de gauche, que femme, député, RPR et chiraquien. Du premier jour du voyage présidentiel dans le Doubs, on ne retiendra donc que cette image : autour d'une longue table ovale, Jacques Chirac s'entretenant, dans un quasi tête-à-tête complice avec Jean-Pierre Chevènement, tandis que la trentaine de personnalités conviées à dîner avec le chef de l'Etat - dont une large majorité de parlementaires RPR et UDF - étaient réduites au rôle ingrat de figurants, arc-boutés sur leur assiette de potée franche-comtoise pour tenter de saisir, en vain, quelques bribes de la conversation présidentielle.

Cette image-là, Jacques Chirac la voulait, et Jean-Pierre Chevènement n'y voyait que des avantages. Le reste était une simple affaire de glissement sémantique : le président de la République est en voyage dans le Doubs. Besançon est le siège de la préfecture du Doubs, donc M. Chirac vient à Besançon. Mais Besançon est également la capitale régionale de la Franche-Comté. Or, le Territoire de Belfort est en Franche-Comté, et M. Chevènement est député du Territoire-de-Belfort. Donc M. Chevènement peut être légitimement invité à Besançon. Et le tour est joué.

PAS DE TRAUMATISME

Le chef de l'Etat s'est contenté de l'image. L'ancien ministre s'est acquitté du son. Situé sur son café, il s'est attardé avec gourmandise dans la cour de la préfecture. « C'était très aimable, très cordial. Le président de la République est partout chez lui en France et en particulier dans une préfecture », a déclaré le maire de Belfort, Jacques Chirac est un homme de contact, personne ne le conteste. C'est son style. Il va au devant des gens. Le président du Mouvement des citoyens a ajouté : « C'est sympathique ».

Assis l'un à côté de l'autre - « j'étais à sa gauche », s'est empressé de préciser M. Chevènement - ils ont, bien sûr, parlé de l'armée. L'ancien ministre de la défense, hostile à la suppression de la conscription, a été « rassuré »

d'entendre le président de la République envisager le maintien, à l'intérieur du futur service civil, d'un service militaire sur la base du volontariat. « Si j'ai bien compris, a-t-il observé, le débat reste ouvert ».

A son interlocuteur privilégié, M. Chirac s'est toutefois gardé de préciser quel sera l'avenir des nombreux régiments installés dans la région. « C'est comme Robespierre, on sait que des têtes doivent tomber, mais on ne sait pas lesquelles », a ironisé M. Chevènement en faisant allusion à une phrase restée célèbre de Paul Quilès, prononcée à l'occasion d'un congrès du Parti socialiste à Valence au début du premier septen-

naires douloureux, en termes d'emploi, de sa réforme de l'armée. Dans cette ville et ce département particulièrement concernés, le chef de l'Etat s'est voulu rassurant.

« Je n'ignore pas les conséquences de ces restructurations », a-t-il déclaré, en faisant allusion, une fois de plus, à ses trente années d'exil local en Corrèze. « Elles vont se faire d'une manière aussi sage que possible. Cette réforme va prendre six ans », a continué le président. Il a conclu : « Ma volonté, c'est que les choses se passent normalement, en leur accordant le temps nécessaire et avec les contreparties qui s'imposent. Il ne doit pas y avoir de dommages (...), pas de trauma-



nat de François Mitterrand. Invité, lui aussi, sur la liste des figurants au dîner donné à la préfecture, Robert Schwint, le maire socialiste de Besançon, concevait sans doute moins d'amertume que les élus de la majorité, de n'avoir pu s'immiscer dans la conversation du chef de l'Etat. Lui, au moins, avait eu les honneurs présidentiels quelques instants auparavant.

Chère tradition républicaine ! Elle veut qu'un président de la République en déplacement officiel dans une ville, rende une visite de courtoisie au maire et à son conseil municipal. En accueillant Jacques Chirac dans le salon de son hôtel de ville, M. Schwint n'avait pas laissé passer l'opportunité de l'interroger sur les consé-

quences. Ce dernier mot reprenait implicitement au « livre blanc » de la direction du personnel militaire de l'armée de terre, redoutant un « traumatisme majeur » pour les régiments menacés (Le Monde du 7 mars).

Au soir de cette première journée, il n'y avait guère que les élus de la majorité à se sentir frustrés d'attention présidentielle. Parmi eux, rappelait sagement un député socialiste, il y avait eu un certain nombre de partisans d'Edouard Balladur, dont le président du conseil général du Doubs, Georges Gruillot (RPR) assis... à la droite du chef de l'Etat. Fichue campagne présidentielle !

Pascal Robert-Diary

Le gouvernement propose une réforme tous azimuts pour moderniser l'Etat

Le plan triennal veut rapprocher l'administration du citoyen. Il envisage également de réduire de plus de moitié le nombre de corps de fonctionnaires

LE MENU est impressionnant : pour réformer l'Etat, Dominique Perben explore plus d'une centaine de pistes dans le plan triennal qu'il doit rendre public jeudi 7 mars. Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation doit poursuivre ses entretiens sur ce vaste plan, en discutant, jusqu'à la mi-avril, avec les syndicats de fonctionnaires.

Logiquement, cette réforme de l'Etat proposée décline les orientations fixées par Alain Juppé dès le mois de juillet 1995 (Le Monde du 29 juillet 1995). Ainsi, ce plan triennal cherche à ce que soit mieux pris en compte les besoins des usagers.

Pour cela, il préconise notamment : la rédaction d'une charte des citoyens et des services publics, faisant figurer leurs droits et devoirs respectifs ; l'amélioration de la qualité des services publics, par la définition d'objectifs et la mesure de la satisfaction des usagers ; la suppression d'un certain nombre d'autorisations et de déclarations administratives préalables ; l'augmentation du nombre de cas où un défaut de réponse de l'administration vaut acceptation ; la généralisation, dans un délai de deux ans, des moyens de paiement modernes (carte bancaire, notamment) dans les administrations.

SAISINE DU MÉDIATEUR ÉLARGIE

Le plan triennal de réforme de l'Etat encourage l'élargissement de la saisine du médiateur de la République. Il propose de renforcer les moyens à la disposition des personnes privées pour obtenir le remboursement de ce que leur doit l'Etat, la possibilité de pénalité étant même envisagée. Il conseille l'expérimentation d'agences locales de services publics polyvalents.

Longtemps mûri depuis l'été par l'ensemble des membres du gouvernement, ce plan triennal veut aussi réformer le fonctionnement des administrations centrales de l'Etat. Celles-ci devraient se concentrer sur leurs missions premières : analyser, concevoir, légiférer et évaluer. Les missions de gestion devraient donc être transférées aux services déconcentrés ainsi qu'aux établissements publics.

En conséquence, ce plan préconise la réduction du nombre de ces directions centrales et de leurs

effectifs (10 % en 1996, soit 7 000 personnes). Sont ainsi proposés, notamment, une réforme du commissariat général du plan, un renforcement des fonctions d'évaluation au sein de chaque ministère, la révision du dispositif interministériel d'évaluation des politiques publiques mis en place en 1990.

Constatant que les responsabilités sont éclatées entre des administrations qui s'ignorent ou se combattent, M. Perben demande que l'organisation du travail interministériel soit revue, de façon à réduire les arbitrages de Matignon, insiste sur la nécessité de légiférer mieux et moins et de mener à bien le programme général de codification à droit constant lancé en 1989.

La déconcentration est aussi un élément essentiel de cette réforme afin de mieux équilibrer les pouvoirs de l'Etat et des collectivités locales, qui ont largement profité de la décentralisation. Les services extérieurs, jugés trop nombreux et trop cloisonnés, devront être réorganisés.

Pour renforcer le pouvoir des préfets, représentants de l'Etat et, à ce titre, chefs de ces services déconcentrés, il est proposé de leur attribuer une « marge de manœuvre en personnel et en crédits » de deux mille emplois et 2 milliards de francs en 1997, et cela malgré l'opposition du ministère des finances. De même, l'expérimentation des contrats de service (par lesquels les chefs de service s'engagent sur certains objectifs de modernisation, en contrepartie

d'une globalisation de leurs crédits) sera généralisée. Une telle réforme impose, bien entendu, une simplification de la gestion des fonctionnaires de l'Etat. Le gouvernement souhaite réduire le nombre des corps de neuf cents à cinq cents en trois ans. Leur cloisonnement et leur multiplicité, en effet, gênent des complexités et limitent la mobilité des agents.

Le plan triennal propose donc de fusionner l'ensemble des corps administratifs en quatre corps seulement, afin de constituer une filière homogène qui concernerait 200 000 personnes.

Ces fusions entraîneront une remise à plat des primes, jugées trop nombreuses et trop opaques. Pour que les hauts fonctionnaires aient une meilleure connaissance des contraintes de l'administration déconcentrée, le gouvernement prévoit que les élèves de l'ENA passeront au moins deux ans, au cours de leurs six premières années de carrière, dans un service extérieur.

Pour rénover la gestion publique, le gouvernement propose de mieux associer l'ensemble des ministères à la procédure budgétaire, et notamment de revoir son calendrier, afin que les arbitrages les plus importants n'aient plus lieu en plein mois d'août. Il juge aussi nécessaire l'introduction des comptabilités analytique et patrimoniale. Il prévoit, enfin, un fonds pour accompagner les mesures prises dans le cadre de ce plan triennal, notamment les mutations.

Rafaële Rivais

Large concertation

Pour mettre au point son programme triennal de réforme de l'Etat, Dominique Perben a multiplié les entretiens avec des personnalités de toutes tendances, avant de recevoir, dans les jours à venir, les responsables des syndicats de fonctionnaires.

Ainsi, il a notamment reçu : des représentants du monde patronal (Francis Mer, PDG d'Usinor-Sacilor, Denis Kessler, président de la Fédération française des sociétés d'assurances et vice-président du CNPF, Yves Cannac, président de la Cegos, Jean-René Fourtour, président de Rhône-Poulenc, Jacques Calvet, président du directoire de Peugeot SA) ; Jean Boissonnat, membre du conseil monétaire de la Banque de France ; Raymond Soubie, président du groupe Altadia ; Jean Bastide, président du Conseil national de la vie associative ; Marceau Long, président du Haut Conseil de l'intégration ; Jean Auroux, ancien député socialiste et président de la Fédération des villes moyennes ; François de Closet, journaliste ; Jean-Claude Delarue, président de l'Association des usagers du service public ; Roger Burriel, président de l'Union nationale des associations familiales ; le sociologue Edgar Morin ; René Lenoir, président de l'Union nationale interdépartementale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux.

Charles Millon estime qu'une armée professionnelle ne pourra accueillir qu'un appelé sur cinq

L'ARMÉE professionnelle ne pourra accueillir que la cinquième des appelés, selon la formule de service national - obligatoire ou volontaire - qui sera finalement retenue. Cette précision a été donnée par Charles Millon, ministre de la défense, qui était attendu, le 5 mars, par les députés membres de la commission de la défense à l'Assemblée nationale.

Devant ces parlementaires, M. Millon a détaillé le niveau des effectifs selon le format choisi pour les armées. « Les effectifs civils et militaires du ministère de la défense, a-t-il indiqué - en rapprochant la notion de « projection de puissance » et celle de disponibilité grâce à la professionnalisation des forces -, passeront de 577 000 à 454 000 personnes, ce qui représente une réduction de près de 25 % ». « Alors que l'armée de terre verra ses effectifs diminuer de 37 %, l'armée de l'air de 26 % et la marine de 20 %, seuls les effectifs de la gendarmerie progresseront de 5 %, en raison de son rôle dans la défense du territoire et de l'augmentation des missions », a précisé M. Millon.

Dans ce cadre-là, a ajouté le ministre de la défense, « l'un des choix s'ouvrant à l'avenir de la conscription repose sur un service volontaire avec des modes d'engagement soit dans l'armée, soit dans des formes civiles ». Alors que le service militaire accueille au-

jourd'hui 80 % des appelés, l'armée professionnelle ne pourrait en accueillir que 20 % au terme de la période de transition fixée à six ans. « L'adaptation sera facilitée par le nombre actuel des reports d'incorporation (on en compte 1,2 million en 1996), la date de l'arrêt de la conscription pouvant être décidée en tenant compte de ces surstatures », a indiqué M. Millon.

A propos des services civils, le ministre de la défense a expliqué que le recensement et l'orientation des jeunes Français resteraient de la responsabilité de son administration, mais que la charge

L'Ecole de Cherchell

Le ministre des anciens combattants, Pierre Pasquini, a rendu hommage, mercredi 6 mars, à Saint-Cyr-Coëtquidan, dans le Morbihan, aux promotions de l'Ecole des élèves-aspirants de Cherchell, en Algérie, seule école militaire française durant la deuxième guerre mondiale. Lui-même ancien élève de Cherchell, M. Pasquini a présidé une cérémonie réunissant des anciens de l'école et les jeunes élèves-officiers de Coëtquidan, dont la promotion, qui porte le nom de « Cadets de Cherchell », terminera sa formation en juillet et compte cent quatre-vingt-seize élèves.

financière de la gestion sera répartie entre les ministères utilisateurs de la ressource.

D'autre part, M. Millon a reconnu que le passage à une conscription volontaire posera « un réel problème » aux professions médicales et au service de santé des armées, qui utilisent nombre d'aspirants médecins, chirurgiens-dentistes ou pharmaciens. Enfin, le ministre de la défense a attiré l'attention des députés sur l'importance des forces de sécurité intérieure dans le contrôle du territoire national et dans la prévention contre les actes terroristes. « Il ne faut pas oublier, a-t-il dit, qu'aux cinquante mille réservistes des trois armées s'ajoutent soixante-dix mille réservistes de la gendarmerie, qui peuvent intervenir lors d'événements majeurs ».

Rappelant que le débat reste ouvert sur les objectifs à assigner à un nouveau service national et sur sa nature, volontaire ou obligatoire, M. Millon a précisé que le premier ministre fera connaître « dans quelques jours » la forme que prendra ce débat qu'il souhaite « approfondir ». « La participation du Parlement est prioritaire, a-t-il conclu, compte tenu de la nature d'une réforme de société qui touche à l'esprit de défense. » Un débat est prévu à l'Assemblée nationale le 20 mars.

Jacques Isnard

Valéry Giscard d'Estaing confirme son hostilité envers François Léotard dans la bataille pour l'UDF

COMMENT prendre parti sans s'engager ? Tout l'art est dans la manière. Et Valéry Giscard d'Estaing s'y entend. Pendant que François Léotard, Alain Madelin et André Rossinot mènent campagne dans l'espoir de lui succéder à la présidence de l'UDF, l'ancien chef de l'Etat a décidé de réserver sa position jusqu'à la mi-mars. Néanmoins, s'il se refuse à dire ouvertement qui a sa préférence, il envoie des signaux. Pour l'heure, tous convergent vers M. Madelin.

Après avoir remis en question le choix des Adhérents directs de l'UDF en faveur de M. Léotard (Le Monde du 7 mars), le président de la confédération a proposé, le 5 mars, l'organisation d'un « référendum », au sein de la confédération UDF sur la transformation de cette dernière en « un mouvement politique unifié ». « Les dirigeants de l'UDF refuseront-ils indéfiniment de répondre à l'appel de la base ? », a lancé l'ancien chef de l'Etat.

Entre M. Giscard d'Estaing et M. Madelin, la télépathie fonctionne : à peine formulée, la proposition a reçu l'agrément de l'ancien ministre de l'économie, qui présentait, mercredi 6 mars, son projet pour l'UDF. Dans ses nouveaux et fastueux locaux de campagne, abrités par son club Idées-Action, M. Madelin a annoncé son intention de faire de l'UDF, s'il est élu et en un an, une « formation politique unifiée ». Il propose de donner « la

parole aux militants et aux adhérents sur la base du principe démocratique : un homme, une voix ». Vouloir se fier à la bonne entente pour faire fonctionner l'UDF dans ses structures actuelles, a-t-il ajouté en faisant allusion à l'accord qui lie M. Léotard à François Bayrou, président de Force démocrate, c'est se contraindre « au provisoire, dès lors que chacun a pour projet légitime de fortifier sa propre organisation au sein de l'UDF ».

REPRENDRE LA MAIN

Pour byzantine qu'elle soit, la proposition de référendum sur l'organisation de l'UDF est une manière, pour M. Giscard d'Estaing, de tenter de reprendre la main dans la course ouverte pour la succession à la tête de l'UDF. L'ancien président de la République se prépare à livrer bataille le jour même de la réunion du conseil national, le 31 mars. En demandant aux responsables de l'UDF de se prononcer, avant d'élire son successeur, sur une UDF plus unie, il pense placer M. Léotard, favorable à la persistance des composantes, dans une situation embarrassante.

L'ancien ministre de la défense a très vivement réagi, du reste, à la proposition de M. Giscard d'Estaing. Presque soulagé de voir le chasseur embusqué montrer enfin le bout de son fusil, M. Léotard a dénoncé « la manœuvre ». Mercredi, sur France-Info, il a exprimé le

souhait que l'on élise le président de l'UDF avant « d'aller plus loin ». « On peut tout imaginer, a-t-il dit, mais on ne va pas passer en quelques minutes d'une absence de démocratie à une espèce d'oligarchie quotidienne. » « J'admire ceux qui aujourd'hui veulent brutaliser quelque chose qu'ils ont laissé en sommeil pendant des années », a aimablement ajouté le député du Var.

Le ton s'est durci, aussi, entre les deux principaux candidats. Après avoir appelé l'UDF à un « devoir de loyauté à l'égard de la majorité » et à « l'affirmation de son identité » aux élections législatives de 1998, M. Madelin a fait un pas de plus vers son départ du parti de M. Léotard en indiquant qu'en cas d'échec, il ne saurait « exprimer son projet » dans une formation au sein de laquelle le « pluralisme ne vit plus ». A quoi son adversaire a répondu sèchement que le député d'Ille-et-Vilaine « n'a rien à continuer, si ce n'est la politique de la chaise vide ».

Dans un entretien publié par Le Nouvel Observateur (daté 7-13 mars), l'ancien ministre de la défense « conseille beaucoup plus de modestie » à M. Madelin. « Personne n'a le monopole des idées », explique-t-il. On ne reprochera pas, en tout cas, à M. Léotard de prétendre au « monopole du cœur », cher à M. Giscard d'Estaing.

Cécile Chambraud

Le premier ministre va renforcer la position du patronat dans la gestion de la Sécurité sociale

Les directeurs des caisses locales seront nommés par l'État

Le gouvernement a envoyé, mercredi 6 mars, aux parlementaires et aux partenaires sociaux les textes préfigurant les trois ordonnances sur

la Sécurité sociale, qui seront prises avant fin avril. Contrairement à la situation actuelle, le patronat devra disposer du même nombre de

sièges que les syndicats au sein des caisses. Une agence sera créée dans chaque région pour financer et restructurer hôpitaux et cliniques.

Le GOUVERNEMENT a adressé, mercredi 6 mars, aux parlementaires, aux partenaires sociaux et aux professionnels de santé trois « documents d'orientation » dessinant les contours – désormais assez précis – des trois ordonnances sur la Sécurité sociale, qui seront prises avant la fin avril.

Pour le ministre des affaires sociales, Jacques Barrot, l'enjeu est de taille, puisqu'il s'agit d'« échapper à l'alternative diabolique hausse des cotisations-baisse des prestations » et d'éviter que ne ressurgisse « le débat idéologique et les guerres de la privatisation ou de l'étatisation ».

Dans le texte sur la gestion des caisses, le premier ministre a donné satisfaction à une vieille revendication du CNPF : « Les représentants des salariés et des employeurs disposeront d'un même nombre de sièges dans les conseils d'administration des caisses nationales et des caisses locales. » Ce paritarisme – instauré en 1967 et supprimé en 1982 – ne figurait pas dans le plan présenté le 15 novembre par Alain Juppé.

Le texte confirme la suppression des élections à la Sécurité sociale, dont les dernières remontent à 1983. Désormais, « les partenaires sociaux désigneront leurs représentants », et ce, « dès cette an-

née ». Le mandat des administrateurs sera d'une durée de cinq ans et ne pourra être renouvelé qu'une fois, la limite d'âge étant fixée à soixante-cinq ans. Pour la répartition des sièges entre syndicats, le texte avance deux options : accorder « un nombre de sièges identique » (1 ou 2) ; faire une pondération « selon un mode d'organisation ».

CONCESSION A FO

MM. Juppé et Barrot ont fait une concession à FO, qui préside les deux tiers des caisses d'assurance-maladie depuis 1967 : la nomination en conseil des ministres des directeurs des caisses nationales « ne pourrait plus intervenir sans l'avis du président du conseil d'administration » de ces organismes. Ceux-ci pourront saisir le gouvernement et le Parlement de leurs propositions au moment de l'examen, chaque année, des lois de financement de la Sécurité sociale.

Les directeurs des caisses locales ne seront plus nommés par les conseils d'administration, mais par les directeurs des caisses nationales, « après avis » des présidents des caisses locales. La durée de leur mandat sera limitée à cinq ans renouvelables.

Des personnalités qualifiées fe-

ront leur entrée dans les conseils « à raison de leurs compétences ». Nommés par le ministre pour les caisses nationales, et par le préfet de région pour les organismes locaux, « Membres à part entière des conseils », ces personnalités ne pourront cependant pas présider une caisse, ni participer à l'élection de son président.

Chaque organisme national du régime des salariés aura un « conseil de surveillance » composé de députés, de sénateurs et de représentants d'associations (retraités, familles...). Il veillera au « respect des responsabilités » propres à l'État, au Parlement et aux caisses et à la bonne mise en œuvre des contrats d'objectifs signés entre les caisses nationales et les caisses locales.

En outre, l'État et les organismes nationaux signeront, dès 1997, des conventions pluriannuelles (au moins trois ans). En contrepartie d'engagements sur la bonne application de la maîtrise des dépenses, la qualité du service aux assurés ou la réduction des coûts de gestion, l'État pourrait assurer une relative stabilité des ressources financières des organismes et exercer une tutelle moins pesante. Cette réforme est surtout importante pour l'assurance-maladie, car ces conven-

tions incluront les objectifs de dépenses votés chaque année par le Parlement.

Les objectifs seront déclinés localement par des unions des caisses d'assurance-maladie. Ces regroupements des organismes de tous les régimes d'assurance-maladie n'auront pas un rôle direct de gestion, mais plutôt de suivi. De plus, le gouvernement se montre prudent en proposant des « fusions volontaires de caisses » locales. Le projet de « constituer un seul organisme par département et par branche », évoqué par Alain Juppé le 15 novembre, semble abandonné.

« CONFLITS D'INTÉRÊTS »

Enfin, pour « éviter les situations de conflits d'intérêts », les « organisations représentant les intérêts des acteurs du système de soins pourraient ne plus siéger dans les conseils d'administration ». Dans ces conditions, on voit mal comment le président du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique, Bernard Mesuré, pourrait pour siéger dans les rangs patronaux au sein de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés, pour siéger ce poste.

Jean-Michel Bezat

Les hôpitaux seront gérés au niveau de chaque région

LA RÉFORME de l'hospitalisation, soumise dans les jours, qui viennent aux syndicats des agents, des directeurs et des praticiens, prévoit la création, dans chaque région, d'une agence d'hospitalisation responsable du « pilotage du système ». Cette « autorité régionale forte » aura pour mission de répartir une enveloppe financière entre les établissements et d'adapter le tissu hospitalier aux besoins de la population. Jacques Barrot a souligné, mercredi 6 mars, qu'elle devra « exiger l'adaptation des structures » par des « redéploiements, des regroupements » et « parfois la fermeture de certains services ».

Aujourd'hui, les budgets hospitaliers sont arrêtés au plan national, les préfets ne disposant que d'une petite marge de manœuvre régionale pour moduler les dotations. Cette application « quasi uniforme depuis douze ans » d'un taux d'évolution du budget global a conduit, selon le document, « à creuser les inégalités entre les régions et entre les hôpitaux ». Les agences se verront attribuer une « dotation régionale » en fonction des « priorités nationales établies » et de la nécessité de « corriger progressivement les inégalités » entre les régions. Une « conférence régionale de santé » définira les besoins sanitaires et les priorités de santé publique, y compris pour la médecine de ville.

L'agence régionale sera constituée sous la forme d'un groupement d'intérêt public et associée à parité État et assurance-maladie. Son directeur, choisi parmi les grands corps de l'État et les directeurs d'hôpitaux, de DRASS ou de caisses régionales, sera nommé en conseil des ministres. Il présidera une commission exécutive aux

pouvoirs étendus. L'agence signera un contrat d'objectifs de trois à cinq ans avec chaque établissement, qui déterminera les moyens alloués et dotera les autorités d'acteurs ou d'équipements.

DÉLIVRANCE D'UN LABEL

Pour arrêter les budgets, les hôpitaux et les cliniques devront, à terme, tenir compte des coûts de traitement de chaque maladie et du « niveau d'activité actuel et à venir ». L'évaluation médico-économique interviendra avant la signature du contrat et durant son exécution. Elle permettra de « dresser un bilan global » de chaque hôpital. Le gouvernement va créer une Agence nationale d'accréditation et de développement de l'évaluation des soins, qui donnera son label à des « normes de bonnes pratiques cliniques ». L'accréditation deviendra progressivement « obligatoire » dans les cinq ans pour les hôpitaux et les cliniques, qui pourront « obtenir la reconnaissance par les pairs de la qualité de leurs services, de leurs activités ou l'ensemble de la structure ».

Si le gouvernement a déclaré que le maire ne sera plus, de droit, président du conseil d'administration de l'hôpital de sa commune, il a laissé cette responsabilité à un politicien : ce président pourra être désigné « parmi les membres de son conseil municipal, mais aussi parmi les autres élus communaux, départementaux ou régionaux », et parmi les « personnes qualifiées membres du conseil » d'administration de l'hôpital. Sa composition pourrait être élargie aux « élus des communes avoisinantes ».

J.-M. B.

Le gouvernement impose ses mesures de relance à l'Assemblée nationale

La grogne de la majorité ne s'est pas manifestée

LE PROJET DE LOI portant diverses dispositions d'ordre économique et financier avait suscité, à la commission des finances de l'Assemblée nationale (Le Monde du 5 mars), puis lors de la discussion générale du texte en séance publique (Le Monde du 7 mars), un vent de critiques acides de la part de la majorité. Venues des rangs de l'UDF, comme du RPR, de nombreuses voix avaient regretté le manque de « lisibilité » et d'efficacité des mesures de relance de l'économie inscrites dans ce projet.

Contre toute attente, pourtant, la discussion des articles, mercredi 6 mars, s'est soldée par une victoire du gouvernement sur tous les points controversés. Les grognons de la majorité ont été renvoyés, sans ménagement, à leur statut de « godillots ». Ce qui n'est pas sans lien, à l'évidence, avec le brutal rappel à l'ordre adressé, mercredi, par le premier ministre à Philippe Auberger (RPR, Yonne), rapporteur général de la commission des finances. (Lire page 30.)

Le premier signe de flottement dans la majorité est venu au moment de la discussion de l'amendement présenté, notamment, par le président de la commission des finances, Pierre Méhaignerie (UDF-FD), et le rapporteur général sur la réforme du régime de la transmission d'entreprises. Celle-ci, visant à alléger fortement la fiscalité sur la transmission d'entreprises, avait été engagée, à l'automne, dans le cadre du budget pour 1996, mais le Conseil constitutionnel avait rejeté cette disposition. La commission des finances avait donc saisi l'occasion de l'examen du DDOEF pour adopter un amendement destiné à contourner la censure du juge constitutionnel. Philippe Auberger a plaidé l'« urgence » de cette mesure et rappelé qu'il s'agissait d'un « engagement formel du président de la République » pendant sa campagne électorale.

Il s'est heurté à une triple opposition. Celle de l'extrême droite du groupe RPR, Daniel Garrigue, qui a jugé le dispositif proposé trop étroit et l'interventionnisme du Conseil constitutionnel inadmissible ; celle des socialistes, qui ont dénoncé l'avantage « exorbitant » offert aux

entreprises ; celle enfin du ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, a, en effet, estimé que cette nouvelle mesure n'écarterait pas « tout risque constitutionnel » et, surtout, qu'elle devenait trop contraignante pour les entreprises. Contre l'engagement du gouvernement d'apporter une solution à ce problème « dans le cadre de la loi de finances pour 1997 », il a obtenu le rejet de l'amendement.

MANQUE DE COHÉRENTÉ

Le manque de cohérence de la majorité est devenu patent dans l'après-midi. La grogne attendue sur la série de déductions fiscales destinées à soutenir l'activité en encourageant la consommation des ménages et l'investissement des entreprises ne s'est pas manifestée. La majorité a voté ces dispositions avec le même souci qu'elle avait mis à les critiquer. Cela a été particulièrement spectaculaire pour les dispositions concernant la réduction d'impôt octroyée aux bénéficiaires de crédits à la consommation, la commission des finances ayant défendu sans conviction l'amendement de plafonnement dont elle paraissait faire un préalable. De même, un autre amendement de la commission prévoyait de plafonner à 15 % du revenu net imposable le total des réductions d'impôt. Le rapporteur s'en est finalement désolidarisé et cette limitation a été rejetée.

Finalement, les députés n'ont modifié qu'à la marge le texte du gouvernement. Ainsi, l'exonération des plus-values de cession de titres d'OPCVM (organismes de placement collectif en valeurs mobilières) en cas de réinvestissement dans l'immobilier ou d'achat de biens ménagers sera valable jusqu'au 30 septembre 1996 et non jusqu'au 30 juin. Les autres dispositions – livrer jeunes, amortissement des biens immobiliers locaux, doublement du délai d'imputation des déficits fonciers, majoration des coefficients d'amortissement dégressifs applicables aux entreprises – ont été adoptées sans modifications.

Gérard Courtis et Caroline Monnot

Le Sénat défend les intérêts des régions dans la réforme de l'apprentissage

A L'INSTAR des députés, les sénateurs ne se sont pas privés, mercredi 6 mars, lors de l'examen en première lecture du projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage, adopté le 7 février par l'Assemblée nationale (Le Monde du 9 février), de critiquer le manque d'envie du texte gouvernemental. « Il s'agit d'un projet de loi de portée modeste, destiné à apporter une solution, sans doute provisoire, aux problèmes de financement des centres de formation d'apprentis », a rappelé Jean Madeline (Union centriste), rapporteur de la commission des affaires sociales.

Plus virulent, Guy Cabanel, président du groupe du Rassemblement démocratique, a évoqué une « réforme partielle » qui « n'est pas en rapport » avec la dimension du problème posé par le chômage des jeunes. « Il est à craindre que votre mini-réforme révèle une absence de volonté » en matière de formation professionnelle, a renchérit Marie-Madeleine Dieulaingard (PS, Loire-Atlantique). « Ce projet de loi n'est qu'un élément d'une démarche beaucoup plus globale », a reconnu Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, rappelant qu'il convenait d'attendre les conclusions du rapport demandé à Michel Davy de Virville avant d'envisager « des réformes structurelles de la formation professionnelle ».

Dès le début de la discussion générale, M. Barrot a fait un nouveau pas en direction du patronat, qui avait mené une intense campagne de lobbying pour obtenir une réévaluation de la subvention destinée à se substituer aux multiples aides

et exonérations dont bénéficient les entreprises et les artisans acceptant des apprentis. Une nouvelle « rallonge » – de cinquante francs par heure pour la durée des formations excédant six cents heures par an – devrait ainsi s'ajouter à celles déjà obtenues au Palais-Bourbon.

PÉREQUATION

Les sénateurs se sont démarqués des députés sur plusieurs points. Soucieux de préserver les intérêts des collectivités locales, ils ont ainsi supprimé la disposition, réclamée par les chambres de métiers, visant à créer, au sein du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage, un Conseil national de l'apprentissage (CNA), chargé notamment d'évaluer les politiques régionales d'apprentissage et les besoins de ce secteur : « Le caractère national du CNA est en contradiction avec l'esprit de la décentralisation », a souligné M. Madeline.

Les sénateurs ont obtenu satisfaction sur les modalités de la péréquation destinée à remédier aux inégalités de ressources entre les centres de formations d'apprentis (CFA). Selon le texte élaboré en commun par la commission des affaires sociales et le gouvernement, il est en effet prévu que, tout en maintenant un compte d'affectation spéciale, la fraction de la taxe d'apprentissage destinée à cette péréquation sera « reversée intégrale d'apprentissage et de formation professionnelle continue ».

Jean-Baptiste de Montvalon

M. Viannet lance la campagne « revendicative » de la CGT

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CGT, Louis Viannet, a lancé, mercredi 6 mars, à Nîmes, sa campagne nationale « revendicative », précisant qu'elle se déroulera sur plusieurs mois, au rythme d'une ville visitée par semaine. M. Viannet a indiqué, lors d'une conférence de presse, que sa campagne serait principalement axée sur le secteur privé, où, « souvent, il n'y a pas de syndicats et où s'exercent de fortes pressions patronales ». Elle portera notamment, a-t-il assuré, « sur le temps de travail, avec une réduction à trente-cinq, voire à trente-deux heures, sans diminution de salaire, et pour tous les salariés ». Ces visites seront appuyées de temps forts « relais », comme la « réunion de la confédération européenne des syndicats, toutes branches confondues », parallèlement à l'ouverture de la conférence intergouvernementale, le 29 mars, à Turin. Au lendemain de la réélection de Marc Blondel (FO), M. Viannet estime, qu'« après un répit consécutif au fort mouvement de décembre », il est temps de relancer la mobilisation, « sous une forme unitaire ».

Double attentat à Ajaccio

DEUX ATTENTATS ont endommagé, mercredi 6 mars, peu après 21 heures, les locaux de la trésorerie générale et de la trésorerie principale d'Ajaccio, où des charges de moyenne puissance avaient été déposées devant les deux entrées. Les deux explosions, qui n'ont pas été revendiquées, n'ont fait aucune victime. La trésorerie générale est occupée depuis plusieurs semaines par des agents grévistes des services fiscaux. Ceux-ci réclament, depuis la fin du mouvement social de décembre dernier, un alignement des conditions de sortie de grève par rapport au personnel de l'éducation nationale. Mercredi, leur autorité de tutelle avait répondu négativement à cette demande.

DÉPÊCHES

■ **SONDAGE** : Le Parti socialiste est le seul parti politique à bénéficier d'une image positive dans l'opinion, selon une enquête réalisée par la Sofres pour des journaux de province, du 21 au 23 février auprès de 1 000 personnes. Ce sondage indique que 49 % des Français se disent proches du PS alors que 45 % s'en sentent éloignés. 33 % seulement se sentent proches du RPR (contre 59 %) et 29 % de l'UDF (contre 62 %).

■ **CONJONCTURE** : L'opinion des ménages sur l'évolution du chômage s'est nettement dégradée en février, selon l'enquête mensuelle de l'Insee publiée mercredi 7 mars. D'après l'Institut de conjoncture, si les ménages se montrent un peu plus confiants qu'en janvier sur l'évolution de leur situation financière personnelle, leur opinion sur la situation générale s'est détériorée. En ce qui concerne l'évolution du chômage, le solde entre pessimistes et optimistes est passé de 49 en janvier à 56 en février (53 en décembre). De fait, les ménages jugent opportun d'épargner dans les mois à venir.

■ **Codevi** : Le Parlement a définitivement adopté, mercredi 6 mars, une proposition de loi du député Alain Gest (UDF-PR, Somme) permettant l'utilisation, jusqu'au 31 décembre 1996, des ressources des Codevi par les collectivités locales pour des « dépenses d'équipement » destinées à « favoriser l'activité et l'implantation des PME ». Ce texte a été voté en deuxième lecture par les députés de la majorité UDF-RPR sans modification par rapport à la rédaction adoptée, le 25 janvier, au Sénat.

■ **PORTS** : Bernard Pons, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, a vivement incité les responsables des ports de Rouen, Dieppe et Le Havre, ainsi que ceux du port de Paris, à faire taire leurs rivalités et à travailler ensemble « dans un esprit de solidarité constructive des ports de la Seine ». Il a annoncé, le 4 mars, à Rouen, un programme de travaux de dragage de 156 millions de francs afin d'améliorer la profondeur du chenal entre la mer et Rouen.

■ **RAPATRIÉS** : Le Gers est le seul département qui soit parvenu à boucler l'ensemble des dossiers d'apurement des dettes des rapatriés d'Afrique du Nord dans les délais fixés par l'État, c'est-à-dire au 1^{er} janvier. Ces dettes remontent à l'installation de ces rapatriés sur des terres agricoles à leur retour en France métropolitaine. Sur les 140 dossiers examinés par une commission ad hoc, sous l'autorité du préfet, 90 ont été jugés recevables et validés par la Commission nationale d'aide aux rapatriés. Pour les seuls dossiers acceptés, le montant total de l'endettement avoisine 75 millions de francs. L'aide apportée par l'État est de 370 000 francs en moyenne par rapatrié gersois. (Corresp.)



VENTES PAR ADJUDICATION

Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01

94 Vente au Pal. Just. de Créteil, Jeudi 21 Mars 1996 à 9h30
APPELLEMENT À JOINDRE LE PONT (94)
7-9, Allée Edmée Lheureux (Voie A) et 7, Rue Halifax (Voie B)
de 5 Pièces Principales au 4^e étage esc. B, porte face en sortant
de l'ascenseur, divisé en : entrée, séjour, 4 chambres, cuisine,
2 salle de bains, dont une avec wc, dégagements, placards, balcons
CAVE - PARKING DOUBLE au 3^e sous-sol
MISE A PRIX : 500.000 Frs
S'adresser à Me Patrick VARINOT, Av. au Barreau du Val de Marne,
166 bis, Grande Rue (94130) NOGENT SUR MARNE - Tél. : 48.71.03.78

SANTÉ Dans une recommandation rendue publique jeudi 7 mars sur « la mise à disposition d'un traitement antirétroviral dans le sida », le Comité national consultatif

d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE) n'exclut pas l'hypothèse du tirage au sort préconisée par le Conseil national du sida dans un avis du 26 février et re-

tée deux jours plus tard par Alain Juppé. **LES SAGES** recommandent la mise au point d'une « définition précise, au niveau national, des malades devant bénéficier du produit »

et indiquent qu'« un tirage au sort au plan local pourra être retenu mais en ultime possibilité ». 18 000 patients seraient concernés. **● RAP-PELANT** le caractère préliminaire des

résultats scientifiques prometteurs obtenus avec l'antiprotéase de la firme Abbott, le CCNE s'interroge sur l'aide à apporter aux malades des pays en développement.

Le Comité d'éthique n'exclut pas un tirage au sort des malades du sida

Les « sages » évoquent cette hypothèse en « ultime possibilité ». Ils interpellent les pouvoirs publics, souhaitant une clarification de leurs relations avec l'industrie pharmaceutique et l'organisation d'un « débat à l'échelon de la nation »

LA POLEMIQUE sur le tirage au sort des malades infectés par le virus du sida, en tant que possible réponse à la pénurie de nouveaux médicaments, rebondit brutalement avec la recommandation, rendue publique jeudi 7 mars, du Comité consultatif national d'éthique (CCNE). Les « sages » qui composent cette instance, présidée par le professeur Jean-Pierre Changeux, déclarent en effet qu'ils ne sont pas opposés, « en ultime possibilité », au principe de la désignation aléatoire des personnes infectées par le VIH, qui pourraient à l'avenir bénéficier des nouvelles thérapies, incluant l'antiprotéase de la multinationale américaine Abbott. Ils rejoignent en cela l'analyse du Conseil national du sida, qui avait déclenché une forte polémique (Le Monde des 29 février et 1^{er} mars).

Le texte rendu public jeudi 7 mars est une « recommandation » et non un « avis » du CCNE. Cette différence tient au fait que le comité ne répond ici qu'à une question précise des pouvoirs publics sur « la mise à disposition d'un traitement antirétroviral dans le sida ». En pratique, les sages avaient rédigé leurs conclusions avant le Conseil national du sida. En décembre 1995, le directeur général de l'Agence du médicament et le

directeur général de la santé avaient demandé à ce comité de mener une réflexion sur l'adéquation entre la disponibilité restrictive de nouvelles médications du sida et la demande de mise à disposition compassionnelle de ces produits, ainsi que sur l'éventualité d'un tirage au sort. Le CCNE avait été également saisi de

nés avec un « sirop » très mal supporté par le malade (35 % d'abandons de traitement), qui avait conduit le fabricant à décider le passage à la forme « gélule ». Abbott lançait alors un programme compassionnel international qui permettrait de traiter par sirop huit cents patients en dehors des Etats-Unis dont cent « octroyés » par Ab-

bot, souligne le CCNE. Il n'est pas du tout exclu que la tendance observée s'annule, ou même s'inverse, au cours du temps. Cependant, les médecins spécialistes de la maladie parlent pour la première fois de « rémission ». En conséquence, au moins les malades définis dans le protocole de l'essai international devraient tous bénéficier de ce traitement, soit, selon les estimations, dix-huit mille patients en France. On s'est donc aujourd'hui éloigné de l'optique « compassionnelle » de la fin de l'année dernière.

C'est dans ce contexte que la filiale française d'Abbott devait évoquer, sans plus de précisions, des difficultés de production industrielle de cette molécule, inhérente à la complexité de sa structure chimique et de son nouveau conditionnement sous forme de gélules. Cette situation fait qu'il semble impossible dans l'immédiat de disposer des quantités nécessaires au traitement de tous les patients qui pourraient en bénéficier. « Abbott espère pallier cette pénurie par une montée en puissance de mille traitements supplémentaires par mois à partir d'avril, mais, pour l'instant, ne peut-il ou ne veut-il s'engager sur aucune perspective chiffrée ? peut-on lire dans le texte du CCNE. Il apparaît certain que la préférence sera donnée au marché américain et que la dimension de ce dernier dépendra largement des toutes prochaines décisions de la FDA concernant les dossiers déposés tant par Abbott que par Merck ».

Les recommandations formulées par le comité d'éthique dépassent donc de beaucoup le problème ini-

tial des cent malades à traiter par du Ritonavir (sirop). Elles portent bel et bien sur le problème beaucoup plus large de la gestion d'une pénurie qui risque de durer plusieurs mois. « Un principe éthique indiscutable est celui de l'égalité d'accès au produit pour tous les patients qui en ont également besoin, expliquent les sages. Aussi, le CCNE a-t-il rejeté d'emblée une suggestion de prendre en compte des critères tels que les responsabilités qu'auraient pu exercer les patients dans la lutte contre la maladie ».

Ce principe doit être accompagné de règles opératoires précises,

nécessaires tant pour assurer une meilleure transparence vis-à-vis des malades et de l'opinion, que pour éviter d'éventuelles dérives et inégalités. C'est ainsi que la première règle énoncée par le CCNE est « la définition sur des critères scientifiques et médicaux, de la population des patients devant bénéficier du traitement ». La seconde règle est « infiniment plus difficile » à édicter, puisqu'elle concerne la procédure de choix de priorité des patients. La méthode utilisée aux Etats-Unis est celle du tirage au sort au niveau national. Pour sa part, le CCNE attendait, avant de se prononcer, d'établir « sans aucun a priori une liste des avantages et des inconvénients éthiques de cette méthode » (lire ci-dessous).

Après avoir pesé l'ensemble de ces arguments, le CCNE estime sur ce point : « Il est de la responsabilité collégiale des comités antirétroviraux de chaque centre d'information et de soins pour l'immunodéficience humaine de décider un ordre de priorité des malades, à partir de tous les critères médicaux, scientifiques et personnels pertinents. Un tirage au sort au plan local pourrait être retenu, mais en ultime possibilité, dans les cas où les éléments rationnels de décision ne suffiraient pas pour parvenir à une décision ».

Le CCNE rappelle enfin, fort opportunément : « Les résultats scientifiques actuels, bien que très prometteurs, ne sont encore que préliminaires et ne doivent pas être surévalués : l'efficacité du produit à long et moyen terme et les résistances qu'il est susceptible de développer sont encore inconnues ».

J.-Y. N.

Mille traitements en avril

En France, cent malades bénéficient actuellement d'un traitement incluant le ritonavir des laboratoires Abbott. Le secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale, Hervé Gaymard, avait annoncé que « dès le mois d'avril, ce sont mille traitements de plus chaque mois qui seront mis à la disposition des hôpitaux ». Mille patients devraient donc bénéficier du ritonavir en avril, 2 000 en mai, 3 000 en juin, etc.

Le nombre de bénéficiaires potentiels s'élevait à environ 18 000 personnes et le premier ministre Alain Juppé avait jugé « inacceptable » la méthode du tirage au sort, en attendant l'AMM européenne, le gouvernement n'a pas exclu la possibilité d'importer ce médicament en procédant directement à des achats aux Etats-Unis.

cette question par la filiale française de la multinationale américaine Abbott et par une association de malades.

Le CCNE rappelle : « A la fin de 1995, des résultats scientifiques publiés dans les meilleures revues internationales avaient montré une excellente efficacité biologique de ce produit. Les essais étaient alors me-

bot à la France. » Ce sont ces cent malades qui étaient mentionnés dans la salme de décembre, pour lesquels il était demandé sur quelles bases éthiques ils devaient être désignés.

RESPONSABILITE COLLEGIALE

La situation a notablement évolué depuis cette date. Lors d'un congrès scientifique organisé en janvier à Washington, ont été présentés les résultats d'une analyse internationale d'un essai clinique portant sur plus de mille patients, qui comparait un groupe Ritonavir à un groupe placebo. « Ces résultats communiqués à un congrès mais non encore publiés doivent être considérés comme

« Eviter de nouvelles situations de crise »

VOICI les principaux extraits de la recommandation du Comité national d'éthique :

« L'avantage éthique du tirage au sort est que seul il permet une égalité indiscutable des chances des malades quand il n'est pas possible de les classer, sur des critères de rationalité, selon un ordre de priorité. Le tirage à la courte paille reflète bien l'idée que le tirage au sort est préférable au favoritisme. Il permet également d'exprimer une protestation face à l'impos-

sible situation dans laquelle la pénurie place les médecins. »

Après avoir dressé la liste des « inconvénients éthiques » liés à ce procédé, le CCNE explique que « le tirage au sort se heurterait très vraisemblablement à une opposition quasi unanime des médecins, des malades, de la société.

Une procédure aussi révolutionnaire pour notre mode de pensée français ne peut se concevoir sans qu'elle ait été précédée par un large débat mené hors de l'urgence et des passions.

Le CCNE souligne en conclusion cinq questions essentielles : « Comment concilier le principe d'égalité des malades avec les inégalités inhérentes aux différences socio-économiques ? La préférence donnée aux malades américains sur les malades européens est dénoncée, mais comment apporter une aide aux pays en voie de développement qui participent à certains essais thérapeutiques et dont les malades, infiniment plus nombreux, ne bénéficient d'aucun traitement ?

La France du sida vit depuis un mois au rythme des déclarations imprécises - ou des silences de multinationales pharmaceutiques. Peut-on imaginer des règles saines et claires de discussions et de négociations entre les firmes

pharmaceutiques et les autorités de notre pays ? » Les coûts de prise en charge du sida pourraient s'amplifier considérablement (les chiffres avancés pour le traitement annuel d'un malade s'échelonnent entre 60 000 et 300 000 francs). Si le développement de traitements efficaces est porteur d'un très sérieux espoir, comment la société pourra-t-elle en gérer le coût sans qu'en pâtissent les efforts consentis pour d'autres malades et d'autres affections ?

« L'évolution extrêmement rapide des traitements anti-sida, la rapidité avec laquelle des essais cliniques sont menés et des résultats préliminaires communiqués, laissent penser qu'une circonstance analogue va se reproduire. Quelle réflexion - sereine - mener dès à présent pour éviter de nouvelles situations de crise ?

Le problème du sida continue à être abordé de manière souvent irrationnelle. Comment parvenir à une indispensable attitude de raison ? »

COMMENTAIRE QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Après le Conseil national du sida, le Comité national d'éthique n'exclut pas, en « ultime possibilité », un tirage au sort des patients pouvant bénéficier d'une nouvelle et encore trop rare molécule que l'on para aujourd'hui de toutes les vertus, alors même qu'on en connaît mal les véritables propriétés et les possibles dangers.

Au nom de l'éthique, les sages du CCNE n'écartent donc nullement une hypothèse qu'Alain Juppé avait rejetée il y a quelques jours, sans pour autant proposer de solutions pour remédier à l'actuelle situation de pénurie invoquée par les laboratoires Abbott. Après avoir décidé de ne pas suivre les propositions du Conseil national du sida, le gouvernement osera-t-il demain désavouer une structure qu'il a saisie, structure certes consultative, mais qui jouit depuis plus de dix ans d'un poids moral incontestable ?

Jean-Yves Nau

La cité de la Noé, « La Haine » et la mort d'Imed au hasard d'un affrontement entre bandes

Le jeune homme a été tué d'un coup de fusil, le 3 mars. Les « grands frères » de Chanteloup (Yvelines) s'inquiètent de l'agressivité des plus jeunes

JUSQU'ICI, tout allait bien. Dans la salle municipale du parc des sports de Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise), dimanche 3 mars, la musique était bonne, rap et funky. Il fallait payer pour entrer, c'était pour la bonne cause. L'Association de solidarité franco-algérienne collectait des fonds pour que les plus jeunes de la cité du Clos-du-Roi puissent aller faire du ski. Et puis il y eut « un truc », « une folle », disent les jeunes de Chanteloup-les-Vignes. Une histoire de mots, comme souvent. Ceux d'Argenteuil sont sortis avec ceux de Chanteloup, « pour s'expliquer ». Jeux de mains entre deux bandes de jeunes de quinze à vingt ans. Jeux de lames. Banale story de la banlieue ouest, un dimanche soir.

Jusqu'à cette phrase : « On va chercher le fusil ». Jusqu'à ce qu'on entende deux coups de feu. Jusqu'à ce qu'Imed tombe, la tête emportée par une décharge de plombes. Il était 19 heures. A Chanteloup-les-Vignes, Imed

Amri, dix-sept ans, habitait la cité de la Noé, immortalisée par La Haine, de Mathieu Kassovitz, fraîchement sacré César du meilleur film. « L'important, ce n'est pas la chute, entend-on dans La Haine, c'est l'atterrissage ». Imed est mort à 22 heures, à l'hôpital de Pontoise. Ses amis rappellent qu'on pouvait voir « sa bonne masse » parmi les figurants du film.

Zouhair, vingt-huit ans, le grand frère, a le regard vide, la voix chaude pour exprimer des phrases encore conjuguées au présent. « Imed, il est comme tous les jeunes de la cité. Des fois, il se laisse aller. Il cherche du travail, il cherche pas. Mais là, il remonte. Il dit : Je commence à grandir, il faut que je me secoue. » Il avait quitté le collège en quatrième, trouvé un petit job de manutentionnaire, puis gâché. Sa mère, seule avec ses quatre enfants, l'avait poussé pour qu'il réussisse.

Ces derniers jours, il frappait à toutes les portes, de la mission locale à l'agence intercommunale pour l'emploi. Il aimait la méca-

nique. Chez lui, il s'interrogeait, réfléchissait, analysait les paroles des groupes de rap français pour mieux s'y retrouver.

« On voulait qu'il devienne grand, vite », dit Thierry, vingt-huit ans, « dont vingt-trois de cité ». Thierry a vu naître Imed. Lui s'en est sorti, a monté sa propre entreprise de nettoyage. Il dit son dégoût : « Tous, ils parlent comme ça. L'an passé, c'était un autre jeune de la Noé, d'un coup de couteau. Et à Poissy, il y a peu, le frère d'un copain ». Avec Imed, ils parlaient du présent, de l'avenir. « J'étais son grand frère de rue. Lui, il avait beau être costaud, impulsif, il était tout mince. On est fâché quand on est jeune, influençable. C'était pas un voyou. Mais quand les autres arrivaient, son langage changeait. »

DES ARMES BANALES

Sur son lit, la mère d'Imed pleure un fils. Après autopsie, le corps sera rapatrié vers sa famille à Tunis. Le F4 est surchauffé, un parfum de meurtre s'échappe des tasses de thé. Elle tient la main de

Zouhair. Elle implore : « Ne retourne pas dans les bus, mon fils. » A la Noé, Zouhair est « messager », c'est-à-dire permanent de cette entreprise d'insertion professionnelle implantée dans le quartier. Certains « messagers » séduisent la cité en calmant les plus jeunes, d'autres arpentent les couloirs des trains qui vont à Saint-Lazare, d'autres encore contrôlent les bus de la compagnie de transport local.

« Dans les bus, c'est de plus en plus chaud, explique Zouhair. Les petits, ceux qui ont entre dix et douze ans, sont incontrôlables. Ils n'ont plus de respect, même pour nous. Ils sont agressifs et les armes, pour eux, sont devenues banales. » Ces petits-là, ils vont donner quoi ? reprend un grand frère, ancien messager. La violence, elle sort de la tête. Nous, de notre temps, on rêvait devant les films de Bruce Lee. On en gardait la fierté. Maintenant, il n'y a plus de fierté. Le jeune, il sait que sortir son gun, comme à la télé.

Les armes ? On assure qu'il n'y

en a jamais eu autant ». Dans les échauffourées, elles surgissent de nulle part, expliquent les policiers. D'une cave ou d'un coffre de voiture, butin hétéroclite de différents cambriolages. Pas des armes de voyou, mais des fusils de chasse, des pistolets de défense, des battes de base-ball, des barres de fer, des armes blanches, du tout-venant.

« L'AVENIR, C'EST NOUS »

A Saint-Ouen-l'Aumône, dimanche 3 mars, personne n'a vu d'oh était sorti le fusil. « Moi, j'croisais pas qu'il en avait un, dit un jeune qui y était. Alors, ils sont revenus. Un grand a mis le fusil dans les bras d'un petit. Il lui a dit : Tire ! Tire ! » Un premier coup se serait fait. Ceux de Chanteloup auraient détalé, surpris. Sauf un : un « petit » de quatorze ans qui aurait trébuché, puis qui se serait fait « planter » par quatre ou cinq jeunes d'Argenteuil. Imed l'aurait vu, serait revenu pour l'aider. Puis se serait retrouvé face au fusil.

Dans l'appartement de Zouhair,

le père d'Imed a les yeux boursoufflés par les larmes. Il réclame « la paix » pour son fils. Dehors, dans l'allée du pas, d'autres jeunes parient encore de descendre à Argenteuil « pour mettre le feu ». Emmanuel M'Bong, le directeur des Messagers, essaie de les calmer. « A quoi ça sert si ici on calme nos petits frères et qu'ailleurs ils leur tirent dessus ? », questionne une voix.

Les enquêteurs, eux, ont confiance. Tout s'est passé à visage découvert. Alors viendra probablement le temps des assises. Pour mineurs peut-être. On y parlera cette fois d'une autre vie de jeune, celle de l'accusé. On y fixera les traces d'un autre passé, on y butera sur un autre avenir. Un responsable d'une agence pour l'emploi à Chanteloup a parlé, pour ses jeunes, du « vertige absolu de l'avenir ». A la Noé, à l'entrée d'un local où les jeunes tuent l'ennui au baby-foot et au ping-pong, un tag précise : « L'avenir, c'est nous. »

Jean-Michel Dumay

Les attaques contre les droits des femmes relancent le féminisme

La journée internationale célébrée vendredi 8 mars, et marquée par différentes manifestations, sera l'occasion de sensibiliser l'opinion et de mettre en échec les pressions exercées par les groupes anti avortement

La traditionnelle journée du 8 mars paraît avoir perdu cette année un peu de son caractère excessivement institutionnel. Ces derniers mois ont été marqués par une montée du « lobby anti avortement », dont

les actions, visant notamment à investir certains hôpitaux pour empêcher que soient pratiquées des interruptions volontaires de grossesse, ont donné lieu à une intense controverse devant les tribunaux.

En réponse, le mouvement féministe a repris des couleurs, notamment en organisant, le 25 novembre dernier, une manifestation dont l'ampleur avait surpris. Les jours qui viennent vont lui fournir une oc-

casation supplémentaire de se mobiliser avec la discussion, le 14 mars devant l'Assemblée nationale, d'un amendement adopté par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. Déposé par les députés

UDF Christine Boutin et Jean-Louis Beaumont, ce texte autorise les associations « de défense et de promotion du droit à la vie » à se porter partie civile en cas de « provocation à l'avortement ».

LES DROITS DES FEMMES ne sont plus aujourd'hui bafoués en toute impunité. Depuis quelques mois, la justice n'hésite pas à sanctionner fermement les infractions à la loi Neiertz, qui a créé, en 1993, le délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse (IVG). Des peines de prison ferme ont été prononcées pour la deuxième fois par un tribunal à l'encontre de militants anti-avortement (*Le Monde* des 17 et 20 janvier) et la Cour de cassation a récemment rejeté le pourvoi des neuf membres d'un « commando anti-IVG ». Mercredi 6 mars, la préfecture des Yvelines a interdit une manifestation de l'association SOS-Tout-peut et de la Ligue pour la vie, prévue pour le samedi 9 mars devant l'hôpital André-Mignot du Chesnay et jugée « de nature à troubler l'ordre public ». Une contre-manifestation en faveur du droit à l'avortement avait par ailleurs été annoncée.

LOBBY ACTIF

Cependant, les défenseurs du droit des femmes restent sur leurs gardes, car le lobby anti-avortement reste très actif, jusque dans les institutions républicaines. Jeudi 14 mars, à l'Assemblée nationale, la discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (DMOSS) promet en effet d'être animée. Dans cet ensemble de textes concernant essentiellement le secteur médical, se niche un amendement favorable aux groupes anti-avortement. Adopté contre l'avis du rapporteur RPR par la commis-

sion des affaires culturelles, familiales et sociales, il sera proposé au vote des députés. Déposée par Christine Boutin, député (UDF-FD) des Yvelines, et Jean-Louis Beaumont, député (UDF-AD) du Val-de-Marne, tous deux fers de lance des mouvements anti-IVG au Palais-Bourbon, la proposition consiste à autoriser les associations « de défense et de promotion du droit à la vie » à se porter partie civile en cas de « provocation à l'avortement ». En France, seule la victime et le ministre public sont fondés à agir devant la justice pénale. Les excep-

tions à ce principe sont très rares. Quelques organisations, en nombre extrêmement limité - les associations de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, celles qui défendent l'enfance martyrisée, les victimes de guerre ou de crimes contre l'humanité -, ont l'autorisation de déroger à cette règle et de déclencher des poursuites. Les associations « de défense et de promotion du droit à la vie » ne bénéficient pas de ce régime particulier. Elles ne peuvent intenter une action en justice que si elles sont directement en cause dans une affaire ou si elles interviennent aux

côtés d'une victime, qui a pris l'initiative en matière judiciaire. Si l'amendement Boutin-Beaumont est adopté, les associations anti-avortement bénéficieront d'un avantage considérable. Alors que M^{me} Boutin considère qu'il s'agit d'une « mesure juste et légitime », le journal d'extrême droite *Présent*, dans son édition du 27 février, assure que « l'amendement Boutin-Beaumont veut donner aux associations pro-vie le pouvoir de faire ce que le parquet ne fait pas pour imposer silence aux propagandistes du droit à l'avortement » et qu'il s'agit d'un « nouveau test pour

les « catholiques » de ce gouvernement ». De son côté, Véronique Neiertz, députée (PS) de Seine-Saint-Denis, dénonce une « nouvelle manifestation de cet ordre moral qui tarabuste régulièrement une partie de la droite parlementaire, qui tente par tous les moyens de revenir sur les droits acquis des femmes ». L'ancien ministre craint que les associations « pro-vie » n'attaquent en justice des campagnes d'information du Planning familial ou des cours d'éducation sexuelle. Le groupe communiste s'opposera lui aussi à cet amendement. La

gauche ne sera pas seule à s'opposer à ce texte. Bernard Accoyer, député (RPR) de Haute-Savoie et rapporteur de la commission, estime que « le changement que cet amendement introduit est excessif et non justifié ».

« LUTTER PIED À PIED »

Une manifestation destinée à sensibiliser l'opinion et les députés aura lieu, le 13 mars, devant l'Assemblée. « On se trouve l'information, on commence la propagande, s'interroge Joëlle Brunerie-Kaufmann, vice-présidente de la Ligue des droits de l'homme. Quand je serai invitée à la télévision ou quand je rencontrerai des lycéens, ils pourront m'accuser de faire de la propagande » en faveur de l'avortement. « Nous ne devons pas relâcher notre pression, il faut battre pied à pied contre ces gens-là », affirme Maya Suardis, présidente de la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (Cadac).

« Leur stratégie a échoué, ils cèdent du terrain, lance le docteur Paul Cesbron, président de l'Association nationale des centres d'interruption de grossesse et de contraception (Ancic). Il n'est pas réussi à retourner l'opinion en leur faveur. La France n'est pas un pays puritain comme les États-Unis. Je ne pense pas qu'ils puissent obtenir le vote de cet amendement. Le gouvernement ne veut pas voir resurgir ce vieux démon. »

M. A.
Michèle Aulegnon
et Aude Dassonville

Les « pro-vie » ont aussi leur service télématique

LE MESSAGE est sans ambiguïté : sur le côté droit de l'affiche, une photographie couleur d'une jeune femme enceinte rayonnante ; à gauche, en noir et blanc, une seconde jeune femme, qui n'est pas enceinte, regarde le vide par-dessus le balcon, l'air déprimé. Les coordonnées d'un service Minitel 3615 SOS-Bébé sont indiquées aux passants. Sur ce service télématique, l'utilisateur trouvera une rubrique intitulée « Détresse après l'avortement, que faire ? ». Là, sont repris les propos d'un certain docteur Maugou publiés dans *Famille chrétienne* en novembre 1992. Ce dernier évoque les troubles qui interviennent, d'après lui, « après le soulagement d'avoir trouvé cette solution : perte de l'estime de soi, culpabilité, troubles de l'appétit, anxiété, insomnie, cauchemar sur leur bébé qui les hait ou les appelle au secours. Tous ces symptômes s'amplifient chaque fois que la femme rencontre un événement qui lui évoque son avortement : femme enceinte, clinique, bruit d'aspirateur (...) ».

Enfin, le service télématique présente des histoires de femmes ayant avorté. Il y a celle, particulièrement édifiante, de Danièle et Arthur, intitulée « Quand l'avortement tue deux fois ». Pour résumer, Danièle aime Arthur, se retrouve enceinte, mais il ne veut pas garder l'enfant. Elle n'ose pas en parler à sa famille, choisit d'avorter, mais Arthur la quitte et... elle se suicide. « Le mois prochain, l'histoire de Denise », promet le serveur.

« ACONFESSIOINNEL ET APOLOGIQUE »

Ce service télématique existe depuis 1991 et dépend de l'association SOS-Bébé. Sa vice-présidente, Thiphaine Millet, précise que son mouvement est « aconfessionnel et apologique », qu'il ne bénéficie d'aucune aide publique, même si elle ne désespère pas d'en obtenir. Il serait financé grâce à des dons, les connections télématiques n'étant pas encore suffisantes. Le service Minitel n'a pas permis, par exemple, de financer la campagne de publicité dans le mé-

tro parisien. Celle-ci a pu avoir lieu grâce à « un mécène privé qui souhaite rester anonyme ». Les effets de la campagne sont immédiats puisque, de quatre-vingt-cinq connexions mensuelles, le 3615 SOS-Bébé est passé à deux cents. Malgré les textes diffusés, résolument opposés à l'avortement, M^{me} Millet précise qu'« on ne peut pas dire que l'on soit pour ou contre l'avortement, on ne juge pas ».

La régie publicitaire des transports parisiens, Métrobus, n'a fait aucune difficulté à afficher, pour la deuxième année, la campagne de cette association. Le Bureau de vérification de la publicité (BVP) n'a pas été consulté, car précisément, « il n'y a rien de juridiquement condamnable dans cette campagne en faveur des femmes enceintes en difficulté ». Une campagne qui, à vrai dire, paraît davantage dictée par la volonté de remettre en cause le droit à l'avortement que par le souci d'aider les femmes enceintes.

Dans les entreprises, la misogynie se porte bien

NI CHEZ PEUGEOT, ni chez Renault, ni chez le pétrolier Total, ni chez Rhône-Poulenc, ni chez Saint-Gobain, pas même à l'Oréal ou chez Christian Dior... Dans les états-majors des entreprises, les femmes brillent par leur absence. La loi, les études, l'époque supposée moins misogyne n'ont pas infléchi les vieilles habitudes. A peine 5 % des trois cents premiers groupes français ont une femme dans leur direction générale, selon une étude de la SCRL, une société d'informations économiques et financières.

Alors que même la police ose nommer une femme à la tête d'un de ses services les plus prestigieux, « la crim », les grandes entreprises, comme le monde politique, n'ont pas changé. Quelques noms reviennent, toujours les mêmes, comme alibis de l'ouverture : Anne Lauvergeon, associé-gérant chez Lazard ; Isabelle Bouillot à la direction de la Caisse des dépôts et consignations ; Patricia Barbizet-Dussart, directrice générale d'Artémis, la holding de François Pinault ; Véronique Morali, directrice générale de Fimalac. Annette Roux, présidente des chantiers de

plaisance Bénétteau, joue l'éternelle « veuve Cléopâtre » aux affaires.

Depuis le milieu des années 70, les grands corps de l'Etat comme les grandes écoles de commerce ont accepté la mixité dans leurs rangs. Mais, brusquement, ces grandes écoles, sésame indispensable pour figurer dans les directions des grands groupes, perdent leur pouvoir d'ascenseur social quand directeur doit se dire au féminin. « Simple passage de génération », s'excusent certains présidents de groupe. Pourtant, dans les viviers des futures directions générales, la situation n'avance guère. Alors que 78 % des femmes de moins de quarante ans travaillent, seuls 26 % des trois cents premiers groupes français ont des cadres supérieurs féminins.

CONSEILS D'ADMINISTRATION VERROUILLÉS

Elles se sont immiscées où elles ont pu, surtout dans les postes nouveaux, souvent considérés comme subalternes par les hommes. Ainsi, 26,7 % des femmes cadres occupent un poste dans la communication, 9 % dans l'administration générale. Elles ne sont plus que

7,2 % dans les finances, 5,1 % dans les relations humaines et 3 % dans l'informatique. La réalité par secteur est encore plus crue. Si le monde financier et le commerce paraissent un peu s'ouvrir, l'industrie et le bâtiment restent hermétiquement clos. Dans ces grands groupes, il n'y a pas de femme cadre supérieur dans la production ou la recherche.

Hauts lieux du pouvoir, les conseils d'administration sont tout aussi verrouillés. Sur les 2 261 mandats d'administrateurs des 200 premières entreprises françaises, 58 ont été attribués à des femmes, selon la *Lettre des états-majors* : 14 de ces mandats sont dans les entreprises publiques, le reste dans les entreprises privées. Mais ces femmes-administratrices s'appellent souvent... Monique Bouygues chez Bouygues, Irène Allibert chez Sommer-Allibert, ou Liliane Bettencourt chez L'Oréal, fondé par son père. « Femme de paille » ou héritière, elles ne doivent souvent leur siège qu'à leur rôle de gardienne des intérêts familiaux.

Martine Orange

Les frilosités syndicales sont bousculées

Il n'est pas tant un retour de la question féministe qu'une manière différente de l'aborder qui s'est fait jour. Arrivent aujourd'hui sur le marché du travail des femmes qui ont connu la mixité sur la totalité de leur parcours scolaire. Le 25 novembre, s'étaient côtoyées trois générations de femmes, celles qui ont mené les combats dans les années 70, la génération intermédiaire et la plus jeune. Les frilosités syndicales ont été bousculées. En février, *Le Peuple*, mensuel de la CGT, s'interrogeait sur le fait de savoir si « le féminisme n'est pas une idée neuve ».

Face à ce regain, l'attitude des confédérations syndicales a chan-

gée. Elles sont pour la plupart sorties de leur réserve sur la question des femmes et ont décidé de marquer le coup pour la journée du 8 mars, à l'exception de FO, qui s'est tenue à l'écart. La confédération a toujours préféré agir dans des cadres institutionnels, notamment au Bureau international du travail (BIT). La CFTC et la CFDT suivent leur action dans le cadre de la défense des droits des femmes au travail. La CFTC rendra publics, le 8 mars, ses travaux sur la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle. La CFDT - qui peut au moins faire valoir que son secrétaire général est une femme - conduit, dans le cadre d'Actuelle

96, dix-huit rencontres régionales dont l'aboutissement sera des rassemblements à Paris les 7 et 8 mars. Enfin, la CGT a organisé à la hâte, jeudi 7 mars, une rencontre sur le thème « Femmes et travail, quel syndicalisme ? ».

ÉTAT DES LIEUX

Néanmoins, les grandes confédérations restent cantonnées sur le terrain du travail des femmes. Aussi, c'est avec les organisations syndicales comme le Groupe des dix, SUD-PTT, la FSU, des responsables syndicaux non majoritaires de la CFDT, de FO et de la CGT que le Collectif national pour le droit des femmes et la Cadac sont le plus en phase. Avec toutes les organisations parties prenantes du 25 novembre, l'objectif est de dresser un état des lieux des droits des femmes dans la société française. Six thèmes ont été définis : le droit des femmes au travail, mais aussi le droit de choisir, les violences, la place des femmes dans la vie publique, les questions de précarité et de pauvreté, la laïcité et l'intégrisme religieux. L'ambition est de construire une plateforme revendicative et des assises nationales, dont le point d'orgue pourrait être le 8 mars 1997.

Alain Beauve-Méry

REPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE
Direction de l'Administration Générale
Bureau de l'Administration Générale et des Expropriations
EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE
AVIS DE PROROGATION D'ENQUÊTE
COMMUNES D'AIX-EN-PROVENCE ET DE CABBIES

En application du Code de l'Expropriation modifié par le décret n° 85.453 du 23 Avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83.630 du 12 Juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement et de l'article L. 123.8 du Code de l'Urbanisme.

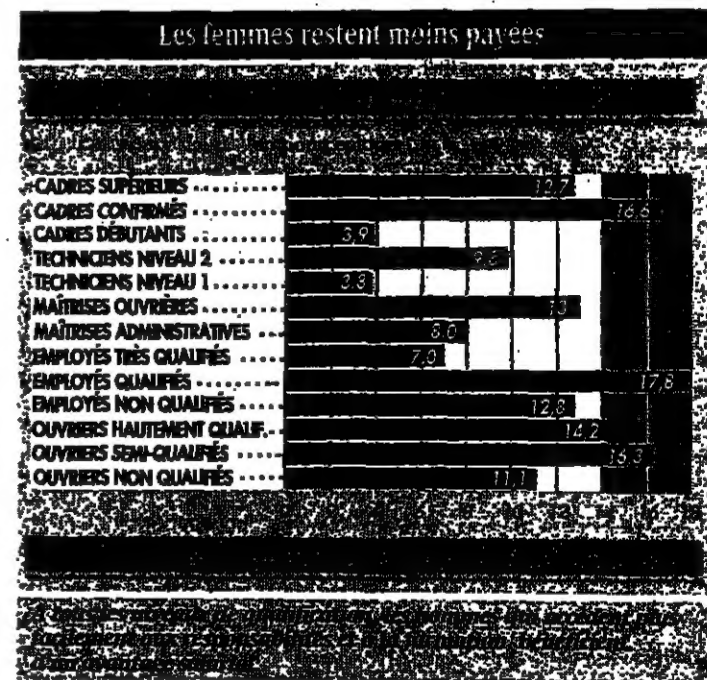
En exécution de l'arrêté du Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, n° 96.27 DU 23 FÉVRIER 1996, l'enquête publique prescrite par l'arrêté du 9 Janvier 1996, relative à l'utilité publique de la réalisation de la Gare de l'Arbois - TGV Méditerranée et à la mise en compatibilité des POS des communes d'AIX-EN-PROVENCE et de CABBIES, prévue DU 8 FÉVRIER AU 11 MARS 1996, est prolongée de 15 jours, soit JUSQU'AU 26 MARS 1996 INCLUS.

Pendant la durée de la prorogation de l'enquête, les membres de la Commission d'Enquête recevront le public :

- en Mairie d'AIX-EN-PROVENCE :
le 25 Mars 1996 de 9 h à 12 h,
Services Techniques, Salle des Commissions,
12, rue Pierre et Marie Curie.
- en Mairie de CABBIES :
le 26 Mars 1996 de 9 h à 12 h,
Ferme de la Trébillane, Oustau Fertout, Hameau de Calas.

Les formalités de clôture de l'enquête, prévues à l'article 4 de l'arrêté du 9 Janvier 1996 sont reportées au 26 Mars 1996.

Marseille, le 23 Février 1996
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint
de la Préfecture
des Bouches-du-Rhône
Signé : Jean BALLANDRAS



Le commissaire Yves Jobic va être nommé à la tête de la brigade « anti gang »

Jeu de chaises musicales au Quai des Orfèvres

AYANT servi de détonateur à ce qui allait devenir « l'affaire Jobic », un rendez-vous du 27 août 1987 entre le contrôleur général de la police Olivier Foll et le juge d'instruction Jean-Michel Hayat méritait aujourd'hui d'être rappelé. Au gré d'une enquête sur le démantèlement d'un réseau de revendeurs d'héroïne en région parisienne, le juge Hayat s'étonne à l'époque du rôle joué par le jeune commissaire, Yves Jobic, qui intervenait auprès de l'un des suspects, Jean-Claude Moustafa. Le magistrat rend donc visite à M. Foll qui, alors sous-directeur de la police judiciaire parisienne, décrit M. Jobic comme « un policier hors classe » et promet à devenir « dans quelques années » le chef de l'une des brigades centrales du Quai des Orfèvres.

Devenu en décembre 1995 le directeur central de la PJ parisienne, M. Foll avait visiblement la mémoire de cet entretien : la tourmente de l'« affaire » passée, le commissaire Jobic va prendre la tête, à trente-huit ans, de la brigade de recherche et d'intervention, plus connue sous le nom d'« anti-gang ». Cette nomination attendue de M. Jobic est l'une des conséquences du jeu de chaises musicales provoqué par la récente installation de Martine Montell à la tête de la brigade criminelle (Le Monde du 2 février). Outre M. Jobic, la commission administrative paritaire de la police a proposé, mercredi 6 mars, de nommer le commissaire Frédéric Péchenard, âgé de trente-huit ans et jusqu'à présent adjoint au chef de la brigade criminelle, au poste de chef de la brigade de répression du banditisme qu'occupait dernièrement M. Montell. La place de M. Péchenard doit être prise par le commissaire Patrick Henner, également âgé de trente-huit ans.

patron du huitième cabinet de délégations judiciaires, qui enquête notamment sur les affaires des HLM de la région parisienne. Enfin, le commissaire Jobic succèdera à son collègue Jean-Marc Bloch, devenu le mois dernier patron du service départemental de la police judiciaire (SDPJ) du Val-de-Marne. Mouvement le plus spectaculaire de cette série de nominations, qui accompagne le retour d'Olivier Foll au Quai des Orfèvres après le limogage contesté de son prédécesseur Claude Canché (Le Monde du 21 décembre 1995), la promotion d'Yves Jobic a l'allure d'une revanche sur le passé.

LE PETIT FRANCE

Sorti major de sa promotion à l'école des commissaires, auteur d'une thèse sur l'action caritative de l'ordre de Malte, le jeune policier semblait promis à une carrière prometteuse. Bouillant commissaire dirigeant les unités de recherche d'une division de la PJ parisienne, âgé de trente-et-un ans, M. Jobic se prend en 1986 dans les filets de « l'affaire » à laquelle il allait donner son nom. Le policier est mis en cause par trois prostituées de la sordide rue de Budapest, dans le quartier de la gare Saint-Lazare, qui l'accusent de leur avoir extorqué de l'argent. Le 28 novembre 1987, le juge de Nanterre Jean-Michel Hayat inculpe Yves Jobic de « proxénétisme aggravé » et de « corruption passive de fonctionnaire ».

Après une année et demi d'instruction tendue, le commissaire Jobic sera finalement relaxé et déclaré non coupable, le 28 avril 1989, par le tribunal de Nanterre. Le jugement certifie en particulier « la motivation purement professionnelle » d'Yves Jobic dans ce dossier. Le commissaire Jobic a toujours nié les

faits. Mais l'« affaire » a largement dépassé son cas personnel, prenant une coloration politique en tournant à un affrontement passionné entre le corps des commissaires – dont Daniel Duglery, le patron du syndicat majoritaire, proche de la droite, défend le « Petit prince du 36 quai des Orfèvres » – et une partie de la magistrature – le juge Hayat appartient au Syndicat de la magistrature, proche de la gauche, qui dénonce les dévoiements policiers.

Totalement lavé des charges pesant contre lui, et indemnisé de 150 000 francs par la justice pour avoir abusivement passé une quinzaine de jours en détention provisoire, M. Jobic a d'abord retrouvé un poste discret, à l'écart des services actifs de la PJ jusqu'en avril 1991. Son purgatoire avait alors touché à sa fin : nommé sous-chef de l'une des six divisions de la PJ qui se partagent les arrondissements de la capitale, puis chef de l'une d'entre elles en novembre 1994, il reprend aujourd'hui le cours normal de sa carrière.

E. In.

Le procureur demande le renvoi de M. Papon en cour d'assises

Les débats devant la chambre d'accusation dureront jusqu'au 8 mars

La chambre d'accusation de Bordeaux a commencé, mercredi 6 mars, l'examen du dossier Maurice Papon. Le procureur général a demandé le renvoi devant la

cour d'assises, pour complicité de crime contre l'humanité, de l'ancien haut fonctionnaire de Vichy, se montrant « plus ferme » que le réquisitoire écrit.

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

Cheveux gris ou cheveux blancs, une quinzaine d'hommes et de femmes bavardent par petits groupes dans la salle des pas perdus du palais de justice de Bordeaux. Sans colère, ils racontent, une fois de plus, comment, un jour de l'été 1942, un père, une mère ou un frère sont partis dans l'un des convois emmenant des centaines de personnes vers la déportation sur le seul motif qu'elles étaient juives. Dans le jargon juridique, ces familles de déportés sont des « parties civiles » constituées dans l'information judiciaire ouverte contre Maurice Papon, ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde, inculpé en 1983 de complicité de crime contre l'humanité pour son rôle dans l'arrestation et la déportation des juifs du département.

En treize ans, les familles des victimes ont eu le temps de se familiariser avec la procédure, au point de ne pas être démontées par les aspects surréalistes de la mécanique judiciaire. Les parties

civiles savent qu'il n'y a rien d'anormal à ce que Maurice Papon ne soit pas présent. Elles savent aussi que l'audience, pour préserver le secret de l'instruction, est à huis clos, même si chaque pièce du dossier est largement connue. Les familles ont donc été un peu surprises d'apprendre que le président Claude Arrighi avait décidé de les faire entrer dans la salle. Mais ce ne fut que pour un court instant. Certes, un arrêt de la Cour de cassation envisage cette possibilité, mais les avocats ont préféré ne pas courir le risque d'une nullité de procédure.

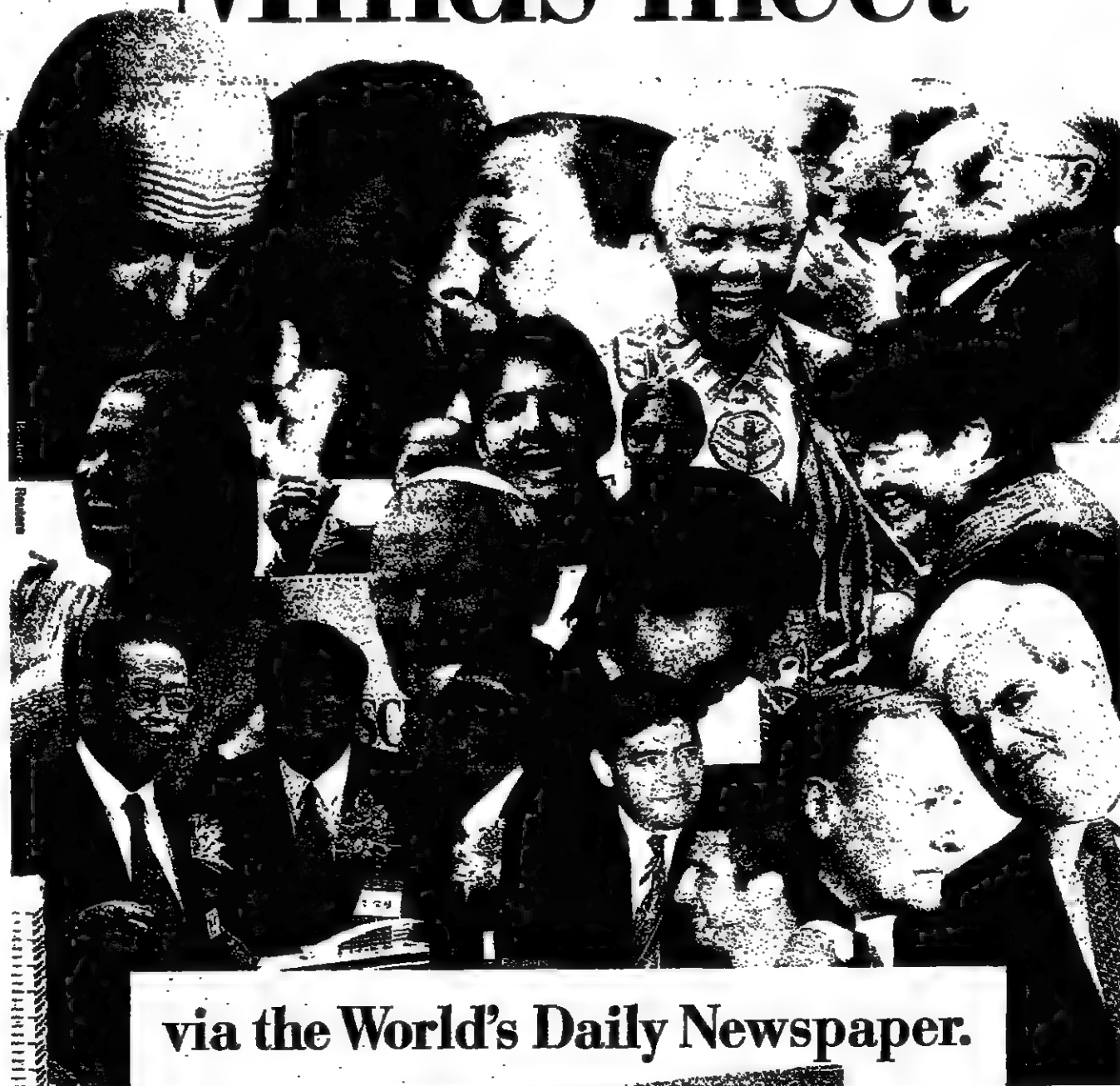
Très vite, les familles sont retournées dans la salle des pas perdus. A midi, un avocat leur dira que le rapport du président est terminé. Vers 17 heures, elles apprendront que le procureur a achevé son réquisitoire en demandant le renvoi de Maurice Papon devant la cour d'assises pour complicité de crime contre l'humanité. Le réquisitoire semble satisfaire tout le monde. Pour les avocats des plaignants, le magistrat a été, au regard du document rédigé en 1995,

« plus ferme » pour les uns, « plus virulent » pour les autres. Et sans prétendre que les réquisitions ont été modifiées, ils estiment que le magistrat a présenté les faits d'une telle manière qu'elle leur laisse « une porte ouverte » pour plaider la circonstance que Maurice Papon connaissait le sort fatal réservé aux déportés.

De son côté, M. Jean-Marc Vaut, défenseur de l'ancien fonctionnaire, a une lecture inverse. « Le raisonnement du procureur général achoppe sur l'élément essentiel du crime contre l'humanité parce qu'il ne peut pas établir l'adhésion à une hégémonie idéologique », affirme l'avocat, entouré de gardes du corps du GIGN, en déclarant qu'il s'agit d'un « débat loyal ». Le soir tombe. Sur les bancs de bois, les familles des victimes attendent encore, sans cacher leurs regrets de ne pouvoir écouter M. Gérard Boulanger et les plaidoiries des dix-sept autres avocats des parties civiles, qui se prolongeront jusqu'au 8 mars.

Maurice Peyrot

Minds meet



via the World's Daily Newspaper.



In conflict or in concert. In negotiation or in reconciliation. Minds meet on the pages of the World's Daily Newspaper. Read them every day.

LES GRANDS ESPRITS SE RENCONTRENT VIA LE QUOTIDIEN DU MONDE ENTIER. EN CONFLIT, EN HARMONIE, EN NEGOCIATION OU EN RECONCILIATION, LES ESPRITS SE RENCONTRENT DANS LES PAGES DU QUOTIDIEN DU MONDE ENTIER, LISEZ-LE TOUS LES JOURS.

L'avant-projet sur l'immigration suscite des réactions hostiles

L'AVANT-PROJET de loi sur l'immigration rédigé par le ministre de l'Intérieur (Le Monde du 7 mars) a provoqué des réactions hostiles. Réforme du droit d'asile, fichage des personnes recevant des étrangers, extension des pouvoirs des préfets : le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MIRAP) « s'insurge contre l'ensemble de cet avant-projet de loi qui accentue la précarité des étrangers en France et porte atteinte aux principes fondamentaux ».

De son côté, le Syndicat de la magistrature (SM) estime que ce projet « légifère une voie de fait sanctionnée par la justice » en autorisant le maintien à fond de cale pendant dix jours des passagers clandestins. Plus généralement, le SM condamne « l'irresponsabilité politique qui conduit à marginaliser des pans entiers de la population (...) au nom de la « guerre sainte » contre l'immigration clandestine ». Enfin, le Mouvement des jeunes socialistes (MJS), dénonçant des mesures « purement et simplement inacceptables », appelle « toutes les forces de gauche à se mobiliser » pour y faire échec.

Deux adolescents avouent le meurtre d'un de leurs camarades

DEUX ADOLESCENTS de Goumay-sur-Marne (Seine-Saint-Denis), Sébastien et Véronique, âgés de dix-sept et dix-huit ans, ont avoué le meurtre de leur camarade Abdeladim (seize ans), victime d'une quarantaine de coups de couteau, dont le corps a été retrouvé, dimanche 3 mars, enterré dans le jardin du pavillon familial de l'un des jeunes gens. En fuite depuis la nuit de samedi à dimanche, les deux adolescents ont été arrêtés, mardi 5 mars, sans opposer de résistance, dans le centre d'Aurillac (Cantal). Entendus par des inspecteurs du SRPJ de Seine-Saint-Denis, ils devaient être présentés au parquet du tribunal de Bobigny avant leur mise en examen. Bien que les circonstances ne soient pas totalement élucidées, une violente altercation entre les deux garçons serait à l'origine de ce meurtre. Alors qu'une cassette du film *Théâtre* a été retrouvée dans la chambre de Sébastien, les enquêteurs tentent de cerner la personnalité de ce jeune couple et notamment de la jeune fille, auteur de poèmes et de romans noirs.

■ INTERDICTION : Danielle Mitterrand confirme la demande d'interdiction du Grand secret. Dans une lettre adressée, jeudi 6 mars, à son avocat, M. Georges Klejman, l'épouse de l'ancien président de la République revient sur ses précédentes déclarations à RTL, où elle avait affirmé que sa famille n'avait jamais demandé la saisie de l'ouvrage du Docteur Claude Gubler (Le Monde du 7 mars). Alors que la cour d'appel de Paris a décidé de rouvrir les débats, M. Mitterrand écrit que « nulle sanction judiciaire ne contrebalançait, en sa portée symbolique, l'ouvrage que représentait pour nous ce livre, sinon son retrait pur et simple ».

■ ARC : Jacques Crozemarie, ancien président de l'ARC, aurait perçu, entre 1991 et 1994, 2 millions de francs d'honoraires d'une société américaine alimentée par des fournisseurs de l'Association pour la recherche contre le cancer. Récemment entendue par Jean-Pierre Zanotto, juge d'instruction, Danielle Fihl, présidente d'Andara, une société de conseils aux entreprises basée à New York, qui a été mise en examen dans cette affaire pour « faux et usage de faux », a détaillé le circuit de versement des honoraires attribués à M. Crozemarie. Selon elle, cet argent provenait d'agences de voyages et de relations publiques, ainsi que d'une imprimerie belge, toutes prestataires de services de l'ARC.

DISPARITIONS

Alberto Jacoviello

Journaliste et militant fidèle du Parti communiste italien

LE JOURNALISTE italien Alberto Jacoviello est décédé à Rome, samedi 2 mars, des suites d'une longue maladie, à l'âge de soixante-cinq ans. Il était l'un des acteurs les plus marquants d'une génération de journalistes italiens, par qui, depuis cinquante ans, s'étaient exprimés les espoirs et les rébellions d'un communisme ancré dans la réalité de leur pays, après le fascisme.

Personnage rugueux, ami aussi fidèle qu'inconfortable, Alberto Jacoviello, né en 1921, portait sur le visage et dans le verbe son origine de paysan des Pouilles, fils de communiste, en qui survivaient les fièvres de la révolte agraire. Un malheureux accident dans sa jeunesse ne lui avait laissé d'autre choix que les études universitaires. Tout l'aurait destiné à faire un homme d'appareil, si son entrée à

La Voce de Naples, en 1944, puis à L'Unità de Rome, n'avait suscité sa vocation. Dans la jeune garde de Togliatti, répartie entre l'organisation du PCI et les différents supports de culture, Alberto Jacoviello représentait le chroniqueur de politique étrangère, voyageur permanent à travers une Europe qu'il connaissait bien, la France surtout, toujours tendu par une solidarité de classe avec les gens de la terre, dont les drames le requéraient d'abord. D'autres de ses confrères se faisaient historiens ou travaillaient dans le Parti, lui ne quitta jamais le journalisme.

Togliatti fidèle, stalinien en son temps, il connut son drame en assistant à la répression de la révolte de Budapest en 1956, en compagnie d'une exceptionnelle équipe d'envoyés spéciaux de la presse italienne. Il vit que les insurgés contre

les chars russes étaient des ouvriers et des paysans. Il écrivit dans ses articles pour L'Unità, dont Pietro Ingrao, alors directeur du quotidien du PCI, interdit la publication. Refusant la thèse officielle de son parti, Jacoviello connut des alternances de faveur et de disgrâce. A deux reprises, il fut déchu de son poste de chef du service de politique étrangère, sans jamais rompre. Militant fidèle, il demeura coi, pour ne pas renier ce qu'il avait vu, sans joindre ses amis du Manifesto.

Il eut sa période maoïste, après un voyage en Chine, d'où il tira un livre qui lui valut une seconde disgrâce. Il refusa de faire son autocritique. Son stupéfiant enthousiasme pour cette expérience ne se fonda pas sur la cécité - car il mesurait tous les dangers présentés aux voyageurs de passage - mais sur la

volonté de croire quand même que les paysans chinois y trouveraient leur libération.

Jacoviello fut aussi le pionnier de la découverte réciproque du PCI et des États-Unis. Correspondant de L'Unità à Washington, en 1977, il y fit jouer toutes ses capacités de séduction. Pour les lecteurs communistes, il démantela les images diaboliques qu'ils conservaient de la politique américaine, proposa des chroniques de la vie quotidienne, qui remodèlent peu à peu les stéréotypes. Ambassadeur autant que journaliste, il contribua à transformer l'idée que le monde politique de Washington se faisait du PCI, lequel évoluait profondément.

Revenu en Italie en 1980, il repartit pour Moscou pour La Repubblica, où Eugenio Scalfari l'appela. Son analyse acerbe des années Gorbatchev vendait compte, autant

que son cœur y participait, de la liquidation d'une utopie dont il avait avec véhémence accompagné toutes les étapes. La considérable suite de ses articles en donnait une chronique passionnée, où le rigueur du militant s'inclinait toujours devant ce que le journaliste croyait vrai. Il acheva sa carrière comme éditorialiste de La Repubblica. La vie de Jacoviello fut longtemps inséparable de celle de sa première épouse, Maria-Antonietta Macciocchi, elle aussi grande journaliste communiste. Les destins de ces deux personnages très entiers, qui firent leurs ferveurs, leurs passions et leurs jugements catégoriques, se séparèrent lorsqu'ils s'accablèrent. Mais, dans le souvenir comme dans l'histoire de leur pays, l'un ne vit pas sans l'autre.

Jacques Nobécourt

■ **JACQUES TAURAN**, membre du bureau politique du Front national, est décédé le 28 février, à la Martinique, où il se trouvait en vacances, à l'âge de soixante-cinq ans. Né le 7 mai 1930 à Bois-Colombes (Hauts-de-Seine), il s'était consacré à l'édition en devenant gérant puis directeur de société d'impression dans le centre de la France (1958-1973), après ses études de droit à Paris. Secrétaire de Pierre Pourjade, membre du Front national depuis 1974, Jacques Tauran avait été élu député européen en 1989 sur la liste du parti d'extrême droite, dont il était l'un des dirigeants.

■ **LA PRINCESSE SHAMS PAHLAVI**, sœur aînée de feu le chah Mohamed Reza Pahlavi, est décédée, le 29 février, à l'âge de soixante-dix-sept ans. Elle fut fondatrice de la dynastie Pahlavi, elle avait présidé, de 1946 à 1979, la Société du Lion et Soleil Rouge, la Croix-Rouge iranienne.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Dany, Philippe et Elia **JAUBERT ALBA REYES** ont la joie d'annoncer la naissance de

Léonard,

le 23 février 1996, à Paris.

52, rue Julien-Minot, 78130 Saint-Mesme.

Francis **WOHRER** et Marion **LEBLANC-WOHRER** ont la joie d'annoncer la naissance de

Thibaut,

le 1^{er} mars 1996, à Washington.

1322, 29th Street NW, Washington DC, 20007 USA.

Anniversaires de naissance

- Bon anniversaire

Papa Croquette

Jekyl.

Décès

- La direction du laboratoire, Et tous ses collègues du service d'Aéronomie du CNRS,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Patrick **AIMEDIEU**, chargé de recherche au CNRS,

survenu le 5 mars 1996, à l'âge de cinquante ans.

Patrick Aimédieu a contribué avec dynamisme et compétence à l'avancée des connaissances scientifiques dans le domaine de la stratigraphie terrestre et de l'évolution de la couche d'ozone sous l'influence des activités humaines. Passionné par la vulgarisation scientifique, il avait toujours su transmettre ses connaissances à un large public. Sa disparition brutale laisse un grand vide au sein de la communauté scientifique.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue Lazare-Hoché, 92100 Boulogne. Route nationale, 42350 Usson-en-Forez.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Simone Benamar, son épouse,

Jean-Marc Benamar, Patrick Benamar, Genevieve Petton et Anouk,

se font un plaisir de faire part du décès de

M^{me} Rose Lafon,M^{me} et M^{me} Jean-Paul Lafon et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jacques **BENAMAR**, survenu le 2 mars 1996, dans sa cinquante-huitième année.

L'incinération aura lieu le mardi 12 mars à 14 h 30, au cimetière du Père-Lachaise, suivie de l'inhumation au cimetière de La Villette, 46, rue d'Haupoul, Paris-19.

Les fleurs peuvent être remplacées par un don à Greenpeace ou à Amnesty International.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue de Paradis, 75010 Paris.

- M^{me} Pierre Bost, son épouse,M^{me} et M^{me} Jean-Bernard Bost, M^{me} et M^{me} Pascal Morisson, ses enfants,

Marie, Stéfane et Pierre-François Bost, Romain et Nicolas Morisson, ses petits-enfants,

Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Pierre **BOST**, née Suzanne SALESSES, survenu le 5 mars 1996, à l'âge de soixante-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Sainte-Cécile, 44, rue de l'Est, à Boulogne, le mardi 12 mars, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu dans le caveau familial à Usson-en-Forez.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue Lazare-Hoché, 92100 Boulogne. Route nationale, 42350 Usson-en-Forez.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- L'Association des Amis de la revue Passages, avec le concours d'EDF et de la Cinquième, organise un colloque international le 14 mars 1996, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette (à l'emplacement Gaston-Bergier) sur le thème : « Complexité scientifique et choix démocratiques » avec les interventions d'Emile Malet, Emmanuel Le Roy Ladurie, André Liebowitz, Yves Quere, Philippe Lazzar, Alexandre Minkowski, Xavier Le Pichon, Jean-Paul Escande, Hubert Reeves, Hervé Le Ross, Lucien Sfez, André Lohéac, Genevieve Schmitt, Gérard Auloy, Jacques Leclercq, Christian Stoffaers, Christian Schmidt, Patrick Lalo, Michel Pary.

Réservation à la revue Passages. Tél. : 45-86-30-02. Fax : 44-23-98-24.

- L'Association des Amis de la revue Passages, avec le concours d'EDF et de la Cinquième, organise un colloque international le 14 mars 1996, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette (à l'emplacement Gaston-Bergier) sur le thème : « Complexité scientifique et choix démocratiques » avec les interventions d'Emile Malet, Emmanuel Le Roy Ladurie, André Liebowitz, Yves Quere, Philippe Lazzar, Alexandre Minkowski, Xavier Le Pichon, Jean-Paul Escande, Hubert Reeves, Hervé Le Ross, Lucien Sfez, André Lohéac, Genevieve Schmitt, Gérard Auloy, Jacques Leclercq, Christian Stoffaers, Christian Schmidt, Patrick Lalo, Michel Pary.

Réservation à la revue Passages. Tél. : 45-86-30-02. Fax : 44-23-98-24.

- L'Association des Amis de la revue Passages, avec le concours d'EDF et de la Cinquième, organise un colloque international le 14 mars 1996, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette (à l'emplacement Gaston-Bergier) sur le thème : « Complexité scientifique et choix démocratiques » avec les interventions d'Emile Malet, Emmanuel Le Roy Ladurie, André Liebowitz, Yves Quere, Philippe Lazzar, Alexandre Minkowski, Xavier Le Pichon, Jean-Paul Escande, Hubert Reeves, Hervé Le Ross, Lucien Sfez, André Lohéac, Genevieve Schmitt, Gérard Auloy, Jacques Leclercq, Christian Stoffaers, Christian Schmidt, Patrick Lalo, Michel Pary.

Réservation à la revue Passages. Tél. : 45-86-30-02. Fax : 44-23-98-24.

- L'Association des Amis de la revue Passages, avec le concours d'EDF et de la Cinquième, organise un colloque international le 14 mars 1996, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette (à l'emplacement Gaston-Bergier) sur le thème : « Complexité scientifique et choix démocratiques » avec les interventions d'Emile Malet, Emmanuel Le Roy Ladurie, André Liebowitz, Yves Quere, Philippe Lazzar, Alexandre Minkowski, Xavier Le Pichon, Jean-Paul Escande, Hubert Reeves, Hervé Le Ross, Lucien Sfez, André Lohéac, Genevieve Schmitt, Gérard Auloy, Jacques Leclercq, Christian Stoffaers, Christian Schmidt, Patrick Lalo, Michel Pary.

Réservation à la revue Passages. Tél. : 45-86-30-02. Fax : 44-23-98-24.

- L'Association des Amis de la revue Passages, avec le concours d'EDF et de la Cinquième, organise un colloque international le 14 mars 1996, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette (à l'emplacement Gaston-Bergier) sur le thème : « Complexité scientifique et choix démocratiques » avec les interventions d'Emile Malet, Emmanuel Le Roy Ladurie, André Liebowitz, Yves Quere, Philippe Lazzar, Alexandre Minkowski, Xavier Le Pichon, Jean-Paul Escande, Hubert Reeves, Hervé Le Ross, Lucien Sfez, André Lohéac, Genevieve Schmitt, Gérard Auloy, Jacques Leclercq, Christian Stoffaers, Christian Schmidt, Patrick Lalo, Michel Pary.

Réservation à la revue Passages. Tél. : 45-86-30-02. Fax : 44-23-98-24.

- L'Association des Amis de la revue Passages, avec le concours d'EDF et de la Cinquième, organise un colloque international le 14 mars 1996, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette (à l'emplacement Gaston-Bergier) sur le thème : « Complexité scientifique et choix démocratiques » avec les interventions d'Emile Malet, Emmanuel Le Roy Ladurie, André Liebowitz, Yves Quere, Philippe Lazzar, Alexandre Minkowski, Xavier Le Pichon, Jean-Paul Escande, Hubert Reeves, Hervé Le Ross, Lucien Sfez, André Lohéac, Genevieve Schmitt, Gérard Auloy, Jacques Leclercq, Christian Stoffaers, Christian Schmidt, Patrick Lalo, Michel Pary.

Réservation à la revue Passages. Tél. : 45-86-30-02. Fax : 44-23-98-24.

- L'Association des Amis de la revue Passages, avec le concours d'EDF et de la Cinquième, organise un colloque international le 14 mars 1996, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette (à l'emplacement Gaston-Bergier) sur le thème : « Complexité scientifique et choix démocratiques » avec les interventions d'Emile Malet, Emmanuel Le Roy Ladurie, André Liebowitz, Yves Quere, Philippe Lazzar, Alexandre Minkowski, Xavier Le Pichon, Jean-Paul Escande, Hubert Reeves, Hervé Le Ross, Lucien Sfez, André Lohéac, Genevieve Schmitt, Gérard Auloy, Jacques Leclercq, Christian Stoffaers, Christian Schmidt, Patrick Lalo, Michel Pary.

Réservation à la revue Passages. Tél. : 45-86-30-02. Fax : 44-23-98-24.

- L'Association des Amis de la revue Passages, avec le concours d'EDF et de la Cinquième, organise un colloque international le 14 mars 1996, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette (à l'emplacement Gaston-Bergier) sur le thème : « Complexité scientifique et choix démocratiques » avec les interventions d'Emile Malet, Emmanuel Le Roy Ladurie, André Liebowitz, Yves Quere, Philippe Lazzar, Alexandre Minkowski, Xavier Le Pichon, Jean-Paul Escande, Hubert Reeves, Hervé Le Ross, Lucien Sfez, André Lohéac, Genevieve Schmitt, Gérard Auloy, Jacques Leclercq, Christian Stoffaers, Christian Schmidt, Patrick Lalo, Michel Pary.

Réservation à la revue Passages. Tél. : 45-86-30-02. Fax : 44-23-98-24.

- L'Association des Amis de la revue Passages, avec le concours d'EDF et de la Cinquième, organise un colloque international le 14 mars 1996, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette (à l'emplacement Gaston-Bergier) sur le thème : « Complexité scientifique et choix démocratiques » avec les interventions d'Emile Malet, Emmanuel Le Roy Ladurie, André Liebowitz, Yves Quere, Philippe Lazzar, Alexandre Minkowski, Xavier Le Pichon, Jean-Paul Escande, Hubert Reeves, Hervé Le Ross, Lucien Sfez, André Lohéac, Genevieve Schmitt, Gérard Auloy, Jacques Leclercq, Christian Stoffaers, Christian Schmidt, Patrick Lalo, Michel Pary.

Réservation à la revue Passages. Tél. : 45-86-30-02. Fax : 44-23-98-24.

- L'Association des Amis de la revue Passages, avec le concours d'EDF et de la Cinquième, organise un colloque international le 14 mars 1996, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette (à l'emplacement Gaston-Bergier) sur le thème : « Complexité scientifique et choix démocratiques » avec les interventions d'Emile Malet, Emmanuel Le Roy Ladurie, André Liebowitz, Yves Quere, Philippe Lazzar, Alexandre Minkowski, Xavier Le Pichon, Jean-Paul Escande, Hubert Reeves, Hervé Le Ross, Lucien Sfez, André Lohéac, Genevieve Schmitt, Gérard Auloy, Jacques Leclercq, Christian Stoffaers, Christian Schmidt, Patrick Lalo, Michel Pary.

Réservation à la revue Passages. Tél. : 45-86-30-02. Fax : 44-23-98-24.

- L'Association des Amis de la revue Passages, avec le concours d'EDF et de la Cinquième, organise un colloque international le 14 mars 1996, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette (à l'emplacement Gaston-Bergier) sur le thème : « Complexité scientifique et choix démocratiques » avec les interventions d'Emile Malet, Emmanuel Le Roy Ladurie, André Liebowitz, Yves Quere, Philippe Lazzar, Alexandre Minkowski, Xavier Le Pichon, Jean-Paul Escande, Hubert Reeves, Hervé Le Ross, Lucien Sfez, André Lohéac, Genevieve Schmitt, Gérard Auloy, Jacques Leclercq, Christian Stoffaers, Christian Schmidt, Patrick Lalo, Michel Pary.

Réservation à la revue Passages. Tél. : 45-86-30-02. Fax : 44-23-98-24.

- L'Association des Amis de la revue Passages, avec le concours d'EDF et de la Cinquième, organise un colloque international le 14 mars 1996, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette (à l'emplacement Gaston-Bergier) sur le thème : « Complexité scientifique et choix démocratiques » avec les interventions d'Emile Malet, Emmanuel Le Roy Ladurie, André Liebowitz, Yves Quere, Philippe Lazzar, Alexandre Minkowski, Xavier Le Pichon, Jean-Paul Escande, Hubert Reeves, Hervé Le Ross, Lucien Sfez, André Lohéac, Genevieve Schmitt, Gérard Auloy, Jacques Leclercq, Christian Stoffaers, Christian Schmidt, Patrick Lalo, Michel Pary.

Réservation à la revue Passages. Tél. : 45-86-30-02. Fax : 44-23-98-24.

- L'Association des Amis de la revue Passages, avec le concours d'EDF et de la Cinquième, organise un colloque international le 14 mars 1996, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette (à l'emplacement Gaston-Bergier) sur le thème : « Complexité scientifique et choix démocratiques » avec les interventions d'Emile Malet, Emmanuel Le Roy Ladurie, André Liebowitz, Yves Quere, Philippe Lazzar, Alexandre Minkowski, Xavier Le Pichon, Jean-Paul Escande, Hubert Reeves, Hervé Le Ross, Lucien Sfez, André Lohéac, Genevieve Schmitt, Gérard Auloy, Jacques Leclercq, Christian Stoffaers, Christian Schmidt, Patrick Lalo, Michel Pary.

Réservation à la revue Passages. Tél. : 45-86-30-02. Fax : 44-23-98-24.

- L'Association des Amis de la revue Passages, avec le concours d'EDF et de la Cinquième, organise un colloque international le 14 mars 1996, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette (à l'emplacement Gaston-Bergier) sur le thème : « Complexité scientifique et choix démocratiques » avec les interventions d'Emile Malet, Emmanuel Le Roy Ladurie, André Liebowitz, Yves Quere, Philippe Lazzar, Alexandre Minkowski, Xavier Le Pichon, Jean-Paul Escande, Hubert Reeves, Hervé Le Ross, Lucien Sfez, André Lohéac, Genevieve Schmitt, Gérard Auloy, Jacques Leclercq, Christian Stoffaers, Christian Schmidt, Patrick Lalo, Michel Pary.

Réservation à la revue Passages. Tél. : 45-86-30-02. Fax : 44-23-98-24.

- L'Association des Amis de la revue Passages, avec le concours d'EDF et de la Cinquième, organise un colloque international le 14 mars 1996, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette (à l'emplacement Gaston-Bergier) sur le thème : « Complexité scientifique et choix démocratiques » avec les interventions d'Emile Malet, Emmanuel Le Roy Ladurie, André Liebowitz, Yves Quere, Philippe Lazzar, Alexandre Minkowski, Xavier Le Pichon, Jean-Paul Escande, Hubert Reeves, Hervé Le Ross, Lucien Sfez, André Lohéac, Genevieve Schmitt, Gérard Auloy, Jacques Leclercq, Christian Stoffaers, Christian Schmidt, Patrick Lalo, Michel Pary.

Réservation à la revue Passages. Tél. : 45-86-30-02. Fax : 44-23-98-24.

- L'Association des Amis de la revue Passages, avec le concours d'EDF et de la Cinquième, organise un colloque international le 14 mars 1996, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette (à l'emplacement Gaston-Bergier) sur le thème : « Complexité scientifique et choix démocratiques » avec les interventions d'Emile Malet, Emmanuel Le Roy Ladurie, André Liebowitz, Yves Quere, Philippe Lazzar, Alexandre Minkowski, Xavier Le Pichon, Jean-Paul Escande, Hubert Reeves, Hervé Le Ross, Lucien Sfez, André Lohéac, Genevieve Schmitt, Gérard Auloy, Jacques Leclercq, Christian Stoffaers, Christian Schmidt, Patrick Lalo, Michel Pary.

Réservation à la revue Passages. Tél. : 45-86-30-02. Fax : 44-23-98-24.

- L'Association des Amis de la revue Passages, avec le concours d'EDF et de la Cinquième, organise un colloque international le 14 mars 1996, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette (à l'emplacement Gaston-Bergier) sur le thème : « Complexité scientifique et choix démocratiques » avec

HORIZONS

ENQUÊTE

Jacques Chirac a conservé des liens privilégiés avec les élus du département où il a commencé sa carrière politique. Une façon de garder le contact avec la France profonde



Les Corrèziens du président

A ce dimanche 25 février dans l'odeur de paille et de bouse, parmi les vaches il y avait du monde. Le dimanche de Joyeuse promiscuité avec un peuple ravi de frotter son président. Jacques Chirac s'en est donné à cœur joie, arpentant des longues jambes les allées encombrées, fidèle à son rendez-vous avec la grande foire du monde paysan, gromant à ces délices campagnardes pendant cinq longues heures, au lieu des deux initialement annoncées. Le secrétaire de l'Elysée dut même reporter in extremis le déjeuner présidentiel prévu au palais avec des ambassadeurs.

Dans ce parcours du combattant, la Corrèze garda la place d'honneur, chère au cœur de son élu d'hier. Michèle Chezalvriel, l'amie de toujours, élève et président des chambres d'agriculture de Corrèze et du Limousin, vice-présidente de l'Assemblée permanente de ces chambres au niveau national, talonna sans faiblir l'illustre visiteur. Ce fut « la présidente Chezalvriel », comme on l'appelle dans ses fonctions, qui reçut le plus d'accrochades élyséennes. Une première fois, à l'arrivée de Jacques Chirac sur le parson du Salon. Puis une deuxième au stand des vaches limousines. Enfin la troisième, la plus chaleureuse, quand Jacques Chirac en fin de périples reçut des mains de « Michèle » un panier de spécialités du cru au stand de la région du Limousin.

Pour la photo de famille, ils étaient tous là, Jean-Marie Rausch, venu d'Ussel, dernier en date des attachés parlementaires du député Chirac et secrétaire de la chambre départementale d'agriculture, Henri Soulier, directeur de la chambre régionale et maire de Sainte-Féréole, le berceau familial du président, et beaucoup d'éleveurs que Jacques Chirac interpellait par leurs prénoms. Même la petite Corrèzienne fièrement campée sur un taureau eut droit au baiser. La Corrèze, mise en scène comme un chapitre d'histoire du président, ne se sentait plus d'aise.

La fête terminée, ses enfants s'en revirent au pays, à l'hiver quand l'écorce argente des bouleaux éclaire les sombres forêts, à

la lisière des prairies désertées. Neuf mois après la victoire de Jacques Chirac, la Corrèze se sent quelque peu orpheline de son ancien élu, fils d'adoption débarqué dans la circonscription d'Ussel en 1967, sur ces terres alors radical-socialistes. Le président n'oublie pas le berceau de sa conquête au nom du gaullisme.

A Nîort déjà, fin janvier, discutant des primes agricoles, des difficultés de l'industrie d'armement, ou encore des vertus des produits du terroir, il avait rappelé en leitmotiv : « C'est comme en Corrèze ». Finalement, les efforts pour faire oublier la terre collée à ses sabots, dictés par des conseillers. Après les grèves de décembre, pendant lesquelles il garda le silence, le président Chirac descend des hauteurs élyséennes pour parcourir la province profonde, comme il le fit dans les campagnes de la Corrèze. « Jacques, tu as pris trop de distance avec le terrain. Tu tour d'ivoire, ce n'est pas la France », lui reprochaient ses proches restés au pays. Mais qu'en est-il de cette proximité entre le président et la Corrèze, devenue référence ? Que reste-t-il désormais de ces amours rustiques consommées avec la délectation du bon vivant ?

Le président Chirac, depuis l'élection, n'est revenu que cinq fois sur ces terres, et toujours en coup de vent. Sur les routes qui vont du nord au sud, d'Ussel à Brive-la-Gaillarde, la poignée de compagnons qui l'accompagnaient depuis ses débuts en politique évoquent l'intimité comme appartenant déjà au passé. « Le président est celui de tous les Français. Il a bien d'autres responsabilités », explique-t-on, non sans nostalgie.

Ussel d'abord. C'est dans cette sous-préfecture de douze mille habitants que le jeune Chirac, né à Paris, décida de s'implanter. En deux tours de législatures, il devint député de cette circonscription jusqu'au moment par des « rad-socs ». L'artisan de ce succès fut le docteur Henri Belcour. Le père de ce dernier, fringant rejeton d'une famille de médecins, avait rejoint à Alger Henri Queuille, député radical d'Ussel entré au cabinet du général de Gaulle.

Aujourd'hui, Henri Belcour, maire d'Ussel, siège au Sénat et avoue « avoir quelquefois Jacques Chirac au téléphone ». Le docteur

en retraite répugne « au bavardage » sur ses liens restés forts avec le président. Mais s'il s'agit de commenter l'éloge funèbre fait à la télévision par le président à François Mitterrand au soir de la mort de ce dernier, alors là, « je lui ai fait savoir que certains de nos militants RPR trouvaient qu'il en avait trop fait ». Sourire teinté d'ironie. « Je ne lui téléphone jamais. Je n'ai pas à le déranger. C'est lui qui appelle, le cas échéant. Il est entouré à l'Elysée de Corrèziens qui font remonter l'information. » De fait, Jean-Louis Fargeas dirige la cellule « Corrèze » à la présidence. Annie Lhéritier, qui fut la plus ancienne collaboratrice de Jacques Chirac dans le département, a été nommée chef de cabi-

« J'ai compris ici que les hommes atteignent la grandeur en se surpassant. D'une certaine façon, ce que fut [pour moi] la Corrèze s'est élargi aux dimensions de la France »

net et ne s'occupe plus des affaires corrèziennes. Du moins officiellement. En arpentant avec le président les allées du Salon agricole, elle n'en a pas une seconde de répit, sollicitée, embrassée par tous ses amis. Ussel, encore.

L'entreprise de salaison Loste va ouvrir un atelier de cinquante emplois. Cette initiative, à laquelle Jacques Chirac n'est pas étranger, a la bénédiction de François Limoujoux, « l'ami intime du couple présidentiel », qui, elle, fabrique les mêmes produits dans cette ville. A cinq kilomètres de là, un autre compagnon, « Momon », Frayse, possède l'hôtel-restaurant des Gravades où descendait l'élu Chirac. A sa table, « Momon » propose aujourd'hui « le menu du président ». Pour 120 F : « Tête de veau sauce gribiche, civet de queues de bœuf et pieds de porc à la limousine, feuille de chêne aux fromages d'Auvergne, torte chaude aux pommes et son coulis de framboise ». Le goût du président pour ces plats du terroir est ainsi dans la saga. « Momon » se mit au service du jeune Chirac dès son arrivée, « puisque le docteur Belcour le soutenait ». Il se souvient avoir battu la campagne en compagnie du candidat. « Nous n'étions que quatre ou cinq fidèles à ce moment. Que de victoires fe-

tées ici. Jacques Chirac chaleureux comme je ne l'ai vu nulle part ailleurs. »

« Momon », qui n'a jamais accepté de prendre des responsabilités politiques, est l'un des rares Corrèziens à pouvoir se flatter de la profonde affection du président. Mais, dit-il, « j'ai les boules quand j'entends tous ces gens lui dire « tu ». Depuis sa victoire présidentielle, Jacques Chirac n'est pas revenu à Ussel. « C'est un loup, un battant. Il a su garder la hauteur qui convenait pendant les grèves. Il excelle quand il est au cœur du combat », note « Momon », qui comprend mal que « ces fonctionnaires nantis de la sécurité de l'emploi soient descendus dans la rue ». Car, la crise, « Momon » la subit,

ment », comme il dit, porteur d'un gaullisme empreint de bonhomie radicale-socialiste. Habitant toujours Servières-le-Château, Jean Pourty se rend à Paris chaque semaine. Quand Jacques Chirac était maire de la capitale, « je dormais régulièrement à l'Hôtel de Ville », dit-il. Le retraité de belle prestance se souvient quand il présidait « des associations de financement du Mouvement ». Il revoit peu le président - « je l'ai plutôt au téléphone », et « plus souvent Bernard Chirac », pour laquelle il a « beaucoup d'affection ». « Vous la connaissez mal, dit-il, sa timidité cachant ses qualités. » M^{me} Chirac vient deux fois par mois en Corrèze, où elle a conservé ses charges de conseiller général et d'adjoint au maire à Sarrazan, la localité où se situe son château de Bity. « C'est par elle que remontent parfois les dossiers », confirme Jean Pourty. A l'évidence, il fréquente assidûment la cellule corrèzienne de l'Elysée. Et le directeur de cabinet du président, Bertrand Landreux, qui fut, entre autres charges, préfet de la Corrèze, puis du Limousin.

Plus au sud, à Tulle, siège de la préfecture. La ville de dix-huit mille habitants s'inquiète des menaces qui pèsent sur un des sites du GIAT (Groupeement des Industries de l'Armement terrestre) frappé par la baisse des commandes de chars. Beaucoup de salariés, y compris chez les partisans du PS et du PC, fortement représentés, espèrent que « le président n'acceptera pas la fermeture de Tulle ». D'ailleurs, on a parfois voté utile, car « mieux vaut avoir un président de la République qui vienne de chez nous ». A-t-on eu tort ?

Chez les plus proches d'entre les fidèles, au lendemain de la conférence présidentielle sur la réforme de la défense, on se disait « assuré qu'aucune des implantations militaires existantes en Corrèze pas plus qu'en Limousin ne quitterait le pays ».

Les mairies des trois agglomérations principales du département sont aujourd'hui tenues par des RPR proches de Jacques Chirac : Henri Belcour, sénateur-maire d'Ussel, Bernard Murat, député-maire à Brive, et Raymond-Max Aubert à Tulle, placé à l'initiative du président à la tête de la Datar après son élection du gouvernement Juppé. Le RPR Jean-Pierre Dupont, qui fut le fidèle suppléant de Jacques Chirac au conseil gé-

ral, a pris la présidence de cette assemblée. Enfin, le nouveau préfet, Paul Girod de Langlade, arrive directement de la sous-préfecture de Brive. Cette nomination est contraire à tous les usages de la fonction publique.

Un commerçant tulleois de sensibilité socialiste qui a voté « pour Jacques Chirac, pour l'homme que j'apprécie », avoue tout haut ce que beaucoup pensent : « Sans carte du RPR, on n'a aucune chance d'avoir un poste. » A Tulle même, la contrainte est récente, puisque Jean Combastell (rénovateur PC) a perdu la mairie aux dernières élections après dix-huit ans d'une charge respectée. Dans les campagnes, où le souvenir des maquis FTP reste vivace, le poids du mouvement gaulliste s'est imposé via les organisations professionnelles agricoles. « La présidente » Chezalvriel n'a jamais voulu prendre sa carte au RPR, « syndicalisme oblige ».

MAIS cette militante de choc, qui fut vice-présidente de la FNSEA, sait comment faire passer les revendications de la profession, connue de Jacques Chirac, qui fut ministre de l'Agriculture. Ainsi, récemment, l'Union européenne tardait à autoriser le versement des 240 francs promis par le gouvernement aux éleveurs de bovins allaitants dans les régions difficiles comme la montagne. Le président Chirac, averti par M^{me} Chezalvriel de ce retard, est intervenu.

Venu le 13 janvier dernier présenter ses vœux au département, comme il n'avait jamais manqué de le faire auparavant, le président Chirac a su dire les mots qui touchent. « J'ai compris ici que les hommes atteignent la grandeur en se surpassant. D'une certaine façon, ce que fut [pour moi] la Corrèze s'est élargi aux dimensions de la France. » Et de citer en premier les paysans. Mieux encore : « Entre le plateau de Millevaches et le pays, déjà un peu latin, de Brive, c'est une leçon d'histoire de France que l'on reçoit. (...) Avec deux aspirations légitimes du peuple français : le souci de permanence et le désir d'innovation. »

Le maire socialiste d'Argentat, René Teulade, ancien président de la Mutualité, bénéficia d'une attention appuyée. Le mouvement gaulliste affirmait ainsi à Tulle « sa volonté d'unir au-delà des clivages ». La Corrèze et ses vertus, hier terre de proximité, et désormais allégorie de la France profonde qui, dimanche 25 février, se bousculait au Salon de l'agriculture.

Danielle Rouard
Dessin de Wahib

Véronique Akobé, une Sarah en France

par Marie-Victoire Louis

VÉRONIQUE AKOBÉ a été condamnée, le 31 janvier 1996, par la cour d'assises de Nice, à la peine de vingt ans de réclusion criminelle, assortie d'une période de sûreté des deux tiers, pour « assassinat et tentative d'assassinat ».

Cette jeune femme, ivoirienne de vingt-trois ans, a été engagée le 25 juin 1987 comme employée de maison, après avoir passé une annonce dans *Le Figaro*. « *Il me traitait comme un esclave* », a-t-elle affirmé à propos de ses employeurs. Huit jours après son embauche, dans une région où elle ne connaissait personne, dans une maison où elle était enfermée, dans une chambre dont sa « patronne » lui avait formellement interdit de fermer la porte, elle a été violée, à trois reprises, par son employeur, soixante-trois ans, industriel, et par son fils, vingt-deux ans, tous deux extrêmement « robustes ». Elle a crié, s'est débattue, mais n'a pu se défendre. Elle-même mesure 1,60 mètre. « *Il me tenaient par le cou et l'un d'eux a mis sa main sur ma bouche pour m'empêcher de crier. Ça a duré longtemps, très longtemps. Ils sont venus trois fois, à chaque visite du fils. L'un me tenait, l'autre me violait et me sodomisait* », a-t-elle déclaré lors de son procès.

A la question posée par le médi-

cin qui l'a examinée - pourquoi elle ne « *s'était pas plainte* » -, elle a répondu qu'elle « *ne savait pas à qui le faire* », ses agresseurs lui ayant par ailleurs affirmé que « *personne ne la croirait* », et qu'elle « *n'avait pas osé se rendre auprès de la police du fait de son absence d'autorisation de séjour en France* ». Elle était « *sans le sou* ».

Véronique Akobé a, le lendemain du troisième viol collectif, et alors qu'elle « *avait peur de leur retour* », tué le fils et tenté de tuer le père. « *Ils ont tué quelque chose en moi, quelque chose de ma vraie personnalité* », a-t-elle déclaré. Elle s'est enfuie et a été arrêtée dans la région parisienne le 10 août.

Deux expertises sont convergentes concernant le viol. Noëlle Magaud-Voulard, psychologue, a expliqué lors du procès que les tests et les entretiens correspondaient à ceux recueillis habituellement auprès des femmes violées. Elle a récusé l'existence de tendances affabulatoires chez Véronique Akobé. « *La dignité semble résister toutes ses aspirations* », « *la destruction de l'autre peut avoir symboliquement permis une réhabilitation de soi et gonflé la souffrance symbolique* », telle fut son explication du crime. Dans son rapport, elle analyse « *le geste homicide dans le contexte d'un sentiment d'altération, voire d'une véritable effrac-*

tion mortifère et destructrice de l'image de soi. La démesure du geste homicide pouvant alors faire écho au sentiment démesuré d'avoir été atteint dans sa dignité, son orgueil, voire véritablement détruite.

L'expertise médicale, établie par Jacques Leblanc huit mois après les viols, établit que « *les troubles fonctionnels et les lésions anales actuellement observées chez l'inculpée peuvent effectivement correspondre à des séquelles d'une sodomie*. Elle lui a déclaré souffrir encore de douleurs anales.

Le professeur Jarret, ethno-psychiatre au cours du procès, a notamment déclaré, après avoir évoqué *Les Bonnes*, de Genet, les phénomènes de trances chez les Noirs et *La Case de l'oncle Tom*, qu'« *en tant que psychiatre il ne recommanderait pas l'internement. Il faudrait d'abord la réinsérer dans son pays d'origine et la confier à un chef de village* ».

L'avocat de la famille, M^e Guyonnet, lui, a plaidé le mobile du vol. Même l'avocat général a écarté ce mobile : « *Pour voler, se serait-elle livrée à ce massacre ? Non, ce n'est pas sérieux* ».

Véronique a toujours déclaré avoir été victime des viols. Mais ses paroles lors du procès - « *Pourquoi ne me croyez-vous pas ? J'ai tué pour laver mon honneur* » - n'ont pesé d'aucun poids face à la dénotation

de son agresseur, qui l'accusait de mensonge.

L'avocat de Véronique, pour sa part, a simplement évoqué la question de leur éventualité. « *Elle s'est comportée exactement comme ces gens qui marchent la nuit sans savoir où ils vont. Nous pénétrons dans la troisième dimension. Nous sommes dans les domaines inconnus du psychisme* », fut notamment sa défense de Véronique Akobé. Elle n'a pas été réellement défendue.

M^e Peyrat, commis d'office, représentant à l'époque du Front national de la ville de Nice, a en effet écarté les viols de sa défense. Au journal *Libération*, le 2 novembre 1995, il a, tout en reconnaissant que Véronique « *n'avait pas bénéficié d'un procès équitable* », déclaré qu'« *il ne revenait pas à sa cliente de prouver les viols, mais au tribunal de démontrer éventuellement l'inverse* », et qu'« *il n'avait pas, hélas, réussi à convaincre la cour et les jurés* ».

Selon Véronique, le président de la cour d'assises, Armand Djan - celui qui présidait la cour qui a condamné Omar Rahdad à vingt ans de prison -, coupait le micro quand elle parlait. La veille du procès, elle avait été menée devant lui, comme il est de pratique pour un procès d'assises. Il ne lui a même pas adressé la parole.

Quant au ministère public, qui

avait requis quinze ans de prison et demandé aux jurés de ne pas « *dépasser cette sanction... très lourde* », il a posé l'alternative suivante : « *Où bien vous vous ralliez à l'explication que je crois la plus proche de la réalité, c'est-à-dire le crime d'une femme perdue, crime de l'inadaptation et de la solitude morale... Où bien vous ne savez pas ce qui a pu se passer. Alors, si vous ne savez pas, ne cherchez pas. La justice ne peut frapper aveuglément.* »

C'est au nom d'un imaginaire « *complexe de persécution nourri par la condition d'émigrée clandestine* » que Véronique Akobé, sur des préjugés racistes, de classe et de sexe, a été condamnée à vingt ans de prison. Si les circonstances atténuantes lui ont été reconnues, la peine n'en a pas moins été augmentée par les jurés de cinq ans par rapport à celle demandée par le ministère public.

Un comité de soutien à Véronique Akobé a été créé à Grasse après le procès, mais n'a pas été entendu. Véronique Akobé est actuellement, depuis plus de huit années - sans en être sortie une seule journée - à la prison de femmes de Rennes. Elle y a passé son certificat et son brevet. Un pourvoi en cassation a été rejeté le 24 janvier 1991.

Le 27 décembre 1995, Véronique Akobé a déposé, par l'intermédiaire de son avocat, M^e Gallot-

Lavallée, un recours en grâce auprès du président de la République. Véronique Akobé n'a pas souhaité, en effet, rouvrir son procès en déposant plainte pour viol. Elle écrivait récemment : « *Je ne sais même plus si je vais bien. Je ne désire rien d'autre que ma liberté.* »

En raison des conditions iniques dans lesquelles s'est déroulé son procès et de la sévérité scandaleuse de sa peine, Véronique Akobé doit être graciée, libérée immédiatement, et ne doit pas être expulsée.

Plus de 11 000 personnes ont signé la pétition appuyant la demande de recours en grâce de Véronique Akobé, sans expulsion du territoire français. L'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT) poursuit sa campagne jusqu'à ce que la grâce de Véronique Akobé soit obtenue. La mobilisation française et internationale en faveur de Sarah Balabagan, condamnée pour un même crime, lui a sauvé la vie. Une même solidarité doit s'exprimer pour la grâce et la libération immédiate de Véronique Akobé. Il ne peut y avoir d'exigence de justice à géométrie variable.

Marie-Victoire Louis est présidente de l'AVFT et sociologue au CNRS.

Arafat devant ses responsabilités

par Avi Pazner

LE chemin de la paix est difficile. Plus de deux cents victimes israéliennes et des centaines de blessés sont tombés sous les coups d'un terrorisme sauvage et abject depuis la signature de la Déclaration de principes entre Israël et les Palestiniens. C'est là la réponse de ces forces extrémistes à notre volonté de paix. C'est le prix lourd, intolérable que nous devons payer pour cet effort de réconciliation entre nos peuples.

Les scènes insoutenables de l'horreur la plus absolue se sont renouvelées jour après jour. « *Nous sommes en guerre* », a dit Shimon Pérès, une guerre implacable qu'il faut livrer contre ces forces de l'extrême et des ténébreux.

Ce terrorisme d'un type nouveau sur la scène du conflit israélo-palestinien est né au lendemain de la mise en place de l'autonomie palestinienne. Ce n'est pas un hasard. Ces kamikazes ne sont que le dernier maillon d'une longue chaîne. Ils ont derrière eux toute une infrastructure terroriste qui assure le succès opérationnel de leurs sombres visées : le recrutement, l'endoctrinement, l'approvisionnement en explosifs, l'apprentissage et le maniement des bombes, l'acheminement. Un long trajet de la haine qui repose sur une logistique bien établie qui sévit dans les territoires relevant aujourd'hui de l'Autorité palestinienne. C'est là l'écrasante responsabilité de Yasser Arafat.

Le partenariat établi entre Palestiniens et Israéliens doit affronter l'urgence de l'heure

A la veille de la signature de l'accord intérimaire de Taba (septembre 1995), qui a mis en place les échéances du calendrier électoral palestinien, les « *jeux de Dieu* » se sont tus. Plus aucun Palestinien ne s'est fait sauter, provoquant les carnages que l'on sait, et ce, jusqu'au lendemain de la consultation qui a couronné la victoire d'Arafat et de ses partisans. Septembre 1995-février 1996, six mois de répit savamment négociés par le leader de l'Autorité palestinienne lorsque ses impératifs internes ont exigé pour lui d'éviter les périls en sa demeure.

Or, ce même accord intérimaire, signé par l'Autorité palestinienne,

prévoit par le détail nombre d'engagements précis visant à prévenir l'activité d'éléments hostiles, à assurer la sécurité et l'ordre (alinéa 15, articles 1 et 2 ; Annexe I, alinéa 2).

La plupart des auteurs des récents attentats venaient des territoires autonomes (Ramallah, Gaza). Il est prouvé que les infrastructures terroristes sévissent dans ces mêmes territoires. Pourquoi a-t-il fallu attendre tant d'horreurs, de tels carnages pour que l'Autorité palestinienne prenne des mesures efficaces : arrestations de terroristes et de complices, démantèlement de réseaux, mise hors la loi de groupes armés, mesures annoncées seulement en début de semaine ?

La responsabilité des dirigeants palestiniens est aujourd'hui historique. C'est à eux qu'incombe la poursuite de nos efforts de paix. Il ne sert à rien de tenter de s'exonérer par le mensonge et la désinformation. Les accusations, relayées notamment par M. Nabil Chaath dans ces mêmes colonnes, selon lesquelles ces attentats n'ont pu être commis qu'avec la complicité d'extrémistes juifs israéliens sont grossières. Si le climat le permettait, il faudrait en rire. Or, il n'est point de place aujourd'hui pour les mauvaises plaisanteries.

Ces accusations totalement infondées reposent sur un seul et unique objectif : tenter de semer le trouble dans l'opinion publique, y compris en Israël et, in fine, se décharger de ses propres responsabilités. Ces déclarations sont également de nature à perturber le nécessaire effort engagé de lutte antiterroriste, en même temps qu'elles remettent en cause la volonté palestinienne d'affronter les organisations terroristes.

La paix mérite mieux. Le partenariat établi entre Palestiniens et Israéliens doit affronter l'urgence de l'heure : anéantir les éléments extrémistes, éradiquer les structures terroristes, prévenir de nouveaux attentats.


Il en va de l'avenir de cet effort de réconciliation qui a demandé tant de courage et tant de volonté. Devons-nous laisser une poignée de rétrogrades dicter leurs réalités de haine et de destruction, ruinant par là même tout rêve de cohabitation et de pacification ?

Il nous faut aujourd'hui lutter, ensemble et séparément, pour éliminer définitivement cette menace, afin de pouvoir poursuivre notre route vers la paix, que nos peuples méritent tellement.

Avi Pazner est ambassadeur d'Israël en France.

CHAQUE

PLUS DE 60 DÉPARTS



VIA Calais

LES MINI CROISIÈRES

P&O European Ferries. Tél : 21 46 04 40 / SEAFRANCE. Tél : 36 61

Le Monde des Livres

Le Monde des LIVRES

VENDREDI 8 MARS 1996

PORTRAIT
David Gascoyne
page V

LE FEUILLETON
DE PIERRE LÉPAGE
Le Spleen contre
l'oubli. Juin 1848
de Dolf Oehler
page II

ARTS
Jean-Marie Schaeffer
réhabilite l'esthétique
contre les théories,
le plaisir contre
les gloses
page IX

LA CHRONIQUE
de Roger-Pol Droit
page VI

HERGÉ
de Pierre Assouline.
Pion, 468 p., 145 F.

Tintin n'a, pour ainsi dire, aucun visage. Un rond, deux points, une houppe blonde : une sorte de page blanche sur laquelle peuvent s'inscrire les rêves de son créateur et de ses lecteurs. Cette sobriété de traits ne frustre

Nom : Rémi,
prénom : Georges
pseudonyme : Hergé.
Des initiales mythiques
que « renversent »
Pierre Assouline
pour découvrir
le visage
du créateur
de l'intrepide
reporter
à la houppe
blonde

Tintin au pays des hommes

pas la curiosité des administrateurs, qui se taisaient de mille autres indices de réalité. Plongé dans l'histoire la plus brillante - de la guerre sino-japonaise aux ténements sud-américains en passant par la fondation d'Israël et par la conquête de l'espace - le reporter qui n'écrit jamais aucun article compense par le décor où il évolue, par les repères dont son auteur l'entoure, par ses amis, le vide relatif dont lui-même est habité. Ce vide est le réceptacle où les enfants prennent place : plus que des lecteurs, ils deviennent, avant tous les jeux interactifs, les héros.

Il y a un mystère Tintin sur le-

quel, de Marguerite Duras à Gabriel Matzneff, les intellectuels se sont interrogés, tantôt en penchant du côté du canular, tantôt en faisant un ridicule contre lequel Hergé ne cessait de les mettre gentiment en garde, agacé d'être comparé à Balzac et à Proust. Il aimait Stendhal et Miró, sans se prendre pour eux. Oscillant entre une modestie moqueuse et une espèce de mégalomanie de chef d'entreprise, Hergé, certes, ne minimisait pas ses créatures et avait une conception très rigoureuse du travail, mais il connaissait les limites de l'expression qu'il avait choisie, même s'il les

avait fait considérablement reculer. Or, curieusement, si Tintin n'a pas de visage, ses administrateurs en veulent un pour Hergé. Pierre Assouline le lui rend et rappelle, avec une remarquable précision, ce que le dessinateur doit à ses confrères, à ses modèles, mais aussi à certains événements de sa

René de Ceccatty

vie personnelle. Un grand-père inconnu interdit toute familiarité à Tintin et une probable origine aristocratique explique le château de Moulinsart. On ne s'étonnera pas que Pierre Assouline ait choisi ce su-

jet pour sa nouvelle biographie. Il s'intéresse aux hommes que leur fonction aurait dû laisser dans l'ombre et qui sont devenus des mythes : Gaston Gaillard (1) ou Simonon (2). Le problème se présente de façon analogue pour Hergé : « Tout le monde a entendu parler de Mandrake, Superman, Spiderman ou Batman. Mais, hormis le cercle des fans et spécialistes, qui connaît le nom de leur inventeur ? » En cela, Hergé était unique.

Son nom réduit à des initiales inversées, Hergé, né Georges Rémi le 22 mai 1907 et mort le 3 mars 1983, ne réclamait d'autre existence que celle d'un dessinateur qui avait instauré un authentique système esthétique, avec une structure répétitive, obsessionnelle et souvent onirique, et prenait au sérieux sa tâche d'éducateur. En s'adressant à des en-

fants, dans un journal belge d'obédience catholique qui leur était destiné et qui était dirigé par un prêtre tyrannique et « fascisant » - selon la formule même d'Hergé - il se soumettait à des contraintes idéologiques. On a déjà mis l'accent sur les travers de cet assujettissement : puritanisme, colonialisme, paternalisme, misogynie, quand ce n'était pas carrément antisémitisme. Pierre Assouline a décidé, avec l'assentiment et l'assistance de la Fondation Hergé, qui lui a ouvert ses archives, de faire la lumière sur la période la plus contestée : la guerre, durant laquelle il avait continué à travailler. « Attitude d'accommodement qui marque aussi un premier pas dans la voie de la collaboration », Hergé, en effet, ne craignait pas de « s'entretenir personnellement auprès des autorités d'occupa-

tion ». Dès la Libération, il sera la cible des vignettes satiriques racontant *Les Aventures de Tintin et Milou au pays des nazis*. Le dessinateur fut alors arrêté et provisoirement écarté de la presse. Cette tâche indélébile dans une vie où l'on aurait aimé reconnaître l'intransigeance, la générosité, la transparence prônées par le boy-scout dont est issu Tintin nous ramène à Hergé. Pierre Assouline, à son tour, raille toutefois « le lobby des tiers-mondistes » qui s'acharnent sur Hergé, tentant de l'empêcher, par exemple, de rééditer le moins politiquement correct de ses albums, *Tintin au Congo*.

(1) Ballard, 1984 ; Points-Seuil, 1996.
(2) Juillard, 1992. Folio, 1996.

Lire la suite page VII

Duras face à l'avenir

Avec « L'Amant », elle devint la romancière contemporaine la plus célèbre à l'étranger. Point d'orgue d'une œuvre totalement accomplie. Moment-phare d'un parcours qui s'est achevé dimanche 3 mars

Quand une romancière qu'on a aimée - qui a initié la génération du baby-boom à la modernité - devient soudain une star mondiale, pourquoi boudoir son plaisir ? Cette célébrité internationale a rejoint Marguerite Duras à soixante-dix ans, au milieu des années 80. Elle qu'on disait réservée aux snobs intellectuels, « rive gauche » et « de gauche », occupait enfin la tête des listes des meilleures ventes. *L'Amant* - couronné par un Goncourt franchement « tardif », en 1984 -, point d'orgue d'une œuvre totalement accomplie, allait trouver plus de deux millions de lecteurs en France, être traduit en une quarantaine de langues, faisant de Duras l'écrivain contemporain le plus connu à l'étranger.

La jubilation qu'elle a dû ressentir et la joie qu'on a pu en éprouver ne sauraient annuler les interrogations. D'où vient ce brutal assentiment social autour d'un personnage jadis si controversé ? Comment ce roman autobiographique, aboutissement de tout un parcours littéraire, condensé de tout un univers romanesque, peut-il être reçu par ce nouveau public, qui ignore tout du travail antérieur de Duras ? Comment comprendre ce retour vers l'enfance, vers l'Indo-

chine, d'où tout est sorti, si l'on n'a jamais rêvé sur les malheurs de « la concession », dans *Un barrage contre le Pacifique*, si l'on n'a jamais été bouleversé par l'apparition de Delphine Seyrig dans *India Song* (le film), si l'on n'a jamais fredonné la musique de Carlos d'Alessio ni écouté la voix de Jeanne Moreau ? Bref, pourquoi cette « passion-Duras » ? Et elle, qu'en a-t-elle fait ?

Certes, le succès, pour un véritable écrivain, repose toujours sur un malentendu, qu'il doit accepter. Dont il peut jouer - et se jouer. Mais après *L'Amant*, Duras la dérangeante, la provocante, la courageuse, la méchante disaient certains, Duras qui affirmait avec hauteur sa confiance en son œuvre - littéraire et cinématographique - s'est transformée en Duras pythie, usant de sa parole mystérieuse jusqu'à la parodie, passant de son amour pour François Mitterrand à un singulier engouement pour Bernard Tapie, avec un dénouement par une prophétie sur Christine Vialle et une rencontre avec Michel Platini.

Ses fidèles sont devenus légion, le fétichisme a souvent remplacé l'admiration et la lecture, l'humour a perdu ses droits. La vérité aussi. Tout ce que proférait « M. D. » devait être vénéré. Parallèlement, ses ennemis de toujours, les jaloux, les

envieux, ont profité de ces interventions quelquefois intempestives, aggravées par l'arrivée de la vieillesse, pour tenter de réduire quelque cinquante années d'écriture à des « délires » pas toujours maîtrisés. Puis il y eut, en 1994, la sortie de Duras, le poids de la plume (1), une biographie plus proche du reality show que de la recherche de la vérité - à laquelle il faudra bien que Duras, elle aussi, soit un jour confrontée -, un livre qui relança le débat sur l'approche biographique d'un auteur vivant.

« Un écrivain de fond n'a rien à craindre de sa biographie », écrivait ici Philippe Sollers (2). « L'écrivain a raison, il a tort, il met dans le mille, il se trompe, il s'emballe ou il se reprend. On l'ignore, on le célèbre, on le juge, on le condamne, on le réhabilite après sa mort ; on découvre un document inédit, des lettres ahurissantes, un dossier de police perdu, une tractation louche, une liaison incompréhensible, des actes de charité contraires à ses convictions, des dévouements ou des fidélités incroyables, des indifférences inexcusables, des atermoiements inexplicables. Et en même temps il a été et il reste là, sous vos yeux, en

train de vivre ses mots, donc ses sensations et ses idées, d'une autre façon que les passagers de l'existence. »

Marguerite Duras est l'un de ces écrivains qui « restent là ». Elle a vécu, avec ses mots, autrement que « les passagers de l'existence ». Ce qui est, pour certains, incompréhensible. Donc impardonnable. Si la malveillance et la sottise ne peuvent plus l'atteindre personnellement, elles ne vont pas cesser pour autant.

C'est dimanche 3 mars que, pour Duras, a commencé le futur, énigmatique (*Le Monde* du 5 mars). Mais débarrassé de toute la gangue des comportements sociaux, de toutes ces pesanteurs de l'existence, l'avenir ? Il appartient aux destins que Duras a construits et inventés, à ses héroïnes insaisissables, à leurs enfances dévastées, leurs amours improbables, leurs paroles incertaines, leurs blessures inguérissables et leurs angoisses chuchotées - les nôtres.

(1) Duras, le poids de la plume, de Frédérique Lebelley (Grasset, 1994).
(2) « Il n'y a rien à craindre... », par Philippe Sollers, dans un ensemble de réflexions sur la question biographique » (« Le Monde des Livres » du 11 février 1994).

* Lire également page IV.

BERNARD NOËL
Le roman d'Adam et Ève
roman

248 p.
120 F

Bernard Noël, parce qu'il y a du diable en lui, se fait un malin plaisir à échapper à tout étiquetage. Le romancier cache le poète, le poète laisse supposer le philosophe, le philosophe rejoint le conteur. C'est très excitant pour l'esprit.

André Brancourt, *Le Figaro littéraire*

Stock

LE SPLEEN CONTRE L'OUBLI. JUIN 1848
(Ein Höllesterz der alten Welt)
de Dolf Oehler.
Traduit de l'allemand
par Guy Petidemange
avec le concours de Sabine Cornille,
Payot, 470 p., 245 F.

D'un pays à l'autre, les idées circulent moins aisément que les marchandises. Aux difficultés inhérentes à la différence des langues et à la dépendance des traductions s'ajoute l'obstacle majeur des traditions universitaires nationales. On ne pense pas dans les mêmes cadres et selon les mêmes catégories de compréhension à Paris, à Harvard, à Tokyo et à Moscou. L'universalisme intellectuel est en retard sur la mondialisation de l'économie. D'où ce sentiment que nous éprouvons d'être dominés et dépossédés par les choses, comme par une fatalité.

La persistance de ces frontières nationales des manières de penser, nous en ressentons d'autant plus la gêne avec le livre de Dolf Oehler que son auteur - professeur de littérature comparée à l'université de Bonn, mais après avoir enseigné à Orléans - traite des répercussions culturelles d'un événement français, les émeutes de juin 1848 et la sanglante répression antiouvrière qui s'ensuivit. Nous sommes donc sur un terrain familier : d'autant que l'interprétation d'Oehler prend pour cible principale celle que développa Sartre sur ces mêmes révolutions de 1848 dans *L'Idiot de la famille* : les massacres de juin, mettant fin aux illusions de l'optimisme des Lumières, auraient précipité les pères de la modernité littéraire, Flaubert, Baudelaire, dans un misanthropisme métaphysique abolissant l'histoire : « On voulait bien se haïr, être haï : comme homme et même comme bourgeois, à la condition que la bourgeoisie fût liée à des traits éternels de la nature humaine, et non à un type particulier d'exploitation. (1) »

Oehler, dans le sillage de l'école de Francfort, voit les choses tout autrement et reproche à Sartre de pêcher par abstraction, d'être allé droit aux idées générales au lieu d'aller fouiller dans l'épaisseur du langage, dans les stéréotypes du vocabulaire politique, dans la « crise des signes » ouverte par le traumatisme de 1848. Et il se livre, tradition allemande oblige, à des analyses philologiques extrêmement fines des textes inspirés par le soulèvement de juin et par sa répression - ceux de Flaubert, de Baudelaire, de Heine ou de Herzen, d'Hugo ou de Mérimée, mais aussi ceux d'auteurs comme Hyppolyte Castille, Louis Ménard ou Ernest Courderoy, qui expriment leur colère, leur haine et leur désespoir dans la vieille langue du romantisme. Analyses méticuleuses que celles d'Oehler, et fort riches, mais que le lecteur français, habitué à d'autres méthodes d'approche de textes, moins buissonnantes, a parfois du mal à traduire en idées claires, en figures intelligibles et en concepts maniables.

Essayons pourtant : les questions soulevées en valent la peine, et Dolf Oehler leur apporte des réponses souvent originales. Juin 1848, c'est le grand reflux de notre histoire nationale. Cinq mois à peine après la révolution de février, le grand rêve de fraternité républicaine s'effondre dans le sang. Trois jours d'émeutes parisiennes de la faim et de la misère et une répression d'une brutalité sauvage : 6 000 morts, 11 000 arrestations, 4 000 déportations sans jugement, des centaines de prisonniers que l'on fusille à froid, dans leurs geôles, une fureur d'extermination. Le brave Mérimée écrit : « Pour moi, je ne pense pas qu'à moins de détruire Paris de fond en comble, on ne puisse jamais rétablir l'ordre en France. » C'est la vraie fin de la Révolution française : la bourgeoisie qui vient de manifester sa haine et sa peur du peuple ne peut plus se penser comme classe universelle. Ni la plèbe se reconnaître encore dans les idéaux proclamés de la République : au désespoir d'Hugo, les faubourgs ne bougeront pas lorsque, quatre ans plus tard, Napoléon le Petit renversera les ruines du régime discrédité. Marx à Cologne frétille d'aise : la démocratie libérale a tombé le masque, la lutte des classes est désormais visible à l'œil nu.

Ce qui s'effondre avec l'illusion républicaine, ce sont les mots qui l'ont inventée et entretenue. La révolution de février était une révolution littéraire. Au double sens du terme : jamais un gouvernement comme celui dont Lamartine fut le porte-parole n'a compris autant d'hommes de lettres et de publicistes. Jamais non plus la réalité sociale ne fut à tel point transformée en fiction, idéalisée par tant de rhétorique, ensevelie sous tant de belles phrases. La République était un jeu de mots. Ce qui naît sur ses cendres, avec la haine, c'est une formidable méfiance envers les facultés de mensonge du langage, et notamment de ce langage sentimental-moralisateur qui est celui du romantisme français. Hugo passe outre. Juin 48 n'est pour lui qu'un malheureux accident fomenté par la populace - qu'il oppose au bon peuple de février. Rien qui puisse

altérer sa croyance optimiste dans la marche victorieuse d'une humanité réconciliée ; rien non plus, donc, qui puisse altérer ses convictions esthétiques et sa politique de la langue.

Pour Baudelaire, pour Flaubert, il en va autrement. Le vieux monde et le vieux discours sont morts dans les massacres de juin. Une ère nouvelle s'ouvre, marquée par le mal, l'abomination et la bêtise qui vont naturellement jusqu'au crime. « Expliquer comment le bourgeois le plus paisible devient anthropophage », écrit Flaubert dans une note préparatoire à *L'Education sentimentale*. Mais c'est aussi à cette société sauvage que les écrivains destinent leurs œuvres, c'est dans son langage pervers, menteur, qu'ils doivent écrire pour être lus, pour exprimer leur colère et leur dégoût. Sur cette contradiction brutale, presque folle, ils

Juin 1848. Le grand rêve de fraternité républicaine s'effondre et avec lui les mots qui l'ont inventé et entretenu

construisent une révolution de la littérature poétique et romanesque. Ils seront modernes, par habitude du modernisme, en instillant à l'intérieur même de la langue bourgeoise, dont leur style doit exorciser la vulgarité, les vents du satanisme, du sarcasme, de l'ironie et de la cruauté critique.

Enfin viendra Mallarmé, c'est-à-dire le refus de compromettre l'art avec la langue des boutiquiers comme avec celle des faubourgs. La littérature décide de sortir de l'histoire, décidément trop sale, et de ne plus s'adresser qu'à elle-même. Baudelaire, Flaubert, Mallarmé : voilà la trilogie de Sartre, les trois écrivains autour desquels il tourne sans cesse lorsqu'il s'affronte - et c'est là toute sa vie - au lancinant pro-

blème de la situation de l'écrivain dans la société marchande. Comment l'artiste doit-il s'y prendre pour que son discours ne soit pas transformé en bagatelle, en ornement, en marchandise ? Comment peut-on produire autre chose que des produits ? Selon Sartre, Baudelaire et Flaubert échouent dans leur tentative parce que, sous des formes différentes, ils confondent, en bourgeois divisés contre eux-mêmes, détestation de la bourgeoisie et mépris de l'humanité. Bref, parce qu'ils renvoient dos à dos les deux mortels ennemis de juin 48 et tombent du même coup dans la dépression, le spleen, la mélancolie, la névrose et la détestation noire de l'être humain.

Oehler n'est pas d'accord. Il appuie sa dénotation sur des analyses souvent brillantes de quelques poèmes des *Fleurs du mal* et de trois ou quatre chapitres de *L'Education sentimentale* - dont la fameuse soirée chez les Dambreuse, mais surtout sur une connaissance approfondie des mécanismes de reflux de juin 48, y compris chez Benjamin ou chez Sartre, qui minimisent à l'extrême l'impact que l'événement put avoir sur Baudelaire et sur Flaubert. Oehler fait donc une lecture à rebrousse-poil de la tradition. Avec un succès certain en ce qui concerne Baudelaire ; de manière moins convaincante pour Flaubert. Peut-être parce qu'il nous est difficile de ne pas projeter sur le Flaubert de 48 celui qu'apporta la Commune de 1871, celui de *Bouvard et Pécuchet*, celui qui ne voyait plus dans l'histoire que bruit, fureur et bêtise, à traiter du point de vue d'une blague supérieure, c'est-à-dire comme le bon Dieu les voit. Mais il est difficile aussi d'oublier qu'avant d'écrire *L'Education sentimentale* Flaubert dédia *Madame Bovary* à Marie-Antoine-Jules Sébaste, son avocat, certes, mais aussi le ministre de l'Intérieur de Cavagnac, le représentant le plus achevé de cette bourgeoisie voltairienne que, par ailleurs, le créateur de M. Homais ridiculisait.

Le cas Baudelaire paraît plus simple, même si le poète usait du trompe-l'œil avec une amère jouissance - « Hypocrite lecteur, mon semblable, mon frère ». Les *Fleurs du mal* poussent sur les charniers de 48 (2). L'épigraphie à la première édition du recueil disait bien de quel mal refoulé il allait être question : « On dit qu'il faut couler les exécrables choses / Dans les puits de l'oubli et au sépulchre enclouer / Et que par les écrits le mal ressuscite / Infectera les mœurs et la postérité ; / Mais le vice n'a point pour mère la science, / Et la vertu n'est pas fille de l'ignorance. » L'auteur du poème, Agrippa d'Aubigné, évoquait le réveil d'un autre massacre, d'une autre tentative d'aneantissement. Juin 48, c'est la Saint-Barthélemy des pauvres.

(1) Sartre, *L'Idiot de la famille*. Gustave Flaubert de 1821 à 1880. Gallimard, 1971-1972.

(2) Un éclairage intéressant est donné à ce propos par la biographie que Claude Pichols vient de consacrer à l'édition et au mal de Baudelaire : *Auguste Poulet-Malassis, un éditeur au XIX^e siècle* (Payot, 300 p., 165 F.).

Seamus Heaney, l'art et le risque

« Pourquoi la poésie demeure-t-elle aussi vivante en Irlande ? »

La réponse immédiate est parce qu'il y a beaucoup de bons poètes. A mon sens cela n'est en rien déterminé par des facteurs sociaux ou politiques ; ils surgissent comme des accidents. C'est un peu simple, je le concède. Je pense cependant vraiment que l'apparition d'un Joyce n'est pas déterminée par des conditions extérieures : c'est Joyce qui tient en main les conditions. Dans les éléments nouveaux à prendre en compte en Irlande, il y a le mouvement des femmes, le plus récent, et le plus affirmé. Il y a aussi la question de la religion. La crise, immense, est peut-être plus sensible encore dans la République que dans le Nord. Une crise de la foi dans le passage d'un monde médiéval à un monde moderne sans étape intermédiaire. La poésie a été un recours, une ressource ou une retraite cruciale pour l'esprit lorsque cette crise religieuse est arrivée. De toute évidence, dans le cas du mouvement des femmes, il y a une inspiration beaucoup plus directement politique dans l'engagement poétique.

En Irlande du Nord chaque conscience individuelle est un lieu de conflit. Certainement plus aigu chez les poètes catholiques que chez les nationalistes, chez les unionistes. Et je pense que toute personne qui se met tant bien que

mal à écrire des vers lyriques pour son propre plaisir est de toute évidence conduite par le besoin d'inventer un meilleur lieu où vivre.

Vous voulez dire que ceux qui sont du côté malheureux de l'histoire sont du côté de la poésie ?

Je veux croire au contraire qu'une société d'opulence et d'harmonie peut toujours produire un art vivant. L'existence d'une poésie de cour, purement formelle, en est probablement une preuve. Mais pensons au contraire à l'Angleterre de Shakespeare, quand la société allait devenir comme un Common-wealth à l'intérieur, et un pôle essentiel du monde à l'extérieur. Le psychodrame qui se déroulait sur la scène publique se mit à peser d'un poids énorme sur les consciences individuelles, et la poésie a surgi.

D'un autre côté, on me citera Baudelaire en répliquant qu'il est l'image même d'un poète à la personnalité déchirée, porteur de ses propres démons et déresses, alors que la société française du XIX^e est un milieu figé. Je pense qu'il y a une réconciliation dans la musique de Baudelaire ; elle s'oppose à sa confession de la maladie. En Irlande, d'évidence, l'art et la littérature ont été associés aux manifestations, aux résurgences du passé et au besoin de se redéfinir.

Pensez-vous que l'idée de poésie nationale soit sur sa fin ?

Je pense que la poésie est avant tout locale. Elle est locale dans sa langue. Je refuse de concéder que ce soit un art sans compétence. La poésie doit prêter attention à tout ce qui est anti-art. Tout ce qui est non composé dans le monde est son sujet. Mais ses voies sont les voies de la poésie ne peut pas se détacher de ce que vous appelez nation. Cependant, une tradition que nous appelons anglaise est aujourd'hui pleine d'échos d'Inde, des Antilles, d'Australie... Alors, bien sûr, les ressources et les exigences du langage s'accroissent. Mais la

crise actuelle de l'individu est souvent liée, d'abord à des questions d'ordre local, et en second lieu national. Langue et nation sont très étroitement liées.

N'est-il pas surprenant de voir l'élite des poètes et des écrivains irlandais quitter le pays pour s'installer aux États-Unis ?

Cela s'est développé au point de devenir défilant. Le mouvement a commencé pour échapper à la culture anglaise. Nous sommes un pays anglophone qui a traditionnellement des problèmes culturels et politiques avec l'Angleterre. Pour les poètes des années 50, ceux de ma génération comme John Montague,



LEITHEIM/OF

Seamus Heaney

Né le 13 avril 1939 dans le comté de Derry, en Ulster, au sein de la minorité catholique, Seamus Heaney publie son premier recueil de poèmes, *Death of a Naturalist*, en 1966. D'emblée s'affirme chez lui un sens profond de l'identité irlandaise, qui prendra peu à peu, dans les recueils suivants, une valeur symbolique et universelle. Le prix Nobel de littérature qui lui fut attribué en octobre 1995 consacra cette universalité. Trois volumes d'œuvres de Seamus Heaney ont été traduits en français : *Pays des marais* (Grail, 1987) ; *Poèmes 1966-1984* (Gallimard, 1988) ; *Les Erreurs de Sweeney* (Le Passeur, 1995).

l'influence de la poésie américaine, celle de la côte ouest, avec des gens comme Gary Snyder, représentait une authentique libération, une véritable alternative à la culture anglaise. Pour moi, c'étaient des poètes comme Robert Lowell et Robert Frost. L'Amérique apportait en outre une amplification énorme à notre travail. C'est le symptôme d'une nouvelle condition, qui manifeste l'empire de la langue anglaise plutôt que celui des États-Unis.

Vous faites peu de référence à la France dans vos travaux. En revanche, Dante, Mandelstam et Yeats paraissent constituer un triangle essentiel.

Villon est un poète d'une présence éclatante. Sa mélodie est irrésistible. Avec Villon vous avez le drame du mal. Une métaphysique où se joue le destin de l'âme du

baud et Valéry. Ces noms, ce qu'ils représentent, ont été « anglicisés », puis interiorisés. C'est une intéressante vérité socioculturelle de constater que la poésie et la littérature françaises, qui ont été cruciales pour les générations précédentes d'écrivains irlandais (et anglais), sont partiellement passées au second plan avec l'émergence de l'Europe de l'Est.

Quelle place la poésie occupe-t-elle dans la citoyenneté ?

La question de la citoyenneté relève de la compétence de l'éducateur, non pas de celle de l'artiste. J'ai un pied dans chaque camp. J'ai été professeur. Je crois que l'éducation est un élément de rédemption. Je crois que l'une des raisons de notre présence ici est de créer une civilisation du possible. L'éducation est institutionnelle. Une fonction de cette insti-

Le poète irlandais, prix Nobel de littérature, est invité au Salon du livre de Paris, à l'occasion du festival L'imaginaire irlandais. Rencontre à Dublin

de la poésie est l'histoire de grands événements décalés.

Au moment du Nobel, en octobre 1995, vous étiez en Grèce, puis, plus récemment, en Sicile. Partez-vous à la quête des dieux grecs ?

J'ai toujours souhaité reconstruire une éducation à l'antienne manière, lorsque les mythologies grecque et romaine faisaient partie des études. Bien sûr, comme tous ceux de ma génération, je me suis éloigné de cela. J'ai favorisé les barbares, je mets Astérix avant Auguste, Tara (lieu sacré de l'Irlande) avant Delphes. Aussi y avait-il une nécessaire correction des positions à opérer au profit du monde méditerranéen. Je me souviens une fois, en Macédoine, je pensais aux poèmes sur la tourbe, au monde païen de la lande alors que nous étions dans une fye, avec ses magnifiques églises byzantines, couvertes de mosaïques. Un ami, me les désignant, m'a dit : « C'est cela qui est réellement vous. Par votre catholicisme, vous êtes un Méditerranéen, vous n'êtes pas réellement un de ces tueurs barbares sortis des tourbières. » J'ai pensé qu'il y avait une vérité là-dedans. La Grèce est primordiale. Quand vous visitez les temples, vous traitez avec quelque chose de plutôt dangereux. À la différence de Rome où vous sentez l'imposition par l'Empire.

Pour moi, l'élément grec est devenu une base créative vitale. Je viens d'écrire un long poème qui s'intègre dans mon dernier livre. Ce sont les propos du gucteur qui apparaît dans *L'Orestie* d'Eschyle. J'ai écrit ce poème après le cessez-le-feu décrété par l'IRA. J'ai découvert enfin ma colère, parce que pendant tout le temps où les violences se poursuivaient je me sentais comme un pivot, un axe, balançant les choses, comme s'il fallait ne rien ajouter au langage du danger. Quand ça s'est arrêté, j'ai pensé aux paroles du veilleur accablé par les tueurs.

Propos recueillis par Jean-Louis Perrier

Livres Anciens et d'Occasions

Librairie du Bât d'Argent
38 Rue des Remparts d'Alain
69002 Lyon

Catalogues

Listes spécialisées

http://www.dfr.fr/bat
E-Mail: bat@serveur.dfr.fr
Tél : 78.37.41.33 - Fax : 78.42.49.47

La vie volée des femmes

Avant de mourir, Ouma fait revenir sa petite-fille pour lui conter le destin tragique des femmes de sa famille. Sur fond d'apartheid finissant, André Brink adopte un point de vue féminin. Généreux mais simpliste

LES IMAGINATIONS DU SABLE
(Imaginations of Sand)
d'André Brink.
Traduit de l'anglais
(Afrique du Sud)
par Jean Guillemeau,
Stock, 629 p., 150 F.

Aux hommes, « les monuments pour les siècles » ; aux femmes, au mieux, « les imaginations du sable ». Poussées dans la lumière en des périodes de crise, elles retournent bientôt dans l'obscurité domestique de « leur place prédestinée ». « Pour y souffrir, y pleurer, y mourir. » Pour y raconter des histoires fabuleuses, improbables et violentes, des histoires de révolte et d'apothéose, où s'atténuent les frustrations innombrables, la réalité étant recrée à la mesure du désir.

Ainsi Ouma l'ancêtre, sur le point de mourir dans son palais baroque peuplé d'oiseaux bruyants, fait revenir Kristien, sa petite-fille, en Afrique du Sud d'où elle s'était enfuie, pour lui léguer ses compagnons, les morts et les fantômes, pour lui conter la vie de toute une lignée de femmes remontant à l'origine des temps : pour lui « rendre la mémoire ». Un attentat commis à la veille des élections a brûlé le palais, et cette purification par le feu, semblable au pardon, qui est « une façon de remettre de l'ordre », fait resurgir ce qui était caché, recouvert, oublié - cette part d'obscurité que recèlent les demeures anciennes et les êtres.

Ouma, la rebelle, l'inspirée, va donc retracer au cours d'une tentative qui ressemble fort aux *Mille et Une Nuits*, les vies tragiques et merveilleuses des femmes de sa famille : celle de Samuel, la femme-enfant qui égarait son époux dans le flot infini de ses cheveux, et puis, ayant coupé cette chevelure prodigieuse, aima une femme et se donna la mort ; celle de Rachel la folle, enfermée dans une cave comme les



Des histoires improbables, mystérieuses et violentes

idiots du village, peintre obsédé dont les fresques scandaleuses, si tôt effacées, renaissent dans toute leur fraîcheur ; celle de Petronella, la voyante, la prophétesse, qui construisait une arche de Noé dans les sables afin de gagner la mer dont elle rêvait ; celle de Kamma, surtout, qui conversait avec les oiseaux, parlait toutes les langues, imitait tous les sons, Kamma la sauvage, qui, pour échapper à Adam, se changea en un arbre épineux...

Cette suite des contes d'Ouma, avec leurs héroïnes magnifiques, est de loin la meilleure partie de ce roman généreux, où Brink a choisi d'adopter un point de vue féminin, et même féministe. Les récits sont habilement insérés dans le fil d'événements situés peu avant la venue au pouvoir de Nelson Mandela et racontés par Kristien Muller, membre de l'ANC, née dans une famille d'Africains catholiques. Une fois de plus, devant les grandes op-

positions un peu simples qui structurent le livre, on est tenté de se demander si la littérature peut impunément se mettre au service des grandes causes et des bons sentiments. Kristien est célibataire, émancipée, libre ; elle vit sa vie comme une aventure. Sa sœur Anna est mariée, soumise à son mari, et même écrasée par lui, au besoin batme ; sa vie lui est volée : « Tu es en sécurité comme un cadavre dans un cercueil ». L'une s'est fait avorter, l'autre est morte de quatre enfants.

La fin, qu'on ne dévoilera pas, illustre la destinée de ces femmes qui plourent devant la tradition et se révoltent, mais trop tard. Ajoutons que le mari, un Afrikaner extrémiste, est une brute épaisse et tyrannique, habitée par la peur, et bien sûr, lubrique à ses heures. En Europe, l'amant de Kristien, un amoureux de Shakespeare, se bat pour une note perdue en bas de

page, tandis qu'en Afrique, un homme qu'elle aime, un compagnon de l'ANC, perd tout - femme, enfant, amour - en revenant d'exil.

Il est beaucoup question de sang, non seulement de celui que versent la peur et la haine, mais de celui qui symbolise la féminité ; celui des mères qui, justement, luttent contre la guerre et les faux mythes créés par les hommes. La vie d'Ouma est contenue dans une seule pièce : dans de grands sacs pleins de « serviettes hygiéniques, utilisées, rassemblées et rangées », témoignage silencieux de « la nature de la nature » depuis Eve. Ainsi le roman avance-t-il avec sûreté, avec efficacité, en embrassant les problèmes fondamentaux et sans craquer les clichés, vers son dénouement, vers le succès des élections, vers la découverte d'un sens, d'une raison de vivre et de se battre.

Ch. J.

L'art du roman

A partir de douze « chefs-d'œuvre », Guy Scarpetta définit les critères d'une « grande » fiction

L'ÂGE D'OR DU ROMAN
de Guy Scarpetta.
Grasset, 346 p., 139 F.

Guy Scarpetta s'intéresse de près au roman contemporain sur lequel il se penche avec la scrupuleuse attention du chercheur, l'œil rivé à son microscope. S'élevant contre une rumeur fréquente qui assigne à la fiction un rôle dépassé, il pense, au contraire, qu'elle vit aujourd'hui son âge d'or. Et pour nous en fournir la preuve, il étudie douze romans récents qu'il considère comme des chefs-d'œuvre. Parmi leurs auteurs figurent Salman Rushdie, Philip Roth, Milan Kundera, Mario Vargas Llosa, Claude Simon. Plusieurs de ces études avaient été publiées en revues, d'autres sont inédites.

Dans son introduction, l'essayiste précise que les romanciers choisis se « différencient hautement » et « ne sauraient être ramenés à un programme collectif dont ils partageraient peu ou prou les normes, les interdits, les partis pris » ; ils ont simplement en commun d'illustrer un art susceptible de produire « un effet de vérité qui ne saurait être obtenu par d'autres voies que par celles spécifiques du roman ».

Pour Guy Scarpetta, un « grand roman » doit répondre à trois critères : 1) explorer un territoire encore inconnu de l'expérience humaine ; 2) inventer ou renouveler la forme narrative ; 3) rendre indissociables ces deux aspects. D'où ses choix.

L'analyse intelligente et extrêmement minutieuse qu'il entreprend ainsi pour chaque œuvre nous en révèle l'originalité, de forme et de fond. Toutes les pièces d'un mécanisme romanesque sont démontées, et l'analyse critique s'avère aussi précise que savante. Il reste que l'on peut s'interroger sur la fonction séductrice du roman, ce à quoi nous invite cet ouvrage.

A-t-il pour but, comme l'immortalité de Milan Kundera selon Scarpetta, de rendre « le lecteur plus éveillé, plus intelligent », ce qui, pour l'essayiste, est « l'un des plus grands compliments que l'on puisse faire à un roman » ? Ou faut-il privilégier, même au prix d'une certaine imperfection, l'emprise sensible que le roman exerce sur le lecteur par des qualités particulières qui répondent à ses aspirations ? Le pouvoir d'un roman peut-il se définir strictement en termes de prouesse intellectuelle et « l'imagination créatrice » que revendiquait Baudelaire n'échappait-elle pas, peu ou prou, à l'analyse réductrice des moyens mis en œuvre par l'auteur ? Il y a certainement une classe d'esprits qui sera peu réceptive aux arguments avancés par Scarpetta. Le mystère du roman, son « charme » demeurent, pour beaucoup, au-delà de sa mise en équations. Après tout, il est permis, en ayant toutes les raisons intellectuelles d'admirer un roman, de ne pas trouver en lui ce pouvoir radiant qui touche, pour les raisons les plus diverses, notre propre sensibilité. Certains lecteurs ne cherchent-ils pas, avant tout, une complicité ; et il est légitime de bâiller d'admiration devant des chefs-d'œuvre comme devant un superbe sanctuaire où le culte rendu répond mal à notre foi, à nos désirs les plus forts, voire les plus secrets.

Le roman, genre aussi impur qu'ouvert, si riche de multiples potentialités, ne cessera jamais de provoquer autant d'adhésions que de réticences, de mises en examen que de mises en doute et il est loisible de préférer un « bon » roman à un « grand » - s'il nous semble plus intimement destiné. L'essai de Scarpetta, porté par de si fortes convictions, a le mérite d'ouvrir indirectement le débat à partir des choix qu'il justifie avec une grande rigueur démonstrative.

Pierre Kyria

Citoyen d'une Europe perdue

LE MONDE « EX »
Confessions
de Predrag Matvejevitich.
Postface de Robert Bréchon.
Fayard, 270 p., 130 F.

ENTRE ASILE ET EXIL
Epistolaire russe
de Predrag Matvejevitich.
Traduit du croate
par Mireille Robin
et Mauricette Begic
et du russe par l'auteur,
Stock, 498 p., 70 F.

Predrag Matvejevitich est malade. On aimerait qu'il soit contagieux... Qu'il donne un peu de sa santé et de sa fièvre à la torpeur de nos démocraties occidentales. On pourrait dire qu'il est malade de la perte de son identité, malade des convulsions de sa Yougoslavie, malade de la faillite des utopies, malade de l'incendie de la bibliothèque de Sarajevo où il rencontra Mehmed Selimovic, l'auteur du *Derviche et la mort*, malade aussi de ce véritable « crime contre l'humanité » que fut la destruction du Vieux Pont de Mostar dans sa ville natale. Il subsiste heureusement une superbe photo de 1912 du « Stari Most » de Mostar dans les Archives de la Planète Albert Kahn, cet autre non-conformiste désireux d'avoir une action de portée internationale à condition que chacun apprenne à connaître l'autre. Et qui avait pris conscience de conserver la trace de faits de civilisation en train de disparaître. Le monde « ex ».

« Il est rare de perdre un pays. Cela m'est arrivé. Je ne parle pas d'un Etat ou d'un régime, mais bien d'un pays où je suis né et qui fut, hier encore, le mien. J'ai aimé la Yougoslavie entière, indivise, unie. Je n'ai pas été pour autant un nationaliste yougoslave », confesse ce « citoyen d'une Europe introuvable », comme le qualifie Robert Bréchon dans sa postface. Né en

1932 à Mostar, Matvejevitich, en effet, est le produit d'un héritage compliqué : une grand-mère juive russe, un père né à Odessa qui lui a transmis le russe et le français, et qui s'était embarqué à vingt ans avec l'Armée blanche de Wrangel pour quitter une ville d'Ukraine dont il ne parlait pas la langue et arriver en Yougoslavie ; une mère croate dont il avait adopté la culture. Sans jamais se plier aux règles en vigueur. Un fonctionnaire culturel l'avait traité de « fleau de notre vie culturelle [dont] la théorie n'était pas moins dangereuse que le sida ».

« C'est un nom : un ex, des ex... j'en suis un », développe-t-il dans ses « confessions » écrites, cette fois, en français. Il avait publié une partie du prologue dans *Le Monde* (du 29 avril 1994). Une belle langue de nostalgie, mêlant désespoir et sarcasme, pour ces confessions d'un boulimique qui veut tout dire sur tout. « J'ai choisi une langue appartenant à un ex-monde pour écrire ce livre sur le monde ex ». Tout en injectant des références en grec, en russe, en polonais, en allemand, en tchèque, en italien. Il était considéré comme le meilleur spécialiste de la culture française en Yougoslavie, jusqu'à ce qu'il choisît de vivre ailleurs « entre asile et exil ». Il a quitté l'université de Zagreb et ce sont les littératures slaves qu'il enseigne à Rome actuellement à l'université, en nous considérant avec une décision décourageante. « On parlera probablement demain d'une ex-Europe, précédant une Union européenne reniant un vieux continent inertes et indécis. Il y a une odeur d'ancien régime en Europe ».

Se sent-il privé de son identité ? Non, répond-il crânement, appelant à la rescousse un philosophe bulgare qui affirme que les identités nationales se greffent souvent, pour les Balkans, « sur la trace d'un mal que la durée transfigure en bien ; sur une épreuve, une sépa-

« C'est un nom : un ex, des ex... j'en suis un »

ration ou une blessure, au point que les plus grandes déconfortures peuvent devenir dans la mémoire collective une sorte de fierté ». Ces maladies identitaires, endémiques ou héréditaires, atteignent plus particulièrement les « nations tard venues, celles qui ont dû plus longtemps attendre leur reconnaissance par l'histoire ». Le problème de la langue nationale se pose alors pour les jeunes nations qui vont confondre la langue et l'identité.

Homme-orchestre, on a l'impression qu'à lui tout seul il est la Yougoslavie, l'Union européenne et l'Autre Europe, et même la Méditerranée tout entière sur ses deux rives jusqu'à la mer Noire. Depuis trois ans, il a publié trois gros ouvrages, comme s'il se dé-

Nicolas Zana

battait dans ses contradictions. Son *Breviaire méditerranéen* (Fayard), Prix du meilleur livre étranger 1993, était une fascinante chronique de la Méditerranée, à la fois livre de voyage, journal de bord, journal intime, recueil de paraboles bibliques, atlas. Un « roman-essai », disait Claudio Magris. Inclassable... D'une érudition et d'une curiosité vertigineuses, ne refusant pas la confusion, en raison d'une accumulation de connaissances et de digressions sur cette mer intérieure qu'on dit le berceau de l'humanité. Une « Méditerranée en détresse », constate-t-il, dans *Le Monde* « ex », qui a « abordé la modernité avec retard ».

Dans le petit volume intitulé *Entre asile et exil. Epistolaire russe*, qui complète *Le Monde « ex »*, et qui reprend certains des textes de l'*Epistolaire de l'autre Europe*

(Fayard, 1993), il a regroupé ce qui avait trait à la Russie : un mélange de relations de voyages par lettres, de « lettres ouvertes » à des puissants qui reprenaient une tradition du roman épistolaire russe et qui, à leur façon, circulaient comme des *sanizats*. Brodsky les avait comparées aux *Héroïdes* d'Ovide : « C'est comme si l'on écrivait à des morts ou à leur propos ». Le but était de les faire circuler. Dès qu'un écrivain était emprisonné dans un pays de l'Est, il écrivait au président, par l'ambassade à Belgrade avec prière de faire suivre. Simiavski et Daniel au printemps 1971, Joseph Brodsky en août 1972, ou bien s'exprimaient à travers des interventions en faveur de dissidents à Andreï Sakharov, exilé à Gorki, Danilo Kis, calomnié, ou bien réclamaient la réhabilitation de Trotski. Un « avec » aussi, fausement rigolard, parodie des auto-critiques staliniennes.

La langue de bois, hélas, survit. Comment s'en débarrasser ? Elle n'appartenait pas seulement au communisme, mais le monde « ex » tout entier est infecté. Amateur du beau langage, lecteur infatigable capable de citer la dernière édition des œuvres complètes de Lénine, *Les Damnés de la terre* de Frantz Fanon, Gombrowicz, Ivo Andrić, Kileza, Danilo Kis et les chansons de Vissotski, Matvejevitich fait éprouver sa gourmandise pour les mots et les sonorités de la langue française. Les crépuscules adriatiques sautent à nos yeux et à nos oreilles - « La rouille est somptueuse à Venise, la patine semble mériter avec une telle déflection, une suite d'appellations adriatiques ou méditerranéennes pour le mot bateau ? *Banza, barca, bastasia, bastassizza, batel, bergantini, carabus, caraca*, et encore plusieurs douzaines trouvées dans le Dictionnaire maritime d'un Croate de Split.

Saura-t-on ce qu'il a emporté dans son bagage d'émigré ?

Le Monde L'année 1995 dans Le Monde

Les principaux événements en France et à l'étranger

Préface d'André Fontaine



folio actual

277 pages - 33 F.

folio actual

Reconnu et acclamé
dès ses débuts,
figure du Paris
littéraire dans
l'entre-deux-guerres,
proche un temps
des surréalistes,
ce visionnaire
anglais demeure
« l'un des plus
authentiques poètes
métaphysiques ».

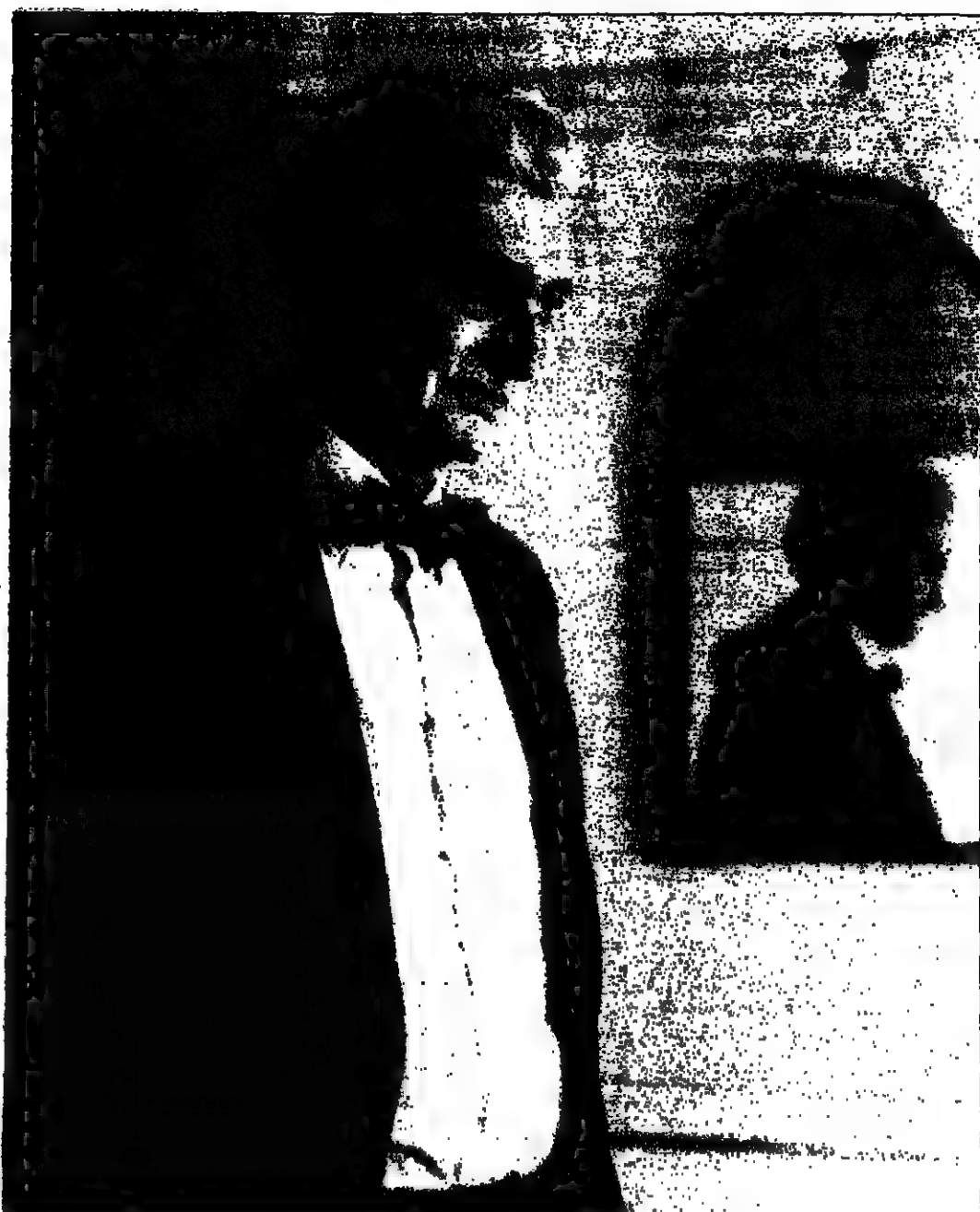
David Gascoyne, de feu et de glace

Lie de Wight, au sud de la côte anglaise, n'est pas le lieu auquel on songerait à associer celui qui, dans son *Journal*, s'est défini comme un mélange de feu et de glace. « J'écrivais que Durrell, son ami, a décrit « comme l'un des meilleurs, l'un des plus authentiques poètes métaphysiques de son époque ». C'est pourtant là, sur cette terre plate et éventée, dans une petite maison de briques rouges de la banlieue de Cowes que vit David Gascoyne depuis 1964. La pièce où il se tient pour servir de décor à un conte de fées, avec le feu qui flambe, la source bienveillante de Judy, son épouse, et le chat pelotonné dans son sommeil. « L'île de Wight n'est pas "mon" pays, au sens où la région des lacs fut celle de Coleridge, qui vécut vraiment au sein du paysage. C'est simplement le lieu où j'ai abouti, où je serai toujours... » Retour au point d'origine, à la maison de ses parents où, quittant Paris, il vint se réfugier en 1964, lors d'une grave dépression nerveuse, quand il fut arrêté aux portes de l'Elysée où il voulait entrer. De l'autre côté de la route, l'hôpital psychiatrique où il passa de longues années. Il avait disparu du monde. On le crut mort. Jusqu'au jour où Judy Lewis, qui venait faire la lecture aux malades, leur présenta « September sun », un poème de Gascoyne. Alors, raconte-t-elle, « le grand homme triste qui s'assessait toujours à mes côtés, me dit "Je suis David Gascoyne, ce poème est de moi", ce que je pris tout d'abord pour un effet de son délire ». Bientôt Gascoyne put sortir de l'hôpital. En 1975, il épousa Judy Lewis. Il recommença à voyager — la France, l'Islande, New York... — à voir ses amis, à écrire... Aujourd'hui, à près de quatre-vingts ans, après une opération à la hanche, il est de nouveau immobilisé. A quelques kilomètres de chez lui, il fait observer la présence des « trois horribles prisons de Parkhurst », avec leur quartier de haute sécurité : « La nuit, elles sont entourées de lumières. Avec l'hôpital, où j'ai été longtemps si malade, cela forme comme un seul grand camp de concentration... La maison d'à côté appartient à un gardien de prison... La prison, c'est ici une véritable industrie locale... » Existe-t-il un lieu où il aurait aimé vivre ? « Oui, à Abz, devant la montagne Sainte-Victoire. En la contemplant, je me sentais vraiment chez moi... La France a été ce qui a le plus compté dans ma vie. Si j'avais de la fortune, c'est en France que je voudrais vivre. Autrefois, je rêvais d'habiter dans l'île Saint-Louis... ou d'avoir une chambre donnant sur le Luxembourg... » Autrefois... En 1933, quand David Gascoyne traversa la Manche pour la première fois, se lançant à la découverte de Paris, il avait dix-sept ans. A seize ans, il avait publié un recueil de poèmes : *Roman Balcory*, qui fut acclamé par la critique. On vit en lui « un Rimbaud pour la précocité ». Dans son roman, *Opening Day*, Cyril Connolly avait discerné des promesses. « Je logeais à l'Hôtel Jacob. Le soir venu, j'ai marché le long du boulevard Saint-Germain, remonté la rue de l'Odéon. Là, je me suis assis pour dîner à la terrasse d'un café, puis j'ai longé le boulevard Saint-Michel, traversé la Seine... Au Théâtre du Châtelet, on donnait La Dame aux camélias. Je

me suis dirigé vers un bar où j'ai commandé avec autorité : "Un verre d'absinthe, s'il vous plaît". On m'a regardé avec surprise et conseillé de prendre plutôt un Pernod... » A Paris, il rencontre le peintre Julian Trevelyan, Cyril Connolly, Sylvia Beach et Adrienne Monnier, qui lui font lire Fargue et Larbaud. « J'avais déjà un pied dans la vie parisienne. » Il n'avait pas vingt ans qu'il en était l'un des personnages remarquables. Grand et mince, d'une frappante beauté, il ressemblait, écrit le poète

Kathleen Raine, « à l'ange qui, dans une histoire de Tolstoï, fut envoyé sur terre, nu et sans défense, armé pourtant de cette sagesse angélique qui représente le jugement de l'éternité sur l'ordre du temporel (1) ». Sa légende était en train de naître. En 1935 paraissait son essai, *A Short Survey of Surrealism*, qui joua un rôle important dans la découverte de ce mouvement en Angleterre. Afin de l'écrire, il avait fait la connaissance d'Eluard, de Breton et de ses « disciples », se rendant chaque soir au café de la place Blanche où les surréalistes avaient coutume de se réunir. A cette époque, Gascoyne abjura la foi chrétienne dans laquelle il avait été élevé et adopta la position antireli-

gieuse sortit d'un haut-parleur fixé à un lampadaire au coin d'une rue. A son retour, il s'entretenait longuement avec Picasso. Les années d'avant-guerre, il les passe en majorité à Paris, où il mène une existence des plus précieuses, toujours sans argent, livré à de terribles accès de dépression qui succèdent aux temps forts, aux moments d'exaltation, incapable de travailler et, la plupart du temps, d'écrire, dérivant de nuit en nuit et d'une rencontre à l'autre afin d'échapper à la solitude. Le *Journal de Paris et d'ailleurs, 1936-1942* (2) retrace la lutte qui précède les périodes d'angoisse, de sécheresse et de mort impliquées par la pratique de cette alchimie intérieure qu'est la recherche d'un état propice à la création. « La seule solution que je puisse apporter à ce problème qu'est la vie est peut-être d'écrire et la seule façon dont je puisse écrire est de laisser l'écriture devenir symptôme neurologique. » Il décide non de s'efforcer à l'équilibre en s'accommodant de la banalité de la vie ordinaire, mais de parler le langage de son délire. Devin, prophète, médium, le poète est, selon lui, habité, possédé par un pouvoir supérieur dont il se fait l'instrument de réflexion. La folie, loin d'être un état de rupture avec le monde extérieur, est, dans une telle perspective, un état de



MARK GIBSON

dant ses années à Paris. Durant la guerre, il avait commencé à utiliser des amphétamines. « J'en avais besoin pour combattre mes dépressions cycliques. Au début, j'en servais contre une infection chronique des sinus. Puis, j'ai remarqué qu'en inhalant plus longuement je sortais de mon état apathique ; à nouveau, j'éprouvais de l'intérêt, j'appréhendais la réalité avec une acuité, une intensité accrues... Dès 1940, j'étais devenu un "addict". Le résultat sur mon écriture, au contraire de ce que j'espérais, a été catastrophique. Tant de phrases, tant de mots me venaient à la fois que je ne parvenais pas à les noter. J'aboutissais à quelque chose de complètement incohérent. Ce que j'ai réussi à écrire fut entre les périodes où je me droguais. » Que fit-il donc après la guerre ? Parvint-il à s'adapter à une forme de vie, de travail ? « Non, le seul emploi que j'ai jamais eu fut celui d'acteur, pendant la guerre... Je n'ai jamais voulu être prisonnier d'un travail, respectueux en cela de la doctrine surréaliste. Et j'ai été reconnaissant à mon père, qui était employé à la Midlands Bank et qui a fini sa vie

comme chef caissier, de ne pas me dire "Allons, mon garçon, il est temps que tu te trouves un emploi sérieux". J'en étais d'ailleurs incapable. » Il vécut ici et là, au gré des rencontres, de chambre d'hôtel en garni, aidé par des amis : « J'ai toujours été un nomade. Je suppose que mon ange gardien veillait... » Après 1942, il écrivit encore deux brefs recueils de poèmes : *A Vagrant* (1951), consacré à la marginalité, à la solitude, et *Night Thoughts* (1956), son œuvre la plus ambitieuse. Puis ce furent vingt ans de sécheresse et d'intermittents répétés, d'extrême souffrance physique et mentale, dont il émergea avec un lourd sentiment d'échec. Un an après son mariage, un paquet arriva par la poste : c'était le vieux cahier d'écolier sur lequel Gascoyne avait consigné son *Journal* d'avant-guerre, depuis ces années-là perdu et oublié. Peu de temps après sa publication en 1978, une autre partie du *Journal*, également égarée, surgissait elle aussi de façon mystérieuse. On l'avait retrouvée au fond d'une malle, dans un grenier. Puis, ce fut, par la même voie, le tour du *Journal* des années 40-42. Publiés

pour la première fois dans leur intégralité en français (1984), ces journaux suscitèrent un intérêt considérable. En Angleterre, où Gascoyne est redécouvert et célébré, on le présentait dans une récente émission radiophonique (5) comme « un génie », « un saint », « un poète maudit ». De tels mots lui semblent outrés. Poète maudit ? L'expression a, selon lui, un côté clinquant et théâtral. Cette distance envers le mythe dont il est maintenant entouré, il faut peut-être en chercher la clef dans l'exigence de lucidité dont il ne s'est jamais départi, comme dans un espoir qui dépasse de très loin sa personne : celui de maintenir, et de communiquer, la vision centrale qui lui fut très tôt accordée.

- (1) Introduction au *Collected Journals 1936-42*, Skoob Books Publishing, Londres, 1991.
- (2) Flammarion, 1984.
- (3) *Miserere*, la très belle édition bilingue établie par François-Xavier Jaujard et publiée chez Grail en 1989.
- (4) *Hommage à Roland C. Mercurio* de France.
- (5) « Kaledoscope », BBC4

glisse « religieusement observée » par les surréalistes. Toujours sous l'influence du mouvement, il étudia les principes du matérialisme dialectique, puis entra au Parti communiste. Il n'y resta pas longtemps : « Je commençais à penser que le communisme, considéré par tant d'intellectuels et de poètes de l'époque comme le seul espoir de l'humanité, était fondé sur un matérialisme réducteur, et qu'il était, de façon paradoxale, intolérant et puritain, du fait que son souci de moralité ne pouvait s'appuyer sur aucune sanction transcendante. » Dès 1937, il allait également mettre en question le surréalisme, moins par désillusion que par sentiment de son insuffisance : il était convaincu que « la nature de la réalité est intolérable lorsqu'elle est dépourvue d'une dimension spirituelle, métaphysique ». C'est cette dimension qu'il allait explorer dans sa poésie. Entre-temps, il était parti pour l'Espagne en guerre, où il fut chargé de traduire les nouvelles en anglais. Dans son autobiographie, Stephen Spender raconte sa surprise en entendant la voix de Gas-

coyne supérieur, le reflet sur le plan individuel de la convulsion gigantesque qui va saisir le monde. A bien des égards, le *Journal* de Gascoyne est prémoniteur. Il composa à cette époque la majeure partie de son œuvre. Les poèmes 1937-1942, réunis en un volume (3), comprennent, entre autres, « La folie de Hölderlin », « Miserere » et « Les poèmes métaphysiques », c'est-à-dire quelques-uns des plus beaux poèmes de la langue anglaise. Gascoyne aime à rappeler la dette qu'il a envers Pierre Jean Jouve, dont il a traduit l'œuvre. Sur les rayons de sa bibliothèque, la collection complète des livres de cet auteur, chacun dédié d'une écriture minuscule et régulière : « Au grand poète », « Au poète et à l'ami également chers ». Il montre avec fierté un exemplaire de la traduction des sonnets de Shakespeare par Jouve. On y lit : « Exemplaire imprimé spécialement pour David Gascoyne ». Il montre aussi un volume d'hommage à Roland Cailleux (4), dont le fascinant le côté pervers et qui fut son amant pen-



LES ÉDITIONS DE MINUIT

remercient

Le Monde
LIVRES

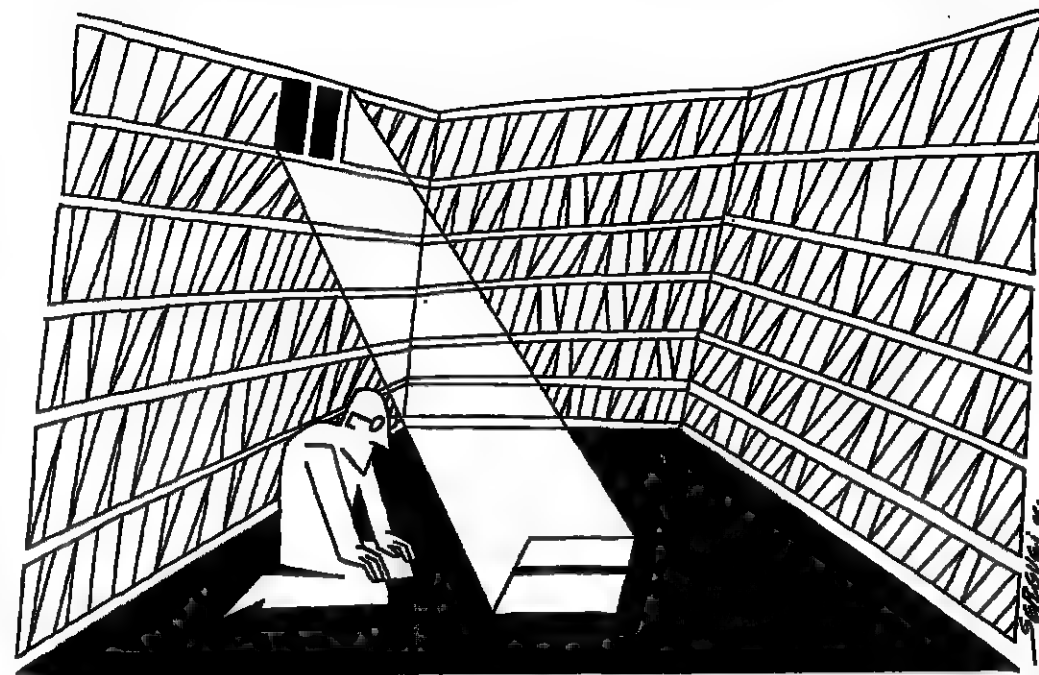
et ses collaborateurs
de nous rappeler chaque semaine
la place qu'occupe le livre
dans notre vie

CAHIERS DE PRISON
(Quaderni del Carcere)
Cahiers 1, 2, 3, 4, 5
d'Antonio Gramsci.
Avant-propos, notice
et notes de Robert Paris,
traduit de l'italien par Monique
Aymard et Françoise Bouillot,
Gallimard, « Bibliothèque de
philosophie », 720 p., 320 F
(en librairie le 14 mars).

Antonio Gramsci, quinze ans, avait été immédiatement lynché. C'était à Bologne, le 31 octobre 1926. Il avait tiré un coup de feu en direction de Mussolini. Le Duce n'avait pas été atteint, mais le cadavre du jeune homme portait quatorze coups de poignard profonds, un impact de balle et diverses meurtrissures. Cet attentat manqué, provocation probable, donna aux fascistes l'occasion d'organiser dans toute l'Italie des expéditions punitives contre les opposants, faisant plusieurs morts et bon nombre de blessés, saccageant également les imprimeries de divers journaux comme *L'Unità*. Quelques jours après, le 3 novembre, Antonio Gramsci, député, dirigeant historique du Parti communiste italien, théoricien des conseils ouvriers, artisan de la « bolchévisation » du Parti, est arrêté à Rome dans la soirée.

Ne s'est-il pas insuffisamment méfié, faisant confiance, curieusement, à son immunité parlementaire ? Voulait-il être le dernier à se protéger, comme un capitaine de navire en péril ? Ses camarades ont-ils négligé sa sécurité ? Et pour quelles raisons, si c'était le cas ? Les historiens démèlent mal ces fils. Dès le 9 novembre, lendemain de son arrestation, la Chambre des députés, sur propositions du parti fasciste, proclama la déchéance des parlementaires de l'opposition. Gramsci attendit dix-huit mois, dans diverses geôles, un verdict injustifiable et meurtrier : il fut condamné, le 4 juin 1928, à vingt ans, quatre mois et cinq jours de prison. Il mourut, le 25 avril 1937, après dix ans et demi de détention, de solitude absolue et d'écriture obstinée. En évoquant son héroïsme ou son

La bibliothèque transparente



« œuvre exemplaire », les bagatelles politiques postérieures ont évidemment omis de souligner que Gramsci fut en fait, des années, abandonné de presque tous.

De juin à décembre 1930, trois visites. Deux en 1931, une en 1932. « Si 1932 a été pénible, écrit-il à Tania, il me semble que 1933 sera pire. » Sans doute l'éloignement de la maison d'arrêt spéciale où il se trouve explique-t-il, au moins en partie, que les siens ne viennent pas : Turi, dans le talon de la botte italienne (les Pouilles, sud-est de Bari), n'est pas d'accès commode. Ce n'est pas la seule raison : du printemps 1931 à décembre 1933, toute référence politique ou théorique à Gramsci disparaît de la presse du parti. Lui, pendant ce temps, se débat avec de petites questions : comment avoir de l'aspirine contre ses migraines ? Quand parviendront les caleçons qui permettent de tenir contre le froid de l'hiver ? Et aussi, surtout,

tout le temps, de manière obsédante, pathétique : où trouver les cahiers qui conviennent, de l'encre, et des livres ?

Les *Cahiers de prison*, ce sont des milliers de pages qui se chevauchent et s'enchevêtrent indéfiniment. Des pensées ruménées, reprises, retissées, interminablement. De 1948 à 1951, sous l'œil vigilant de Togliatti, les historiens communistes en ont extrait six volumes thématiques, fragmentaires mais présentables, presque bien peignés, depuis *Le Matérialisme historique et la philosophie de Benedetto Croce* jusqu'à *Passé et présent*. La réalité, toutefois, est autre. Les Italiens n'ont pas tort d'appeler « *tagliata* » (tronquée) cette édition « Togliattiana ». La version intégrale des *Quaderni del Carcere*, établie par l'Institut Gramsci, publiée en Italie à partir de 1975 par Einaudi, révèle au contraire un texte inaffranchissable, interminable, tentaculaire.

Rome, 1926. Gramsci est emprisonné par le pouvoir fasciste. Comment écrire et lire, seul et sans outils ?

Entamée depuis des années par Gallimard, la publication de la traduction française, en cinq tomes, se clôt avec la parution de ce premier volume (1).

On y trouve de tout. Des réflexions sur la pédagogie moderne et ses origines, une typologie des journaux allemands, des remarques sur Eugène Sue et d'autres sur Kipling, des listes de thèmes disparates, des analyses de la conception que l'Eglise romaine se fait du mariage, plusieurs consi-

dérations sur le Rotary Club et son rapport au saint-simonisme, une longue méditation du chant X de *L'Enfer* de Dante, des pages inattendues sur la culture chinoise, sur la connaissance qu'en prend l'Europe, sur l'œuvre du sinologue français Rémusat au début du XIX^e siècle, sur Bergson et l'Orient. Énumération très incomplète, évidemment. L'imagerie officielle a pu évoquer la démarche du grand « intellectuel organique » qui continue, en prison, une œuvre encyclopédique, combative et cohérente. La lecture de ces *Cahiers* suggère une réalité plus émouvante : celle d'un esprit qui tourne et cherche éperdument, en vain, à construire un livre pour ne pas s'effondrer.

Ce qui manque à Gramsci, ce sont d'abord les outils mêmes du travail intellectuel : bibliothèques, fichiers, archives, tout ce qui permet les vérifications de références et les recoupements de textes. Son temps, le nôtre, n'est plus celui des hommes de la Renaissance, porteurs encore de manuscrits entiers dans les plis de la mémoire. Quand le Tasse ou Giordano Bruno écrivait en prison, ils avaient en tête, par le menu, des livres et des livres. Gramsci, lui, doit se fier à des souvenirs indociles, aux hasards des lectures dans la bibliothèque de la prison, aux comptes rendus grappillés çà et là. Il ne cesse de se plaindre des lenteurs, des erreurs et des oublis de « la Librairie », affublée une fois pour toutes d'une majuscule mythique, qui n'expédie pas les titres commandés ou se trompe dans ses envois. Il note ce qu'il faudra lire, comment des comptes rendus, relict ses propres commentaires. Il n'écrit pas avec des volumes à portée de main. Il s'entoure au contraire d'une bibliothèque transparente : ouvrages lus par d'autres, ou par lui autrefois, ou même seulement imaginés, reconstitués à partir de quelques bribes ou indices.

Et si, jusqu'à un certain point, nous en étions tous là ? Certes, nous ne sommes pas en prison, pour la plupart, ni tout à fait isolés des livres. Beaucoup sont envalés de papier, saturés d'informations,

voire portés déjà par un flux électronique continu. Les textes dont nous avons besoin, les voilà sur la table, sur l'écran ou sur l'imprimante en trois fois rien de temps. Situation sans commune mesure avec le dénuement du prisonnier, pour qui tout est compliqué, entravé, morcelé par l'éloignement et l'administration. Quelque chose, pourtant, est semblable : nous rêvons tous les textes autant que nous les lisons. Nous en avons une mémoire aléatoire, déformante, légendaire. Nous faisons confiance à une multitude de signes et de relais avec tant de candeur que nous ne les apercevons même plus. Sur quoi repose, par exemple, votre conviction que tel ouvrage vaut d'être acquis, emmené en vacances, lu au calme, avec l'attention requise ? Sur quelles conversations, quels articles de journaux ? Sur quelle série de brèves remarques, de petites observations ? Ou bien : pourquoi êtes-vous toujours persuadé que ce livre-là, dévoré il y a tellement d'années déjà, est encore, vraiment, l'un de vos préférés ? Ou encore : depuis quand, en fait, n'avez-vous pas ouvert vos livres de chevet ?

Quand les documents sont physiquement inaccessibles, quand il faut compenser le vide par une myriade de souvenirs, de notes, de projets, cette bibliothèque transparente devient visible. On discerne alors à quel point les livres ne vont pas seuls, nus et bruts, s'aligner sur des étagères. Ils sont escortés de voix ténues, de murmures à bas bruit, de jugements imperceptibles qui les relient autrement que les fils et la colle. Ils sont tissés de lumières et d'émotions, chargés de combats secrets ou de joies sans motif. Toujours, faite d'espérance ou d'appréhension, de désir ou de devoir, une minime nuée les entoure. La plupart du temps, nul ne prête attention à ce discret halo.

(1) Les autres volumes ont paru dans l'ordre suivant : volume II, *Cahiers 6 à 9* (1983) ; volume III, *Cahiers 10 à 13* (1978) ; volume IV, *Cahiers 14 à 18* (1990) ; volume V, *Cahiers 19 à 29* (1992).

Dure, dure, la critique sociale

Du prophète biblique aux révolutionnaires, la société a, de tout temps, produit ses porte-parole de la plainte populaire. Autour des figures de philosophes et d'écrivains, Michael Walzer définit la pratique de ces insurgés permanents

LA CRITIQUE SOCIALE

AU XX^e SIÈCLE
Solidité et solidarité
de Michael Walzer.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Sebastian Mc Evoy,
éd. Métailié, 274 p., 130 F.

Un livre paraît en traduction française, comme un éclairage venu d'ailleurs, au moment où l'événement français en a révélé l'opportunité. L'événement, c'est le mois des grandes manifestations à la fin de l'année passée ; elles exprimaient un refus, des revendications, et elles disaient davantage ce qu'elles semblaient dire. Des intellectuels marquent leurs positions par manifestes opposés, les uns pour exprimer et expliquer leur solidarité réticente, les autres leur entente solitaire. La figure du critique social réapparaît, soumise aux effets de brouillage qui résultent de sa position par rapport à celles de l'expert et du « communicateur ».

Elle n'en appartient pas moins à une longue lignée. Toute société produit ses dissidents, ses insurgés par invocation d'une vérité et d'une morale supérieures, ses porte-parole de la plainte populaire. Depuis le prophète biblique mis en rage par son peuple et pourtant solidaire, et Socrate critiquant le peuple pour le bien de la cité, jusqu'aux utopistes, aux hérétiques, aux révoltés et aux révolutionnaires qui combattent le mal social et l'oppression. C'est cependant avec l'avènement de la modernité qu'apparaît « la critique systématique des institutions politiques et des structures sociales ». Celui qui la porte ne vise plus seulement à se faire entendre de l'élite et à peser sur elle, il réagit à ce qui inaugure le temps des révoltes populaires modernes.

Michael Walzer, dans un livre stimulant et impertinent, et pour cela d'autant plus nécessaire, étudie ce qu'il advient de l'« honorable

compagnie des critiques sociaux » au cours du XX^e siècle. Avec en ouverture Julien Benda, l'intellectuel critique qui se veut exemplaire et tonne contre la « trahison des clercs », et en presque-clôture Michel Foucault qui disperse, pluralise, localise la critique sociale et finalement en dissout la finalité. En arrière-plan, la simple évocation des figures confuses égarées dans les brumes de la post-modernité. Des portraits intellectuels d'écrivains - Ignazio Silone, George Orwell, Breiten Breytenbach -, de philosophes - Randolph Bourne, l'Américain précurseur et méconnu, Martin Buber, Antonio Gramsci, Herbert Marcuse -, et de philosophes-écrivains - Albert Camus, Simone de Beauvoir -, jalonnent le parcours intermédiaire. Ces portraits dérangent pour deux raisons. Ils sont les produits d'un regard décentré. Ils introduisent incidemment une présence-absence, celle de Sartre, présent par la discussion de son apport à la théorie de la critique sociale, absent par ce qu'il ne fut pas un « praticien de premier ordre ».

Voilà donc un auteur qui n'aurait pas les appréciations, et non pas seulement à l'égard des habitudes de la « marginalité officielle ». Il refuse les critiques sociales qui s'octroient une autorité, une façon de lucidité, au nom d'un savoir garanti par Dieu, la Raison, l'Histoire ou la Réalité empirique. Il n'y a pas de point sublime à partir duquel le jugement pourrait être énoncé et apporter sa vive lumière aux personnes ordinaires. Michael Walzer ne considère pas davantage les intellectuels qui acceptent la discipline d'un mouvement, d'un parti, d'une organisation ; ils consentent à l'amoindrissement de la nécessaire « distance critique ». Il y a une sorte d'héroïsme discret à occuper la bonne position critique, à faire face surtout à la défaite et à la déception. Les façons de s'en écarter

sont connues : la « capitulation critique », qui conduit à fermer les yeux comme ce fut le cas avec le stalinisme, le surplomb critique qui permet de « soumettre le monde entier » à l'évaluation. L'aveuglement volontaire ou le point de vue du critique universel.

Ce que Michael Walzer étudie, c'est la pratique du critique moderne plutôt que son message : elle le constitue en « spécialiste de la plainte » contre les conditions de la vie commune. De l'introduction de l'étude à sa conclusion, en passant par les variations sur un même thème par portraits successifs, la figure du critique social se précise. Et les servitudes de l'emploi se révèlent. Dans un premier temps, les traits principaux sont accentués ou à l'inverse atténués. La parole du critique doit avoir une autorité propre, mais sans jamais oublier que son langage premier est celui du peuple. Elle organise et exprime

la critique sociale reste solidaire. Il parle depuis un lieu, pris dans une histoire et un milieu, armé de ce qui est une « conscience quotidienne du monde moral ». C'est l'enracinement qui valide la critique et la rend efficace, l'engagement dans une « communauté » qui donne à l'opposition - non pas globale, mais particularisée selon les circonstances - son caractère d'authenticité. Michael Walzer emprunte alors à Gramsci une formule qui peut inquiéter, le critique opérant selon le mode « national-populaire » accède à l'efficacité la plus probable. Ce qui, selon lui, désigne les conditions de la loyauté envers les « opprimés, exploités, appauvris, oubliés », et les conditions d'une action recherchant « la solution possible à leurs difficultés dans le cadre de l'histoire et de la culture nationales ».

La métaphore du miroir, empruntée à Hamlet, est plus facilement acceptable. La critique sociale pratique le dévoilement, tend autant de miroirs où « se voit le système ». Il commente ces images, provoque ainsi la tension vers autre chose où l'espérance et l'idéal pèsent plus que la seule dénonciation politique. En cette fonction, il souffre maintenant de la suprématie de ceux qui tendent d'autres miroirs, ces écrans où le réel se donne à voir à façon.

RICHARD FORD
Sera à la librairie
L'ARBRE À LETTRES
le jeudi 14 mars
à partir de 19 heures
82 rue du Faubourg Saint-Martin
Paris 10^e - Tél. 43.45.43.04

magazine littéraire
N° 341 - Mars 1996
LE DOSSIER :
F. SCOTT FITZGERALD
Le retour de Gatsby
Le nouveau roman d'Umberto Eco
par Jacques Le Goff
SPECIAL ETATS-UNIS
Les Américains à Paris, des années 20 à aujourd'hui
Rencontre avec Eudora Welty
Les derniers romans traduits
Entretien : Allen Ginsberg
Chez votre marchand de journaux : 30 F

OFFRE SPECIALE
6 numéros : 132 F
Cocher sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

<input type="checkbox"/> Umberto Eco	<input type="checkbox"/> Hegel
<input type="checkbox"/> L'individualisme	<input type="checkbox"/> George Sand
<input type="checkbox"/> Littératures allemandes	<input type="checkbox"/> 1482, l'invention d'une culture
<input type="checkbox"/> Collette	<input type="checkbox"/> Joseph Conrad
<input type="checkbox"/> Boris Vian	<input type="checkbox"/> Nietzsche
<input type="checkbox"/> William Faulkner	<input type="checkbox"/> Tchekhov
<input type="checkbox"/> Baudelaire	<input type="checkbox"/> L'Age du Baroque
<input type="checkbox"/> Italo Calvino	<input type="checkbox"/> Chagrins d'amour
<input type="checkbox"/> Virginia Woolf	<input type="checkbox"/> Michel Loris
<input type="checkbox"/> Albert Camus	<input type="checkbox"/> Montaigne
<input type="checkbox"/> Marguerite Duras	<input type="checkbox"/> Althusser
<input type="checkbox"/> Jean Starobinski	<input type="checkbox"/> André Gide
<input type="checkbox"/> Etats-Unis	<input type="checkbox"/> Rainer Maria Rilke
<input type="checkbox"/> Sartre	<input type="checkbox"/> Kant
<input type="checkbox"/> Marguerite Yourcenar	<input type="checkbox"/> Guy de Maupassant
<input type="checkbox"/> Sade	<input type="checkbox"/> Lévi-Strauss
<input type="checkbox"/> Retour aux Latins	<input type="checkbox"/> La fin des certitudes
<input type="checkbox"/> Jacques Derrida	<input type="checkbox"/> Jean Genet
<input type="checkbox"/> Witold Gombrowicz	<input type="checkbox"/> Roland Barthes
<input type="checkbox"/> Les énéas de la Belle Epoque	<input type="checkbox"/> Jacques Lacan
<input type="checkbox"/> Arthur Rimbaud	<input type="checkbox"/> Georges Perec
<input type="checkbox"/> Fernando Pessoa	<input type="checkbox"/> Hermann Hesse
<input type="checkbox"/> Céline	

Non : _____
Adresse : _____

Règlement par chèque bancaire ou postal
magazine littéraire
40, rue des Saints-Pères, 75007 Paris - Tél. : 45.44.14.31

كلا من الاصل

Depuis que « Le Monde » est « Monde »

De la rue des Italiens à la rue Falguière, des premiers pas en 1944 à la mort de François Mitterrand, Jacques Thibau retrace l'aventure d'un quotidien dans l'histoire

LE MONDE 1944-1996
Histoire d'un journal.
Un journal dans l'histoire
de Jacques Thibau.
Plon, 539 p., 169 F.

Quel journal ne souhaiterait pareil lecteur ? Jacques Thibau a lu et analysé environ quinze mille cinq cents numéros du Monde, de la naissance du journal fin 1944 au lendemain de la mort de François Mitterrand. Arrivé à l'étape des dix mille en 1978 (1), il avait publié le premier résultat de ses travaux. Il complète aujourd'hui sa contribution exemplaire à l'étude d'un demi-siècle d'un « organe de presse indispensable, écrit-il, à notre système d'information ». Sympathie critique ? Comment ne pas avertir le lecteur que Jacques Thibau - qui fut directeur général adjoint de la télévision française du temps de l'ORTF, puis ambassadeur de France à Bruxelles, à Lagos et à Athènes - éprouve à l'égard du Monde des sentiments largement partagés par ceux qui le font : un attachement fonder compensé par des agacements périodiques dont les motifs, grâce au ciel, diffèrent souvent.

L'histoire du journal est désormais entrée dans l'histoire, comme l'ont montré plusieurs livres. Il s'agit ici, comme en 1978, d'une étude critique de son contenu. Jacques Thibau, dans la première édition de son ouvrage, qu'il a reprise avec quelques modifications de détail, peint les premiers pas et les premières crises du Monde, son évolution, de la position de « journal officieux » que souhaitait le général de Gaulle au statut, selon Raymond Aron, de « [des] aventures ou [des] servitudes d'un organe quasi officiel et d'un organe d'opposition ». Il en recherche, d'une part, les « gènes » et, d'autre part, les tendances générales : un esprit scientifique, « cette culture huma-

niste laïque ou chrétienne qui a toujours été l'origine aussi nécessaire aux gens du Monde que l'athéisme l'est à Beuve-Méry », cet appel à la modernité qui a fait du journal la bible des générations de la reconstruction. Cette vision volontairement extérieure apparaît à qui a connu le journal de l'intérieur à la fois précieuse et quelquefois étonnante. Est-ce donc ainsi - et rien ne permet d'en douter - qu'a été reçu le message que croyaient transmettre une rédaction et son directeur ? Un paraplume ouvert... De l'extérieur on ne voit que le dôme lisse, de l'intérieur, on a tendance à ne voir que les balcons qui le soutiennent et les trous qui laissent passer le jour. Est-il possible de



POUR

Jacques Thibau.

Né en 1928, Jacques Thibau commence, stit diplômé de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, sa carrière d'administrateur au Cambodge. Après un passage par l'ENA, où il enseignera plus tard, il devient chef de cabinet d'Alain Peyrefitte, alors ministre de l'Information de de Gaulle (1962-1965), puis directeur de la deuxième chaîne de télévision (1965-1968). Reconverti dans la carrière diplomatique, il est successivement ministre plénipotentiaire, puis ambassadeur en Belgique, au Nigeria et en Grèce (1989-1992). Il a publié plusieurs essais sur les rapports entre les médias et le pouvoir.

considérer Le Monde comme une entité, alors que tant de personnalités fort diverses y cohabitent, qu'à une rédaction bigarrée se joignent tant de contributions extérieures ? Jacques Thibau, à travers le chatoiement des idées et des commentaires, les différences de position, les contradictions mêmes, distingue les lignes directrices d'une évolution parallèle à l'esprit du temps. Ainsi son livre est-il non seulement une contribution précieuse à l'histoire de la presse française, mais aussi à celle de la société et des idées qui la font mouvoir. « Anti-américain » parce qu'il actualise une bipolarité où l'Eu-

rope n'était plus que le jambon du sandwich Washington-Moscou, le journal a longtemps été bizarrement accusé de faire le jeu de l'URSS.

« GARDE-FOU »

Bizarrement, parce que ces attaques s'adressaient à un journal qui ne manifestait aucune sympathie pour la « grande peur à l'Est » et pour un impérialisme dont Beuve-Méry avait horreur. Jacques Thibau, qui entend « voir Le Monde avec les yeux de ses adversaires, qu'il a rectifiés après examen », montre l'innanité d'une légende propagée par des stalinistes lancés dans leur croisade pour l'« Occident chrétien », l'agace-

Avec les présidents de la V^e République, les rapports sont, à deux courants « États de grâce » près, à l'activité de Valéry Giscard d'Estaing et à celle de François Mitterrand à l'Élysée, toujours excellents et en permanence « agressifs ». Antagonisme entre la logique d'information et la logique de pouvoir ? Plutôt un rôle de « garde-fou aux dérives démocratiques du système présidentiel et aux manifestations populistes de toutes sortes... ». « Le Monde, assure l'auteur lorsqu'il aborde l'époque récente, a été sauvé deux fois par le journalisme d'investigation. » Et de s'interroger non sans inquiétude sur « cette "quête de la vérité", justification de l'investigation, qui correspond bien au magistère du journal : la modernisation du pays. Le message se tient l'archaïsme en en dissimulant les méfaits. Mais quelle pédagogie s'installe sur un éventuel champ de ruines produit par la réalité réelle par l'investigation ? » Jacques Thibau énumère ses craintes de voir la France et la planète entière ravagées par la connaissance de cette réalité. Le journaliste est un acteur et le revendique. Sa tâche est-elle seulement de décrire ? Depuis que Le Monde est Monde, son « pessimisme lucide » a suscité maintes fois ce type d'interrogation.

De l'aurait enquis Jacques Thibau l'a soumis avec une honnêteté sans faille le quotidien qui cependant comme « le lieu privilégié de l'effacement entre les élites économiques, politiques et administratives, [lui] dont la fonction est de définir et de maintenir une vision rationnelle de l'avenir et les forces qui, à certains moments et dans certaines circonstances, nient cette rationalité ou au moins la contestent ». Une institution ? Plutôt, comme le disait Hubert Beuve-Méry, une aventure.

Jean Planck

(1) Une première édition du Monde : un journal dans l'histoire a paru en 1978 aux éditions J.-C. Simon.

Les Bostoniens de la rue

Loin des clichés, William Foote Whyte restitue et analyse la vie quotidienne d'un quartier italo-américain de Boston

STREET CORNER SOCIETY

La structure sociale
d'un quartier italo-américain
de William Foote Whyte.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par S. Guth, J. Severy,
M. et J. Desroches et D. Vazeilles,
préface de Henri Peret,
éd. La Découverte, 400 p., 185 F.

Le cinéma américain traverse autrefois plus vite l'Atlantique que la production sociologique. Il aura fallu plus de cinquante ans pour que l'ouvrage fameux de William Foote Whyte sur la vie, avant-guerre, dans un quartier italo-américain de Boston (le North End), avec ses bandes, ses gangs, ses chahs, ses rackets et ses luttes politiques, soit traduit en français. Entre-temps, bien des images ont défilé, celles des grands films noirs, peuplés de petits et de gros calés tenant le pavé des ruelles populaires dans les quartiers pauvres des nouveaux immigrants ou, dans un autre genre, celles du tout récent film Smoke, vision réaliste et poétique à la fois d'un coin de rue de Brooklyn où s'entrechoient, aujourd'hui, des destins singuliers. Avec le recul, on peut finalement avoir une double approche de Street Corner Society (littéralement « la société du coin de la rue ») : le lire comme un classique de la sociologie, un remarquable exemple de ces études approfondies des communautés urbaines qui se sont développées aux États-Unis à partir des années 30, ou y découvrir une comédie humaine vaguement familière mais débarrassée de sa mythologie sur pellicule.

William Foote Whyte, l'étudiant Wasp de Harvard, s'est installé et immergé dans le North End. Il est devenu un familier de Doc et de sa bande de jeunes désoeuvrés, avec qui il a trainé de tournoi de bowling en partie de zanzibar (jeu de dés). Il a été admis dans le club de Chick et de ses amis diplômés dont

Il a vu de près les stratégies de promotion sociale. Il a bien connu Tony Cataldo, un des « gros bonnets » du racket des jeux, et appris avec lui comment fonctionnait le système des collecteurs, la répartition des risques sur les paris entre les racketteurs et la corruption de la police locale. Enfin, il fut, le temps d'une campagne électorale, l'assistant bénévole du secrétaire d'un sénateur. George Ravello, entrepreneur de pompes funèbres (fonction particulièrement compatible avec une carrière politique, selon Whyte) et, poussé aux limites de « l'enquête participante », se trouva alors entraîné dans une fraude des urnes.

UN CLASSIQUE TRÈS ACTUEL

Avec vivacité, il restitue le langage, les codes, les micro-cultures du quartier et analyse la façon dont se structurent des relations hiérarchisées, des systèmes d'obligation et d'obligations réciproques. A l'encontre d'une vision réductrice et normative qui ne verrait là que lieu de désordre, de délinquance et d'anomie, il met en évidence des formes d'organisation particulières qui sont aussi, à leur manière, des formes de socialisation. Elles permettent aux Bostoniens de la rue d'être reconnus, ou promus, au moins dans leur espace, puisque au-delà des portes demeurent fermées à la majorité d'entre eux. L'analyse de Whyte et sa conclusion selon laquelle tout travail social importe, ignorant la culture et les structures collectives du quartier, ne peut être que voué à l'échec, devrait intéresser tous ceux qui étudient les « marginales » aujourd'hui. Quant à sa réflexion rétrospective de Whyte sur ce que fut son implication dans cette recherche, elle vaut bien des débats d'école sur les rapports du chercheur à son objet. Bref, ce classique est aussi un livre d'actualité.

Nicolas Lapierre

Tintin au pays des hommes

Suite de la page 1

Hergé avait beau se défendre, rappelant que ses histoires et ses personnages n'étaient guère plus que des caricatures et révélant tout au plus le ridicule des Blancs dans leurs représentations de l'Afrique, il ne convainquit pas ses détracteurs. Il lui aurait été difficile de nier le caractère délibérément politique des aventures de son jeune héros.

La question de l'antisémitisme restera, elle aussi, longtemps posée, comme le prouvent les longues querelles qu'entraîna la parution (en 1942) de L'Étoile mystérieuse où le méchant a un nom à consonance juive. D'une certaine manière, Pierre Assolonne aggrave le cas d'Hergé en citant des textes non signés, mais dont Hergé fut probablement l'auteur et qu'il avait publiés dans Le Petit Vingtième avant la guerre.

Mais cette biographie présente surtout l'intérêt d'apporter des éléments nouveaux sur les projets abandonnés et sur la genèse de certains albums. On rêvera sur une pièce dont Tintin était le protagoniste, Tintin aux Indes ou le Mystère du diamant bleu, « une curiosité des plus exotiques qui ne fut pas un grand moment de théâtre », ou sur le synopsis d'un album fantôme qui aurait été, au fond, le Play Time d'Hergé : en 1976, le dessinateur imagine de réunir et d'immobiliser tous les amis de Tintin dans un aéroport où des motivations diverses les font converger. Sorte d'ange exterminateur, cette histoire montrait ce qu'Hergé pouvait avoir en commun avec les plus grands cinéastes, ce qu'il rendait à ses lecteurs. Si le nom de Hitchcock a souvent été prononcé à son propos et à juste titre, on peut parfois penser aussi à Banniel ou à Jacques Tati. Tintin au Tibet, hymne à l'amitié et échappée hors du temps et de la modernité, et Les Bijoux de la Castafiore, voyage im-

mobile qui a inspiré bien des gloires sur la communication, lui amèneront du reste des lecteurs adultes.

Comme Peter Pan, nous dit Pierre Assolonne, Tintin ne veut pas grandir. Double de son inventeur, il devint parfois son ennemi (« Je ne suis plus amoureux de Tintin », se plaint-il après la sortie du moins bon de ses albums, Vol 714 pour Sydney) et causa plusieurs crises dépressives au point de bloquer son « père » des mois durant. De la vie au travail, les allées et venues furent nombreuses. Constantement culpabilisé, Hergé, parfois, ne savait plus ce qui, de son personnage, de ses obligations professionnelles (car le studio Hergé devenait une vraie usine, sans cependant atteindre aux proportions industrielles de Walt Disney) ou de son existence privée, le déterminait.

La découverte tardive de la passion avec celle qui deviendra sa deuxième femme, la valeur sans cesse clamée de l'amitié, le reconduisent à un état extraordinairement humain, déjà perceptible (les enfants ne s'y trompent pas) dans les délicieuses ambiguïtés de ses personnages.

Et c'est précisément son amitié pour un jeune artiste chinois qui va le plus profondément humaniser son œuvre et lui ajouter une dimension troublante : en introduisant sous son nom véritable Tchang (auquel, dans Le Lotus bleu, il salue une première fois la vie) et en le faisant réapparaître vingt-quatre ans plus tard (dans Tintin au Tibet, alors qu'ils s'étaient perdus de vue dans la vie réelle et dans les albums), Hergé réunit ce qu'il vit et ce qu'il conçoit. Puisque Tchang existe, pourquoi Tintin n'aurait-il pas le droit, comme Pinocchio, de devenir vrai ? Hergé, lui, grâce à son biographe, le devient, définitivement.

René de Ceccatty

Debord par gros temps

Après un essai sur Saint-Simon, Cécile Guilbert, par « saillies, morsures et fragments », s'approche de Guy Debord

POUR GUY DEBORD
de Cécile Guilbert.
Gallimard, coll. « L'Infini »,
115 p., 80 F.

Un livre sort. Il est publié par « L'Infini », collection - d'Althusser à Zizek - dirigée par Philippe Sollers. Son titre est Pour Guy Debord. L'auteur se nomme Cécile Guilbert, c'est une jeune femme ; elle n'avait « pas cinq ans lors des événements de Mai ». Elle dit : les « événements de Mai ». Guy Debord, lorsqu'il republie La Société du spectacle, fin 1992, parle des « troubles de Mai » : « La Société du spectacle a été publiée pour la première fois en novembre 1967 à Paris, chez Buchet-Chastel. Les troubles de 1968 l'ont fait connaître. Le livre, auquel je n'ai jamais changé un seul mot, a été réédité dès 1971 aux Éditions Champ libre, qui ont pris le nom de Gérard Lebovici en 1984, après l'assassinat de l'éditeur (...) Je ne suis pas quelqu'un qui se corrige. »

Cécile Guilbert est l'auteur d'un Saint-Simon ou l'encre de la subversion, très notable et donc remarqué (1). Son Pour Guy Debord est un livre de fragments, de pensées et de variations qui, dans une grande valse de guillemets, entremêle citations et remarques, les souvenirs et les bizarreries. C'est d'une lecture parfaite. En frontispice, deux exergues, Pascal : « J'écrirai mes pensées sans ordre, et non pas peut-être dans une confusion sans dessein ; c'est le véritable ordre... » ; et La Fontaine : « J'écrirai mes pensées avec ordre, par un dessein sans confusion. Elles sont justes, la première venue sera la conséquence des autres. C'est le véritable ordre. » Ajoutons Bataille à la liste : « Le désordre est la mesure de mon intention. » Tout un chacun trouvera son paquet. Pages et papillons de la « littérature écrite » (version spectaculaire du « cinéma filmé ») sont renvoyés à leurs boîtes à or-

vrage de couettes pomponnées. Que Sollers soit « pour Debord » (ou peut l'entendre ainsi, pour les détails on verra plus tard) chagrine tartuffes et pantalons. C'est de bonne guerre.

Cécile Guilbert : « Encenser Debord à tort et à travers, la bouche pleine de la « société du spectacle » à tout propos, est aussi ridicule que le devient sournoisement la manie de le dénigrer. » La question est celle de l'amour de la langue et du style de vie. Le reste n'est que littérature. C'est ce qui rend ce petit livre vif, emporté, aussi opposé que possible à la « transparence, le pot au noir de notre temps », dans l'esprit classique. A la question « qu'est-ce qu'un classique ? », Ezra Pound répond : « Une certaine fraîcheur éternelle et irréplicable. » Et Hemingway : « Un livre dont tout le monde parle et que personne ne lit. »

On est entré dans ce temps où ses adulateurs - écrivains, directeurs de chaînes, capitaines d'industrie - ne lisent plus Debord : ils confondent Offenbach et Feuerbach. Seuls ses vrais critiques savent le faire (Debord). Donc, retour au texte. Il brille comme la glace. Cécile Guilbert y va sans peur : « Ma méthode sera très simple. Saillies, morsures, fragments, une écriture par gros temps, une écriture pour rescapés : ceux qui ont trop vu pour ne pas lire un peu et ceux qui ont trop lu pour ne pas lire encore. » Voilà : le genre allait se perdre. Ce n'est ni le Pro Murena, ni le Pro Catullina, encore moins un plaidoyer pro domo. C'est un livre sans âge, intemporellement écrit par une femme. Hier, on bradait La Société du spectacle en son édition Champ libre, à la Foire aux déniches de la Java (tous les premiers dimanches), rue du Faubourg-du-Temple.

Francis Marnaud

(1) Gallimard, « L'Infini », « Le Monde des livres » du 23 septembre 1994.

ANNE
WIAZEMSKY

HYMNES À L'AMOUR



GALLIMARD

INTERNATIONAL

● *par Daniel Vernet*

La Russie en « rouge-brun »

HISTOIRE DES DROITES EN RUSSIE
Des Centuries noires aux nouveaux
extrémistes
de Walter Laqueur.
Traduit de l'anglais
par Dominique Péju,
Michalon, 338 p., 140 F.

La Russie a ceci de particulier que le pire y est toujours le plus vraisemblable. Les prévisions les plus pessimistes se révèlent souvent en dessous de la réalité, et la prochaine élection présidentielle – si elle a lieu comme prévu en juin, ce qui est encore loin d'être sûr – pourrait bien confirmer cette malheureuse règle. La Russie d'aujourd'hui présente une autre caractéristique : sa compréhension échappe aux lois de la science politique classique ; la droite et la gauche se combattent à front renversé, la première apparaissant comme la force proprement révolutionnaire, la seconde étant plutôt conservatrice, voire, au sens strict du terme, réactionnaire. A moins qu'une alliance entre l'extrême gauche (dans l'acceptation traditionnelle) et l'extrême droite ne donne naissance à un nouveau « monstre » rouge-brun.

Pour tenter de la saisir, il n'est pas interdit de faire une escapade hors des essais savants. Le roman de Victor Erofeev, un écrivain quadragénaire dont le livre précédent, *La Belle de Moscou*, a été un best-seller et qui s'était déjà distingué dans les années 70 par la publication, avec quelques confrères, d'un almanach *Metropole* non officiel, est aussi chaotique que la Russie dont il parle.

POLITIQUE

● par André Laurens

FABLES INTEMPESTIVES
d'Alain Etchegoyen.
Stock, 287 p., 120 F.

**ORAISONS FUNÈRES
DE DIGNITAIRES POLITIQUES**
Anonyme.
J.C Lattès, 238 p., 120F.

Prenons ce recueil de fables comme une récréation, une pause de pur plaisir, propre à délasser de l'attention portée ici aux ouvrages politiques. L'auteur s'est à l'évidence amusé en ciselant ses courts récits qui en disent plus qu'ils ne prétendent, et le lecteur s'amusera à son tour de ces affabulations directement tirées de l'actualité. Cela dit, les *Fables intempestives* d'Alain Etchegoyen ont leur place dans cette chronique, sauf à dénier à celles de La Fontaine leur portée politique autant que morale.

On sait, depuis longtemps, que les animaux nous renseignent beaucoup sur nous-mêmes quand ils parlent, que le recours à l'apologue et au récit allégorique donne plus à méditer que de savants essais, que l'intrusion familière de l'extraordinaire met en relief l'ordinaire, que la concision du récit peut lui donner une clarté et des prolongements qui le dépassent : Alain Etchegoyen le prouve avec bonheur en renouant, en prose (à une exception près), avec un genre honoré par la littérature française.

C'est, pour lui, une autre manière de revenir sur des thèmes qui lui tiennent à cœur et qu'il a développés dans de précédents ouvrages, mais, aussi, une façon de croquer à vif des faits de l'actualité, des traits de nos comportements

SOCIETE

● par Robert Solé

LE MYSTÈRE DU PLACEBO
de Patrick Lemoine.
Ed. Odile Jacob, 238 p., 140 F.

Grace à la poudre de perlimpinpin, des générations de charlatans ont soigné n'importe qui, pour n'importe quel : des rhumes aux allergies, des ulcères aux torticolis, en passant par les brûlures, les fractures, l'impuissance et les étouffements, rien n'échappait à son action bienfaisante. Le plus drôle est qu'elle avait parfois des effets positifs.

Si les rebouteux et guérisseurs en tout genre sont loin d'avoir disparu, aujourd'hui l'illusion fait partie officiellement de la médecine, sous le nom de placebo. Le docteur Patrick Lemoine, psychiatre spécialisé dans les troubles du sommeil et la dépression, lui consacre un livre subtil, rédigé d'une plume alerte, qui ouvre une réflexion plus vaste sur la manière de soigner et de guérir.

Nos pharmacies ultramodernes disposent d'une gamme immense de placebos impurs (vitamines, fortifiants, acides aminés, oligo-éléments...) qui ont le mérite d'être peu actifs, bien tolérés et très rassurants. Les médecins ne se privent pas d'en user et abuser : ces vrais-faux médicaments représentent plus de 35 % des prescriptions.

Les placebos purs sont d'une autre nature. Il s'agit de substances neutres, ne contenant aucun principe actif. De simples leures. Devenus des auxiliaires indispensables de la recherche médicale, ces non-produits permettent de vérifier l'efficacité d'un nouveau médicament grâce à des tests comparatifs sur des cobayes. Ils peuvent être prescrits par la suite à des patients, en leur laissant croire qu'il s'agit de vrais médicaments.

Eugène Romanowitch Cléline, un auteur à succès, a eu une aventure avec la censure au temps où il « *dévisait un boulot du socialisme* ». Un brefsœur dans un hôpital psychiatrique explique peut-être qu'il se preme pour le fils de Jésus-Christ, à moins que les déceptions liées à la perestroïka gorbatchévienne et à la décadence occidentale ne lui aient rappelé la mission salvatrice de la Russie. Erofeïev ne la reprend pas à son compte ; sa vision, comme son texte, est désabusée, cynique, marquée par l'anarchie de la Russie et des sentiments, par l'érotisme et la grossièreté d'un pays qui mène la vie dure à ses enfants : « *Pour un bref moment Cléline devint patriote – il songeait qu'il faudrait une dizaine d'années pour que la Russie montre à la femme elle-même capable – et il prendrait part à cette lutte* ». Mais il ne se laisse pas aller à l'enthousiasme : « *Il se dit qu'il n'y avait rien qu'il n'aurait pu qu'il ne passerait rien – et s'il se passait quelque chose – ce serait encore plus odieux* ». La riche Russie montrerait ses dents pourries – alors il cessa d'être patriote. »

Désillusion typique, écrit Walter Laqueur dans son *Histoire des droites*, de l'intelligentsia russe qui croyait à la réalisation, après la chute du communisme, de rêves caressés depuis plusieurs générations. Mais au lieu de favoriser l'émergence d'institutions démocratiques dont la seule référence ne peut être que l'Occident, en l'absence de toute tradition nationale dans ce domaine, la composition du système soviétique a plutôt « exhumé des décombres » des croyances nationalistes et slavophiles.

Historien anglais qui a travaillé sur l'Allemagne de Weimar, Walter Laqueur traque à travers Philo-
troie « l'idée russe », mélange d'un sentiment de
supériorité et d'une peur viscérale de la « russo-
phobie » des autres, d'hostilité à l'Occident et
d'exaltation de valeurs autoritaires, de populisme
et d'élitisme hautain. Les Centuries noires - plus

connues sous le nom de Cents noirs -, apparues avant la révolution de 1917, constituent le lien entre les organisations traditionnelles du XIX^e siècle et les mouvements fascistes. Sous le communisme, l'idéologie nationaliste fortement teintée d'antisémitisme ne pouvait pas s'exprimer comme telle ; elle n'en continuait pas moins à travailler la société russe, parfois clandestinement, parfois sous les formes détournées mais non moins efficaces que lui donnait le régime soviétique.

Du bonhomme le vagabond dans un seul pays » théorisé par Staline au complet des boules blanches inventé par le même, de la « conspiration judéo-maçonnique » dénoncée officiellement dans les années 70 à l'antisionisme « militant du Krenlin, les bottines du nationalisme russe n'ont jamais disparu » ; le vide idéologique laissé par la chute du communisme leur a offert l'occasion d'éclorre. Le mouvement à avoir pigrogné sur rue à l'aube de la glasnost a été Parnati (la Mémoire) ; il n'a pas connu le développement que ses partisans comme ses adversaires lui prédisaient. Il a été concurrencé par d'autres organisations, dont le Parti dit libéral de Jitinski. Le succès électoral obtenu en 1993 par le nouveau copain de Le Pen a été éclipsé en décembre 1995 par la remontée des communistes.

Ces résultats ne sont pas contradictoires, car Jidounovski comme Ziouganov pêchent dans les mêmes eaux, dit Walter Laqueur, en rappelant le nombre important d'anciens fonctionnaires du PC, de généraux du KGB et de l'armée parmi les chefs de l'extrême droite russe. Celle-ci a, écrit-il, « un caractère postcommuniste », à côté d'un « communisme débarassé de ses éléments marxistes et internationalistes, antioccidental, antidémocratique, accompagné d'une profonde croyance dans la spécificité des valeurs spirituelles et de la culture politique de la Russie ». Sombre perspective que même un sursaut d'Élysée ne parviendrait pas à éclaircir.

Images du temps qui court

sociaux. Ainsi continue-t-il d'interroger, du point de vue de l'éthique, ou simplement du bon sens, les modes de fonctionnement de la société avec, en l'occurrence, la liberté de mouvement, de ton, et de judisme que lui offre le procédé.

Chacune de ses modernes fables tient en quelques pages, souvent en quelques lignes : le temps d'exposer succinctement une anecdote, de nouer un bref dialogue, de porter un autre regard sur l'événement, et le tour est joué. Tout est dans la rapidité d'exécution, l'acuité, l'altus, l'humour ou l'émotion plus suggérée que répandue, le choix de la chute. Une lecture à désuster, encore que, les gommeuses aidant, on passe insoleusement d'une fable à l'autre. L'auteur n'est pas professeur de morale, plutôt un spectateur, un auditeur, qui renvoie ses lecteurs à ce qu'ils ont pu, comme lui, voir ou entendre, afin qu'ils en tirent la substantifique moelle. On se souviendra de la douce leçon du passeur, du village expliqué au « technologue » qui explique tout, sauf les villages, de l'ennemi sur la mayonnaise qui ne prend pas, du futur défunt qui accepte sa mort en s'habillant pour elle, de son vivant. On vitera les « nouveaux monstres » chez qui la logique de l'assurance l'emporte sur celle de la solidarité; on prendra la mesure des « dérisoires pouvoirs », sous le règne du marché-roi, ou sous celui des médias ; on écoutera l'avis des animaux qui se demandent si les hommes sont devenus cannibales et on tournera sa curiosité à tous les vents pour découvrir que *Le Loup et l'Agneau* a une suite pas moins réquisitoire que le début.

Si les fables d'Alain Etchegoyen sont intempêtes, c'est parce qu'elles vont contre le cours du temps (quand elles soulignent ce que

le progrès peut avoir de négatif ou de menaçant), contre les modes qu'elles relativisent, contre le convenu et l'opportun derrière lesquels se cachent le mensonge, le laxisme, la lâcheté, l'inconséquence et l'irresponsabilité, etc. Heureusement, les animaux, certains personnages marginaux ou détachés, ou simplement les faits, dans leur innocence, savent rompre ce non-dit, pour peu qu'ils trouvent un interprète sachant fabriquer.

Du paratragé de La Fontaine, passons à celui de Bossuet. Un familier du sérali, qui tient à garder l'anonymat, se réclame du ton de l'évêque de Meaux, non pour sermonner ses contemporains, mais pour proclamer l'obsession funèbre des « dignitaires politiques qui ont fait leur temps et fientement de l'ignorer ». Une vingtaine de personnalités sont soumises à ce cruel exercice, censé marquer leur mort politique. Mais meurt-on vraiment en politique, tant qu'il reste un souffle de vie ? En fait, l'auteur entretient surtout des ambitions déclarées (les stratégies de Charles Pasqua, l'avenir populaire de Laurent Fabius, la carrière apostolique de Philippe de Villiers, les espoirs manqués de quelques autres), quand il n'invite pas à une retraite insuffisamment anticipée, de son point de vue.

Sous la forme de l'oraison et à la manière de Bossuet, il s'agit de broder des portraits satiriques en se moquant des travers des Grands, de la vanité des titres, de la futilité des apparences, de la fragilité du pouvoir et de la perversité des honneurs qui ne consacrent que l'isolement. L'auteur rappelle ces leçons à ceux qui sont aux affaires, ou qui attendent d'y revenir, à ceux aussi qui contribuent à établir d'incertaines renommées.

L'illusion en médecine

médicaments. Leur efficacité a été établie, et même chiffrée avec précision, pour alléger ou guérir divers symptômes, à commencer par la douleur et l'insomnie. Les placebos agissent généralement plus vite qu'un médicament actif et, curieusement, peuvent avoir des effets secondaires, voire négatifs. Ces substances s'administrent sous forme de comprimés, de suppositoires ou d'injections intramusculaires ou intraveineuses. Les gouttes sont particulièrement intéressantes parce qu'elles obligent le malade à les compter, donc à être attentif et à participer davantage au traitement.

Patrick Lemoine s'intéresse moins au placebo qu'à l'effet placebo. Entendez par là « ce quelque chose qui s'additionne ou se soustrait à l'action pharmacologique d'un médicament actif ».

Il s'agit d'une alchimie très complexe, où interviennent trois facteurs : la puissance réelle ou supposée du traitement, la conviction du médecin et l'adhésion du patient. Dans un chapitre très savoureux, le psychiatre souligne l'importance que peut revêtir l'aspect d'un médicament : un comprimé très petit donne une impression de puissance ; très gros, il suggère une grande quantité de principe actif. Sa couleur compte aussi : tel tranquillisant est plus efficace en gélule verte plutôt que rouge ou jaune. Quant au nom, soigneusement choisi, il doit évoquer la force, invoquer la guérison, exorciser la maladie.

Le rituel de la prescription a encore plus d'importance. Ce n'est pas seulement par fierté que les médecins, aux Etats-Unis, exposent leurs diplômes dans le cabinet de consultation : un titre ronflant est aussi rassurant que des honoraires élevés. Généralement, un patient souhaite apprendre qu'il n'est pas malade. Mais il se sentirait volé s'il repartait de chez le méde-

cin sans une ordonnance. Il a besoin de s'entendre dire : « Vous allez très bien, je vais vous prescrire un fortifiant. » Les ordonnances, rédigées de préférence sur papier toilé, se doivent d'être illisibles pour préserver un mystère qui ne sera décrypté que par des acolytes pharmaciens. Il paraît que les médecins français ne sont pas les seuls à griffonner de la sorte : la calligraphie de leurs collègues chinois, par exemple, laisserait également à désirer, pour les mêmes raisons.

Un médicament se révèle plus efficace quand il est prescrit par un grand patron, chez qui on a rendez-vous, doit attendre plusieurs semaines à l'avance. On ne peut pas à l'inverse, que l'efficacité d'un médicament diminue quand il devient disponible sans ordonnance... Bref, l'emballage est essentiel, comme l'avait si bien compris le bon docteur Knock chez Jules Romains. Cela ne s'apprend pas dans les facultés de médecine, et c'est bien dommage. Que de dégâts causés par manque d'écoute et de psychologie ! Patrick Lemoine rend un hommage appuyé - et justifié - à « ces petits trucs du métier » qui en font parfois la grande ur-

L'utilisation du placebo est souvent accompagnée de mauvaise conscience. Peut-on mentir à son patient ? Lui prescrire du vent, en échange d'un chèque ? Si le médecin n'a pas une obligation de résultats, n'est-il pas tenu pour le moins de respecter certains moyens ? En soi, le placebo n'est ni bon ni mauvais, répond Patrick Lemoine. Tout dépend de l'usage qu'on en fait. C'est parfois le remède le plus efficace. Le moins cher aussi. Bien des arrêts de travail, des séjours hospitaliers, des traitements longs et coûteux sont économisés grâce à la poudre d'illusion, le plus vieux médicament du monde.

هكذا من الاصل

L'art d'aimer les arts

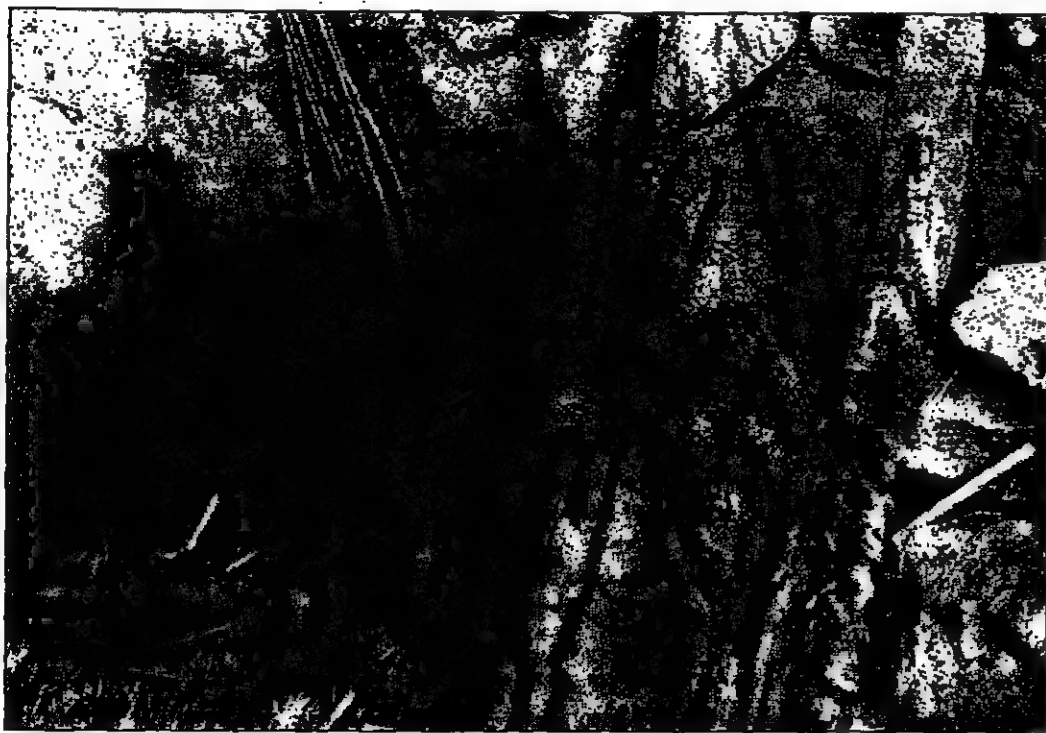
Modèle de critique philosophique, l'essai de Jean-Marie Schaeffer réhabilite l'esthétique contre les théories, le plaisir contre les gloses, l'expérience contre les normes, l'art contre ses prêtres tristes

LES CÉLIBATAIRES DE L'ART
Pour une esthétique sans mythes de Jean-Marie Schaeffer. Callimard, coll. « NRF Essais », 400 p., 170 F.

Contre ses contemporains, qui ont de la philosophie une pratique descriptive, historique et respectueuse des autorités, Jean-Marie Schaeffer démontre que la critique n'est pas un exercice désuet. Alors que la plupart des essayistes actuels n'aiment rien tant que les citations qui leur donnent raison et se réclament avec une égale satisfaction de Platon et de Heidegger, il se refuse à pratiquer les arguments d'autorité et, quand il cite, c'est Proust et la poétesse japonaise Sei Shônagon. Pour les philosophes, il les lit avec une attention forcée et découvre des contradictions dans leurs logiques. Il les affronte rudement, qu'ils se nomment Kant ou Danto, Hegel et Rochlitz, afin de frayer son chemin, qui est solitaire, qui est dangereux, et qui mérite d'autant plus d'être suivi.

Il agit en philosophe en somme, et non en glosateur ou en scholastique : ayant déterminé son angle d'attaque, il procède méthodiquement, vérifie les mots, éprouve les notions, juge les certitudes et s'avance de la sorte jusqu'à des conclusions qui ne sont point le résumé des chapitres précédents – solution de facilité –, mais l'affirmation de quelques principes. Au lecteur de se déclarer d'accord ou non et, dans ce dernier cas, d'indiquer à Schaeffer la torture critique qu'il inflige à ses prédécesseurs.

Son sujet, considéré de loin, ne semble pas prédisposer à tant de violence. Ayant publié il y a quatre ans une remarquable étude consacrée à l'esthétique et à la philosophie de l'art, de Kant au XX^e siècle, Schaeffer continue ses recherches



Les Dogon, statuettes d'ancêtres du pays Dogon dans le village d'Ibi (1935)

dans l'époque contemporaine. Il se propose de dresser un état des lieux et des conventions, ne serait-ce qu'au sein de ce vieux mot d'esthétique à encore quelque sens et quelque usage. Il n'est en effet plus à la mode, alors que les théories de l'art prospèrent depuis le début du siècle, empruntant à la psychanalyse, à la sémiotique, à l'ethnologie, à la philosophie des sciences ou – plus chic – à toutes à la fois. La même constatation se vérifie en observant le vocabulaire artistique contemporain : à « œuvre », « travail » est préférable. « Intérêt » vaut mieux que « plaisir ». La justification théorique, ou pseudo-théorique, l'emporte sur l'analyse des effets et réactions que suscite l'œuvre.

Schaeffer pose donc en principe que « la plus grande erreur de l'esthétique est la théorie de l'art » et le démontre. Il commence par l'analyse du terme « œuvre d'art », dont chacun se sert. Qu'entend-on par œuvre d'art ? Selon quelles conditions, selon quels critères, un objet donné accède-t-il à cette dignité ? Pourquoi celle-ci lui est-elle refusée dans d'autres circonstances ?

Sur ces questions, Schaeffer a écrit une centaine de pages dont la lecture devrait être décrite d'utilité publique et imposée à tous ceux qui se targuent de compétences en la matière, compétences qui se traduisent en fonctions, postes, responsabilités et pouvoirs. Dans ces pages, il appren-

draient qu'aucune définition définitive, si l'on peut dire, n'est acceptable. Tout axiome de type ségrégationniste – ici commence le champ de l'art, là il cesse – se heurte à d'innombrables objections historiques et se fonde souvent sur une ignorance.

L'exemple canonique est celui de la sculpture africaine. Selon certains, elle ne relèverait pas d'une estimation esthétique, parce que sa valeur serait essentiellement magique. Dans ce cas il en va de même de la statuaire égyptienne et des vierges romanes. Selon d'autres, la notion de qualité artistique serait étrangère aux cultures africaines. Schaeffer, s'appuyant sur Leiris, règle son compte à l'objection en rappelant

simplement que le « fétiche » est d'autant plus efficace que son apparence plaît aux esprits. Conclusion : « Reconnaître cela nous engage à dédramatiser la question des frontières de l'art : elle n'a ni l'intérêt cognitif ni l'importance axiologique qu'on lui prête trop souvent. La question de la "valeur" des œuvres ne relève pas de la délimitation du domaine artistique, mais de l'analyse de la relation qui nous lie à elles. »

SATISFACTION

Cette dernière phrase annonce le développement de l'essai. Après avoir épuisé la notion d'œuvre, il décompose l'idée de jugement artistique, et tout ce qu'elle suppose de conditions nécessaires, de hiérarchies inflexibles et de certitudes inavouées. Contre Kant, Schaeffer refuse d'accorder la moindre pertinence à l'idée d'un jugement qui serait « désintéressé ». À l'inverse, il s'attache à prouver que la notion juste est celle de satisfaction, quels que soient les besoins ou les désirs à satisfaire. La « conduite esthétique » ne se réduit pas à l'énoncé de normes, à des opérations de mesure et de vérification, à l'énoncé d'une qualification au nom d'une rationalité. Elle est attention. Elle est action, action immédiate et complexe, regard, écoute, travail des sens et de l'intelligence, selon des phénomènes que l'analyse ne peut pénétrer au-delà de certains seuils de conscience.

Afin de restituer la densité de ce qu'il nomme « conduite esthétique », Schaeffer procède de deux manières. L'une est de critique philosophique ; elle se fonde pour partie sur le concept d'intentionnalité tel qu'il apparaît dans les travaux de Searle, se réfère utilement à Pöschel et à Genette, emprunte ses exemples à l'ethnologie, la préhistoire, une connaissance étendue de l'art japonais et une connaissance plus rudimen-

taire de la gastronomie occidentale. Les démonstrations se succèdent selon une logique nettement scandée. Il arrive cependant que l'auteur s'abandonne avec une volupté visible aux délices de la contradiction et démonte des assertions évidemment faibles pour le plaisir du jeu. Le rythme ne perdrait rien à s'accélérer parfois.

La deuxième manière est moins attendue et Schaeffer s'en sert avec parcimonie. Elle se fonde sur l'autoanalyse de l'une de ces conduites esthétiques, la visite d'un petit sanctuaire zen au nord de Kyoto. Dans le mur, une fenêtre rectangulaire et une ronde ont été découpées afin de déterminer deux vues sur le jardin, vues qu'il convient d'observer d'un endroit précis. La perception optique s'en trouve troublée. Le plafond est fait de planches qui furent jadis maculées de sang lors d'un massacre. Quand le visiteur apprend, son attitude en est changée à nouveau. Puis, le temps passant, d'autres modifications interviennent, suscitées par la subjectivité du sujet. Schaeffer décrit et détaille cet épisode avec infiniment de justesse.

Il accomplit de la sorte le propos ultime du livre, qui est d'affirmer que la « conduite esthétique n'est pas une contemplation passive mais une activité ». Les « célibataires de l'art » – le mot est de Proust – « confondent l'érudition et le savoir (...) avec l'approfondissement de leur impression ». Ils préfèrent « les plaisirs mondains de la conversation ou (...) du jeu de langage esthétique ». Ces célibataires des deux sexes sont légion. Ils s'occupent d'art, ils en causent, ils le gèrent, ils l'aiment bien et, conclut Proust, « vieillissent inutilement et insaisissables ». Qu'est-ce donc que ce livre, pour finir ? Un essai philosophique, assurément. Mais aussi un chant d'amour et de plaisir consommés.

Philippe Dagen

Michaud, entre éloges et doutes

LES MARGES DE LA VISION
essais sur l'art (1978-1995)
d'Yves Michaud.
Ed. Jacqueline Chambon,
304 p., 115 F.

Un nouveau genre critique s'est développé depuis un quart de siècle, la préface. Pas d'exposition sans catalogue, ni de catalogue sans préface. Celle-ci présente l'artiste, légitime l'existence de ses œuvres, sous-entend ou proclame que l'artiste est bon, très bon, excellent. C'est là l'une des contraintes de l'exercice : il s'accorde avec peine de la réserve, il appelle l'éloge.

Les préfaces qu'Yves Michaud a rassemblées respectent ces règles. Elles justifient avec autorité les travaux des peintres dont elles traitent, monstres sacrés du siècle ou débutants. Quand il écrit sur Mitchell, De Kooning, Gorky et Francis, Michaud, en historien, dessine des généalogies, observe des évolutions et résume des convictions. Il en use de même avec les artistes de Support-Surface, dont il a longuement et fidèlement défendu le cheminement : le premier texte retenu se consacre à Viallat, l'un des derniers à Biotoul.

Pour les jeunes artistes, le style se fait péremptoire. Ainsi de Carole Benzaken, dont la peinture serait « gonflée », ou d'Anita Molinari, dont le grand mérite serait qu'« elle refuse fondamentalement l'art des riches ». Ces arguments laissent songeur, mais moins que la distinction avancée à propos du peintre remarquable – Daniel Tzafra. Tzafra peint des corps et des visages. Or Michaud a défendu jusqu'ici pour l'essentiel l'abstraction américaine et française. Il résout la contradiction en opposant « l'œuvre d'art du XX^e raffiné et savant » à « l'histoire longue de la représentation ». L'idée est intéressante et meurtrière. Il faudrait un livre pour la développer.

Ph. D.

Hollande d'or et d'argent

Histoire de l'art et commerce artistique au XVII^e siècle : deux essais pour découvrir les Pays-Bas de la peinture

LE SIÈCLE D'OR EN HOLLANDE
de Mariët Westermann.
Traduit de l'anglais
par Isabelle Leymarie.
Flammarion, coll. « Tout l'art »,
192 p., 139 F., 98 F.

LE MARCHÉ DE L'ART AUX PAYS-BAS
de John M. Montias.
Flammarion, coll. « Art, histoire et société »,
192 p., 180 F.

Conséquence heureuse de la « vermeeromania » : il existe désormais en français une histoire de l'art hollandais au XVII^e tout à la fois savante, claire et logiquement conçue, trop logiquement même. L'ouvrage de Mariët Westermann repose sur une conviction, qu'elle légitime dès l'introduction et dont elle tire les conséquences jusqu'à leur terme. Cette conviction affirme que l'intelligence de la culture néerlandaise doit s'appuyer sur une description et une analyse minutieuses des circonstances économiques, politiques et religieuses. Économiques, parce que la société hollandaise est celle d'une bourgeoisie marchande et bancaire prospère, entreprenante et, par conséquent, soucieuse de prouver sa force par ses achats et ses collections. Politiques, parce que les Pays-Bas sont une République où les municipalités défendent leur pouvoir, où le civisme n'est pas un vain mot, où l'identité nationale se définit avec d'autant plus de vigueur qu'elle s'oppose à la puissance des Habsbourg et aux ambitions des Bourbons. Religieuses, parce que la peinture doit s'accommoder des interdits de la Réforme.

Chacun de ces points donne lieu à des développements qui lient avec adresse l'énoncé de ces conditions et l'étude de leurs effets artistiques. La prospérité provoque la multiplication des artistes, le gonflement des prix et l'organisation d'un

commerce des objets et des œuvres. Les revendications nationales favorisent l'exaltation des vertus et du paysage hollandais, au risque de se complaire dans le stéréotype et une autosatisfaction que les portraits de groupes et de couples poussent jusqu'au narcissisme béat. L'économisme et la pitié s'expriment en gravures aux légendes moralisatrices et en effigies de vieillards et de vieillissantes attentivement la Bible.

Ces analyses convainquent tant qu'elles cherchent preuves et vérifications auprès des producteurs de natures mortes et de scènes de genre, des décorateurs chargés de l'exécution de programmes allégoriques, des graveurs et illustrateurs de livres et de cartes. En ce sens, l'ouvrage est une réussite. Mais quand une pareille méthode, entre sociologie et néo-marxisme, s'applique à des peintres singuliers, sa mécanique casse. Ni Rembrandt, ni Hals, ni Vermeer ne trouvent leur place dans la synthèse de Mariët Westermann. Ils œuvrent contre les traditions, contre la pensée commune, contre les bons sentiments du moment. Il est donc impossible de les inclure dans un système.

L'ouvrage, dans sa bibliographie, rend largement hommage aux travaux de John Montias. Ce dernier, professeur d'économie à Yale, a deux sujets de prédilection, l'économie contemporaine de l'Europe orientale et l'histoire – économique – du marché de l'art hollandais au XVII^e. A force d'archives dévouées, de comptes vérifiés, de statistiques et de courbes, il reconstitue le commerce et la circulation des tableaux. Après des travaux consacrés à Delft, il a élargi son champ d'investigation aux Pays-Bas entiers, sans rien abandonner de sa minutie. Tout cela donne son dernier livre, d'une lecture qu'on ne saurait prétendre distrayante, farci de chiffres et de noms, mais admirablement précis et détaillé.

Ph. D.

Synthèse tribale

L'ART DE L'OcéANIE
de Nicholas Thomas. Traduit de l'anglais par Sophie Lechauguette.
Ed. Thames and Hudson,
216 p., 182 F., 99 F.

Quel rapport y a-t-il entre les grandes statues minérales de l'île de Pâques, une église de la vallée du Sepik, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et les motifs tatoués sur le corps d'un habitant de la Nouvelle-Zélande ? Tous ont été produits par des peuples vivant au bord de l'océan Pacifique. Cela suffit-il pour fédérer des civilisations éclatées sur des milliers d'îles. Celles du bush, de l'intérieur de grandes îles difficilement pénétrables, ou celle « de l'eau salée », petites îles vite explorées et tôt converties aux différentes Églises chrétiennes ? Oui répond Nicholas Thomas, qui enseigne à l'université de Canberra.

Si chaque région a des pratiques spécifiques – grands masques sculptés de la Nouvelle-Irlande, figures minimalistes des Carolines, ames et poteaux de la vallée du Sepik, tissus polynésiens –, un lent « processus de glissement » a gagné chaque territoire, de proche en proche. Engendrant un art traditionnel diversifié, consacré au souvenir des ancêtres et à la représentation des esprits du clan, et un art « naïf » dont les préoccupations et les manifestations sont également très multiples. Cet art hésite aujourd'hui entre la revitalisation et une expérimentation qui n'ignore pas la production occidentale.

Le nouveau Parlement de Papouasie-Nouvelle-Guinée (achevé en 1984) exprime bien ce syncrétisme océanien qui tente de s'exprimer avec des formes diverses. Il prouve en tout cas que l'art « tribal » n'est pas une impasse, une branche prestigieuse mais dévialisée pieusement recueillie par les derniers amateurs d'exotisme ou d'ethnologie coloniale.

E. de R.

Maria Antonietta MACCIOCCHI

animera deux débats :

le 7 mars à 18 h 30,
à l'Institut culturel Italien,
50 rue de Varenne, 75007 Paris

le 13 mars à 18 h,
au Parlement européen à Strasbourg,

avec la participation de :

Enrique BARON CRESPO,
Hélène CARRERE D'ENCAUSSE,
Luciana CASTELLINA,
Biagio DI GIOVANNI,
Catherine TRAUTMANN,
Helena VAZ DA SILVA.

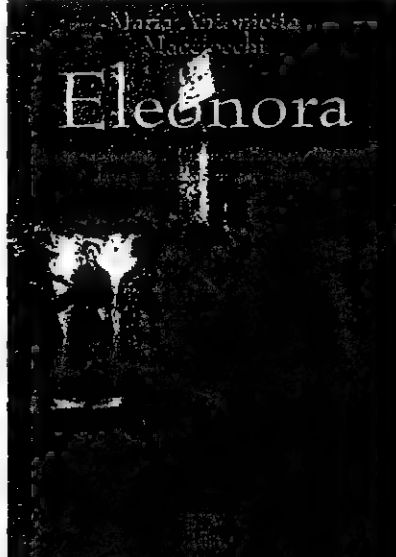
Eleonora est une plongée dans l'Italie des lumières, un hommage au génie féminin et à la ville de Naples...

Philippe Petit
L'Événement du Jeudi

M. A. Macciochi a trouvé des trésors... Michelle Perrot Libération

Sous la plume de Maria Antonietta Macciochi, Eleonora se métamorphose en symbole du féminisme et du journalisme moderne...

Philippe-Jean Catrichi Le Monde



ÉDITIONS DU FÉLIN

L'ÉDITION FRANÇAISE

● **Duras, nouvelles publications.** En attendant la publication chez Gallimard, en mai, de deux volumes de la collection « Quarto » réunissant tous les textes de fiction et les écrits journalistiques de Marguerite Duras, le dernier livre de la romancière paraît le 15 mars aux éditions Marval, *La Mer écrite*, avec des photographies d'Hélène Bamberger (72 p., 59 F.).

● **François Nourissier président de l'Académie Goncourt.** Le romancier a été élu mardi 5 mars président du jury Goncourt en remplacement d'Hervé Bazin, mort le 17 février. C'est Didier Decoin qui remplace François Nourissier au poste de secrétaire général. Le nouveau bureau de l'Académie est constitué comme suit : président, François Nourissier ; vice-président, Françoise Mallet-Joris ; secrétaire général, Didier Decoin ; trésorier, Robert Sabatier.

● **Jean-Claude Zylberstein chez Laffont.** L'avocat Jean-Claude Zylberstein, directeur éditorial de 1978, a été nommé, parallèlement, directeur littéraire de « Pavillons », la prestigieuse collection de littérature étrangère du groupe Robert Laffont-Fixot-Seghers - Zofia Bobowicz restant responsable du « Domaine de l'Est ». À partir du mois de septembre, il compte enrichir la collection « Pavillons » d'environ quatre rééditions par an et six à huit inédits, dans l'esprit d'un « super "Domaine étranger" inédit », avec une préférence, non exclusive, pour la littérature anglo-saxonne.

● **La télévision publie au Salon du livre.** Le président de France Télévision, Jean-Pierre Elkabbach, a annoncé la mobilisation exceptionnelle des deux chaînes publiques, France 2 et France 3, à l'occasion du 16^e Salon du livre qui se tiendra à Paris du 22 au 27 mars : deux stands, plus de dix émissions diffusées au Salon, mobilisation des journaux télévisés, dont deux en direct.

Rectifications

Dans l'article consacré à la venue de Salman Rushdie en France et où était évoquée la censure officielle dont avait été victime, en Inde, son dernier roman (« Le Monde des livres » du 23 février), c'est le distributeur indien qui était allé porter plainte devant le tribunal, et non l'écrivain lui-même, comme nous l'avons indiqué par erreur. La distribution avait été bloquée, sans motif, par les douanes indiennes.

Gérard Guégan est bien le fondateur des Cahiers des futurs, mais non pas celui des Cahiers des salons, comme nous l'avons écrit par erreur dans « Le Monde des livres » du 1^{er} mars. Les Cahiers des salons (104, rue Oberkampf 75011 Paris), dont l'animateur préfère garder l'anonymat, ont déjà publié deux ouvrages : *Les catégories du temps dans Le Capital* de Stavros Tombazos (100 F.) et *Debord est mort. Le Che aussi. Et alors ? Embrasse ton amour sans lâcher ton fusil* de Gérard Guégan (49 F.).

LITTÉRATURES

Le Spleen contre l'oubli. Juin 1848, de Dolf Oehler (p. II). Les Imaginations du sable, d'André Brink, L'Age d'or du roman, de Guy Scarpetta (p. III).

CHRONIQUES

Le Monde « ex », de Predrag Matvejević, Entre asile et exil, de Predrag Matvejević (p. III). Cahiers de prison, d'Antonio Gramsci (p. VI). Famille et approvisionnement dans le monde gréco-romain de Peter Gamsey, *Fables intempêtes*, d'Alain Etcheberry, Le Mystère du placebo, de Patrick Lemoine, *Oraisons funèbres de dignitaires politiques*, Anonyme (p. VIII).

ESSAIS

La Critique sociale au XIX^e siècle, de Michael Walzer (p. VI). Le Monde 1944-1996, de Jacques Thibaut, Four Guy Debord, de Cécile Guilbert, Street Corner Society, de William Foote Whyte (p. VII). Les Célibataires de l'ant, de Jean-Marie Schaeffer, Le Siècle d'or en Hollande, de Mariët Westermann, Le Marché de l'art aux Pays-Bas, de John M. Montias, Les Marges de la vision, d'Yves Michaud, L'Art de l'Occident, de Nicholas Thomas (p. IX).

Jacques DARMAUN
Agrégé de l'Université

THOMAS MANN
et **LES JUIFS**

Peter Lang AG
Jupiter Strasse 15
CH - 3000 BERN 15

PIERRE MICHON

rencontre à la librairie

LES TEMPS MODERNES

57, rue de Recouvrance
ORLÈANS
38.53.94.35
le samedi 9 mars
à 17 heures

Les visages de Gisèle Freund

Une exposition fait revivre les portraits d'écrivains d'une vieille dame sublime

Gisèle Freund, à quatre-vingt-huit ans, accueille le visiteur d'une voix enrouée par la cigarette, dans un appartement lumineux, à deux pas de la rue Daguerre. Ce qui va comme un gant à celle qui commença sa carrière en publiant une thèse sur la photographie au XIX^e siècle. Rend-on visite à une célèbre portraitiste, à une théoricienne de l'image, ou à la professionnelle qui a multiplié les voyages ? « Regardez au mur, il n'y a pas de photo ! », répond-elle, en guise de piquette. Deux encres de Michaux, deux lithographies de Daumier et des centaines de livres ornent un séjour qui donne sur une terrasse printanière.

« Ce n'est pas la photographie qui me passionne mais le visage humain », lâche Gisèle Freund dans la conversation, comme si elle voulait livrer la clé d'un parcours mouvementé, qui l'a menée de l'Allemagne, dont elle a fui le régime nazi en 1933, à la France, qui lui a offert un passeport et ses plus beaux portraits d'écrivains. Ces visages célèbres, on en retrouve quelques-uns dans une exposition au Goethe Institut, à Paris : Cocteau, Aragon, Sartre, Virginia Woolf. On retrouve aussi un reportage célèbre, son premier, en 1935 : le Congrès international des écrivains pour la défense de la culture, à la Mutualité. L'image la plus connue représente Malraux, le poing serré, qui martèle un discours derrière un micro. Sur un autre cliché, trois têtes se rejoignent pour un mysté-

rieux conciliabule - Malraux encore, Paul Nizan et Ilya Ehrenbourg. Autour, sont réunis Henri Barbusse, Alexei Tolstoï et Boris Pasternak. Étrange réunion qui tendait à stigmatiser le nazisme mais fut organisée par Willi Mühlberg, un homme du Komintern (plus tard assassiné sur ordre de Staline), alors qu'en URSS la lutte contre les bouillottes vient de faire des millions de morts et que vont s'ouvrir les procès de Moscou.

Gisèle Freund était loin de ces considérations. « L'occupation de mon milieu de tant de gens célèbres, et que j'avais lus, me valut une quantité de clichés sous-exposés ou flous. À l'époque, je n'étais qu'amateur. » Cette grande dame a-t-elle été un jour « professionnelle » ? Ces photos du congrès de 1935 sont parfois « solarisées sans le vouloir », parfois sombres et granuleuses. Peu importe. La promesse technique n'a jamais été sa préoccupation. Ce qui compte dans ses images, c'est la qualité d'une rencontre, une intimité partagée, le regard de modèles qui se font rarement photographier.

Aussi, lorsque François Mitterrand lui demanda, en 1981, de réaliser son portrait officiel de président de la République - adossé à une bibliothèque, un livre ouvert entre les mains - il tenta de se rattacher, consciemment ou non, à la grande famille des intellectuels photographiés par Gisèle Freund : Michaux, Benjamin, Sartre, Malraux, Zweig, Gide, Rolland, Hesse, Ocampo, Borges, Matilde, Bonnard, Beckett, Joyce, Beauvois... La vie de Gisèle Freund est rythmée par ces rendez-

vous. Et par d'autres. Son père, bien sûr, qui lui offre un Leica pour son baccalauréat. Norbert Elias, l'historien allemand, qui pousse la jeune étudiante de Francfort à entreprendre une thèse sur la photographie en France au XIX^e siècle - la première jamais réalisée sur l'image fixe. Walter Benjamin ensuite, qu'elle côtoie à la Bibliothèque nationale et qui l'encourage à se plonger dans « les cahiers poussiéreux de la BN ». Elle y dénicha des trésors.

« Et puis j'ai rencontré Adrienne Monnier. » Gisèle Freund ne cesse de rappeler combien cette femme fut « déterminante » pour sa vie. Quelques mois après son arrivée à Paris, sans le sou, elle pousse la porte d'une librairie, 7, rue de l'Odéon. « En une demi-heure la propriétaire savait tout de moi. » C'est Adrienne Monnier, éternellement vêtue de bure grise, qui tient la Maison des amis du livre. Elle va aider Gisèle Freund à rédiger sa thèse en français, puis la publier. « Pourtant, chaque fois que j'évoquais mon sujet, on me prenait pour une folle : la photographie n'était pas un sujet sérieux. » Depuis les années 20, cette librairie était un lieu de rencontre pour l'intelligentsia qui résidait à Paris : Hemingway, Malraux, Valéry, Paulhan, Sartre ou Gide en sont les habitués. Comme James Joyce, dont Adrienne Monnier publie la traduction française d'*Ulysse* alors que son amie Sylvia Beach, qui tient une librairie juste de l'autre côté de la rue, à l'enseigne de Shakespeare et Cie, lance la version originale. Gisèle Freund

va « tirer le portrait » de ces familiers de la Maison des amis du livre. Le premier à faire appel à elle fut Malraux. Un coup de maître. L'écrivain vient d'écrire *La Condition humaine*. Il est auréolé d'une gloire sulfureuse : pillier d'œuvres d'art, anticolonialiste, révolutionnaire et prix Goncourt. Elle le saisit la mèche au vent, légèrement flou, cigarette aux lèvres, sanglé dans un imperméable.

COLETTE, BRETON, COCTEAU... Il n'y a que Gisèle Freund pour organiser, à la veille de la guerre, rue de l'Odéon, une projection de ses portraits en couleurs - elle fut une des premières à adopter ce nouveau procédé - devant ses modèles, souvent antagonistes : Colette, Simone de Beauvoir, Breton, Cocteau, Gide, Montherlant, Sartre... Et quand Time cherche un portrait de Joyce pour sa couverture, en 1939, c'est naturellement à Gisèle Freund que le magazine s'adresse. « À cette époque, j'ai réalisé des centaines de portraits pour mon plaisir et de nombreux reportages pour gagner ma vie. »

Pour gagner sa vie, Gisèle Freund parcourt le monde. Sa première enquête en images la mène en Angleterre, d'où elle rapporte sans doute son reportage le plus émouvant sur la crise et les chômeurs. L'occupation allemande la conduit à s'exiler à Buenos Aires où l'invite la belle (et riche) Victoria Ocampo, qui règne sur les lettres argentines. À la fin de la guerre, on la trouve au Mexique : « Je suis partie pour deux semaines, j'y suis restée deux ans »,

fréquentant des artistes comme Diego Rivera, Frida Kahlo ou Alfaro Siqueiros, très engagés à gauche. Ce qui lui vaudra quelques années plus tard, en plein macarthysme, le refus d'un visa pour entrer aux États-Unis.

Une embauche qui tourne mal à l'agence Magnum lui laissera un goût d'amertume. Gisèle Freund n'en poursuivra pas moins ses voyages. Et « les images de voyages ». Breton, dans son appartement, rue Fontaine, quelques mois avant sa mort ; Malraux, devenu ministre, dialoguant avec un chat blanc ; Ionesco vautre sur un divan ; Soljenitsyne en exil ; Marguerite Yourcenar dans l'île des Monts-Déserts.

Comme pour brouiller un peu plus les cartes, Gisèle Freund se met à écrire, à raconter ses images, publiant une série de livres à partir de 1970. On lui doit ainsi un des rares best-sellers de la photographie, avec - comme il se doit - un manuel dans lequel les mots prennent plus de place que les images. C'est *Photographie et société* (Seuil, 1974) : 60 000 exemplaires vendus en France et une diffusion dans une dizaine de pays. Mais qui est donc Gisèle Freund ? « Je suis une sociologue », conclut-elle modestement.

Michel Guérin
et Emmanuel de Roux

★ Exposition « Gisèle Freund, regard sur l'intellectuel, 1933-1940 », Goethe Institut, 17, avenue d'Iéna, 75116, Paris. Tél. : 44-43-92-30. Jusqu'au 20 mars. Catalogue, 30 p., 60 F.

La librairie de l'exil

L'exil : « Il me semble encore entendre la voix de ma mère quand j'étais enfant : Ah, voilà Julio Cortázar ! Je regardais alors par la vitrine et je voyais se profiler derrière la grande tenture de velours rouge l'immense silhouette de l'écrivain argentin. Je vivais un moment magique. » Antonio Soriano a baigné toute sa jeunesse dans ce refuge de la littérature de langue espagnole qu'est la librairie de la rue de Seine, à Paris. Une librairie fondée par son père, Antonio Soriano, anti-franquiste exilé à Paris au début des années 50 et où, plus qu'ailleurs, les livres exhalent un parfum de combat, de liberté et d'imaginaire.

Combat de générosité pour le père militant de gauche qui, tout au long de la dictature franquiste, a fait découvrir leur propre littérature aux Espagnols en exil ou a accueilli chez lui des écrivains nostalgiques de leurs pays d'origine, de Pablo Neruda à Fernando Arrabal. Combat culturel pour le fils qui se souvient de ces déracinés de passage, ravis de découvrir les titres introuvables chez eux et remplissant leurs valises de cette littérature en murmurant : « On verra bien à la frontière. » Quand Antonio Soriano reçoit le mois dernier la médaille du mérite des mains de l'ambassadeur d'Espagne à Paris, il commente : « Je suis un simple marchand de culture. » Il avoue avoir hésité entre le métier de libraire et la vocation de bénédictin. Mais déjà en 1930 à Barcelone son désir de faire connaître l'a mené sur les routes, aux commandes

d'une bibliothèque itinérante. Son fils, lui, a créé, en 1994, une petite maison d'édition avec pour objectif de révéler de jeunes auteurs de langue espagnole, comme par exemple le dominicain Pedro Mir. Une structure artisanale - et qui compte le rester - au service des écrivains de culture hispanique. Car, pour lui, le plus important est de s'élever contre ce qu'il appelle « la littérature savonnée, cette mode des salons où l'on aime se faire mousser ». Aujourd'hui, il essaie également de réduire ce décalage entre les générations qui s'est instauré pour les Espagnols exilés. Malgré les efforts de Soriano, les personnes réfugiées à Paris n'ont pas toujours eu accès aux ouvrages des jeunes auteurs talentueux qui fleurissaient de l'autre côté de la frontière. Sa librairie, dans les années 70, avait ainsi des allures de pays rêvés, plongés dans le passé. L'exil est bien loin, et même si, maintenant, à la librairie espagnole, on lit aussi sur CD-ROM (huit titres en langue espagnole sont actuellement disponibles) dans un dictionnaire et des encyclopédies, un certain vent d'indépendance continue de souffler. L'hommage de Soriano à l'imaginaire se conjugue toujours avec passion et on a l'impression qu'en déplaçant doucement les livres on pourrait presque apercevoir là, derrière les rayons, quelques fantômes.

Estelle Nouel

La Librairie espagnole, 72, rue de Seine, 75006 Paris. Tél. : 45-54-54-21.

Des inédits de Cortázar, Borges et Neruda

Avec *Imagen de John Keats*, le dernier livre en prose inédit de Julio Cortázar, les éditions Alfaguara poursuivent la réédition des œuvres complètes de l'écrivain argentin. Cortázar n'avait pas envisagé de son vivant la publication de ces six cents pages écrites entre 1944 et 1945, car il entendait les réviser. Selon les propos d'Aurora Bernárdez, sa veuve et exécutrice littéraire, rapportés par *El País*, cela aurait été dommage car « le texte y aurait perdu de sa spontanéité ». La veuve de Jorge Luis Borges, María Kodama, a annoncé la prochaine publication d'un volume de plus de cinq cents pages d'articles, correspondance, réflexions, essais rédigés au début du siècle par Borges. María Kodama est au centre d'une lutte compliquée entre agents littéraires et éditeurs autour des droits de l'œuvre du grand écrivain argentin et s'en est remise entièrement à son nouvel agent, Andrew Wylie. Par ailleurs, Victor Farias, professeur chilien de l'université de Berlin, a préparé la première publication des *Cuadernos de Temuco*, trois cahiers manuscrits du poète Pablo Neruda, prix Nobel de littérature en 1971, écrits alors qu'il était élève du lycée de Temuco, et qui étaient restés inédits, conservés pieusement d'abord par sa sœur, Laura, puis par un cousin, peu intéressé intellectuellement, mais beaucoup plus financièrement et qui chercha à en tirer le meilleur prix. Par miracle, des copies de ces poèmes existaient encore et furent acquises par la Fondation Neruda. Ce sont ces exemplaires, révisés et retravaillés, qui vont être publiés en mars.

● **ÉTATS-UNIS : SOU À SOU.** Pour mémoire, l'éditeur Random House avait demandé à l'actrice Joan Collins d'écrire deux romans à la manière de ceux qui ont rendu sa sœur (Judy) riche et célèbre. La star de *Dynasty* ayant failli à cette mission en ne rendant qu'un livre sur deux - si mauvais qu'il était impubliable -, l'éditeur a refusé de lui verser les 4 millions de dollars prévus au contrat. Le jury ayant décidé sur le fond qu'elle n'avait pas totalement tort, il reste à savoir ce qui va lui revenir : l'avocat de Random House considère qu'elle ne devrait toucher « que » 375 000 dollars (environ 1 875 000 francs), mais le sien réclame 2,2 millions (près de 11 millions de francs).

● **NEW YORK : LE « NEW YORKER » ET LES FEMMES.** Cela va probablement devenir un *Collector's Item*, ce double numéro du *New Yorker* consacré aux femmes et daté des 26 février et 4 mars 1996. La couverture reprend le fameux dessin du gentleman au monocle, symbole du magazine mais c'est une dame, en robe décolletée, qui porte à son œil le célèbre accessoire. Au sommaire, toutes sortes de façons de tourner autour de la féminité, de l'amitié en noir et blanc au sado-masochisme sans négliger une nécessaire interrogation sur les campagnes anti-Hillary (Clinton) auxquelles tant de voix féminines se sont associées. Mais ce qui a le plus fait parler de ce numéro spécial, c'est la participation de l'actrice Roseanne qui, elle aussi, a l'habitude de déchaîner les mauvaises langues et dont le rôle reste d'ailleurs assez imprécis. A ne pas négliger, les fameux dessins et de sublimes photos d'Annie Leibowitz.

Où trouver
un livre épuisé ?
service de recherches gratuit

LE MONDE DU LIVRE
60, rue Bouret, 75019 Paris
Formulez votre demande :
PAR ÉCRIT adresse ci-dessus
PAR TÉLÉPHONE : 42 45 36 86
PAR MINITEL : 36 15 MDL

Merci de joindre cette annonce
à votre demande

RICHARD FORD
sera à la librairie

la hune

le mercredi 13 mars
à partir de 18 h 30

170, boulevard Saint-Germain
Paris 6 - Tél. 45.48.35.95

سلاحي

Femmes brisées, journée risible

Suite de la première page

Même le plus important des partis « laïques », l'Awami League, orne ses affiches du nom d'Allah le Tout-Puissant.

Et pendant ce temps, les riches continuent de s'enrichir, les pauvres de s'appauvrir, l'écart se creuse entre les villes et les campagnes. Comment s'étonner que demeure impossible, dans ce contexte de misère et d'obscurantisme religieux, tout progrès de la condition féminine ? Et comment, dès que l'on examine la triste sort fait aux femmes, ne pas accuser la religion — inépuisable réserve d'ex-cuses à toutes les injustices ?

Mon pays, le Bangladesh, est celui où, au nom de la religion, d'innombrables femmes, telle Nurjahan de Sylhet, sont jugées par les mollahs, qui les accusent de prostitution simplement parce qu'elles ont aimé l'homme de leur choix. Pour ce « crime », Nurjahan a été lapidée en place publique et, après avoir subi la honte de ce châtiment indigne, s'est donné la mort en buvant du poison.

Pour le même « crime », dans mon pays, combien de milliers de femmes se balancent au bout d'une corde, pendues par les mollahs à l'arbre du village ? Combien sont attachées sur un bûcher et brûlées vivantes, comme les sorcières en Europe au Moyen Âge ? Dans mon pays, combien de jeunes filles

de seize ans, telle cette Firoza de Kaliganj, sont-elles punies de cent coups de bâton pour avoir aimé un garçon de leur âge ? Comme elle, combien sont accusées au suicide, après avoir subi pareil traitement ? Combien, telle l'adolescente Hazera, sont-elles condamnées par les mollahs à cent coups de fouet et à quitter leur village avec leur famille pour avoir été violées, alors que leur violateur n'est pas même inconnu ? De ces événements, qui forment le quotidien de la vie des femmes au Bangladesh, combien nous sont rapportés par la presse, combien demeurent à jamais inconnus ?

Le gouvernement se garde bien d'agir contre les violeurs et les fondamentalistes religieux. Les citoyens de ce pays ne sont plus choqués que le fouet d'une société pourrie par la religion s'abatte sur le dos des femmes. Et les femmes qui nous gouvernent ou veulent nous gouverner n'hésitent pas, dans leur appétit de pouvoir, à faire des sourires aux fondamentalistes défenseurs de l'ordre mâle le plus réactionnaire.

Le premier ministre du Bangladesh a exprimé sa fierté de participer au récent congrès de Pékin, qui a réuni des femmes du monde entier sous l'égide des Nations unies. Or c'est en foulant aux pieds le cadavre d'une jeune victime de la cruauté des hommes que notre éminent chef de gouvernement

s'est rendu à Pékin pour célébrer les droits de la femme. En effet, à peine quelques jours avant cette réunion, voici le genre d'événement qui se produisait dans notre pays : une adolescente répondant au nom de Yasmine, placée comme domestique dans une famille de Dacca, rentrait chez elle à Dinajpur. Deux agents de police la remarquèrent alors qu'elle attendait son bus, après la tombée de la nuit. Sous prétexte de la raccompagner chez elle, pour plus de sécurité, ils la firent monter dans leur voiture. Un peu plus loin, dans un buisson, sur le bas-côté de la route, ils la violèrent puis l'assassinèrent.

Ce crime suscita une vive émotion parmi les habitants de la localité, qui manifestèrent spontanément pour exiger la punition des deux policiers. En réponse, les forces de police tirèrent sur la foule, faisant sept morts. Le lendemain de l'incident, une déclaration de presse du gouvernement prétendait que Yasmine était une prostituée... comme si une prostituée ne méritait que d'être violée et assassinée ! La même déclaration affirmait que les policiers violeurs étaient connus pour leur dévouement au bien public et que les manifestants qui avaient protesté contre leur action n'étaient que des éléments antisociaux.

En cette journée internationale des femmes, des défilés et des colloques seront sans doute organisés dans tous les coins du Bangladesh, par le soin des autorités et de diverses associations féministes dirigées par des femmes de la haute bourgeoisie. On y fera tinter de grandes promesses, applaudies

à tout rompre par des femmes déshéritées, analphabètes, exploitées, maltraitées, qu'on aura, pour quelques bakas, amenées de la campagne par camions entiers et à qui on aura appris à répéter pour l'occasion quelques slogans vides de sens. Cela aura-t-il le moins du monde diminué leur misère, l'injustice de leur condition ?

Les seules à tirer quelque bénéfice de l'opération auront été les organisations bourgeoises, dont les militantes, femmes modernes

Ce que le Bangladesh est en train de vivre illustre tristement le principe selon lequel l'esprit religieux est l'obstacle le plus grave à la construction d'une société où la femme ait la possibilité de vivre, au plein sens du terme

par ambition, auront habilement su attirer l'attention des autorités des pays donateurs, ce qui leur vaudra bien un jour d'être invitées à pérorer en Europe ou en Amérique sur les droits de la femme !

Pendant ce temps, en ce jour, combien d'entre nous seront violées, vendues, forcées à se prostituer, répudiées, étranglées ou égorgées par leur mari parce que leurs parents n'ont pas payé la dot ? Combien seront maltraitées pour avoir donné naissance à une fille ? Combien seront défigurées à l'acide ? Combien seront lapidées ou fouettées à mort par des fondamentalistes ? Combien se suicide-

ront pour échapper à la torture encore plus affreuse de la honte ? Celles-là penseront-elles, à l'heure de se tuer, qu'on célèbre aujourd'hui dans le monde entier la journée internationale des femmes ?

Certes, des ONG, pour la plupart étrangères, s'efforcent d'aider les femmes les plus vulnérables, parce qu'elles sont pauvres et ignorantes. Mais que peuvent-elles réellement pour la condition féminine, quand le gouvernement

qu'à empêcher l'écrivain d'écrire, de même qu'il ne cherche qu'à enchaîner la femme, à la rendre aveugle, sourde et muette, de même qu'il s'empresse de tuer sans pitié tous ceux qui ont le tort de ne pas penser comme eux.

J'ignore combien de temps encore je devrai vivre en exil. Je ne sais quand je pourrai retrouver mon Bengale natal, ma chère langue bengalie, l'environnement dans lequel j'ai grandi. Je ne sais quand je pourrai reprendre en mon pays mon combat sans compromis contre ce hideux sexisme du patriarcat, pour que les femmes vivent enfin dans la dignité d'êtres humains à part entière.

Ici, en Europe, cette journée du 8 mars sera l'occasion de nombreux débats sur la condition féminine. Je ne me sens aucune envie de participer à ce genre de manifestations. Les injustices et tortures qui frappent les femmes ont déjà été abondamment décrites. Elles ont déjà suscité bien des indignations et des larmes. A quoi bon discourir une fois de plus ? Une seule chose compte désormais : des actes pour vraiment libérer les femmes. Qu'on entende enfin leurs chaînes se briser ! Qu'elles sortent de leurs prisons ! Qu'elles entrent avec ce siècle toutes leurs misères ! Qu'elles se dressent contre la religion, la société et l'Etat qui les tuent !

Avant tout, que les femmes se débarrassent de la timidité, de la peur, du doute qui les paralysent ! Qu'elles déjouent les ruses destinées à les persuader que c'est pour leur bien qu'elles doivent cacher leur visage ! Telle est la première condition pour qu'elles voient la lumière du jour, après tant de siècles de ténèbres.

Je m'adresse ici indistinctement à toutes les femmes. Car toutes les femmes, à un degré ou à un autre, qu'elles soient de l'Est, de l'Ouest, du Nord ou du Sud, souffrent de l'injustice. Je refuse totalement l'idée selon laquelle les femmes devraient respecter les traditions de leurs cultures et sociétés respectives. Comment ne pas voir que cela justifie les pires cruautés, que cela excuse scandalement le déni des droits les plus élémentaires de la personne humaine ? Pourquoi les femmes devraient-elles se sacrifier sur l'autel des us et coutumes les plus rétrogrades et les plus monstrueux ? Demandez-leur jamais aux hommes pareils sacrifices ?

Briser ces lois, dénoncer ces comportements, éradiquer ces mentalités est de la responsabilité de toute femme. Toute femme qui s'imaginerait être heureuse dans son coin se trompe lourdement. Car toute femme, de tout pays, de toute classe sociale, est à un moment ou à un autre, dans un domaine ou un autre de sa vie, exploitée, maltraitée, violée dans sa dignité d'être humaine. Toute injustice commise en ce monde contre une femme représente une défaite de toutes les femmes, sans limites de pays, de civilisations ou de traditions culturelles. Tous ceux qui prétendent le contraire ne cherchent qu'à diviser les femmes, pour le plus grand profit des hommes. La liberté, la justice ne se mesurent qu'au respect de la personne humaine, et non au respect de traditions qui font souffrir dans les chairs et affectent les êtres.

Taslima Nasreen
(Traduit du bengali
par Philippe Benoit)

AU COURRIER DU « MONDE »

LE SAMU SOCIAL EST DÉBORDÉ

Mardi 23 janvier, vers 21 heures, [...] métro Maison-Blanche [...] Un SDF attendait [...] un secours [...]. Il paraissait très déprimé. Non loin de là, un panneau lumineux de la ville de Paris affichait : « Samu social 05-306-306, 24 heures sur 24, le numéro de ceux qui n'ont plus personne à appeler. »

J'ai téléphoné aussitôt [...]. Réponse par téléphone : « Toutes les lignes sont occupées, veuillez rappeler ultérieurement. » C'est ce que j'ai fait tous les quarts d'heure jusqu'à minuit. J'ai continué le lendemain [...] jusqu'à 15 heures, quand il m'a été répondu qu'il n'y avait pas d'autre moyen à utiliser, ni endroit ni ligne téléphonique, « c'est comme ça » [...].

On comprend que les SDF soient songeurs devant ces panneaux qui suggèrent : dormez tranquilles, bonnes gens, il fait froid, mais tout est prévu, on veille, les pauvres sont entendus et secourus... Faites de beaux rêves... Jean Caulliet, Paris

LA POSTE : SERVICE PUBLIC ET SOCIAL

Le Monde du 17 février se fait l'écho de l'émotion de l'Association française des banques (AFB) à l'idée que La Poste puisse développer la vente de produits financiers. Il serait dommage [...] de cantonner La Poste à l'acheminement et à la distribution du courrier. Il n'est que de rappeler que la quasi-totalité des RMistes ne perçoivent leur allocation par virement parce que La Poste a consenti à leur ouvrir un livret d'épargne [...]. Quelle est la banque qui consentirait à gérer de tels comptes [...] ? De plus, lorsqu'ils ont besoin d'effectuer un règlement [par] chèque, ces mêmes guichets [...] le leur délivrent gratuitement [alors que] les banques prélèvent une commission de 35 francs à chaque fois [...]. La Poste est bien, comme l'a dit l'AFB, un service public qui, de surcroît, a un rôle social [...]. Il faudrait s'en souvenir au moment où l'on projette de la réformer.

Jean Petropoulos,
Saint-Maur, Val-de-Marne



UN JOUR VERS L'ANGLETERRE

POUR L'ANGLETERRE

STENA LINE. Tél : 21 46 78 30 / HOVERSPED. Tél : 21 46 14 14

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration, directeur de la publication :
Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Adelin, directeur général ;
Philippe Bessières, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction :
Thomas Fournier, Robert Solé
Rédacteurs en chef :
Jean-Paul Rocco, Bruno de Carasso, Pierre Godeaux, Laurent Groussier, Danielle Heymann,
Bernard Le Gendre, Jean-Pierre Lhormeau, Michel Luchet, Luc Rosenfeld
Chargé artistique : Dominique Boyette
Rédacteur en chef technique : Eric Azam
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier
Directeur éditorial : Eric Fassin ; directeur adjoint : Anne Chénouard
Conseiller de la direction : Alain Fassin ; directeur des relations internationales : Daniel Verzet
Médiateur : André Laurens
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Bellard, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1980), Jacques Foccart (1980-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lacombe (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Date de la société : 1944-1980, 1980-1982, 1982-1985, 1985-1991, 1991-1994
Capital social : 920 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,
Associations Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Miro Presse, Le Monde Prévoyance
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE PALAISEAU 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (01) 46-45-25-26 Télécopieur : (01) 46-45-25-29 Fax : (01) 46-45-25-27
ADMINISTRATION : 1, RUE HUBERT-BEUVE-MÉRY 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (01) 46-45-25-25 Télécopieur : (01) 46-45-25-24 Fax : (01) 46-45-25-26

Les embarras de la droite américaine

IL Y A DEUX SEMAINES, un Pat Buchanan hilaire après sa victoire dans la primaire du New Hampshire lançait cet avertissement à l'établissement de son parti, le Parti républicain, soudain pris de panique : « Calmez-vous, mes amis. Prenez deux ou trois Prozac. Vous verrez, tout ira bien... ». L'histoire n'a pas encore dit si, à son tour, Pat Buchanan s'est mis au Prozac après les revers que vient de lui infliger la série de primaires de ce début du mois de mars, de la Caroline du Sud à la Géorgie, en passant par la Nouvelle-Angleterre. Un moment paralysé par l'ascension du « buchananisme », plongée dans le désarroi par un candidat populiste qui ébranlait tous ses fondements – le libre-échange, le patronat – et attaquait ouvertement les thèmes qu'elle avait préféré taire tant elle les savait aptes à diviser – l'avortement ou l'immigration –, la droite américaine traditionnelle s'est ressaisie ces derniers jours.

Face au danger, le Parti républicain a resserré les rangs autour du patricien Bob Dole. Successivement, même si ce fut parfois du bout des lèvres, Phil Gramm, le premier concurrent à abandonner la course à l'investiture, Newt Gingrich, le dirigeant de la « révolution républicaine », inachevée de novembre 1994, puis Rudolph Giuliani, le maire de New York, se sont rangés derrière le sénateur du Kansas. Mercredi 6 mars, à leur tour, deux autres concurrents à bout de souffle, Lamar Alexander et Richard Lugar, ont jeté l'éponge et apporté leur soutien à Bob Dole.

Le Parti républicain est-il sauvé pour autant ? Certainement pas. D'abord parce que les deux principaux empêchements de tourner en rond, Pat Buchanan et Steve Forbes, restent dans la course : le premier estime que les 25 à 30 % de voix qu'il a récoltées en moyenne jusqu'ici lui assurent la légitimité suffisante pour continuer, le second – qui a obtenu, mercredi 6 mars, le ralliement d'une figure importante du Parti républicain, Jack Kemp, un conservateur éclairé – dispose d'une fortune personnelle qui lui permet de se maintenir encore longtemps dans la compétition. Ensuite parce que le dénominateur commun à ces deux adversaires du sénateur Dole est que, sous des formes différentes, ils sont tous les deux en guerre avec l'établissement de leur parti. Pour eux, les termes du débat sont différents.

LA VAGUE « RÉVOLUTIONNAIRE »

Un soir de la semaine dernière, une honorable assemblée de penseurs et d'experts de la droite américaine, invités autour d'une table de restaurant à Washington par le directeur de la revue *The American Spectator*, commentait docilement les résultats des premières élections primaires, spéculant sur les chances d'éclatement du parti, évoquant les noms d'éventuels candidats de remplacement dans l'hypothèse où les délégués à la convention républicaine ne parviendraient pas à un accord sur un candidat cet été.

Lorsqu'une élue républicaine au Congrès, Linda Smith, de l'Etat de Washington, issue de la fameuse vague « révolutionnaire » des élections législatives de novembre 1994, fut à son tour invitée à donner son avis, ses propos firent l'effet d'une douche froide : « Je ne sais pas de quoi vous parlez, leur dit-elle avec tous les accents de la sincérité. Le message de Buchanan ne tombe pas dans le vide. Les gens ne pensent pas en termes de démo-

crates ou républicains, ils pensent emploi, feuille de paie, éducation des enfants. Ils sont en plein désarroi, et les républicains sont incapables de parler à leur cœur. Nous ne parlons pas le langage des gens, nous nous parlons à nous-mêmes. »
Et, finalement, ce verdict : « Si nous ne sommes pas capables de faire ce qu'a fait Ronald Reagan au début des années 80, de trouver un patriotisme qui accroche le cœur des gens, nous allons au désastre. » Le dialogue de sourds qui se tint ce soir-là entre cette élue d'un Etat lointain et les représentants de l'établissement washingtonien redéfinissait parfaitement le fossé qui sépare la campagne de Bob Dole de celles de Pat Buchanan et de Steve Forbes.

L'ANXIÉTÉ ÉCONOMIQUE

Steve Forbes n'est pas un révolutionnaire, c'est un libéral qui n'a que faire du parti, des bureaucrates et de l'administration omnipotente. Son credo, un taux unique d'impôt sur le revenu, peut paraître limité, mais il lui permet d'aborder un thème auquel les électeurs sont sensibles : la nécessité d'une croissance économique soutenue et les bénéfices qu'ils pensent pouvoir en retirer. Sous une forme plus primaire et plus démagogique, c'est aussi à cette préoccupation que répond Pat Buchanan lorsqu'il accuse le commerce international et l'avidité du grand capital de toutes les misères des travailleurs ; et les chiffres montrent que jusqu'ici, c'est plutôt ce message du « nationalisme économique » qui a porté que l'autre volet de son discours, celui de l'ordre moral, apparemment perçu comme trop extrême.

Tous les responsables du Parti républicain ne sont pas insensibles à l'« anxiété économique » des électeurs des classes moyennes, ceux qui craignent que leurs enfants ne vivent moins bien qu'eux. « Ces gens-là ont toujours fait partie de la coalition républicaine », observe Bob Lighthizer, trésorier de la campagne de Bob Dole et l'un de ses principaux conseillers économiques. Ils l'ont désertée en 1992, sont revenus en 1994, et il faut les garder en 1996. Le plus grave problème auquel est confronté ce pays est la chute des classes moyennes. » Le défi pour les républicains traditionnels, ajoute l'un des stratèges de la droite modérée, Bill Kristol, directeur du *Weekly Standard*, est « d'identifier les thèmes du discours de Buchanan qu'ils peuvent intégrer ».

De l'avis unanime, si Bob Dole, à l'âge de soixante-deux ans, veut porter l'étendard républicain face à Bill Clinton, il doit faire mieux, présenter aux Américains une « vision » susceptible de les séduire, trouver un langage plus concret que celui qu'il s'est contenté d'offrir jusqu'ici : « Ma vision, dit-il, c'est celle d'une Amérique meilleure. » Car pendant ce temps, Bill Clinton, lui, a déjà saisi l'air du temps : lundi, il présentait devant des ouvriers d'une usine proche de Detroit son dernier-né, le « programme de croissance ».

Sylvie Kauffmann

RÉCIFICATIF

MARGUERITE DURAS

Contrairement à ce qui était indiqué dans l'article consacré à Marguerite Duras cinéaste (*Le Monde* du 5 mars), le directeur de la photo d'*India Song* n'était pas Nestor Almendros mais Bruno Nuytten.

Deux bonnes nouvelles : la Turquie a enfin un gouvernement et les islamistes en seront exclus. Les pallinodies politiciennes qui se jouaient à Ankara depuis les élections du 24 décembre 1995 et la perspective, un moment envisagée très sérieusement, de voir le parti islamiste du Refah arriver au pouvoir étaient en effet de plus en plus inquiétantes. Comment ne pas redouter autant le vide du pouvoir que l'éventualité de ministres religieux dans un pays dont on ne soulignera jamais assez le rôle-charnière dans une des régions les plus exposées du monde ? Comment imaginer sans crainte la Turquie, membre de l'OTAN, du Conseil de l'Europe, signataire d'un accord d'union douanière avec les « Quinze », dirigée par les représentants d'un parti qui remet ouvertement en cause ces différents engagements ?

Il aura pourtant fallu plus de deux mois pour que la raison s'impose. Certes, les islamistes étaient arrivés en tête du scrutin de la fin décembre 1995. Mais, avec environ 21 % des voix, et seuls à se battre contre l'Etat laïque créé par Atatürk, ils ne pouvaient prétendre au pouvoir. Les animosités personnelles entre Mesut Yilmaz et M. Tansu Ciller, les deux chefs des par-

Voie étroite à Ankara

tis conservateurs, la détiqescence de leurs formations, les avaient empêchés de s'entendre au lendemain du scrutin. Quant à la discrète pression des militaires, attachés à la laïcité, pour faire échouer les contacts entre le parti de M. Yilmaz et le Refah, elle sonne, aussi, comme un avertissement : l'armée turque est déjà sortie de ses casernes et pour des causes moins nobles !

Le pire n'est pas toujours certain et les pays démocratiques doivent donc, pour le moment, se féliciter de l'accord intervenu mercredi. Ils ne doivent pas pour autant baisser la garde et, tout à leur satisfaction de voir les islamistes écartés du pouvoir, laisser la Turquie continuer à violer plus souvent qu'à son tour les droits de

l'homme, notamment dans sa répression sanglante contre les Kurdes. Les timides progrès qui avaient été réalisés en la matière avant la ratification de l'accord d'union douanière, notamment sous la pression du Parlement européen, doivent être considérés comme un début. De même que les timides ouvertures annoncées ces derniers jours en faveur du respect de l'identité culturelle des Kurdes. La Turquie doit comprendre qu'elle aura toute la place qu'elle mérite au sein de l'Union européenne à la seule condition de respecter les règles fondamentales qui sont à la base de cette union.

Agiter l'épouvantail islamiste, comme ont tendance à le faire certains dirigeants d'Ankara, ne doit pas faire illusion. Le spectacle souvent grotesque donné par les chefs des partis laïques, leurs querelles byzantines, leur clientélisme, font aussi le lit des islamistes ou des militaires. C'est en renforçant les bases démocratiques de leur pays, en instaurant une véritable laïcité – c'est-à-dire, aussi, le respect des opinions de tous –, en luttant contre la corruption et le malaise social que le nouveau gouvernement d'Ankara écartera le danger extrémiste. Et non pas en continuant à raser les villages d'Anatolie.

L'intégriste par Carlos Nine



DANS LA PRESSE

LE NOUVEL OBSERVATEUR

Jean Daniel

■ Ce que le massacreur de Hébron, les incendiaires du Hezbollah et même l'assassin de Rabin n'ont pas réussi à faire, les tueurs islamistes, auteurs des quatre derniers attentats, viennent d'y parvenir. Ils ont persuadé une grande partie de l'opinion israélienne que la construction de la paix pouvait avoir un visage encore plus hideux que celui de la guerre. (...) Autour de Mendès France et avec quelques autres, nous avions pensé depuis longtemps que l'entente entre Israéliens et Palestiniens n'interviendrait qu'à trois conditions : 1) Lorsqu'une majorité d'Israéliens se rendrait compte qu'il est contraire à leur civilisation de continuer à opprimer un autre peuple ; 2) Lorsque les Palestiniens précéderont leur destin entre leurs mains et ne dépendraient plus des autres puissances ; 3) Lorsque Israéliens et Palestiniens se découvriront soit des intérêts communs, soit un ennemi commun. Cette semaine, c'est la troisième de ces conditions qui constitue l'effroyable surprise. Il y a un ennemi commun aux Israéliens et aux Palestiniens, c'est le terrorisme. S'ils le combattent ensemble, ils sauvent la construction de la paix. Le monde entier doit tout faire pour les aider dans ce sens.

REFL

Philippe Alexandre

■ L'examen de l'affaire Papon par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Bordeaux, après une quinzaine d'années de procédure, aurait pu apparaître en toute autre circonstance comme une vaine et un peu dérisoire survivance de nos déchirures historiques, mais il se produit au moment où en Israël, à des milliers de kilomètres de Bordeaux, le peuple juif subit l'un de ses martyres répétés qui constituent depuis des millénaires la réalité implacable de son histoire. (...) On ne saurait comparer à ces hauts fonctionnaires diplômés, éduqués, assermentés au vieux chef militaire qui gouvernait le pays pour le compte des nazis, les kamikazes du Hamas engagés dans une guerre qu'ils déclarent « sainte », bien sûr. Mais il reste, inhumaine malgré les progrès de l'humanité, cette volonté qui se révèle régulièrement ici ou là, à Bordeaux ou à Tel-Aviv, de supprimer un peuple, des hommes, des enfants et des femmes, parce qu'ils sont juifs, seulement juifs.

La violence faite aux femmes

VIOLS, ASSASSINATS, mutilations sexuelles, discriminations, violences conjugales, prostitution : aucun pays ne peut affirmer que les femmes ne sont pas victimes de violences sur son territoire. En Algérie, des femmes sont assassinées au nom d'un islam dévoyé. En Afrique, des fillettes subissent une excision. En Asie, le tourisme sexuel avilit des enfants. En France, des femmes sont battues par leur époux et n'osent pas porter plainte. La déclaration finale adoptée en septembre 1995 à l'issue de la quatrième Conférence mondiale des femmes tenue à Pékin a reconnu que « les droits des femmes sont partie intégrante et indivisible de tous les droits humains et des libertés fondamentales ». Pourtant, une moitié de l'humanité peut encore être maltraitée.

La Journée internationale des femmes, célébrée vendredi 8 mars, est l'occasion de dénoncer ces mauvais traitements. Pays en voie de développement et pays industrialisés, tous sont concernés. Cette « culture de la violence », ainsi que la désignent les participants à un colloque organisé, lundi 4 mars, par l'Unesco à Paris, a été longtemps acceptée. Au nom de la tradition, par respect pour des coutumes ancestrales, par crainte de s'immiscer dans la vie privée d'autrui.

Tel n'est plus aujourd'hui le cas. L'inadmissible est désormais dénoncé. En Asie et en Afrique, près de cent vingt millions de femmes ont déjà subi des mutilations sexuelles, qu'il s'agisse de l'excision ou de l'infibulation. « Il y a vingt ans, lorsque je dénonçais les mutilations sexuelles dont sont victimes les petites filles dans mon pays, on me considérait comme folle », raconte Bethane Ras-Work, présidente éthiopienne du Comité international sur les pratiques traditionnelles ayant effet sur la santé des femmes et des enfants. Aujourd'hui, ces pratiques sont dénoncées par l'ensemble de la communauté internationale. L'Ethiopie elle-même les condamne, même si le gouvernement ne fait rien pour y mettre un terme.

Les violences conjugales, tabou suprême, ne bénéficient plus de la loi du silence. Jusqu'à récemment, elles ne semblaient concerner ni l'Etat ni la justice. Là encore, les mentalités évoluent. Dans un rapport rendu public mercredi 28 février, le rapporteur spécial de l'ONU pour les droits de la femme, Radhika Coomaraswamy (Sri Lanka), estime que la violence domestique contre les femmes est assimilable à une torture et doit être légalement réprimée. Selon une étude citée par le rapport, aux Etats-Unis, près de

deux millions de femmes sont battues chaque année par leur partenaire masculin. Au Québec, on ne se contente pas de protéger les victimes. Des thérapies pour les « hommes battants » sont proposées à ceux qui sont jugés coupables de violence sur leur compagne.

L'inadmissible est désormais dénoncé

Mais les résistances demeurent. Au Mexique, la violence domestique à ses chiffres noirs et si l'égalité entre les hommes et les femmes est inscrite dans la Constitution, l'arsenal législatif ne permet pas d'appliquer ce principe. « Voter une vache coûte plus cher que violer une femme », déplore Laura Salmas, avocate, coordinatrice de la commission des droits de l'homme dans ce pays. En France, le phénomène de la violence domestique demeure mal connu. Le harcèlement sexuel, malgré l'existence d'une loi le réprimant, reste difficile à prouver.

A cela s'ajoutent de nouveaux dangers. L'exploitation sexuelle des femmes génère une véritable

« industrie du sexe », ont dénoncé les experts au colloque de l'Unesco. « Les trafics de femmes et d'enfants, les réseaux de prostitution ont connu une importante augmentation ces dernières années », a ainsi indiqué Janice Raymond, professeur à l'université du Massachusetts et directrice de la Coalition contre les trafics de femmes. Les pays d'Asie sont particulièrement touchés, tout comme les anciens pays de l'Est et Cuba.

Les tentatives de certains Etats, notamment les Pays-Bas, d'aboutir à une reconnaissance officielle de la prostitution ont été dénoncées. « On ne peut considérer que la prostitution est un travail normal sans mépriser le droit fondamental des femmes à être libres de toute exploitation sexuelle », a expliqué M^{me} Raymond. Sous couvert d'assurer une meilleure protection, en particulier sur le plan sanitaire, cette légalisation revient aussi à légitimer un système et donc l'action des proxénètes. La France souscrit à l'analyse de M^{me} Raymond, ainsi que l'a confirmé Anne-Marie Couderc, ministre déléguée à l'emploi chargée des droits des femmes, et ne reviendra donc pas sur les législations en vigueur dans ce domaine.

Michèle Aulagnon

سلاوة جويلا

ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 8 MARS 1996

CONCENTRATION Les deux groupes pharmaceutiques suisses Ciba-Geigy et Sandoz ont signé mercredi 6 mars un accord de fusion en vue de créer le deuxième groupe

mondial de pharmacie derrière le britannique Glaxo Wellcome. C'est la plus grande fusion industrielle mondiale de tous les temps, devant la légendaire OPA de KKR sur le

groupe agroalimentaire RJR Nabisco en 1989. Le nouvel ensemble va abandonner ses métiers annexes, notamment dans la chimie. Au moment où ils perdent leurs rentes

avec l'arrivée des médicaments génériques et où les gouvernements cherchent à maîtriser leurs dépenses de santé, les laboratoires pharmaceutiques doivent se regrouper pour

financer une recherche de plus en plus coûteuse. LA MONDIALISATION ne permet plus de disperser ses ressources financières sur des activités différentes.

Sandoz et Ciba-Geigy créent le deuxième groupe pharmaceutique mondial

Le nouvel ensemble, né de la fusion des deux sociétés suisses et baptisé Novartis, réalisera 26 milliards de francs suisses de chiffre d'affaires et pèsera en Bourse 76 milliards. Il s'agit de la plus grande fusion industrielle jamais réalisée

LES GRANDES MANOEUVRES se poursuivent dans la pharmacie. Le groupe pharmaceutique suisse Ciba-Geigy, né de la fusion entre Ciba et J. R. Geigy en 1970, et Sandoz, second groupe suisse du secteur, ont signé mercredi 6 mars un accord de fusion, rendu public jeudi 7, pour créer un géant suisse de la pharmacie.

Il s'agit de la plus grande fusion industrielle de tous les temps, devant la légendaire reprise pour 25 milliards de dollars du groupe agroalimentaire américain RJR Nabisco par le raider Kohlberg Kravis Roberts (KKR) en 1989. Elle devance aussi la mega-fusion intervenue en 1995 entre Walt Disney et Capital Cities-ABC (19 milliards de dollars) et celle des laboratoires pharmaceutiques bri-

tanniques Glaxo et Wellcome (15 milliards de dollars).

Le nouvel ensemble pèsera en bourse 76 milliards de francs suisses (320 milliards de francs français). Avec un chiffre d'affaires global de 26 milliards de francs suisses - dont 14 milliards dans la pharmacie - et 42 milliards de bénéfices, le nouvel ensemble se placera au deuxième rang mondial du secteur, laissant loin derrière le troisième groupe helvétique Roche. A l'annonce de cette opération, les actions Ciba-Geigy ont progressé de 36 % à l'ouverture de la bourse à Zurich.

Les deux groupes, de taille équivalente, vont créer une nouvelle société, baptisée Novartis. La pharmacie représentera 59 % du chiffre d'affaires du groupe, qui détendra 4,4 % du marché mondial pharmaceutique derrière le britannique Glaxo-Wellcome. Les activités dans l'agriculture (produits phytosanitaires, santé animale) compteront pour 27 % des ventes de Novartis, qui sera leader mondial dans ce domaine, tandis que la nutrition représentera 14 % des ventes.

Les actionnaires de Sandoz détiendront 55 % des actions du nouvel ensemble, ceux de Ciba en récupérant 45 %. Cette fusion, qui prend les opérateurs par surprise, s'inscrit dans le vaste mouvement de concentration qui connaît la pharmacie mondiale depuis près de trois ans. Elle intervient après la fusion géante entre les britanniques Glaxo et Wellcome en 1995, suivie de la fusion entre le suédois Pharmacia AB et l'américain Upjohn pour créer Pharmacia & Upjohn. Depuis janvier 1995, les groupes pharmaceutiques européens ont mené huit opérations

de rapprochement majeures pour une valeur supérieure à 26 milliards de dollars (104 milliards de francs), sans compter une douzaine d'opérations plus petites, pour agrandir leur portefeuille de médicaments et réaliser des économies d'échelle.

FORTES SYNERGIES

A chaque fois, les mêmes motifs sont invoqués : rassembler ses forces pour avoir les moyens de financer une recherche-développement de plus en plus coûteuse. Chaque molécule pharmaceutique demande au bas mot entre un et deux milliards de francs français d'investissements. Les efforts dans tous les pays du monde pour maîtriser les dépenses de santé laissent les profits des groupes

pharmaceutiques et les obligent à des restructurations massives. Il n'y a pas de raison que le mouvement de concentration s'interrompe dans un avenir proche.

Dans les dernières années, Sandoz comme Ciba-Geigy ont souffert de leur taille moyenne. Les deux entreprises ont peu poussées leurs offres de produits classiques et manquent de véritables molécules innovantes. Tous les deux doivent subir les attaques de plus en plus pressantes des produits génériques représentant des formules des médicaments à sucres tombés dans le domaine public et qui concurrencent leurs propres produits.

Ensemble, les deux groupes pensent que leurs investissements annuels en recherche et dévelop-

pement s'élèveront à plus de 2 milliards de francs suisses. Ils prévoient de lancer au moins 17 nouveaux produits au cours des trois prochaines années.

Le rapprochement des deux ensembles devrait permettre de dégager de fortes synergies. « La concordance stratégique ne saurait être meilleure. Cette fusion permet de renforcer notre présence sur les marchés. Elle libère encore de nouvelles ressources pour une croissance supérieure. Notre position de leader incontesté dans les thérapies émergentes et notre éventail de projets de recherche avec des substances uniques nous offre de réelles perspectives de croissance accélérée pour l'avenir », se réjouit Daniel Vasella, directeur général de Sandoz-Pharma.

La fusion devrait leur permettre d'économiser 1,8 milliard de francs suisses d'ici trois ans et de doper leurs résultats dès 1996. Comme d'habitude, ce rapprochement se traduira par des restructurations et des suppressions d'emplois, dont le nombre n'a pas encore été précisé. Ciba-Geigy emploie quelque 83 000 salariés dont 15 000 aux Etats-Unis tandis que Sandoz compte 60 000 employés. L'accord entre Ciba et Sandoz repose sur une fusion amicale à égalité dans laquelle les dirigeants et les conseils d'administration des deux groupes seront appelés à jouer un rôle équivalent. Le président du conseil d'administration de Novartis sera Alex Krauer, président de Ciba, tandis que Daniel Vasella sera nommé président du comité de direction.

Comme Sandoz, qui s'était séparé de sa branche chimie en 1995 en introduisant la société en bourse sous le nom de Clariant, Ciba-Geigy va faire de même avec ses activités chimiques. La nouvelle société chimique indépendante sera introduite en bourse à Zurich dans les douze prochains mois et ses titres seront distribués aux actionnaires de Novartis. Sandoz, de son côté, va céder sa branche matériaux chimiques destinés à la construction, en l'introduisant en bourse ou en la vendant. Les deux chimistes suivent un chemin classique de la mondialisation : ils cherchent à s'imposer comme leaders incontestés sur leur métier de base en devenant des géants et se séparent de toutes leurs activités annexes.

Les dix premiers laboratoires

(nationalité et chiffre d'affaires 1994)

1. Glaxo (GB) : 9,7 milliards de dollars (environ 35 milliards de francs).
2. Hoechst (Allemagne) : 7,5 milliards.
3. Merck (EU) : 7 milliards.
4. Bristol-Myers Squibb (EU) : 6,6 milliards.
5. America Home Products (EU) : 6,5 milliards.
6. Roche (Suisse) : 5,6 milliards.
7. Johnson and Johnson (EU) : 5,3 milliards.
8. Pfizer (EU) : 5,2 milliards.
9. Pharmacia (Suède) : 5,2 milliards.
10. SmithKline Beecham (EU) : 5,1 milliards.
11. Ciba-Geigy (Suisse) : 4,9 milliards.

COMMENTAIRE TOUJOURS PLUS GRAND

Le capitalisme est entré de plus deux ans dans une nouvelle phase de concentration... entre mastodontes. La taille redevient l'obsession de dirigeants d'entreprises confrontés à ce qu'on appelle en termes barbares déréliction et globalisation.

Dans des secteurs comme la pharmacie, l'armement ou les activités financières, dont les marchés sont planétaires, les marges laminées par la concurrence et les investissements considérables, il ne suffit plus d'être grand : il faut être géant et contrôler une part significative d'un marché mondial. La fu-

sion spectaculaire entre Sandoz et Ciba-Geigy, la plus importante opération de ce type jamais réalisée entre des groupes industriels, qui crée le numéro deux mondial de la pharmacie, en est la confirmation.

La concentration secrète sa propre logique. Elle condamne les entreprises à grossir pour rester dans le peloton de tête. Le rapprochement entre Ciba-Geigy et Sandoz est une réponse à l'acquisition par le britannique Glaxo en 1995 de son compatriote Wellcome pour 75 milliards de francs.

Dans l'armement, les américains Martin Marietta et Lockheed ont investi l'an dernier pour 50 milliards de francs. C'est au tour des français Aerospatiale et Dassault d'un côté, et Thomson et Matra de l'autre, de

tenter de s'unir... sous la contrainte.

La pression est la même dans le domaine bancaire. Outre-Atlantique, les rapprochements entre la Chase Manhattan et la Chemical Banking ou entre First Interstate et Wells Fargo ont dépassé à chaque fois les 50 milliards de francs.

La fusion programmée au Japon entre la Bank of Tokyo et la Mitsubishi Bank va créer la première banque du monde. Cette opération de 165 milliards de francs est la seule dont l'ampleur dépasse celle du rapprochement entre Ciba-Geigy et Sandoz.

La course éperdue au gigantisme n'en est sans doute qu'à ses débuts.

Eric Leser

Arnaud Leparmentier et Martine Orange

Les constructeurs aéronautiques se partageront 1 100 milliards de dollars sur vingt ans

LE CONSTRUCTEUR aéronautique américain Boeing a bien l'intention de se tailler la part du lion dans un marché aéronautique qu'il évalue à 1 100 milliards de dollars (5 500 milliards de francs) pour 15 900 appareils neufs sur les vingt prochaines années, soit plus de 50 milliards de dollars par an.

Fort déjà de plus de 60 % des parts de marché mondiales, l'avionneur de Seattle expliquait mercredi 6 mars à l'occasion de la présentation de ses prévisions du marché (*Current market outlook*) que « Boeing était le seul à proposer une gamme d'avions allant de 100 à 600 places ». Il manque toujours au constructeur européen Airbus un avion de 100 places et un gros porteur de plus de 400 places. L'autre américain, McDonnell Douglas, n'offre qu'une gamme limitée d'appareils.

Après la grave crise du début des années 90, la croissance du trafic aérien entre 1996 et 2015 sera de 5,1 % en moyenne par an, avec de grandes disparités suivant les régions du monde, indique Boeing. Déjà, en 1995, la reprise s'était nettement dessinée avec, pour la première fois depuis 1990, un nombre de commandes supérieur à celui des livraisons (714 appareils contre 481). Sur les vingt prochaines années, Boeing estime qu'en Amérique du Nord, où le

marché est arrivé à maturité, le trafic n'augmentera « que » de 4 % par an en moyenne, alors qu'il fera un bond de 7,8 % en Asie-Pacifique. Rien qu'en Chine, le trafic aérien devrait progresser de 14 % par an au cours des dix ans à venir.

La plus grande partie (41 %) des ventes se feront toujours sur le segment des avions dits « *à couloir unique* » et de petite taille. La part de ces petits avions (100 à 240 places), rendus très populaires par la dérégulation en raison de l'augmentation des fréquences qu'ils permettent, diminuera dans la flotte mondiale, à 72 % au lieu de 74 % actuellement.

LES PROBLEMES DU 777

Les avions dits « *intermédiaires* » (241 à 400 passagers) connaîtront la croissance la plus importante, en raison des améliorations techniques qui leur donnent un rayon d'action plus important et de l'augmentation prévue des « *trafics régionaux* », intra-européens ou intra-asiatiques. Ils représenteront 36 % des livraisons et leur part de marché passera à 19 % au cours des dix ans à venir contre 17 % actuellement. Sur ce créneau, Boeing a lancé son dernier-né, le Boeing 777, qui a fait une entrée fracassante sur le marché l'an dernier

avec 92 appareils commandés contre 19 A 330/A 340 pour son concurrent européen Airbus. Le 777 revendiqué « 80 % du marché depuis son lancement » et projeté de constituer à terme une famille d'avions, permettant de transporter de 300 à 550 passagers, sur des distances pouvant aller jusqu'à 14 000 kilomètres.

La révélation par le *Wall Street Journal* du 6 mars des déceptions d'United Airlines, unique compagnie aérienne américaine à avoir commandé le nouvel appareil, tombe particulièrement mal. United juge « *intolérable* » les problèmes mécaniques qui ont perturbé les départs deux fois plus que prévu initialement, la durée d'immobilisation des avions et la multitude des problèmes rapportés par les pilotes.

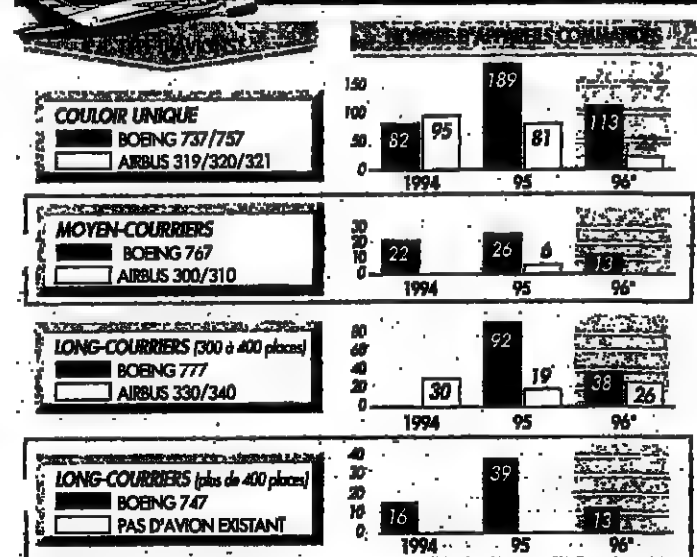
Quelques jours plus tôt, l'hebdomadaire américain *Business Week* avait mis en doute la sécurité de l'appareil : « *La nécessité de respecter la date d'homologation prévue par Boeing pour son avion a poussé les hauts responsables de la Federal Aviation Administration à ignorer les inquiétudes exprimées par ses propres ingénieurs quant à la casse éventuelle des pales des turbines du 777, qui sont d'une taille et d'un poids supérieurs à ceux des autres avions (trois fois celle du 747).* »

conférence sur « *le combat singulier de l'aéronautique* », que les avions de plus de 350 places représenteraient 14 % des ventes en volume et 40 % en valeur d'ici vingt ans. Airbus rétorique donc actuellement au lancement d'un très gros porteur, l'A 380.

Le véritable combat portera sur les prix, et la reprise du marché ne sera pas l'occasion d'une pause dans la concurrence acharnée que se livrent les constructeurs. Face aux exigences d'économies des compagnies aériennes, échaudées par leurs 21 milliards de dollars de pertes entre 1991 et 1995 (soit autant que les gains de toute l'histoire de l'aviation civile), « *les différences technologiques et de produits s'estompent au profit d'une guerre totale sur le prix* », explique M. Gallois. En plus de la dépréciation du dollar, Airbus avait déjà dû supporter en 1995 une baisse des prix de 10 %. « *Nous avons été surpris, mais nous avons désormais décidé de mener la bataille* », reconnaît M. Gallois.

Christophe Jakubyszyn

L'américain creuse l'écart



Commandes au 07/03/1996. Source : Boeing, Airbus.

Après avoir vendu 344 appareils en 1995, le constructeur américain Boeing continue à marquer des points en 1996 avec 177 avions commandés contre 45 pour le consortium européen Airbus.

Les loueurs d'avions reviennent en force

SI AIRBUS ne devait compter que sur les commandes des compagnies aériennes, le consortium européen n'aurait vendu cette année qu'un seul appareil, à la compagnie charter turque Onur Air. Les sociétés de leasing sont heureusement venues au secours de l'avionneur. Après la commande en janvier de 9 appareils A 321 par GATX Capital Corporation, Airbus a bénéficié mercredi 6 mars d'une commande ferme de 18 appareils par la première société internationale de leasing, International Lease Finance Corporation (ILFC), filiale du géant américain de l'assurance American International Group, pour un « *prix catalogue* » de 3,57 milliards de dollars.

L'américain Boeing a également enregistré auprès de ILFC une commande d'un montant de 2,8 milliards de dollars après avoir bénéficié en janvier dernier d'une commande de 4 milliards de dollars de la part de GE Capital Aviation Service (GECAS) portant sur cinq Boeing 777 et 178 Boeing 737.

Les sociétés de leasing s'affairent donc, au moment du redémarrage du marché aéronautique, comme des clients clés. Les avionneurs sont pourtant contraints de leur concéder des remises de prix importantes, en raison des volumes commandés, et les considèrent comme des concurrents qui ont empêché de négocier directement avec les compagnies aériennes.

Aujourd'hui, Boeing et Airbus se félicitent du rôle d'éclaireur joué par les sociétés de leasing. « *Elles nous aident à proposer nos avions à des compagnies qui n'ont pas les moyens de nous en acheter* », explique-t-on chez Boeing. « *Elles constituent un très bon baromètre des besoins du marché et elles nous aident aussi à prendre position sur de nouveaux marchés* », affirme-t-on chez Airbus. A l'occasion du contrat annoncé mercredi, ILFC devient ainsi la compagnie de lancement du nouvel A 330-200 (13 appareils commandés), la version raccourcie de l'A 330 à long rayon d'action, qui avait été lancée, sans client, à la fin de 1995.

C. J.

Aerospatiale a doublé ses pertes en 1995

Aerospatiale a enregistré une perte nette de 981 millions de francs en 1995 contre 480 millions en 1994, pour un chiffre d'affaires de 49,2 milliards de francs, déclare son PDG, Louis Gallois, dans un entretien au *Figaro* du 7 mars. Si le groupe a continué de se désendetter (la dette s'est établie à 6,5 milliards de francs en 1995, en réduction de 1 milliard de francs par rapport à 1994), « *les fonds propres, dit M. Gallois, restent insuffisants* ».

Le PDG plaide une nouvelle fois pour une ouverture du capital. Estimant que la date du 30 juin est « *tenable* », mais « *très serrée* » et qu'« *il faut aller vite désormais* » pour étudier les modalités d'un rapprochement avec Dassault, M. Gallois explique, d'autre part, que « *Thomson est pour Aerospatiale un partenaire incontournable* », car il faut, comme aux Etats-Unis, « *des relations nécessairement rapprochées* » entre fabricants de plates-formes (cellules d'avion), « *systémiers* » (intégrateurs de systèmes) et électroniciens.

Canal Plus, Bertelsmann et Havas s'allient à Rupert Murdoch

Les quatre partenaires lanceront un bouquet de chaînes de télévision numériques en Allemagne dès l'automne. La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) conteste l'attitude de son actionnaire Havas

Les français Canal Plus et Havas et l'allemand Bertelsmann s'associent au réseau britannique BSkyB, contrôlé par News Corp., pour créer une plate-forme numérique, qui offrira des chaînes de télévision en Allemagne, puis

dans d'autres pays européens. Canal Plus, Bertelsmann et BSkyB détiendront 30 % de la nouvelle société, et Havas 10 %. Un bouquet de chaînes thématiques sera lancé en Allemagne dès l'automne. Cette association inter-

vient alors qu'un préaccord avait été mis au point entre la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et Rupert Murdoch, le magnat australo-américain qui détient 40 % de BSkyB. Ce projet d'alliance avec le patron

de News Corp. avait été vivement critiqué par Canal Plus et Havas. Dans un entretien au Monde, Michel Delloye, administrateur délégué de la CLT, dénonce le rôle d'Havas, actionnaire de Canal Plus et de la CLT.

RENVERSEMENT spectaculaire d'alliances, communiqués triomphants et transformation radicale de l'image de Rupert Murdoch, devenu subitement un allié privilégié après avoir été diabolisé, surtout côté français. Mercredi 6 mars, un accord entre Canal Plus, Havas, Bertelsmann et BSkyB, le groupe de Rupert Murdoch, a été rendu public. Cette association s'est donnée pour but de lancer un bouquet de chaînes de télévision numériques en Allemagne. Cet accord bouleverse nombre d'alliances traditionnelles en Europe et réduit à néant le protocole d'accord entre la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et BSkyB, filiale satellite du groupe Murdoch et de Chargeurs, dont la signature avait été sans cesse différée depuis son annonce, le 5 février (Le Monde du 23 février).

L'accord qui a été « signé cette semaine » et qui « sera soumis à l'approbation des autorités communautaires » associe les quatre nouveaux partenaires dans une société provisoirement baptisée New Co. (« Nouvelle compagnie »). Cette

société sera contrôlée à 30 % par Canal Plus, Bertelsmann et BSkyB, tandis que Havas, actionnaire de Canal Plus et de la CLT, en aura 10 %. Son but est d'« offrir des chaînes de télévision numérique - documentaires, musique, cinéma, enfants, loisirs et un service complet de paiement à la séance et de quasi-védo à la demande - en Allemagne puis dans d'autres pays européens ».

YVES DE PONT

Des versions allemandes de chaînes du bouquet Canalsatellite - Planète, Canal Jimmy, Ciné Ciné - ainsi qu'une nouvelle chaîne baptisée Seasons seront progressivement intégrées à ce bouquet germanophone. L'Allemagne a été choisie en raison de l'ampleur de son marché : il représente 50 % de l'audiovisuel européen avec ses vingt chaînes, alors qu'en Grande-Bretagne ou en France le marché est plus étroit et les positions - celles de Murdoch et de Canal Plus - bien établies. Les nouveaux associés envisagent d'intervenir en Italie, en Scandinavie et à l'Est.

C'est la chaîne allemande à péage Première, filiale de Bertelsmann et de Canal Plus (37,5 % chacun) mais aussi de Leo Kirch (25 %), qui servira de tête de pont à ces nouvelles télévisions numériques. Chaque partenaire apportera à Première les chaînes qu'il contrôle (et qui seront « reformées » pour le marché allemand) ou en éditera de nouvelles. La société utilisera le décodeur Mediabox, mis au point par Canal Plus et développé par la Société européenne de contrôle d'accès (SECA), filiale de la chaîne cryptée et de Bertelsmann. Selon un responsable de Canal Plus, le lancement de New Co. nécessiterait de 1 à 2 milliards de francs, souscrits en comptes courants par les actionnaires.

L'accord avec Rupert Murdoch suscite de nombreux commentaires. Violamment dénoncé

pour son éventuelle association avec la CLT, le patron de News Corp. devient aujourd'hui un allié de choix. Il n'a jamais caché en privé qu'il lui serait difficile d'implanter en Allemagne sans partenaire allemand. « L'idée flottait dans l'air », confie un dirigeant de Canal Plus. Pour Havas, il était plus sain de joindre Canal et Murdoch. Quant à Rupert Murdoch, il était désireux d'entrer dans une association où figure aussi un partenaire allemand de poids, ce que n'est pas la CLT. Les dirigeants de Canal Plus estiment en outre que Murdoch sera mieux contenu avec eux et Bertelsmann qu'avec la CLT.

L'accord a été approuvé à l'unanimité par le conseil d'administration de Canal Plus, mercredi 6 mars. Pour Pierre Lescure, PDG de Canal Plus, cette « plate-forme numérique

sera au moins égale à celle de Kirch » - autre opérateur de télévision numérique en Allemagne, qui vient de boucler un accord avec le groupe Veba et le distributeur Metro (Le Monde du 7 mars).

La CLT, elle, ne cache pas son irritation devant le nouvel accord (lire ci-dessous). Elle pourrait s'associer avec le groupe Kirch en Allemagne ou TF1 en France, voire avec des partenaires américains (Le Monde du 7 mars).

Quant à Première, les grandes manœuvres autour de son capital ont déjà commencé : Rupert Murdoch a proposé, dès mercredi 6 mars, d'en racheter 25 % pour 270 millions de dollars, proposition poignamment rejetée par les actionnaires actuels, confrontés notamment aux déclarations futures de Leo Kirch.

Enfin, il reste à savoir si Havas

pourra rester au capital de la CLT après avoir clairement choisi le camp de Canal Plus. Pierre Daurier entend bien continuer d'y défendre ses intérêts publicitaires. Le financier belge Albert Frère, dont la démission éventuelle du conseil d'administration d'Havas alimente les rumeurs, n'a toujours pas commenté le nouvel accord.

YVES-MARIE LABÉ

Canal Plus a remporté, mercredi 6 mars, la mise aux enchères à Los Angeles du catalogue Carolco, pour 58 millions de dollars. Le catalogue de cette société indépendante de production fondée par Mario Kassar comprend vingt-deux longs métrages comme Basic Instinct, Total Recall, Cliffhanger ou encore Rambo, Terminator 1 et 2.

Michel Delloye, administrateur délégué de la CLT

« Cet accord modifie nos plans, pas notre stratégie »

« BSkyB ne signe pas avec la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) mais avec Canal Plus, Bertelsmann et Havas. Quelle est votre réaction ?

« La surprise vient surtout de la volte-face de Havas, qui signe avec Rupert Murdoch après avoir tenté de le diaboliser, ainsi que tous ceux qui s'alignaient à lui. Dès l'instant où la CLT avait été sur le point de conclure avec Rupert Murdoch en Allemagne, la riposte s'est organisée. Elle a pris la forme d'une contre-offensive de charme qui se solda par une entrée royale de Rupert Murdoch sur le marché européen alors que nous avions des difficultés à finaliser un accord limité à l'Allemagne en contenant ses appétits. Est-ce désormais la guerre avec Havas ?

« C'est pour le moins une transition évidente. Des mesures devront être prises pour pallier la situation absurde que nous vivons. Il n'est pas pensable que la CLT et ceux qui la soutiennent ne tirent pas les conclusions qui s'imposent. Quelle est désormais la stratégie de la CLT ?

« Il est clair que cette nouvelle donne est de nature à modifier nos plans mais pas notre stratégie. Nous devons continuer à nous développer dans nos métiers de base tout en nous dotant des moyens d'être un acteur du numérique en France et en Allemagne. Le lancement d'un bouquet de programmes numériques à la fin de 1996 en Allemagne est toujours d'actualité.

« Avec quels partenaires ?

« Avec ses trois chaînes de télé-

vision en Europe, la CLT est assez forte pour développer ses propres projets de télévision à péage en France et en Allemagne. Je refuse l'idée complaisamment colportée selon laquelle nous sommes en panne de fonds et de partenaires. N'oublions pas que la CLT a réussi à financer sans problèmes des programmes de développement ambitieux. Tous nos projets récents en témoignent : Channel 5 en Grande-Bretagne, RTL 2 et Super RTL en Allemagne, la seule vente de Têl Star et Top Santé (lire page 28) nous procure 1,4 milliard de francs de trésorerie.

« La CLT pourrait-elle finir par rejoindre l'axe Canal-Plus-Bertelsmann (BSkyB)-Havas ?

« Je ne souhaite pas nourrir les spéculations. Mais je constate que Havas, Canal Plus et Bertelsmann se retrouvent dans le capital de la chaîne allemande Première, aux côtés de Kirch qui est aujourd'hui leur adversaire. L'arrivée de BSkyB dans Première n'est pas de nature à résoudre les conflits d'intérêt.

« Vous maintenez votre projet numérique en France également ?

« Les barrières politiques qui ont été dressées contre la CLT du fait de ses projets d'alliance avec Rupert Murdoch tombent d'eux-mêmes. Il y a un marché en France et les moyens existent de rompre le monopole de Canal Plus. Toute tentative de Canal Plus de renforcer la ligne Maginot ne fait qu'exacerber les convulsions, notamment celles des groupes américains. »

YVES MAMOU

Propos recueillis par Yves Mamou

Les partenaires

● **BSkyB** : ce réseau britannique de chaînes thématiques payantes est contrôlé par News Corp., société de Rupert Murdoch présente dans la presse (The Sun, The Times, New York Post), le cinéma (Twentieth Century Fox), la télévision (Fox TV, Star TV) et l'édition (Harper Collins), en Australie, aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en Asie. En 1994, News Corp. a réalisé un chiffre d'affaires de 40 milliards de francs et un résultat net de 4,5 milliards.

● **Bertelsmann** : groupe allemand présent dans la presse (Gruener und Jahr, Prisma Presse), dans l'édition et les clubs de livres (France-Lolsirs), la télévision (Première, Vox en Allemagne). La majorité des actions de Bertelsmann est détenue par une fondation. Le chiffre d'affaires de la société était en juin 1995 de 68 milliards de francs, pour un résultat de 4,2 milliards.

● **Canal Plus** et **Havas** : première chaîne cryptée française et européenne (4 millions d'abonnés en France, 2 millions dans les autres pays), Canal Plus a été créée en 1984. Elle a des filiales en Allemagne, Espagne, Belgique, Pologne et en Afrique. Ses principaux actionnaires sont Havas et la Compagnie générale des eaux. Son chiffre d'affaires, estimé pour 1995, est de 10 milliards de francs. Havas est présent dans la publicité, la presse, l'édition (CEP communication) et la télévision (CLT, Canal Plus). Son chiffre d'affaires estimé pour 1995 est de 44,5 milliards de francs.

COMMENTAIRE

« SANCTUARISER » LE MARCHÉ FRANÇAIS

On croyait Murdoch l'ennemi ! C'était en réalité la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT). Les ambitions divergentes des groupes de communication européens - Canal Plus, Havas et Bertelsmann - contre la CLT - ont pour conséquence logique de placer les Américains en arbitres du jeu audiovisuel au sein de l'Union européenne. Rupert Murdoch, longtemps cantonné au seul marché britannique, a effectué une percée en 1994 - à l'appel de Bertelsmann - pour sauver

du naufrage financier Vox, une chaîne hertzienne. Aujourd'hui, en prenant 25 % du capital de Première avec l'aide de Canal Plus et de Bertelsmann, le magnat australo-américain est en position de distribuer les cartes.

On le soupçonnait déjà : l'Europe de la communication ne pouvait se faire sans les Américains. Eux seuls sont capables de produire les programmes à audiences élevées et à fort taux d'abonnement. Mais le pire s'est produit : les studios hollywoodiens, les networks de New York et les câblo-opérateurs du Colorado deviennent progressivement les arbitres du jeu européen. Canal Plus a déjà montré le chemin en vendant une part du capital de Canalsatellite à John Malone, PDG de Tele-

communications Inc. (TCI), le plus gros câblo-opérateur américain.

En s'alliant à Rupert Murdoch en Allemagne, Pierre Lescure, PDG de Canal Plus, poursuit la même stratégie : « sanctuariser » le marché français. Ni Murdoch ni Malone ne viendront - ils l'ont promis - concurrencer Canal Plus en France. Un seul problème : l'alliance avec Murdoch et TCI ne suffit pas à bloquer l'« envahisseur » américain. Disney, Viacom-Paramount, Time Warner... et tous les autres n'aspirent qu'à venir se tailler une place en France. Et tout laisse à penser que désormais la CLT se fera un plaisir de les y aider.

YVES MAMOU

Propos recueillis par Yves Mamou

TRÉSOR PLUS

Pour donner de l'élan à votre capital

TRÉSOR PLUS est placée par le réseau du Trésor public et la Caisse des dépôts et consignations

TRÉSOR PLUS est gérée par CDC TRÉSOR, filiale de la Caisse des dépôts et consignations.

Minitel
36 16
CDC TRÉSOR
1,20 franc

SICAV OBLIGATAIRE À MOYEN LONG TERME

Afin que les actionnaires qui le souhaitent puissent bénéficier de la distribution des revenus, le conseil d'administration de TRÉSOR PLUS a proposé la transformation de cette sicav de capitalisation en sicav assortie de deux catégories de titres : des actions de distribution et des actions de capitalisation. Cette proposition a été ratifiée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 5 mars 1996.

Le 12 avril 1996 après-midi, TRÉSOR PLUS disposera de deux catégories d'actions :

- des actions D dont les revenus seront distribués,
- des actions C dont les revenus seront capitalisés dans la valeur liquidative.

Du 18 mars au 12 avril 1996 matin (délai d'option), les actionnaires pourront opter sans frais pour l'échange de tout ou partie de leurs actions actuelles de capitalisation contre un nombre identique d'actions de distribution. À défaut, ils conserveront leurs actions de capitalisation. L'échange d'actions qui sera réalisé le 12 avril 1996 n'aura aucune conséquence fiscale pour l'actionnaire au regard de l'imposition des plus-values.

Après cette date, l'échange restera possible à tout moment, mais il sera soumis à la fiscalité des opérations d'échange, c'est-à-dire assimilé à une cession à titre onéreux susceptible de dégager une plus-value imposable.

CASSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

TRÉSOR PUBLIC

Le CBV tarde à donner le feu vert à l'OPA de Paribas sur la Mixte

CENT FOIS sur le métier... L'état-major de Paribas doit amèrement méditer cette maxime. La seconde vague d'assaut de la banque de la rue d'Antin sur la Mixte (conglomérat industriel-financier), sept ans après l'échec de la première, se heurte à de nombreux obstacles techniques, à la résistance de deux actionnaires et à la neutralité d'un troisième. Selon un communiqué publié à l'issue du conseil d'administration de la Mixte du mercredi 6 mars, le conseil a considéré « à sa majorité » comme « raisonnable » le prix de 800 francs par titre proposé par Paribas pour acquérir la totalité de cette holding.

Un blanc-seing tout relatif. Parmi les actionnaires-administrateurs de la Mixte, seuls la Société centrale d'investissements (SCI) de Jean-Marc Vernes et Allianz, qui ont déjà vendu leur participation à Paribas, ont voté pour l'offre. En revanche, la Société générale et Framatome qui détiennent respectivement 5,5 % et 7,8 % du capital de la Mixte ont émis un « avis réservé » sur ce prix « estimant notamment que celui-ci reflète une valorisation particulièrement pessimiste de certaines lignes importantes et que le niveau élevé de la dette de la holding est injustifié dans le cas d'espèce ».

OPACITÉ

Le premier actionnaire de la Mixte, le Consortium de réalisations (CDR) qui a récupéré les 15,7 % détenus par le Crédit lyonnais, ne siège pas au conseil. Son président, Michel Rouger, observe une neutralité vigilante. Responsable de l'« intérêt collectif », puisqu'il gère la structure de cantonnement du Crédit lyonnais, il ne souhaite pas se prononcer tant que l'opacité de l'opération ne sera pas levée. « Le temps travaille pour nous » estime-t-il. Ce sont donc au total 39 % du capital de la Mixte qui jouent les trouble-fêtes.

Pour Paribas, l'opération Mixte devient un vrai casse-tête. Pour mettre la Mixte à l'abri de François Pinault, le patron de Pinault-Printhe-Redoute (PPR), qui rôdait depuis quelques temps autour de la holding créée par Marc Fournier, André Lévy Lang a acquis la majorité de son capital. Coût : 2,5 milliards de francs. L'opération n'a de sens que s'il obtient la totalité des titres. Il pourra ainsi vendre la Mixte par appartement et utiliser les recettes pour financer l'OPA évaluée à 9 milliards de francs. La situation de la Compagnie financière n'est en effet pas brillante. Elle a annoncé 4 milliards de pertes pour 1995. L'alternative est douloureuse. Ou bien Paribas a immobilisé 2,5 milliards de francs en pure perte. Ou bien elle va être contrainte de relever son offre pour parvenir à ses fins.

L'affaire est d'autant plus compliquée que l'opération lancée par Paribas n'avait, jeudi dans la matinée, toujours pas reçu l'imprimatur du Conseil des Bourses de valeurs (CBV). Réuni mercredi pour étudier le dossier, le CBV devait se prononcer dans la soirée, a semblé-t-il retarder sa décision. Deux aspects de l'OPA soulèvent des questions. D'une part, l'existence d'une éventuelle action de concert entre la SCI de Jean-Marc Vernes, Allianz et Paribas qui aurait permis à cette dernière d'obtenir la majorité du capital de la Mixte. Les intéressés le contestent. D'autre part, l'évaluation de la Mixte réalisée par le cabinet Detroyat.

Enfin, les avis divergent sur la valorisation des 9 % que la Mixte détient dans Paribas. Dans ses comptes, la Mixte les a retenus pour 440 francs, soit l'actif net réévalué donné par la rue d'Antin. Detroyat ne prend en compte que le cours de Bourse, autour de 280 francs. Le CBV dispose de cinq jours après le dépôt d'une offre pour émettre son avis, ce qui portait cette échéance à jeudi 7 mars. Mais il peut également demander une extension de ce délai pour examiner des pièces supplémentaires. Il semble qu'il ait choisi cette solution.

Babette Stern

Je vis à 150

CAC 40
↑

PARIS
+0,29 %
CAC 40
2011,73

% +/-	Compensation (1)
1.02	2650
0.52	937
2.64	1881
1.72	2050
2.79	1786
0.13	670
0.44	908
0.28	940
0.22	370
0.24	360
0.93	146
0.95	313
0.92	460
0.92	855
0.93	530
1.05	445
1.10	485
0.88	570
0.56	165
0.17	485
1.13	2840
0.99	325
1.03	345
1.07	216
1.22	5180
1.13	176
0.87	127
0.85	390
0.65	56
0.61	460
0.60	29
1.12	1000
1.37	7080
0.83	4150
0.83	520
0.88	530
0.84	460
0.94	766
0.71	900
0.71	1350
0.80	1750

410	720	-1.39	69
370	82	-0.67	600
227	220.30	1.18	225
228.50	301	0.62	228
229	301	0.62	228
235	701	1.50	270
304	300	0.17	475
305	300	-0.06	275
306	300	0.10	275
307	300	-0.05	275
308	300	-0.05	275
309	300	-0.05	275
310	300	-0.05	275
311	300	-0.05	275
312	300	-0.05	275
313	300	-0.05	275
314	300	-0.05	275
315	300	-0.05	275
316	300	-0.05	275
317	300	-0.05	275
318	300	-0.05	275
319	300	-0.05	275
320	300	-0.05	275
321	300	-0.05	275
322	300	-0.05	275
323	300	-0.05	275
324	300	-0.05	275
325	300	-0.05	275
326	300	-0.05	275
327	300	-0.05	275
328	300	-0.05	275
329	300	-0.05	275
330	300	-0.05	275
331	300	-0.05	275
332	300	-0.05	275
333	300	-0.05	275
334	300	-0.05	275
335	300	-0.05	275
336	300	-0.05	275
337	300	-0.05	275
338	300	-0.05	275
339	300	-0.05	275
340	300	-0.05	275
341	300	-0.05	275
342	300	-0.05	275
343	300	-0.05	275
344	300	-0.05	275
345	300	-0.05	275
346	300	-0.05	275
347	300	-0.05	275
348	300	-0.05	275
349	300	-0.05	275
350	300	-0.05	275
351	300	-0.05	275
352	300	-0.05	275
353	300	-0.05	275
354	300	-0.05	275
355	300	-0.05	275
356	300	-0.05	275
357	300	-0.05	275
358	300	-0.05	275
359	300	-0.05	275
360	300	-0.05	275
361	300	-0.05	275
362	300	-0.05	275
363	300	-0.05	275
364	300	-0.05	275
365	300	-0.05	275
366	300	-0.05	275
367	300	-0.05	275
368	300	-0.05	275
369	300	-0.05	275
370	300	-0.05	275
371	300	-0.05	275
372	300	-0.05	275
373	300	-0.05	275
374	300	-0.05	275
375	300	-0.05	275
376	300	-0.05	275
377	300	-0.05	275
378	300	-0.05	275
379	300	-0.05	275
380	300	-0.05	275
381	300	-0.05	275
382	300	-0.05	275
383	300	-0.05	275
384	300	-0.05	275
385	300	-0.05	275
386	300	-0.05	275
387	300	-0.05	275
388	300	-0.05	275
389	300	-0.05	275
390	300	-0.05	275
391	300	-0.05	275
392	300	-0.05	275
393	300	-0.05	275
394	300	-0.05	275
395	300	-0.05	275
396	300	-0.05	275
397	300	-0.05	275
398	300	-0.05	275
399	300	-0.05	275
400	300	-0.05	275

1	100	0.56	38
2	100	0.56	38
3	100	0.63	39
4	100	0.67	40
5	100	0.71	41
6	100	0.75	42
7	100	0.79	43
8	100	0.83	44
9	100	0.87	45
10	100	0.91	46
11	100	0.95	47
12	100	0.99	48
13	100	1.03	49
14	100	1.07	50
15	100	1.11	51
16	100	1.15	52
17	100	1.19	53
18	100	1.23	54
19	100	1.27	55
20	100	1.31	56
21	100	1.35	57
22	100	1.39	58
23	100	1.43	59
24	100	1.47	60
25	100	1.51	61
26	100	1.55	62
27	100	1.59	63
28	100	1.63	64
29	100	1.67	65
30	100	1.71	66
31	100	1.75	67
32	100	1.79	68
33	100	1.83	69
34	100	1.87	70
35	100	1.91	71
36	100	1.95	72
37	100	1.99	73
38	100	2.03	74
39	100	2.07	75
40	100	2.11	76
41	100	2.15	77
42	100	2.19	78
43	100	2.23	79
44	100	2.27	80
45	100	2.31	81
46	100	2.35	82
47	100	2.39	83
48	100	2.43	84
49	100	2.47	85
50	100	2.51	86
51	100	2.55	87
52	100	2.59	88
53	100	2.63	89
54	100	2.67	90
55	100	2.71	91
56	100	2.75	92
57	100	2.79	93
58	100	2.83	94
59	100	2.87	95
60	100	2.91	96
61	100	2.95	97
62	100	2.99	98
63	100	3.03	99
64	100	3.07	100
65	100	3.11	101
66	100	3.15	102
67	100	3.19	103
68	100	3.23	104
69	100	3.27	105
70	100	3.31	106
71	100	3.35	107
72	100	3.39	108
73	100	3.43	109
74	100	3.47	110
75	100	3.51	111
76	100	3.55	112
77	100	3.59	113
78	100	3.63	114
79	100	3.67	115
80	100	3.71	116
81	100	3.75	117
82	100	3.79	118
83	100	3.83	119
84	100	3.87	120
85	100	3.91	121
86	100	3.95	122
87	100	3.99	123
88	100	4.03	124
89	100	4.07	125
90	100	4.11	126
91	100	4.15	127
92	100	4.19	128
93	100	4.23	129
94	100	4.27	130
95	100	4.31	131
96	100	4.35	132
97	100	4.39	133
98	100	4.43	134
99	100	4.47	135
100	100	4.51	136

[illegible]

3000	-2.55	120
2500	+1.58	120
2000	-0.99	240
1500	+0.68	60
1000	-0.87	360
800	-1.10	80
600	-0.74	360
400	-0.31	360
300	-1.82	40
200	+1.08	270
100	-0.06	180
50	-0.17	540
25	-1.08	750
12.5	-0.58	360
6.25	-0.06	180
3.125	+0.19	480
1.5625	+0.57	140
0.78125	-0.19	480
0.390625	-0.65	20
0.1953125	+2.67	80
0.09765625	+0.56	360
0.048828125	-0.62	70
0.0244140625	-1.17	280
0.01220703125	-0.30	360
0.006103515625	-3.94	240
0.0030517578125	+1.18	80
0.00152587890625	+0.65	360
0.000762939453125	-1.91	280
0.0003814697265625	-2.24	240
0.00019073486328125	+0.08	360
9.5367431640625E-05	-0.01	360
4.76837158203125E-05	-0.70	360
2.384185791015625E-05	-0.65	360
1.1920928955078125E-05	-0.62	360
5.9604644775390625E-06	-0.34	360
2.98023223876953125E-06	-1.16	360
1.490116119384765625E-06	-0.08	360
7.450580596923828125E-07	-0.22	360

Floral 9,75%
DAT 8,5%
DAT 8,5%

30	OAT 88-98 TME CA.....	102.30
	OAT 9/85-98 TRA.....	100.80

QAT 9.5086-96 CAG	109,90
QAT TMB 87/99 CAG	99,80
QAT 2.1238 85-99 #	108,66
QAT 8.5094R00 CAG	110,85
QAT 5900 TEA CA	105,70
QAT 108385-02 CAG	116,51
QAT 89-01 TIME CA	
QAT 5.5% 87-02 CAG	112,71
QAT 8.50% 89-19 #	113,37
DAT 5.5086-23 CAG	113,89
SNCF 8.8% 87-9ACA	106,36
Cyber ERM 6.99ACVY	899,60

	Cours. proposé	Derniers cours
♦	247	285
♦	995	203
♦	346	380,30
♦	110	110
♦	7,60	9,80
♦	915	980
♦	620	622
♦	355	165
♦	19	985
♦	16,20	1420
♦	300,20	36,2
♦	2181	2185
♦	413,50	385
♦	777	776
♦	15	15
♦	62	62
♦	475	475
♦	660	660
♦	4250	4250
♦	745	746
♦	1680	1685
♦	521	522
♦	48	540,8
♦	375	375
♦	100,50	100,50
♦	480	480

[illegible][illegible]

Cours précédents	Derniers cours
150	150
1194	1194
16,25	16,25
300,10	300,10
150,10	150,10
28,35	28,35
10,65	10,65
45,10	45,10
180	180
371,40	371,40
140	140
386,30	386,30
2951	2951

L = Lyon; M = Marseille;
 s = sans indication
 d = droit détaché;
 c = contre; r = prime réduite;
 a = acte d'attribution.

CEGP # _____
Contract # () _____
CEPI # _____

Change Bourse (M)	312
Christ Dallaz #	1360

Choe France Ly *	430
Chvin Cax	179,80
Chvix Cax	307,50
Comp. Euro. Tele-CET *	333
Confondry S.A.	295,10
C.A. de la Brie *	347
C.A. Grande (B)	446
C.A.H.uxe Normand	330
C.A.ille & Vialine	343,30
C.A. Paris ID *	691
C.A. Paris Cax *	691
C.A. Loire Ad. He *	315
C.A. Loire H. Loire *	197,50
C.A. Morbihan (B)	352,90
C.A. du Nord (Li)	473
C.A. Oise Cax *	247
C.A. Paris de Caxile	427
C.A. Senne Cax *	209
C.A. Toulon (B)	264
CFPE de Cax. part *	131
Chaîne et Trans *	174,50
C.A. Midi Cax(Ly)	286
Crooks	65
Derayon *	530
Desmery(Ly)	614

510	590
72	72
40	260
476	230
228	230
440	300
294	394
355	630
333	355
123.50	400
440	400
630	300
300	310
85	34.50
000	500
51	50
30.50	30.50
475.50	464.30
161.40	164.30
190	190.00
316	300
1210	1100
226.50	490.00
30	30
130	100.00
70	70
61	50.00
505	505
84.00	85
150	150

[illegible]

HORS-C
Une sélection
JEUDI 7 MARS

VALEURS

BAC _____
Stélecteurs du Monde... _____
Nobel _____
Mamm _____
Généralité Occidentale _____

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; L = Lille
Ny = Nancy; Ns = Nantes

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de
catégorie 3; @ droit
d'attache; @ croisière
à démande; 1 offre
réduite; # contrat d'un

Cours précéd.	Derniers cours
0,02	0,02
150	150
200	200
1000	1000
45,75	45,75

Natio Placer
Natio Reven

Natio Sécurité.....	11463,41
Natio Valeurs.....	7017,41

Monrovia	\$825,70
Oblig. sans cré.	251,59
Valoir	2361,52
111,64	
Word Sea Develop	17,24
Luxet Portefeuil	866,61
Patrimoine Reprise	294,15
SLV Associations	2384,93
Valoir	3479,75
865,97	
Comptroller	252,51
Porteur	1187,89
2239,54	460,21
NLM Montevideo	1800,71
Obliques SLV	5086,42
Mutuelle de la	1002,17
Primeur Obli. C.	1284,67
Entente Obli. D.	1175,74
Sereno	3939,69
Trepor Plus	3754,71
Trepor Transair	1026,58
103,86	
105,61	
Ecur. Arcadia Inter	209,01
Ecur. Diastromontaire	1073,64
155,20	
155,20	

2871.02	2397.46
1732.38	1672.26
2072.38	2017.88
6344.80	816.31
1286.81	3381.13
1329.82	2291.09
542.53	526.79
116.34	114.49
1582.93	1351.17
3341.79	3271.81
1167.39	1150.14
165.94	163.40
779.01	767.79
17510.48	17353.62
610.44	594.15
746.38	714.24
1381.61	1388.96
1657.97	1657.97
14011.46	14011.46
1374.31	1349.36
2469.15	2385.31
1759.49	1775.25
551.85	541.88
487.12	487.78
470.75	451.52
232.34	230.38
576.85	564.75
5027.86	5229

36,691	17,981	Unit France
36,691	17,982	Unit Germany
36,691	17,983	Unit Greece
36,691	17,984	Unit Regions
36,691	17,985	Unit-Units
36,691	17,986	Unit-Unit
36,691	17,987	Unit-Unit
36,691	17,988	Unit-Unit
36,691	17,989	Unit-Unit
36,691	17,990	Unit-Unit
36,691	17,991	Unit-Unit
36,691	17,992	Unit-Unit
36,691	17,993	Unit-Unit
36,691	17,994	Unit-Unit
36,691	17,995	Unit-Unit
36,691	17,996	Unit-Unit
36,691	17,997	Unit-Unit
36,691	17,998	Unit-Unit
36,691	17,999	Unit-Unit
36,691	18,000	Unit-Unit
36,691	18,001	Unit-Unit
36,691	18,002	Unit-Unit
36,691	18,003	Unit-Unit
36,691	18,004	Unit-Unit
36,691	18,005	Unit-Unit
36,691	18,006	Unit-Unit
36,691	18,007	Unit-Unit
36,691	18,008	Unit-Unit
36,691	18,009	Unit-Unit
36,691	18,010	Unit-Unit
36,691	18,011	Unit-Unit
36,691	18,012	Unit-Unit
36,691	18,013	Unit-Unit
36,691	18,014	Unit-Unit
36,691	18,015	Unit-Unit
36,691	18,016	Unit-Unit
36,691	18,017	Unit-Unit
36,691	18,018	Unit-Unit
36,691	18,019	Unit-Unit
36,691	18,020	Unit-Unit
36,691	18,021	Unit-Unit
36,691	18,022	Unit-Unit
36,691	18,023	Unit-Unit
36,691	18,024	Unit-Unit
36,691	18,025	Unit-Unit
36,691	18,026	Unit-Unit
36,691	18,027	Unit-Unit
36,691	18,028	Unit-Unit
36,691	18,029	Unit-Unit
36,691	18,030	Unit-Unit
36,691	18,031	Unit-Unit
36,691	18,032	Unit-Unit
36,691	18,033	Unit-Unit
36,691	18,034	Unit-Unit
36,691	18,035	Unit-Unit
36,691	18,036	Unit-Unit
36,691	18,037	Unit-Unit
36,691	18,038	Unit-Unit
36,691	18,039	Unit-Unit
36,691	18,040	Unit-Unit
36,691	18,041	Unit-Unit
36,691	18,042	Unit-Unit
36,691	18,043	Unit-Unit
36,691	18,044	Unit-Unit
36,691	18,045	Unit-Unit
36,691	18,046	Unit-Unit
36,691	18,047	Unit-Unit
36,691	18,048	Unit-Unit
36,691	18,049	Unit-Unit
36,691	18,050	Unit-Unit
36,691	18,051	Unit-Unit
36,691	18,052	Unit-Unit
36,691	18,053	Unit-Unit
36,691	18,054	Unit-Unit
36,691	18,055	Unit-Unit
36,691	18,056	Unit-Unit
36,691	18,057	Unit-Unit
36,691	18,058	Unit-Unit
36,691	18,059	Unit-Unit
36,691	18,060	Unit-Unit
36,691	18,061	Unit-Unit
36,691	18,062	Unit-Unit
36,691	18,063	Unit-Unit
36,691	18,064	Unit-Unit
36,691	18,065	Unit-Unit
36,691	18,066	Unit-Unit
36,691	18,067	Unit-Unit
36,691	18,068	Unit-Unit
36,691	18,069	Unit-Unit
36,691	18,070	Unit-Unit
36,691	18,071	Unit-Unit
36,691	18,072	Unit-Unit
36,691	18,073	Unit-Unit
36,691	18,074	Unit-Unit
36,691	18,075	Unit-Unit
36,691	18,076	Unit-Unit
36,691	18,077	Unit-Unit
36,691	18,078	Unit-Unit
36,691	18,079	Unit-Unit
36,691	18,080	Unit-Unit
36,691	18,081	Unit-Unit
36,691	18,082	Unit-Unit
36,691	18,083	Unit-Unit
36,691	18,084	Unit-Unit
36,691	18,085	Unit-Unit
36,691	18,086	Unit-Unit
36,691	18,087	Unit-Unit
36,691	18,088	Unit-Unit
36,691	18,089	Unit-Unit
36,691	18,090	Unit-Unit
36,691	18,091	Unit-Unit
36,691	18,092	Unit-Unit
36,691	18,093	Unit-Unit
36,691	18,094	Unit-Unit
36,691	18,095	Unit-Unit
36,691	18,096	Unit-Unit
36,691	18,097	Unit-Unit
36,691	18,098	Unit-Unit
36,691	18,099	Unit-Unit
36,691	18,100	Unit-Unit
36,691	18,101	Unit-Unit
36,691	18,102	Unit-Unit
36,691	18,103	Unit-Unit
36,691	18,104	Unit-Unit
36,691	18,105	Unit-Unit
36,691	18,106	Unit-Unit
36,691	18,107	Unit-Unit
36,691	18,108	Unit-Unit
36,691	18,109	Unit-Unit
36,691	18,110	Unit-Unit
36,691	18,111	Unit-Unit
36,691	18,112	Unit-Unit
36,691	18,113	Unit-Unit
36,691	18,114	Unit-Unit
36,691	18,115	Unit-Unit
36,691	18,116	Unit-Unit
36,691	18,117	Unit-Unit
36,691	18,118	Unit-Unit
36,691	18,119	Unit-Unit
36,691	18,120	Unit-Unit
36,691	18,121	Unit-Unit
36,691	18,122	Unit-Unit
36,691	18,123	Unit-Unit
36,691	18,124	Unit-Unit
36,691	18,125	Unit-Unit
36,691	18,126	Unit-Unit
36,691	18,127	Unit-Unit
36,691	18,128	Unit-Unit
36,691	18,129	Unit-Unit
36,691	18,130	Unit-Unit
36,691	18,131	Unit-Unit
36,691	18,132	Unit-Unit
36,691	18,133	Unit-Unit
36,691	18,134	Unit-Unit
36,691	18,135	Unit-Unit
36,691	18,136	Unit-Unit
36,691	18,137	Unit-Unit
36,691	18,138	Unit-Unit
36,691	18,139	Unit-Unit
36,691	18,140	Unit-Unit
36,691	18,141	Unit-Unit
36,691	18,142	Unit-Unit
36,691	18,143	Unit-Unit
36,691	18,144	Unit-Unit
36,691	18,145	Unit-Unit
36,691	18,146	Unit-Unit
36,691	18,147	Unit-Unit
36,691	18,148	Unit-Unit
36,691	18,149	Unit-Unit
36,691	18,150	Unit-Unit
36,691	18,151	Unit-Unit
36,691	18,152	Unit-Unit
36,691	18,153	Unit-Unit
36,691	18,154	Unit-Unit
36,691	18,155	Unit-Unit
36,691	18,156	Unit-Unit
36,691	18,157	Unit-Unit
36,691	18,158	Unit-Unit
36,691	18,159	Unit-Unit
36,691	18,160	Unit-Unit
36,691	18,161	Unit-Unit
36,691	18,162	Unit-Unit
36,691	18,163	Unit-Unit
36,691	18,164	Unit-Unit
36,691	18,165	Unit-Unit
36,691	18,166	Unit-Unit
36,691	18,167	Unit-Unit
36,691	18,168	Unit-Unit
36,691	18,169	Unit-Unit
36,691	18,170	Unit-Unit
36,691	18,171	Unit-Unit
36,691	18,172	Unit-Unit
36,691	18,173	Unit-Unit
36,691	18,174	Unit-Unit
36,691	18,175	Unit-Unit
36,691	18,176	Unit-Unit
36,691	18,177	Unit-Unit
36,691	18,178	Unit-Unit
36,691	18,179	Unit-Unit
36,691	18,180	Unit-Unit
36,691	18,181	Unit-Unit
36,691	18,182	Unit-Unit
36,691	18,183	Unit-Unit
36,691	18,184	Unit-Unit
36,691	18,185	Unit-Unit
36,691	18,186	Unit-Unit
36,691	18,187	Unit-Unit
36,691	18,188	Unit-Unit
36,691	18,189	Unit-Unit
36,691	18,190	Unit-Unit
36,691	18,191	Unit-Unit
36,691	18,192	Unit-Unit
36,691	18,193	Unit-Unit
36,691	18,194	Unit-Unit
36,691	18,195	Unit-Unit
36,691	18,196	Unit-Unit
36,691	18,197	Unit-Unit
36,691	18,198	Unit-Unit
36,691	18,199	Unit-Unit
36,691	18,200	Unit-Unit
36,691	18,201	Unit-Unit
36,691	18,202	Unit-Unit
36,691	18,203	Unit-Unit
36,691	18,204	Unit-Unit
36,691	18,205	Unit-Unit
36,691	18,206	Unit-Unit
36,691	18,207	Unit-Unit
36,691	18,208	Unit-Unit
36,691	18,209	Unit-Unit
36,691	18,210	Unit-Unit
36,691	18,211	Unit-Unit
36,691	18,212	Unit-Unit
36,691	18,213	Unit-Unit
36,691	18,214	Unit-Unit
36,691	18,215	Unit-Unit
36,691	18,216	Unit-Unit
36,691	18,217	Unit-Unit
36,691	18,218	Unit-Unit
36,691	18,219	Unit-Unit
36,691	18,220	Unit-Unit
36,691	18,221	Unit-Unit
36,691	18,222	Unit-Unit
36,691	18,223	Unit-Unit
36,691	18,224	Unit-Unit
36,691	18,225	Unit-Unit
36,691	18,226	Unit-Unit
36,691	18,227	Unit-Unit
36,691	18,228	Unit-Unit
36,691	18,229	Unit-Unit
36,691	18,230	Unit-Unit
36,691	18,231	Unit-Unit
36,691	18,232	Unit-Unit
36,691	18,233	Unit-Unit
36,691	18,234	Unit-Unit
36,691	18,235	Unit-Unit
36,691	18,236	Unit-Unit
36,691	18,237	Unit-Unit
36,691	18,238	Unit-Unit
36,691	18,239	Unit-Unit
36,691	18,240	Unit-Unit
36,691	18,241	Unit-Unit
36,691	18,242	Unit-Unit
36,691	18,243	Unit-Unit
36,691	18,244	Unit-Unit
36,691	18,245	Unit-Unit
36,691	18,246	Unit-Unit
36,691	18,247	Unit-Unit
36,691	18,248	Unit-Unit
36,691	18,249	Unit-Unit
36,691	18,250	Unit-Unit
36,691	18,251	Unit-Unit
36,691	18,252	Unit-Unit
36,691	18,253	Unit-Unit
36,691	18,254	Unit-Unit
36,691	18,255	Unit-Unit
36,691	18,256	Unit-Unit
36,691	18,257	Unit-Unit
36,691	18,258	Unit-Unit
36,691	18,259	Unit-Unit
36,691	18,260	Unit-Unit
36,691	18,261	Unit-Unit
36,691	18,262	Unit-Unit
36,691	18,263	Unit-Unit
36,691	18,264	Unit-Unit
36,691	18,265	Unit-Unit
36,691	18,266	Unit-Unit
36,691	18,267	Unit-Unit
36,691	18,268	Unit-Unit
36,691	18,269	Unit-Unit
36,691	18,270	Unit-Unit
36,691	18,271	Unit-Unit
36,691	18,272	Unit-Unit
36,691	18,273	Unit-Unit
36,691	18,274	Unit-Unit
36,691	18,275	Unit-Unit
36,691	18,276	Unit-Unit
36,691	18,277	Unit-Unit
36,691	18,278	Unit-Unit
36,691	18,279	Unit-Unit
36,691	18,280	Unit-Unit
36,691	18,281	Unit-Unit
36,691	18,282	Unit-Unit
36,691	18,283	Unit-Unit
36,691	18,284	Unit-Unit
36,691	18,285	Unit-Unit
36,691	18,286	Unit-Unit
36,691	18,287	Unit-Unit
36,691	18,288	Unit-Unit
36,691	18,289	Unit-Unit
36,691	18,290	Unit-Unit
36,691	18,291	Unit-Unit
36,691	18,292	Unit-Unit
36,691	18,293	Unit-Unit
36,691	18,294	Unit-Unit
36,691	18,295	Unit-Unit
36,691	18,296	Unit-Unit
36,691	18,297	Unit-Unit
36,691	18,298	Unit-Unit
36,691	18,299	Unit-Unit
36,691	18,300	Unit-Unit
36,691	18,301	Unit-Unit
36,691	18,302	Unit-Unit
36,691	18,303	Unit-Unit
36,691	18,304	Unit-Unit
36,691	18,305	Unit-Unit
36,691	18,306	Unit-Unit
36,691	18,307	Unit-Unit
36,691	18,308	Unit-Unit
36,691	18,309	Unit-Unit
36,691	18,310	Unit-Unit
36,691	18,311	Unit-Unit
36,691	18,312	Unit-Unit
36,691	18,313	Unit-Unit
36,691	18,314	Unit-Unit
36,691	18,315	Unit-Unit
36,691	18,316	Unit-Unit
36,691	18,317	Unit-Unit
36,691	18,318	Unit-Unit
36,691	18,319	Unit-Unit
36,691	18,320	Unit-Unit
36,691	18,321	Unit-Unit
36,691	18,322	Unit-Unit
36,691	18,323	Unit-Unit
36,691	18,324	Unit-Unit
36,691	18,325	Unit-Unit
36,691	18,326	Unit-Unit
36,691	18,327	Unit-Unit
36,691	18,328	Unit-Unit
36,691	18,329	Unit-Unit
36,691	18,330	Unit-Unit
36,691	18,331	Unit-Unit
36,691	18,332	Unit-Unit
36,691	18,333	Unit-Unit
36,691	18,334	Unit-Unit
36,691	18,335	Unit-Unit
36,691	18,336	Unit-Unit
36,691	18,337	Unit-Unit
36,691	18,338	Unit-Unit
36,691	18,339	Unit-Unit
36,691	18,340	Unit-Unit
36,691	18,341	Unit-Unit
36,691	18,342	Unit-Unit
36,691	18,343	Unit-Unit
36,691	18,344	Unit-Unit
36,691		

Revenus Trimestre

* Division par 4 de la V.D.

SYMBÔLES

◇ cours du jour; ◇ cours

TOUTE LA BOURSE

3615 LE

Publicité financière Le

5301,71

le 3 novembre 1995.

se président.

SE EN DIRECT

MONDE

Monde. 03 44 43 76 76

Une sélection Cours relevés à 12h30

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
---------	------------------	-------------------

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication

u = demande; i offre réduite; j demande réduite; # contrat d'animation.

Revenue Trimester..... 5301.71 ~~5301.71~~

Division par 4 de la V.L. le 3 novembre 1995.

Publicité financière Le Monde : (1) 44 43 76 26

... ..

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1033-1037.

100

100

1000

1

100

Figure 1

100

AUJOURD'HUI

SPORTS

AUTOMOBILISME Le Britannique Damon Hill et le Canadien Jacques Villeneuve, pilotes de l'écurie Williams-Renault, ont successivement réalisé, jeudi 7 mars, les

meilleurs temps des deux séances d'entraînement du Grand Prix d'Australie, à Melbourne, qui ouvre le championnat du monde 1996 de formule 1. ●DAUPHIN du double

champion du monde allemand Michael Schumacher en 1995, Hill apparaît comme le favori d'une saison qui promet une confrontation entre les Williams-Renault et les Benetton-Renault du Français Jean Alesi et de l'Autrichien Gerhard Berger.

●SCHUMACHER, avec une Ferrari encore peu fiable, devrait connaître un début de saison modeste. Jeudi,

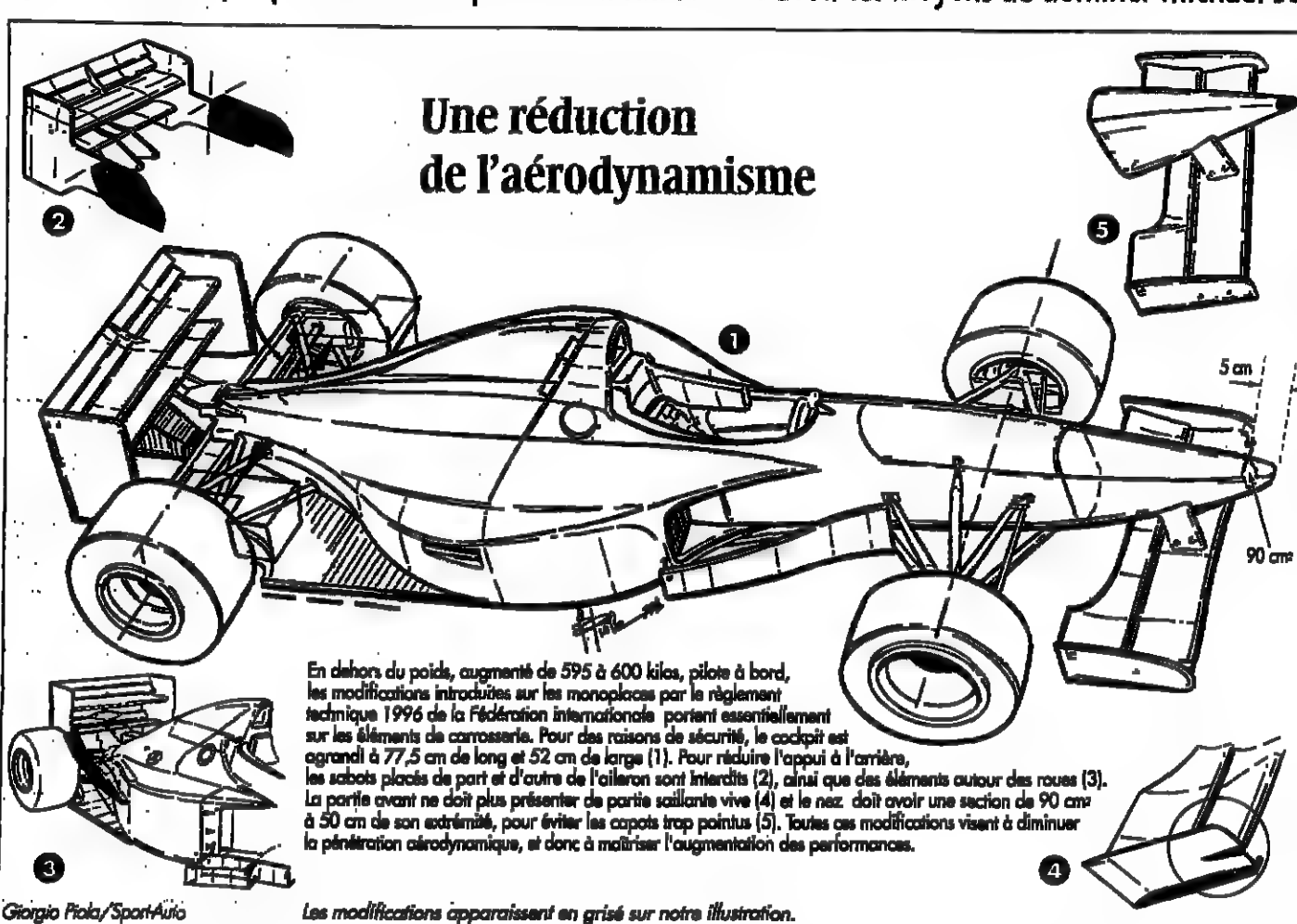
dans la deuxième séance, il a terminé à la neuvième place à près de 2 secondes et demi de Villeneuve, après avoir réalisé le deuxième meilleur temps dans la première séance.

Williams-Renault aborde la saison 1996 en favori

Le Grand Prix d'Australie marque l'ouverture d'un championnat du monde plus équilibré. Avec son coéquipier Jacques Villeneuve, le pilote britannique Damon Hill semble avoir les moyens de dominer Michael Schumacher et Jean Alesi

MELBOURNE
de notre envoyé spécial
La formule 1 s'est d'abord offerte une bouffée de nostalgie. A 300h l'heure, il est si rare de se pencher sur le passé. Jeudi 7 mars, à Melbourne, Michael Schumacher a eu le privilège d'effectuer les premiers tours de roue de la saison 1996. La Ferrari 310 au rouge flamboyant s'est élancée en tête, respectueusement suivie par la Williams de Damon Hill. C'était sans doute, sous les nuages et le vent d'une fin d'été austral, l'ultime lien tissé avec une époque révolue, ce passé si proche où le champion du monde allemand écrasait la discipline, accablait à chaque tour de piste le moral fragile de son rival britannique. Un peu moins d'une heure plus tard, l'ordre ancien avait vécu. Hill signait le meilleur temps de cette séance destinée à faire connaissance avec un nouveau circuit. Le plus rapide, c'était lui. Tout pouvait recommencer.

Sponsors, organisateurs, pilotes, le petit monde de la F1 a passé l'hiver à rêver d'une nouvelle distribution des rôles et à guetter les signes du changement. Il fallait oublier 1995, et un Michael Schumacher trop fort, trop rapide, engoncé dans son statut de dominateur arrogant, prompt à étouffer toute velléité de suspense. Le fleuron du sport automobile qui ajoute son triomphe à sa puissance financière sur des milliards de téléspectateurs n'allait-il pas finir par laisser les plus mordus d'entre eux ? La formule 1 a besoin de ces chocs de pilotes et de caractères. Elle ne s'est jamais mieux portée qu'au plus fort du duel opposant Alain Prost à Ayrton Senna.



Une réduction de l'aérodynamisme

En dehors du poids, augmenté de 595 à 600 kilos, pilote à bord, les modifications introduites sur les monoplace par le règlement technique 1996 de la Fédération Internationale portent essentiellement sur les éléments de carrosserie. Pour des raisons de sécurité, le cockpit est agrandi à 77,5 cm de long et 52 cm de large (1). Pour réduire l'appui à l'arrière, les ailerons de port et d'arrière de l'aileron sont inclinés (2), ainsi que des éléments autour des roues (3). La partie avant ne doit plus présenter de partie saillante vive (4) et le nez doit avoir une section de 90 cm à 50 cm de son extrémité, pour éviter les capots trop pointus (5). Toutes ces modifications visent à diminuer la pénétration aérodynamique, et donc à maîtriser l'augmentation des performances.

Giorgio Piro/SportAuto

Les modifications apparaissent en gris sur notre illustration.

En 1995, Damon Hill, malgré une victoire supérieure, n'avait jamais pu trouver l'élan nécessaire pour se hisser à la hauteur de Schumacher. Le transfert du pilote allemand dans l'écurie Ferrari a résolu une partie du problème. La Scuderia, en panne de titre mondial des pilotes depuis 1979, a encore beaucoup à faire

pour redevenir elle-même. A l'aube de cette nouvelle saison, elle ne semble guère capable de doter sa vedette d'un matériel apte à gagner toutes les courses. Elle a même rencontré des problèmes inattendus pour une écurie qui avoue dépenser plus de 700 millions de francs cette année. Un défaut de conception a

entaché la nouvelle voiture. A Melbourne, plusieurs des responsables techniques et sportifs de l'écurie avouaient avoir fait une croix sur le début de saison. L'Australie, disaient-ils, ne pouvait être qu'un essai grandeur nature. Damon Hill, au contraire, bénéficie avec la FW 18 d'une voiture très

compétitive. Elle a dominé l'intersaison. Impressionnante de constance et d'efficacité, dévorant goulument les kilomètres sur le circuit portugais d'Estoril. A l'Albert Park de Melbourne, elle a démontré sa capacité à s'imposer d'emblée. Le fils de Graham Hill cumule les avantages. Il voit écarter pour un temps de sa route le seul pilote qui lui donnait des cauchemars. Il entame sa quatrième saison dans l'écurie Williams. Tous les recoins lui en sont désormais connus. Il peut s'abriter derrière la fiabilité et la puissance du moteur Renault qui garde encore de l'avance sur ses concurrents. Son coéquipier est un débutant. Jacques Villeneuve, champion 1995 d'Indycar, en reste au stade de l'apprentissage des Grands Prix. Même s'il a réalisé le meilleur temps de la deuxième séance d'entraînement, jeudi, ses dons présumés ne suffiront sans doute pas à lui faire sauter une classe des premières courses.

La nouvelle donne a semblé déteindre à Melbourne jusque sur les

caractères. Damon Hill, arrivé le dernier sur le circuit après quelques jours de vacances, s'est montré plus serein que l'an dernier. Il s'est dit prêt à assumer ce rôle de favori, conscient qu'il s'agissait pour lui de « la saison où jamais ». Quant à Michael Schumacher, il s'est glissé dans un rôle inédit de modeste, comme s'il cherchait à bâtir sur la faiblesse momentanée de son équipe une nouvelle image, plus humaine, plus souriante. Au petit jeu des pronostics, il a d'ailleurs reconnu faire de Hill son favori. Lui travaille pour l'avenir, pour 1997. Cette saison, il limite son ambition à la victoire dans quelques courses, et à l'amorce d'un redressement sensible de Ferrari.

Il faudra donc s'attendre à d'autres rivalités. Damon Hill peut craindre Benetton. La voiture de Jean Alesi et Gerhard Berger est, comme la sienne, équipée du moteur Renault. Le Français et l'Autrichien ont le désavantage de débiter dans l'équipe. Ils figurent parmi les pilotes les plus expérimentés, et attendent, eux aussi, beaucoup de cette saison. McLaren, Jordan et Sauber se contentent volontiers dans le rôle des outsiders. Ils ne désespèrent pas s'insérer dans la lutte qui pourrait opposer Williams et Benetton. Tous trois jouissent de la présence à leur côté d'un grand constructeur, respectivement Mercedes, Peugeot et Ford, qui les fournit en moteur.

Pascal Ceaux

Une seule séance de qualification

L'organisation des essais avant chaque Grand Prix est modifiée cette saison. Il n'y a plus qu'une seule séance de qualification la veille de chaque course, au lieu de deux. Elle dure une heure, avec un nombre de tours limité à douze. Les deux séances du vendredi sont transformées en essais libres, comme celles du samedi matin, pour la mise au point des monoplaces. Les pilotes les moins performants devraient être interdits de départ, puisque les temps supérieurs à 107 % de ceux réalisés par l'auteur de la pole position sont, en théorie, éliminatoires. Mais le plateau, qui est passé de 26 à 22 voitures entre 1995 et 1996, pourrait conduire les organisateurs à faire preuve parfois de mansuétude.

Le Grand Prix de France à Magny-Cours jusqu'en 1999

Le comité directeur de la Fédération française du sport automobile (FFSA), présidé par Jean-Marie Balestre, a annoncé, mercredi 6 mars, que les Grands Prix de France continueraient à être disputés, jusqu'en 1999, sur le circuit de Magny-Cours (Nièvre) qui les accueille depuis 1991. Un mois après avoir décidé d'attribuer au circuit Paul-Ricard du Castellet (Var) cinq Grands Prix de France à partir de 1997.

Le projet de la FFSA a été tenu en échec par l'Association des constructeurs de F1 (FOCA), dont le patron, Bernie Ecclestone, a négocié les droits de retransmission télévisée avec les dirigeants de Magny-Cours sans tenir le moindre

compte des souhaits des dirigeants sportifs français. L'accord a été conclu des responsables du Castellet le 20 février. Ils ont alors compris qu'il leur fallait cesser d'attendre l'hypothétique engagement de Bernie Ecclestone comme promoteur de leur propre épreuve.

Dès le 2 février, la FFSA avait pourtant tenté de reprendre la main en désignant le circuit provençal. Pour perdre, puisque Le Castellet ne pouvait, et pour cause, présenter avant la fin du mois de février l'indispensable accord avec la FOCA. Les collectivités locales, qui s'approprient à financer largement les 80 millions de francs de travaux nécessaires ont été les plus vives à réagir. « Magny-Cours a été créé de

toutes pièces par « amitiés politiques » et on pouvait légitimement attendre de l'alternance politique un juste rétablissement en faveur du Var et du circuit du Castellet », a ainsi rappelé Hubert Falco, président (UDF-PR) du conseil général du Var.

Quant à la proposition de la FFSA de tenter d'obtenir de la FOCA, dans l'avenir, l'organisation d'un Grand Prix d'Europe au Castellet, elle est accueillie avec ironie par François Chevalier, directeur du circuit du Castellet : « Nous apprécions le geste, mais nous ne prenons pas les aumônes ».

C. de C.

Le FC Nantes retrouve la flamme contre le Spartak Moscou

ET NICOLAS OUEDEC toucha la grâce. Cela arriva peu après l'heure de jeu et dura trois minutes à peine. Mais cette parenthèse eut pour l'avant-centre nantais un goût d'éternité. Longtemps après la fin du match contre le Spartak Moscou, mercredi 6 mars, le joueur cherchait en vain les mots pour décrire ce « moment de pure euphorie » qu'il venait de vivre.

Ce furent trois minutes limpides, ponctuées de trois fulgurances. Elles parurent un clip de promotion du ballon rond qui voudrait démontrer que le football peut encore être beau et généreux. Il y eut d'abord ce contrôle orienté et cette frappe en extension qui s'écrasa sur la barre. Puis, dans le même souffle, suivit un amorti de la poitrine et un retourné acrobatique que le gardien russe, Rouslan Nigmatouline, déjoua en extrême. Enfin, vint un corner et un fameux coup de tête. Ce dernier geste, à la 67^e mi-

nute, ne fut pas le plus beau de la trilogie. Il fut pourtant le seul couronné de succès et pourrait s'avérer décisif.

En inscrivant le second but du FC Nantes, après celui de Japhet N'Doram en première mi-temps, Nicolas Ouedec a donné à son équipe de légitimes raisons d'espérer une qualification pour les demi-finales de la Ligue des champions. Ce 2-0 final constitue un capital de départ intéressant avant le match retour à Moscou, le 20 mars. Il met également un terme à six victoires consécutives du Spartak dans la compétition européenne.

PULSION MALSAINE

Nul n'est invincible, sauf l'hiver russe. Georgui Yartsev, l'entraîneur moscovite, peut maudire ce fiasco national. Après plus de trois mois d'interruption, de glaciation, le championnat de Russie reprend seulement. Le Spartak Moscou jouait donc, au stade de la Beaujoire, son premier match officiel de la saison. Rude entrée en matière. Malgré un stage prolongé en Andalousie, l'équipe manquait à l'évidence de condition physique.

Il n'y a pourtant pas là une raison suffisante de bouter son plaisir. Nantes a bien joué. L'équipe ressembla à elle-même, vive et inspirée. Elle ne fut pas cette ombre sinistre qui hante la neuvième place du classement du championnat de France de division 1. « On a rééquilibré tout ça », expliquait Jean-Claude Suaudeau, l'entraîneur, un des meilleurs garagistes du pays quand une mécanique va de guingois et qu'il faut la remettre daplomb, à coups de réglages technico-tactiques.

Il n'empêche que le football gardera toujours un halo de mystère. Il restera toujours une zone inexplorée, quelque part du côté de chez Freud. Une équipe qui traîne sa misère depuis la fin de la trêve se métamorphose alors en bête de combat. Un joueur qui peine pendant plus d'une heure découvre soudain, l'espace de trois minutes, la « flamme » qu'il recherchait désespérément. « J'étais de mieux en mieux dans ma tête au fil du temps, expliquait Nicolas Ouedec. Je me libérais à chacune de mes courses. » Jusqu'à cette explosion, ce rêve éveillé qui dura le

temps d'une prière. De déflagration, il y en eut une autre, malheureusement, moins de dix minutes après l'exploit de « Nico ». Celle-là avait également quelque chose à voir avec ce cher Suaudeau. Un moment d'égarement, une pulsion malsaine. Reynald Pedros qui y va d'un coup de pied prohibé contre son garde du corps, hors du cours du jeu. Reynald a vu rouge. Helmut Krug, l'arbitre allemand, également.

Le meneur de jeu nantais se retrouve donc suspendu pour au moins un match et sans doute plus. Sa réaction déplacée risque de peser lourd. Georgui Yartsev voit même dans cette absence au match retour « la seule raison d'espérer une qualification » du Spartak Moscou. Sur un terrain de football, Reynald Pedros est un funambule, admirable et dangereux. Il a une nouvelle fois basculé dans le vide et a failli entraîner avec lui son équipe, réduite à dix et dominée dans le dernier quart d'heure. « Ce carton rouge, c'est très bête », résumait Claude Makélélé. On ne saurait mieux dire.

Benoit Hopquin

■ **RUGBY** : le pilier anglais Jason Leonard, qui était accusé d'avoir blessé l'écossais Rob Wainwright d'un coup de poing, samedi 2 mars à Murrayfield (*Le Monde* du 5 mars), ne sera pas sanctionné. Le comité des cinq nations a estimé, mercredi 6 mars, que les images télévisées, pourtant sans équivoque, ne constituaient pas une « preuve convaincante permettant de condamner Leonard pour jeu dangereux ». Contrairement au Français Richard Dourthe et à l'Irlandais Peter Clooney, sanctionnés dans des circonstances similaires pendant ce Tournoi, Leonard pourra donc jouer dans dix jours à Twickenham contre l'Irlande.

■ **Trois changements** ont été effectués par les sélectionneurs, mercredi 6 mars, dans le XV de France qui doit rencontrer le pays de Galles à Cardiff, samedi 16 mars, pour la dernière journée du Tournoi des cinq nations. Stéphane Glas (Bourgnon-Jallieu) et Sylvain Dispagne (Toulouse), remplacent respectivement Thierry Lacroix, au centre, et Fabien Pelous en troisième ligne (n° 8). Le talonneur toulonnais Marc de Rougemont a été retenu à la place du Bayonnais Jean-Michel Gouzalez.

■ **SKI ALPIN** : Katja Seizinger est assurée de gagner la Coupe du monde. Troisième de la descente de Lillehammer, mercredi 6 mars, l'Allemande ne peut plus être rattrapée par l'Autrichienne Anita Wachter. Katja Seizinger succède à la Suisse Vreni Schneider.

RÉSULTATS

FOOTBALL

LIGUE DES CHAMPIONS
Quarts de finale aller
Nantes-Spartak Moscou
Real Madrid-Juventus Turin
Dortmund-Ajax Amsterdam
Legia Varsovie-Parma Milan

6-0
2-0
1-0
0-2
0-0

BASKET-BALL

COUPE RONCHETTI
Finale aller
Alamo-Torres

63-61

SKI ALPIN

FINALE DE LA COUPE DU MONDE
Descente masculine

1. L. Kjaer (Norv.), 1 min 27 s 9 ; 2. G. Mader (Aut.), 1 min 28 s 3 ; 3. K. Ghedira (Ita.), 1 min 28 s 4 ; 4. P. Runggaldier (Ita.), 1 min 28 s 5 ; 5. L. Alphonse (Fra.), 1 min 28 s 6.

Classement final de la Coupe du monde de descente
1. L. Alphonse, 577 pts ; 2. G. Mader, 407 ; 3. P. Runggaldier (Aut.), 359 ; 4. L. Kjaer, 343 ; 5. B. Kernen (Sui), 325
Classement général provisoire de la Coupe du monde
1. L. Kjaer, 1 138 pts ; 2. G. Mader, 955 ; 3. M. von Grunigen (Sui), 838 ; 4. L. Alphonse, 759
Descente dames
1. H. Zurbriggen (Sui), 1 min 10 s 25 ; 2. I. Kosmer (Ita.), 1 min 10 s 31 ; 3. K. Seizinger (Aut.), 1 min 10 s 35 ; 4. R. Gassner (Aut.), 1 min 10 s 35 ; 5. M. Löffelholz (Aut.), 1 min 10 s 36 ; 6. C. Monnier (Fra.), 1 min 10 s 37
Classement provisoire de la Coupe du monde de descente
1. P. Seizinger (Aut.), 640 pts ; 2. K. Seizinger, 485 ; 3. H. Zurbriggen, 449 ; 4. I. Kosmer, 419 ; 5. W. Zenshaja (Rus.), 424 ; 6. C. Monnier (Fra.), 164
Classement provisoire de la Coupe du monde de descente
1. K. Seizinger, 1 232 pts ; 2. A. Wachter (Aut.), 943 ; 3. M. Ertl (Aut.), 934 ; 4. I. Kosmer, 845 ; 5. P. Seizinger, 837

Guignol pour les petits

Les théâtres miniatures offrent aux jeunes Parisiens l'occasion de voyages vers l'imaginaire

UNE SCÈNE réduite à la taille d'un castelet, des personnages caricaturés, des aventures plus simples : le théâtre salt s'adapter aux plus jeunes. Marionnettes et guignols intriguent les petits. Au début du spectacle, ils se demandent comment un jouet de mousse, de tissu et de caoutchouc peut bien se mouvoir seul. Puis ils se laissent subjuguer par la magie et s'invitent au royaume de l'imaginaire avec d'autant plus de facilité que l'histoire ne dure jamais longtemps. Juste le temps de se concentrer, rire, participer, et les marionnettes retombent, sans vie.

Bien qu'un peu surnumé, le personnage de Guignol connaît toujours un vif succès. Le lyonnais, accompagné de Gnafron et surveillé de près par les autorités, symbolisait, à son arrivée en France, au début du XIX^e siècle, la révolte populaire. Aujourd'hui, ce sont les coups de bâton qui font s'esclaffer les enfants, excités à l'idée de participer à l'intrigue.

Si le temps le permet, on peut assister à un spectacle de Guignol (parisien celui-là) en plein air, au Théâtre forain du rond-point des Champs-Élysées, à l'angle des avenues Mafignon et Gabriel (tél. : 40-35-47-20). Les plus jeunes spectateurs ont dix-huit mois, et pendant une demi-heure, les jours de vacances à 16, 17 et 18 heures, ils cherchent à comprendre les raisons du remue-ménage pour 15 francs.

Au Jardin du Luxembourg (tél. : 43-26-46-47), les personnages de chiffon se réservent à ceux qui ont sommé leurs deux premières années. Guignol vient



DESSIN DE MATHIEU PORTIER

en aide aux Trois Petits Cochons, tous les matins des congés scolaires à 10 h 30 (11 heures le samedi et dimanche), et à Pinocchio à 14 h 30, 15 h 30, et 16 h 30 (15 heures et 16 h 30 le week-end). L'heure de représentation coûte 22 francs, 17 francs si l'on vient en groupe et que l'on a réservé.

Les autres histoires de Guignol restent plus traditionnelles. Le Jardin d'acclimatation présente deux spectacles chaque jour jusqu'à la fin des vacances, à 15 et 16 heures, pour lesquels il suffit de s'acquitter du prix d'entrée au parc (10 francs, tél. : 40-67-90-82). Quant à l'auditorium de la Halle Saint-Pierre (tél. : 42-58-72-89), il s'ouvre trois fois à Guignol le mercredi à 14 h 30, 15 h 30 et 16 h 30, et les fins de semaine à 15 h 30 et 16 h 30, moyennant 15 francs.

Des scènes font des infidélités au prince des théâtres miniatures pour céder aux charmes des couteaux déjà repérés par le cinéma. Ainsi les marionnettes du Champ-de-Mars accueillent la Belle et la Bête tous les jours pendant les vacances (tél. : 48-56-01-44) à 15 h 15 et 16 h 15 pour 15 francs l'entrée, et celles du parc Montsouris (tél. : 69-09-72-13) la Petite Sirène, les 8, 9 et 16 mars à 15 h 30 et 16 h 30, et les 10, 11, 12, 14, 15, et 17 mars à 14 h 30, 15 h 30 et 16 h 30 pour le même tarif. Plus original, le parc Georges-Brassens (tél. : 48-42-51-80) présente les pièces du répertoire du Polichinelle parisien. Un jour, la marionnette à gaine promène son costume rouge et vert à galons d'or à la rencontre des extraterrestres, le lendemain des fantômes, et enfin il se rend à Naples. L'heure de farce coûte 14 francs aux grands, 12 francs aux petits. Hors de tout

parc, l'Espace Paris-Plaine (13, rue du Général-Guillaumat, tél. : 40-43-07-82) s'amuse avec le Fantôme de Canterville, à 15 et à 16 heures pour les besoins de l'adaptation du roman d'Oscar Wilde. Une famille américaine achète un domaine qui se révèle hanté. Loin d'avoir peur, elle persécute les malheureux occupants des lieux, tous les jours jusqu'au 16 mars à partir de 15 heures. Le spectacle, réservé aux plus de cinq ans, coûte 40 francs, 25 francs pour les groupes.

Au Théâtre du Tambour royal (94, rue du Faubourg-du-Temple, tél. : 42-41-88-96), Julie rencontre une autre créature imaginaire : un dragon enroulé. Il a volé le soleil, et il revient à la petite fille d'aller le récupérer. Les marionnettes, à tiges, jouent leurs aventures le mardi, mercredi et jeudi à 14 h 30, uniquement sur réservation. Le spectacle coûte 40 francs pour les solitaires, 20 francs pour les groupes.

A défaut de rencontrer fantôme ou dragon, un petit garçon nommé Tintin s'invite un copain qu'il appelle Tintin. À l'Espace Château-Landon (31, rue Château-Landon, tél. : 46-07-84-12), l'entourage de Tintin s'inquiète, tandis qu'il vit des aventures formidables dans le monde de Tintin. Plus de sorcières, de pirates et d'animaux fantastiques. Dès trois ans, les jeunes spectateurs apprécient ces marionnettes de mousse très colorées. Tous les jours à 14 h 30 pendant les vacances, à 15 heures le samedi, pour 40, 30 ou 25 francs, selon que l'on est adulte, enfant ou en groupe.

Le Théâtre de marionnettes de Montrouge (Hauts-de-Seine, 2, avenue Emile-Boutroux, tél. :

42-53-23-24) consacre ses après-midi aux animaux dans le spectacle La Grande Bleue. Un loup invite ses trois voisins les oies au bord de la mer. Venez de n'importe quel pays, le loup n'a pas été conquis, le loup n'a pas fait malgré tout partie du voyage... La compagnie Blin, plus ancienne compagnie de marionnettes à fils françaises, régate les plus de quatre ans (25 francs, 30 francs pour leurs parents) chaque jour à 16 heures jusqu'à la fin mars.

Très poétique, la compagnie la Zica propose tous les jours (sauf le samedi et dimanche) à 14 h 30 et jusqu'au 15 mars un spectacle entre le mime et la danse au Théâtre Maurice-Ravel (6, avenue Maurice-Ravel) sur la théorie de l'évolution, du big bang aux êtres humains. Animé, 40 francs pour les individus à partir de trois ans, 22 francs pour les groupes, pendant cinquante minutes.

Enfin, plus exotique, le Théâtre du Centre 6 (6, passage Charles-Dallery, réservations obligatoires au 46-47-80-15) emmène ses spectateurs au pays du roi des singes. Les marionnettes chinoises, à gaine, évoluent pour des enfants de plus de six ans dans un castelet en bois de campirier recouvert de fines feuilles d'or.

Quel que soit le spectacle choisi, la fin des vacances ne s'achèvera pas sans qu'une quelconque table ne fasse office d'avant-scène, qu'un mouchoir troué ne devienne tunique et une vieille balle de tennis la tête d'un nouvel aml.

Aude Dassonville



L'AIR DE PARIS

Un brillant génie

Le Génie de la Bastille a son club d'aficionados. Il s'agit d'un petit club éparpillé aux quatre coins de la capitale. Disons-le tout net, ces aficionados

ont vu d'un sale oeil l'arrivée de la grosse masse grise où viennent s'égoïser divas et ténors. Car ils trouvent que cette chose imposante contraste fort à l'équilibre de la place, un équilibre naguère suspendu, précisément, à celui de ce Génie aussi brillant qu'aérien. C'est un or léger, ce Génie, une silhouette allée qui, sur sa boule, se tient sur la pointe d'un pied. « Liberté-Egalité-Fraternité ».

voilà le joli trio qu'on a inscrit au bas de la colonne de Juillet. Tout en haut, à plus de 50 mètres, notre Génie n'incarne-t-il pas au mieux le premier élément du trio ? Oui, on le sent libre comme l'air. Et, le regard perdu vers l'ouest, il semble tout ignorer des caméras de surveillance qui se tiennent sous sa boule, à quelques mètres de lui.

Tous ses aficionados le savent : le Génie change de pied, chaque soir, au dernier coup de minuit. N'allez surtout pas croire que ce rituel est lié au fait d'avoir des fourmis dans les jambes. Non ! le Génie de la Liberté est insensible à ces petites bêtes. Le bruit court, par ailleurs, qu'à partir de l'an 2000 il sifflera Le Pont de la rivière Kwai tous les dimanches à midi. Histoire de faire un peu d'ombre à l'Opéra d'à côté.

A part ça, le Génie n'est jamais aussi beau que la nuit, sous un ciel dégagé. Robert Doisneau ne s'y est pas trompé quand il l'a photographié, en 1960. Il l'a cueilli superbement, au téléobjectif, près du numéro 8 de la rue Biscornet. Le Génie émerge, fantastique, dans la nuit claire, juste au-dessus du toit d'un immeuble, le 28 de la même rue Biscornet. C'est un immeuble Louis-Philippe, qui date donc de l'époque où fut érigée la colonne de Juillet, à la mémoire des victimes des Trois Glorieuses. L'immeuble est toujours là et, comme le hasard fait bien les choses, si vous placez à l'endroit où s'est mis Doisneau, vous jouissez pleinement du Génie sans rien entrevoir de l'Opéra.

Daniel Percheron

VENTES

Une dynastie de numismates

POUR FÊTER un siècle d'activités autour de la numismatique, le cabinet d'expertise Bourgey organise une vente et une exposition. Soutenue par Drouot-Mécénat, l'exposition intitulée « Trésors, légendes et réalités » met en avant l'identification de trésors et présente des monnaies provenant de trésors célèbres. Sous le même titre que l'exposition, un livre écrit par Sabine Bourgey raconte les péripéties qui ont accompagné la découverte de ces trésors.

Celui de la rue Mouffetard, découvert par des ouvriers en 1938, et qui eut droit en son temps aux titres des journaux, est lié à une histoire contenant tous les éléments

d'un livre à suspense. Celui d'Arras, mis à jour en 1922, contenait le plus important ensemble d'objets romains trouvés en France. Les travaux publics se révélèrent aussi une source de découvertes. Depuis 1988, le tracé des futures autoroutes A 5 et A 160 fait l'objet d'une campagne archéologique qui a permis de trouver, dans l'Yonne, 240 monnaies gauloises, des statères d'or appelés « globules », sorte de boutons gravés d'une croix et pesant environ 7,5 grammes chacun.

La vente aux enchères, qui aura lieu vendredi 15 mars, offre un panorama général de la numismatique avec quelques pièces provenant de trésors, des monnaies royales françaises, une bibliographie spécialisée, quelques médailles et une collection de billets de banque.

La monnaie la plus importante, l'unique exemplaire connu d'un aureus de l'empereur Postume

(260-269), fait partie des chefs-d'œuvre de l'art monétaire romain. Probablement frappé à Cologne en 261, il présente sur l'avant un profil du futur empereur, étonnant de réalisme. Sur le revers, le char du Soleil symbolise l'est de l'empire romain, allusion à une situation politique un peu confuse, dont la légende (« Oriens AVG ») laisse supposer que Postume, après avoir battu les Germains et rendu la sécurité à la Gaule, se tourne vers l'Orient, donc vers le trône impérial occupé alors par Gallien. Cet aureus témoigne du rôle de la monnaie dans les civilisations antiques, où la presque-totalité de la population ne sait pas lire : en plus de sa fonction économique, c'est un instrument de communication et de propagande. On attend 150 000 à 200 000 francs de cette pièce d'or magnifiquement conservée.

Autre objet rare, un collier romain en or du début du III^e siècle,

qui illustre l'avènement dans le monde romain de techniques attribuées à l'Orient (estimé à 150 000 à 200 000 francs). Parmi les objets provenant de trésors, citons une suite de trois aces, respectivement de Charles VI, Charles VII et Louis XI, découverts en 1968 dans l'église du hameau de Levas, dans l'Hérault (estimés 1 500 à 2 500 francs chacun).

Catherine Bedel

★ Drouot-Richelieu, vendredi 15 mars, exposition la veille de 11 à 18 heures, expert Sabine Bourgey, 7, rue Drouot, 75 009. Tél. : 47-70-88-67.

★ « Trésors, légendes et réalités », exposition à la mairie du 9^e arrondissement, du 15 mars au 5 avril, tous les jours sauf dimanche de 9 h 30 à 18 heures. Entrée libre. Trésors, Légendes et Réalités, de Sabine Bourgey, éd. de l'Amateur, 195 F.

ESCAPADES

FAMILIALES

■ MARSEILLE REVISITÉE. Deux nouveaux circuits guidés pour découvrir la cité phocéenne de manière originale. Le premier propose un voyage au pays du savon, produit qui a fortement marqué l'économie et l'image de Marseille. Points forts de cette promenade de trois heures : la visite de la dernière savonnerie artisanale et celle d'une de ses grandes sœurs industrielles, et le musée des Arts et traditions populaires de Château-Gombert. Le second invite, à l'occasion du tricentenaire de la mort de Mme de Sévigné, à parcourir la ville pendant deux heures, en passant par l'abbaye Saint-Victor, le Vieux-Port etc., sur les pas de la célèbre épistolière, qui y séjourna en 1673.

★ Office de tourisme, 4, la Canebière, 13001 Marseille, tél. : 91-13-89-00.

■ MILHAUD AU FIL DE L'EAU. A bord du M.S. Camargue (110 mètres de long), une semaine au fil de la Saône et du Rhône, de Seurre à Martignes. Pour, du 4 au 12 mai, se laisser bercer par la musique de Darius Milhaud. Quatre concerts, un récital de musique de chambre, une conférence de Madeleine Milhaud et des escapades facultatives (Hospices de Beaune, Lyon, Grignan, le Lubéron, Nîmes, Avignon, les Alpilles, etc.). A partir de 6 950 F par personne en cabine double et pension complète avec les transferts en bus de Paris ou de Marseille à Seurre, et de Martignes à Marseille. A ajouter, le prix des excursions choisies.

★ Renseignements auprès de Midi Voyages, 4, quai L.-Toulimond, 13500 Martignes, tél. : 42-80-08-19.

■ SAINT PATRICK A L'HONNEUR. La Saint-Patrick est une fête à la fois nationale et religieuse, qui a lieu le 17 mars, date anniversaire de la mort du saint patron de l'Irlande. Pour célébrer l'événement, les Irlandais s'habillent en vert et, partout dans le monde, organisent des concerts et des bals. A Paris, l'Etablissement public du Parc et de la Grande Halle de la Villette a choisi de s'associer à cette commémoration en présentant, samedi 16 mars, un concert réunissant la nouvelle génération de la musique irlandaise traditionnelle suivi d'un bal pour initier les amateurs aux secrets du quadrille. L'ouverture des portes de l'Espace Charlie-Parker aura lieu à 19 h 30 après une « déambulation » du bagad de Lann-Bihoué.

★ Informations au 40-03-75-75.

■ LE MONDE EN CARTES. Deux mille cartes détaillées (TOP 25 ou série bleue, cartes de France thématiques, cartes aéronautiques, cartes « Découvertes régionales », « Culture et environnement », « Plein Air », « Pays et villes du monde », « Outre-Mer ») mais aussi les guides IGN, les planisphères et posters des continents, les cartes en relief des chaînes et massifs montagneux, les cartes anciennes des provinces françaises, au sommaire du catalogue 1996, gratuit, de l'Institut géographique national. ★ Disponible à l'Espace IGN, 107, rue La Boétie, 75008 Paris, chez les revendeurs IGN (liste sur 3615 IGN) et sur demande à IGN Sologne, administration des ventes, 41200 Romorantin-Lanthenay.

SPORTIVES

■ BERCK DANS LE VENT. Rendez-vous des dompteurs de vent venus des quatre coins du monde, les Rencontres internationales de cerf-volants se tiendront à Berck-sur-Mer, du samedi 30 mars au lundi 8 avril. A l'occasion de leur dixième anniversaire, elles entendent réaffirmer leur personnalité : ni festival folklorique ni course aux records, mais simple lieu d'échange, entre passionnés. Un endroit où découvrir les diverses facettes de cette activité : cerf-volant de sport, de combat, ballets musicaux. Egalement au programme, vols libres, parades, démonstrations, ateliers de construction, écoles de pilotage, expositions.

★ Office du tourisme, Place de l'Entonnoir, BP 31, 62600 Berck-sur-Mer, tél. : 21-09-50-00.

■ LOISIRS DE PLEIN AIR. Choisir une destination et un mode d'hébergement pour les vacances : découvrir les dernières nouveautés en matière de matériels et d'équipements ; s'initier aux divers loisirs sportifs. Trois possibilités offertes par les quelque 400 exposants du dixième Salon des loisirs de plein air qui se tient du samedi 23 au dimanche 31 mars au Parc des Expositions de Paris-Le Bourget. Avec, côté animations, une piste d'essais de 4x4 Indoor, une piste de VTT, un rocher d'escalade, des bassins pour le canoë-kayak et la plongée, une aire de tir à l'arc et deux simulateurs de vol ULM.

★ De 10 à 19 heures, le 29 mars jusqu'à 22 heures. Entrée : 50 francs, tarif réduit : 30 francs. Accès par autobus (lignes 152 et 350), RER (ligne B, station Le Bourget, navettes gratuites), voiture (autoroute A 1).

ANTIQUITÉS

● Perpignan (Pyrénées-Orientales), Parc-expo, 50 exposants, entrée 20 francs, du vendredi 8 au dimanche 10 mars de 10 à 19 heures.

● Digne-les-Bains (Alpes-de-Haute-Provence), Centre, 30 exposants, entrée 20 francs, du samedi 8 au dimanche 10 mars de 10 à 19 heures.

● Blagnac (Haute-Garonne), salle du Ramier, 50 exposants, entrée 15 francs, du vendredi 8 au samedi 9 mars, vendredi de 14 à 19 heures, puis de 10 à 19 heures.

● Vals (Haute-Loire), Palais des Congrès, 30 exposants, entrée 25 francs, du vendredi 8 au dimanche 10 mars, de 17 à 22 heures le vendredi puis de 10 à 20 heures.

● Saint-Sulpice (Lot-et-Cher), Salle des fêtes, 22 exposants, entrée 10 francs, samedi 9 et dimanche 10 mars, de 9 à 18 heures.

● Maastricht (Hollande), Mecc, 160 exposants, entrée 50 florins, 70 avec le catalogue, du samedi 9 au dimanche 17 mars de 11 à 20 heures du lundi au vendredi et de 10 à 18 heures samedi et dimanche.

BROCANTES

● Paris, boulevard Diderot, 100 exposants, samedi 9 et dimanche 10 mars.

● Tours (Indre-et-Loire), place de Strasbourg, 35 exposants, samedi 9 et dimanche 10 mars.

● Jarnac (Charente), Salle des fêtes, 30 exposants, samedi 9 et dimanche 10 mars.

● La-Roche-sur-Yon (Vendée), Parc-expo, 103 exposants, samedi 9 et dimanche 10 mars.

● Petit-Quevilly (Seine-Maritime), Sun Hotel, 80 exposants, samedi 9 et dimanche 10 mars.

● Pitres (Eure), rue de l'Eglise, 250 exposants, samedi 9 et dimanche 10 mars.

● Chartres (Eure-et-Loir), Parc-expo, 120 exposants, samedi 9 et dimanche 10 mars.

● Coutras (Gironde), Salle des sports et extérieur, 200 exposants, samedi 9 et dimanche 10 mars.

● Saint-Dizier (Haute-Marne), 26 exposants, samedi 9 et dimanche 10 mars.

● Brignais (Rhône), complexe sportif P. Minssieux, 50 exposants, samedi 9 et dimanche 10 mars.

ÉTVIDES

Haïti : la croisée des chemins

Gilles DANROC

Euthanasie, un mot si lourd

Dr Nadine DAVOUS

mars 1996

Le numéro : 55 F

15 rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. 01 42 35 11 11
Du lundi au vendredi : 9h 15 à 18h

CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 8 MARS 1996

ART Le Musée Rath de Genève présente, jusqu'au 7 avril, la rétrospective la plus complète de Bram Van Velde (1895-1981). Cet artiste hollandais, qui a essentiellement vé-

cu en France, est sans doute le plus grand peintre européen abstrait de la seconde moitié du siècle, l'équivalent de l'Américain De Kooning. On retrouve en Suisse toutes les

périodes de l'œuvre et, surtout, les toiles et gouaches des années 40 et 50. ● LE VISITEUR sort déconcerté d'une telle démonstration, tant la peinture de Bram Van Velde

échappe à toute analyse. ● LA PAUVRETE a toujours poursuivi cet artiste influencé par Picasso, qui a d'abord été peintre en bâtiment, avant de rejoindre les expression-

nistes allemands près de Brême. Installé définitivement en France en 1937, il est longtemps resté confidentiel malgré le soutien de Beckett, Giacometti et De Kooning.

Bram Van Velde, peintre majeur de l'abstraction, reste une énigme

Le Musée Rath de Genève accueille une rétrospective éclatante d'un peintre expressionniste qui a surtout travaillé en France. Comment cette œuvre peut-elle tenir si bien selon une logique si peu visible ?

BRAM VAN VELDE, Rétrospective du centenaire, Musée Rath, 1, place Neuve, 1204, Genève. Tél. : 19-41-22-510-52-70. De mardi à dimanche de 10 h à 17 h, le mercredi de 12 h à 21 h, jusqu'au 7 avril. Catalogue, 396 p., 60 francs suisses.

L'histoire de la peinture dans la seconde moitié du XX^e siècle n'est pas encore écrite. Encombrée encore de réputations établies à force de bruit, saturée de lieux communs - à commencer par celui qui affirme la supériorité de l'art américain - confuse et chaotique, elle se fixe lentement. Des gloires s'évanouissent sans que l'on y prenne garde. Des hiérarchies s'effacent peu à peu, auxquelles il était jusque-là rassurant de croire. Ainsi en est-il de l'expressionnisme abstrait, tel qu'il s'est dégagé du surréalisme pendant et aussitôt après la deuxième guerre mondiale. Qui faut-il retenir, du côté européen ? Quels ont été les grands contemporains de Gorky et De Kooning ? Vols assurément. Michaux, pour ses encres et ses aquarelles brouillées. Et non moins évidemment Bram Van Velde.

A qui en douterait, la visite de la rétrospective du centenaire de la naissance de Bram Van Velde, à Genève, s'impose comme un devoir. A tout amateur de peinture, elle promet un plaisir et un émoi intenses. C'est simple : dans les salles du Musée Rath, se développe la démonstration d'une puissance écrasante. Il y a là, en Suisse, toutes les périodes de l'œuvre et, surtout, dans les années 40 et 50, des toiles et des gouaches admirables, d'autant plus admirables qu'elles échappent à l'analyse avec une exaspérante facilité.

Expérience : vous vous asseyez devant une grande gouache sur papier, qui n'a pas de titre, tout juste un surnom commode - « Grande gouache brune » - et dont on sait seulement qu'elle fut peinte à Montrouge en 1939. Vous êtes devant. Vous la parcourez du regard. Un peu partout, des bruns, balançant entre l'ocre et le sang séché. Vers le centre, des formes tracées en noir qui suggèrent vaguement une main et un œil. En dessous, un morceau de cercle blanc, un bleu dur en dents de scie



Sans titre, Grimaud, août 1977.

et une courbe rouge clair. Tout cela s'appuie sur une sorte de socle noir où sont tracés deux ronds blancs. De part et d'autre, sur une surface qui est peut-être une surface - on ne sait pas, cela dépend des instants - des lignes claires, noires et rouges dessinent des ellipses, des boucles et des zigzags. On ne peut énumérer, ni caractériser, ni définir tous ces signes. Ils sont trop nombreux et ne relèvent d'aucune géométrie régulière.

Voilà pour l'inventaire. Et ensuite ? Comment comprendre que, de cette composition très complexe, naissent des sensations changeantes, où, étrangement, la jubilation et l'inquiétude alternent ? L'histoire des références et des influences n'est pas d'une grande aide. La mémoire reconnaît des traces du Picasso surréaliste du début des années 30. D'autres peintures de la même époque avouent franchement la dette. Les déformations et éclatements de l'anatomie, que Picasso expérimente dans l'entre-deux-guerres, autorisent Bram Van Velde à user à son tour des ressources de la fragmentation et de la dislocation.

Miro et Masson l'ont précédé dans cette voie. Sans doute connaît-il leurs travaux, comme il connaît ceux de Braque, comme il connaît Gonzalez et les statuaires africains et océaniques. Cette généalogie a laissé sa marque dans ses œuvres jusque vers 1940 justement.

De la « Grande gouache brune », elle n'explique à peu près rien. Tout au plus peut-on écrire que celle-ci se situe au moment où Bram Van Velde s'écarte de Picasso

en réduisant à presque rien les signes figuratifs. Son langage pictural se fonde ainsi sur l'affrontement ou l'alliance de formes irrégulières et ébréchées, sur les heurts et les ententes éphémères de couleurs déposées en larges mouvements fluides, sur le dynamisme de compositions ascendantes ou enveloppantes, contractions et expansions alternées. Dans l'atelier de Montrouge, entre 1939 et 1940, Bram vérifie la cohérence et l'efficacité de cette nouvelle manière de peindre, allant du petit format jusqu'à des compositions qui semblent monumentales tant elles sont puissamment compartimentées, scandées par des dissonances chromatiques.

UNE HISTOIRE BIZARRE

A quoi les comparer ? A ces cosmogonies médiévales où un fleuve infini glisse entre des terres découpées comme des profils, parsemées de montagnes dentelées et de routes serpentineuses. Après quatre ans d'interruption durant l'Occupation, il recommence en 1945, inventant des constructions déconcertantes, hérissées, instables, soutenues par les lignes noires, traversées par des fleurs blanches et violettes. La matière picturale est d'abord épaisse, figée en peau de rhinocéros, puis elle s'assouplit et se débarrasse de toute pesanteur.

Quelle que soit l'œuvre devant laquelle on s'arrête - toutes dénommées *Sans titre* -, la question réapparaît : comment se fait-il que l'œuvre tienne si bien, selon une

logique si peu visible ? Comment Bram Van Velde s'est-il avancé jusqu'à ce point où tout semble évident, absolument en place, absolument juste, c'est-à-dire doué de sens ? Inutile de l'interroger. Les très rares phrases que l'on conserve de lui avouent l'énigme et refusent tout éclaircissement. « C'est aussi difficile à voir qu'à faire », répond-il. « Le plus drôle de

légent l'œuvre jusqu'à l'évanescence, la dernière décennie est celle de la réduction à deux dominantes ennemies, un rouge qui tourne au fuchsia et un gris qui tourne au noir. A Grimaud (Var), durant l'été 1979, la simplification atteint son plus haut degré de violence, celui où la gouache fait mal aux yeux et communique un sentiment de douleur proche de l'acc-

Une vie marquée par la douleur

Bram Van Velde naît à La Haye en 1895, sous le signe de la misère, qui l'a poursuivi très longtemps. Après avoir été peintre en bâtiment, il rejoint en 1922 les expressionnistes allemands établis à Worpswede, près de Brême, mais vient à Paris en 1924 et s'installe à Meudon. Ces années de formation et d'initiation à l'art moderne, à Picasso et à Matisse, sont aussi celles d'une pauvreté affreuse, qui l'incite à aller vivre à Majorque, dont le climat chasse la guerre civile. A Montrouge, à partir de 1937, dans une solitude que seules brisent les visites de Beckett, il définit son style. Les expositions de l'après-guerre se soldent par des échecs complets, en dépit du soutien de Giacometti, en France, et De Kooning, à New York.

Il faut attendre 1958 pour qu'une première rétrospective ait lieu, à Berne, suivie d'une progressive diffusion de l'œuvre, grâce aux efforts du poète Jacques Putman, et de l'amélioration de son existence. Bram Van Velde meurt à Grimaud en 1981.

la démarche, dit-il en 1973, c'est que je ne sais rien faire... C'est une histoire bizarre, parce que... une fois commencé, il faut en sortir.

Il en sort par des chemins ouverts entre les couleurs qui pleuvent, entre les lignes qui s'épaississent et se changent, dans les dernières années, en larges courbes. Après un moment de clarté où l'azur et des roses sanguins al-

blement. Conscience que l'on pourrait dire organique de l'être, dérégulation d'un corps qui n'en peut plus, désespoir sans cesse recommençant et sans cesse tenu en respect, atteinte de la mort que le geste de peindre retarde : tout cela passe dans la peinture, on ne sait pas comment.

Philippe Dagen

Ling Fei photographie la Chine de Deng et du Coca-Cola

LES TRIBULATIONS D'UN CHINOIS EN CHINE, Passage de Retz, 9, rue Charlot, 75003, Paris. Tél. : 48-04-37-99. Jusqu'au 18 mars.

On doit à Ling Fei, Pékinois installé à Paris, ancien basketteur mesurant 1,93 mètres, une image à rendre jaloux le photoreporter le plus chevronné : un adolescent, regard exorbité et bouche volontaire, brandit un étendard de fortune pendant le mouvement étudiant de Tiananmen. L'image a fait le tour du monde. Mais son auteur était resté dans l'ombre, caché par un pseudonyme. Cette photo, on la retrouve dans la cour du beau passage de Retz, en format affiche, sorte d'emblème protecteur qui domine une centaine d'images couleurs et noir et blanc prises entre 1985 et 1995. L'ensemble est ludique, avec textes explicatifs parfois imprimés sur des toiles rouges, légendes instructives, musique kitsch, salon de thé et livres spécialisés.

Ling Fei photographie deux Chinois - traditionnelle ou gagnée par la folie de la consommation à la mode américaine. Partout, un point commun : « je cherche à montrer un corps vivant, longtemps

comprimé, et traversé par des énergies contraires qui jaillissent aujourd'hui dans tous les sens », dit-il. Il n'y a qu'un Chinois pour montrer des prisonniers de droit commun - tête baissée, visage dans les mains - jugés par un tribunal populaire dans la province de Shanxi, au nord du pays. « Pour tous, l'objet du délit compte presque moins que l'humiliation à laquelle ils sont soumis, explique le photographe, perdre la face, c'est ce qu'il y a de plus terrible pour un Chinois ». Il n'y a que Ling Fei pour dénicher en Mongolie intérieure ce qu'il appelle « une immortelle » : une arrière-grand-mère de quatre-vingt-douze ans, portant des nattes blanches et arborant un costume noir et une chemise blanche qui semblent empruntés à un stylist japonais.

L'APPARENCE NÈME On retiendra surtout dans les dernières salles, le formidable travail d'anthropologue, en couleur, sur la jeunesse des villes gagnées par les attributs occidentaux. « J'ai grandi dans une Chine où l'on disait que la tête, le frigo, le coca-cola, les parfums, les minijupes, c'était pour les étrangers et juste pour eux », dit Ling Fei. Et ce dernier d'accumuler les images où l'apparence est reine : vêtements aux coupes ha-

sardeuses, robes sexy aux couleurs criardes qui défient les lois de l'harmonie, jeune fille en jupe léopard, concours de mannequins avec bas soyeux, « genre idéal », cheveux gonflés et costume rayé, hôtesse dans un bar karaoï. Et puis partout des coupes de cheveux qui swingent, des maquillages débordants, des bijoux roc, des intérieurs kitsch, des bibelots américains, un téléphone sans fil, des fleurs en plastique...

« Dans ce pays où il existe des dizaines de revues sur le mariage et la famille et pas une seule sur le sexe », Ling Fei montre le centre Adam et Eve « où l'on vend des stimulants en tous genres, des godemichés et huiles anti-sida ». Ling Fei cadre au scalpel, cerne le détail, comme les multiples griffes au revers d'une veste (Maoïsmes de Paris) dans un pays pris par la folie des marques au point que certains croient que « Cardin est président de la République ». Le reportage photographique n'est jamais aussi indispensable que lorsqu'il fait découvrir ce que l'on voit rarement. Tout simplement, sans effet de style ni esthétisme gratuit. Ling Fei en apporte une preuve convaincante avec ce travail que l'on attend maintenant dans un livre.

Michel Guerrin

Vie électrique
Une vie électrique
Voyage dans le quotidien
Exposition organisée par les Sciences et de l'Industrie Paris
du 7 mars au 15 avril 1996
Tous les jours de 10h à 18h - Entrée libre
avec le réseau électrique de France

Angélique Ionatos retrouve la poésie lumineuse d'Odysseus Elytis

La chanteuse et compositrice grecque tente de cerner la musicalité des mots

En 1992, le poète Odysseus Elytis offrait à Angélique Ionatos un petit livre en accordéon, recueil de photos d'enfance parcouru de phrases. En les

recopiant, elle en fait un poème. C'est aujourd'hui un spectacle, mais en musique avec élégance par la compositrice, qui chante avec le ba-

ryton grec Spyros Sakkas. Cinq musiciens les accompagnent, dessinant les contours d'une musique d'un classicisme méditerranéen.

PAROLE DE JUILLET. d'Angélique Ionatos, orchestration d'Henri Agnel, d'après les *Élégies de la dernière pierre* d'Odysseus Elytis. Avec Spyros Sakkas (baryton), Henri Agnel (cordes pincées), Jean-François Roger (percussions), Bruno Sansalone (clarinettes, violon, tuba, contrebasse), Didier Malbec (basson), Michael Mick (violon). **THÉÂTRE DE LA VILLE, 2, place du Châtelet, Paris 4^e.** M^{re} Châtelet. 20 h 30, les 8 et 9 mars. Tél.: 42-74-22-77. 90 F.

De grands draps blancs, posés à terre, ou suspendus comme des voiles au vent, servent de décor au nouveau spectacle de la compositrice et chanteuse grecque Angélique Ionatos. Inspirée des *Élégies de la dernière pierre*, dernière œuvre en date du poète Odysseus Elytis, né en Crète en 1911 et Prix Nobel de littérature en 1979, cette composition scénique maintient la rigueur des précédentes expé-

riences musicales de cette jeune femme qui, adolescente, a quitté la Grèce pour la Belgique, en 1969. De *Marie des brumes* (Elytis), en 1984, à *O Erotas* (Sappho de Mytilène), en 1991, cette opposante têtue, mais à distance, par la force des choses, à la Grèce des colonels, tente de cerner la musicalité des mots, leur saveur, en les habillant d'une musique élégante, construite en ellipse, et enrobée d'un brillant tout méditerranéen.

Angélique Ionatos est une habitué du Théâtre de la Ville, où elle a présenté tous ses spectacles, dont *Mia Thalassa*, il y a un an, suite d'une quinzaine de courtes pièces dont la musique était signée Mikis Théodorakis et le texte Dimitris Manda. Elle est passée entre-temps sous les ors défaits des Bouffes du Nord, avec sa congénère, la chanteuse Nena Venetsanou, ou sur la scène mythique de l'Olympia, sans tourner le dos à son statut d'artiste associé du Théâtre de Sartrouville. Excellente chanteuse, elle ne possède, en tant que compositrice, ni

la grâce fluide ni le romantisme flamboyant d'un Théodorakis. Tout chez elle tend à la recherche en profondeur. Elle creuse sa mémoire de la Grèce, où l'antique et le moderne se chevauchent sans cesse. Des images de bateaux à voile, accompagnées des chants de cigales « du Péloponnèse », sont projetées en mi-tentes quand vient l'heure de la déclamation, traduction oblige : le public français est sous le charme, mais ne possède pas toujours la compréhension du grec moderne.

UNE FORMULE EN DUC

Parole de juillet est une longue et lumineuse élégie extraite d'une œuvre sombre. Léger, empreint des rêves de l'enfance et de la lumière crétoise, le poème s'écoule avec une finesse distante : « Les écritures d'oiseaux que le vent pose sur la fenêtre à l'heure où tu dors... » Angélique Ionatos les hachure avec une habileté un peu froide. Elle a en tête la première ébauche du long poème qu'Elytis lui a offert, il y a

quelques années : une série de photos collées en accordéon, et légendées. Un percussionniste qui joue aussi du xylophone (Jean-François Roger), le son insistant du basson (Bruno Sansalone), les jeux de guitare, de bouzouki, de violon forment un maquis d'où émergent les voix : celle d'Angélique Ionatos, ferme, vibrante, celle d'un enfant, et celle du baryton Spyros Sakkas.

Cette formule en duo est une nouveauté dans le parcours d'Angélique Ionatos. Elle y gagne en vivacité, et le brio naturel de Spyros Sakkas prend de la douceur à l'exercice. La salle, transportée, leur fait la fête. Aux rappels, les deux chanteurs et leurs complices, orchestrés par Henri Agnel, montrent qu'il s'agit d'un peu moins de cérémonie pour que, en plus, pendant cet exercice de dégustation poétique, l'on s'amuse franchement. On joue comme un enfant qui vient d'échapper sa soif sous un soleil de plomb.

Véronique Mortaigne

Blur et The Rentals plébiscités à l'Olympia

BLUR, à l'Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8^e. 20 h 30, le 5 mars.

Un mot d'abord sur les Rentals, ce groupe californien qui, mardi 5 mars, servait d'apéritif aux fans de Blur venus en masse. Loin de subir le sort peu enviable souvent réservé aux premières parties, ces Américains ont donné à la salle des allures de *college party* enthousiaste. Matt Sharp, chanteur et bassiste (transfuge de Weezer), a emprunté à Buddy Holly son look d'expert-comptable à grosses lunettes d'éclat. Le rock des Rentals joue à plaisir des clips d'œil rétro et de la naïveté. Trois claviers (dont deux tenus par Petra et Rachel Haden, filles du grand jazzman Charlie Haden) ne mobilisent guère plus de six doigts et quatre notes mais leur humeur enfantine se marie à merveille aux mélodies acidulées des chœurs féminins. On pense aux références *sixties* du Blondie première période, aux 832's, ou aux sucreries des Cars, le groupe de Ric Ocasek qui, au début des années 80, avait obtenu un immense succès en usant de la candeur avec rouerie. Ici, les sautilleries ingénues sont épaulées par un trio guitare-basse-batterie dont l'agressivité rappelle les origines punk. Matt Sharp chante ses bluettes avec les accents « Je m'en-foutistes » dont raffole le rock alternatif américain. Les chansons de leur premier album, *Return of the Rentals*, sont à deux doigts de la naïveté et à un pas du classicisme pop.

Blur aime détourner les sons et les naïvetés d'autrefois au profit de chansons bondissantes. Quand les quatre Anglais déboulent sur scène, ne se lancent-ils pas dans l'interprétation folkloir d'une musique de manège ? Nous sommes dans une fête foraine sur le pier de Brighton, au-dessus des plages où s'affrontaient mods et rockers dans les années 60. Avec le même cœur, Blur a échangé quelques gnons avec ses rivaux d'Oa-

sis. Cette bagarre pour la suprématie de la pop britannique a rythmé outre-Manche le second semestre 1995. Blur crut prendre l'avantage, mais c'est le groupe de Manchester, fort de son récent succès américain, qui, finalement, triompha. Mardi soir, on remettait aux Londoniens un disque d'or pour *The Great Escape*, leur dernier album. Oasis en avait reçu un double quelques semaines auparavant.

HUMOUR ET CHAÎNE

Souvent présentés comme les gentils (à la façon des Beatles) face aux méchants (les allures « stoniennes » d'Oasis), Blur démontre vite qu'ils n'ont de leçons de frénésie rock à recevoir de personne. Chanteur à ressorts, Damon Albarn saute à pieds joints sur son synthétiseur et rebondit en tout sens contre la guitare de Graham

Coxon, la basse d'Alex James ou la batterie de Dave Rowntree. Au plafond, des pilules roses et blanches servent de rampe d'éclairage. Soigneusement ouverts, leurs disques laissent mal deviner leur puissance. Leur performance scénique rappelle l'excitation des premiers concerts punk de la fin des années 70, qui renvoyaient elle-même aux grands pionniers de la pop britannique.

Arrogants et stylés, leurs mélodies anglo-crististes dominent celles de leurs rivaux d'un malin, deux sourires en coin. *Parklife*, *Tracy Jacks*, *Charmless Man*. Avec une gouaille de gaminet cockney et un sens de l'observation qui doit beaucoup aux Kinks de Ray Davies, Damon conte les histoires de l'Angleterre d'aujourd'hui. Des hamburgers géants décorent le fond de scène mais la musique enlève surtout le *fish 'n' chips* et

le thé de cinq heures. Les vieilles affiches des coulisses de l'Olympia ravivent les fantasmes nostalgiques. Damon dédie à « François, où qu'il soit », *To The End*, ballade romantique enregistrée en duo avec Françoise Hardy. A majorité féminine, le public remplace en chœur la campagne de Jacques Ducloux.

A tout moment, le chanteur joue de son charme. Pas avec l'arrogance machiste de son confrère d'Oasis, Liam Gallagher, mais avec un humour qui en fait pour beaucoup un sex symbol plus crédible. Sur un des plus gros tubes de Blur, *Girls & Boys*, sorte de disco sensuel, Damon et ses fans chantent des relations amoureuses qui ignorent les logiques de la morale conservatrice. A Paris, filles et garçons en semblaient enchantés.

Stéphane Davet

Perles de Shanghai au Festival du film chinois de Montpellier

SEUL festival français – et même occidental depuis la disparition de la manifestation spécialisée de Montréal – entièrement consacré aux cinémas chinois, le Festival de Montpellier est aujourd'hui menacé de mort par le maire de la ville, Georges Frêche. Sa deuxième édition, du 23 février au 3 mars, a pourtant, de nouveau, prouvé sa qualité et sa nécessité. Elle présentait cette année, outre un hommage au Taïwanais Edward Yang (dont le nouveau film, *Mahjong*, vient d'être présenté à Berlin) et un coup de chapeau à Mabel Cheung, une douzaine de films récents.

S'en détachait *Super Citizen Ko*, de Van Jen (Taïwan, 1995), critique des séquelles du régime instauré par le Kuomintang, à travers le portrait d'un survivant de l'opposition parti à la recherche de son ami, jadis condamné à mort. Autre film taïwanais sur le désenchantement d'une génération, *L'île du chagrin* de Hsu Hsiao-ming atteste de la volonté critique de jeunes réalisateurs dans la mouvance de Hou Hsiao-hsien, alors que la plupart des autres films de Hongkong ou Taïwan proposent plutôt des variations sur les grands genres cinématographiques, notamment *Poisson tropical*, de Chen Yusun, récompensé d'un Panda d'or.

Mais le principal événement du festival était constitué par une quinzaine de films de ou sur Shanghai, citée mythique de l'exotisme cinématographique depuis les années 30. L'ensemble étant complété par une petite mais remarquable exposition sur le même thème.

Quelques raretés ont pu être projetées, tel *Amour et devoir*, mélodrame muet de 1931, redécouvert l'an dernier par les Archives du film de Taipei, où l'actrice Ruan Lingyu, « La Garbo du cinéma chinois », tient un double rôle de femme aux amours malheureuses, sous la direction de Bu Wancang (un réalisateur « progressiste » qui émigra à Hongkong).

LA FASCINATION D'UNE VILLE

La Rue aux fleurs, réalisé par Yue Feng en 1950, présente un microcosme de la société chinoise prise entre le marteau japonais et l'enclume de la guerre civile. Dans les années 60, le cinéma de Chine populaire proposait une vision plus simple des choses, que ce soit dans le « ballet révolutionnaire » *La Société des petits cultivateurs*, de Ye Ming (1961), ou dans le choro triomphal, *Les Sentinelles* sous les néons, de Wang Ping et Ce Xin (1964), où les soldats de l'armée de Mao montrent la voie aux hésitants, petit Livre rouge au poing.

Ces perles shanghaïennes, mêlées aux diamants classiques déjà consacrés (*Les Anges du boulevard*, *Corbeaux et moineaux*, *Sœurs de scène*), attestent à leur manière de la fascination exercée par la ville, jusqu'à *Shanghai Triad* de Zhang Yimou, par-delà les évolutions politiques et esthétiques.

Max Tessier

Les Victoires de la musique reprises en main par la profession

Un nouveau code de déontologie est à l'étude

LE 13 FÉVRIER 1996, Stephen, une quasi-inconnue, était élue « Révélation féminine » de l'année par le jury des Victoires de la musique (*Le Monde* des 15 et 28 février). La chanteuse était sous contrat avec Tbd, une société du groupe Téléscope Audiovisuel qui produit les soirées télévisées des Victoires et est dirigée par Denis Limon et Claude Fléotier, le créateur de la manifestation et propriétaire pour un tiers du nom de la manifestation. Coup de zoom sur l'anarchie régnant dans le show-business, l'affaire Stephen déclenche une avalanche de critiques sur l'équivalence musical des César du cinéma.

Lundi 4 mars, le conseil d'administration de l'Association des Victoires, où siègent les représentants de la profession (producteurs de disques et de spectacles, sociétés civiles...), a tiré les conséquences « des dysfonctionnements observés à l'occasion de l'édition 95 », indiquant un communiqué publié le 5 mars (*Le Monde* du 7 mars). Présidé par Régis Talat, par ailleurs vice-président du label indépendant Tréma, le conseil a décidé « de séparer à l'avenir les fonctions de délégué général et celles de producteur des émissions télévisées », jusque-là assurées par le seul Claude Fléotier. Le CA a « proposé » au groupe Téléscope Audiovisuel « la conclusion, pour un an, d'un contrat de production exclusive... l'Association se chargeant par ailleurs de conclure, dans les meilleurs délais, un accord avec un diffuseur », les accords avec France 2 et France 3 étant arrivés à échéance.

Le président du CA a d'autre part annoncé que « le nouveau délégué général sera nommé et choisi parmi les personnalités capables de fédérer la profession, et en premier lieu les artistes, qui sont à l'heure actuelle réticents vis-à-vis des Victoires ». Outre une refonte en profondeur du mode de scrutin, selon Régis Talat, à l'étude, il devrait notamment interdire à la société produisant l'émission des Victoires de présenter ses artistes-maison. Les

critères de sélection des 3 154 électeurs, dont le fichier est géré par la société Téléscope et non par l'Association des Victoires, devaient également être redéfinis, ainsi que le mode de scrutin. En effet, adressée à la Sacem, les bulletins de vote ne sont pas numérotés, ce qui interdit, selon M^{re} Pety, huissier de justice chargé du dépouillement, « un contrôle en amont », même si le comptage final des votes ne saurait être mis en cause.

UN ÉPIPHÉNOMÈNE

Suagérée depuis plusieurs années, la réforme s'impose aujourd'hui. « C'est l'image du métier qui est en jeu », déclare Jean-Michel Borda, président du Fonds de soutien des variétés, directeur de l'Olympia et membre du conseil d'administration de l'Association des Victoires. Éparpillée, divisée, habituée au cumul des fonctions, la profession craint de voir, dans les Victoires de la musique, son reflet et le symbole de sa démolition. Car les Victoires souffrent en plus d'un taux d'abstention qui relativise les résultats : au premier tour de vote, les trois premiers présidents au titre d'« Artiste masculin de l'année » avaient obtenu 67 voix (Maxime La Forestier), 65 voix (Michel Sardou) et 61 voix (Johnny Hallyday), tandis que, chez les femmes, Véronique Sanson arrivait en tête avec 233 voix.

Aux yeux des professionnels, les Victoires de la musique restent malgré tout indispensables : en prime-time à la télévision, la soirée variétés des Victoires a mobilisé plus de 5 millions de téléspectateurs sur France 2 le 13 février dernier (contre 9,5 millions pour *Colombo* sur la Une). Les producteurs de disques et de spectacle reprochent cependant aux soirées des Victoires de ne pas être le reflet du paysage de la chanson ou du rock français. Son rôle de délégué général perdu, Claude Fléotier, pour qui l'affaire Stephen « est un épiphénomène », devient l'étude d'une profession en quête d'identité.

V. Mo.

« Alceste » clôture la trilogie de Gluck à l'Opéra du Rhin

ALCESTE de Christoph-Wilhelm Gluck. Opéra du Rhin, le 23 février. Puits les 10 et 12 mars à 20 heures. Places de 60 F à 300 F. Tél.: 88-75-48-23.

STRASBOURG

de notre envoyé spécial
Moshe Leiser, Patrice Caulier et Louis Langrée ont achevé la trilogie gluckiste (*Iphigénie en Tauride*, 1994 ; *Orphée et Eurydice*, 1995 ; *Alceste*, 1996) voulue par Laurent Spielmann, directeur de l'Opéra du Rhin. Elle s'achève sur les tentes bleues baignant un décor d'une nudité totale, comme en ont l'habitude Leiser et Caulier, en quinquante, à la verticale, deux pans de mur composent des espaces investis par des lumières réglées avec imagination par Hervé Audibert.

Sans jouer une carte sur-esthétique qui pourrait à la longue leur être fatale (espace nu mais design, bougies – que l'on retrouve dans le catalogue de la très chic Conran Shop), les deux metteurs en scène savent occuper avec grâce cet espace minimal. Mais cette grâce n'est pas que décorative : les deux metteurs en scène, qui aiment à travailler avec des « natures » vocales et théâtrales (notamment Sylvie Brunet), savent diriger les acteurs. De ce point de vue, le traitement d'un chœur omniprésent, de longs récitatifs accompagnés d'airs animés mais où rien ne « bouge » vraiment, mérite tous les éloges.

L'ennui de cette production est que sa justesse scénique, sa perfection plastique ne sont pas relayées par la fosse d'orchestre. L'Orchestre philharmonique de Strasbourg (sa formation réduite) doit se fier d'une musique qui lui

semble sans doute trop « simple ». Trop simple ? Si l'on en juge à leurs traits savonnés, à la justesse des violons, très approximative, ils sont encore loin de restituer une simplicité nette, professionnelle.

On regrettera ce rendez-vous manqué, car il a été souvent prouvé qu'un orchestre traditionnel pouvait correctement jouer la musique baroque ou classique (Simon Rattle a récemment fait travailler *Les Boréades* de Rameau au Philharmonique de Berlin, éberlué mais convaincu...). Afin d'en finir avec ce *no man's land* stylistique, le travail à accomplir n'est pas mince : diction, mobilité expressive du chœur, légèreté de l'orchestre, etc.

L'écueil principal d'*Alceste* est son rôle-titre, qui demande une tessiture large. Souvent requis dans le médium, il exige les aigus les plus solides. Ceux de Shirley Close sont, hélas ! d'une dureté redoutable. Plus convaincante dans la tessiture de mezzo-soprano, qui fut autrefois la sienne, la chanteuse américaine convainc par sa présence scénique, en dépit d'une diction approximative. Le ténor australien Glenn Wlinsdale se dépense sans compter dans le rôle éperdu d'Admète. Sa voix est riche, belle, sa diction très intelligible.

Une mention particulière pour le Chœur de l'Opéra du Rhin, préparé par le jeune Chinois taïwanais Ching-Lien Wu : si l'intonation n'est pas toujours parfaite, à les quelques interventions solistes manquent d'assurance, le travail et la volonté de bien faire sont audibles – et le résultat infiniment plus convaincant que celui de leurs collègues dans la fosse.

Renaud Machart

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. 48-00-20-20 - Téléc. DROUOT 642 280
Informations téléphoniques au : 48-00-29-17
ou sur internet, 36-17 Drouot
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

SAUF INDICATIONS PARTICULIÈRES, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 h. "Exposition le matin de la vente."
Régisseur C.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 40-75-45-45.

JEUDI 14 MARS
S.14- Bijoux, argenterie, bibelots, meubles. M^{re} LOUDMER.
Exposition le 13 mars de 11 h à 18 h.
S.16- TIMBRES-POSTE. Tableaux, bibelots, meubles anciens et style.
M^{re} AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VIELLET.
M^{re} AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VIELLET.
VENDREDI 15 MARS
S.14- Soie de la vente du jeudi 14 mars. M^{re} LOUDMER.
AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VIELLET, 32, rue Drouot (75009)
47.70.67.68
LOUDMER, 7, rue Rossini (75009) 44.79.50.30

■ PALAIS DU CINÉMA : Michel Bassi devrait être chargé du futur Palais du cinéma, en remplacement de Dominique Wallon. L'ancien directeur du Centre national du cinéma avait été chargé en décembre 1995 d'une mission « de coordination et d'organisation », dans le cadre de la transformation du Palais de Tokyo, à Paris, en un Palais du Cinéma qui doit abriter trois grandes institutions cinématographiques, la Cinéma-thèque, la Femis (école de cinéma) et Bifi (bibliothèque-filmothèque). M. Wallon avait démissionné après un désaccord avec la tutelle. Michel Bassi a quitté fin février la présidence de la Société française de production. (AFP).

■ ART : Le tribunal de grande

instance de Paris a rejeté, mercredi 6 mars, la demande des propriétaires du château de Quintin (Côtes-d'Armor), qui réclamaient un million de francs de dommages-intérêts à la Réunion des Musées nationaux pour avoir indiqué dans le catalogue de l'exposition Poussin, réalisée à Paris en 1994, qu'une copie des « Israélites cueillant la manne dans le désert » existait au château de Quintin. La famille Brotier de Bagneux soutient que sa toile n'était pas une copie et que la mentionner multipliait les risques de vol. Le tribunal a estimé que l'appréciation des experts n'était pas en cause, et que les risques de vol étaient donc réduits. Les magistrats ont ajouté qu'ils ne pouvaient juger de l'authenticité d'un tableau.

السلامة

Un nouveau numéro un de la presse de télévision

Le groupe britannique Emap achète 1,4 milliard de francs
« Télé Star » et « Top Santé »

EMAP N'A PAS LÉSINÉ sur les moyens. Le groupe britannique est prêt à débours en deux fois 1,4 milliard de francs - 1,1 milliard de francs, si l'on compte les 300 millions de francs présents dans la trésorerie de la société - pour reprendre les deux magazines de la CLT, *Télé Star* et *Top Santé* (Le Monde des 6 et 7 mars). Les deux titres sont de bonnes affaires, dégageant un résultat d'exploitation de 96,5 millions de francs, mais l'acquisition de *Télé Star* (2 millions d'exemplaires) permet à Emap de devenir le premier éditeur de presse de télévision, puisqu'il possède déjà *Télé-Poche* (1,4 million d'exemplaires). L'af- frontement entre les trois grands de la presse magazine - Hachette, Prisma Presse, Emap - passera par la télévision. Le groupe d'Axel Ganz reste relativement loin derrière avec *Télé Loisirs* (1,5 million d'exemplaires).

Kevin Hand, qui est le grand malade de la presse de télévision car, dans une période de forte croissance de ce secteur, il a perdu 400 000 exemplaires en dix ans. Son format le rapproche des guides de programmes, comme *Télé 7*, alors que son prix est le même que celui de *Télé Star* (6 francs). Les salariés des deux entreprises redoutent de sévères restructurations dans les journaux. De 1982 à 1992, le chiffre d'affaires du secteur est passé de 2 milliards à 4 milliards de francs, dont un quart est représenté par les recettes pu-

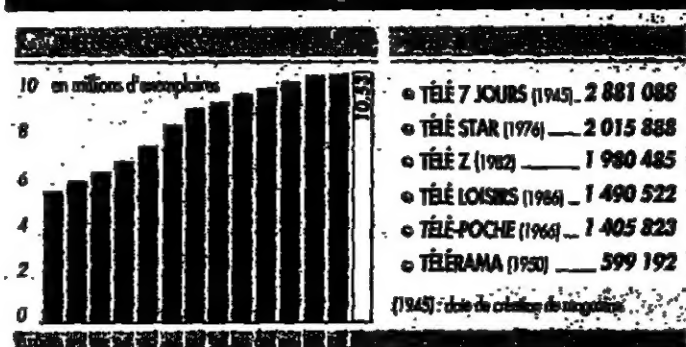
blicitaires. Dans la même période, la diffusion de *Télé 7* jours a légèrement décliné : il est passé de 3 millions d'exemplaires, mais il reste le numéro un, en diffusion. Kevin Hand annonce clairement sa stratégie qui vise, les publicitaires : offrir un couplage *Télé Star*/*Télé-Poche*, pour dépasser le titre-phare du groupe Hachette.

Cela valait-il plus de 1 milliard de francs ? La somme paraît énorme alors que le marché de la presse de télévision a trouvé une certaine stabilité au-dessus de 10 millions d'exemplaires depuis trois ans. Les prévisions de croissance publicitaire incitent plutôt à la prudence. Enfin, cette acquisition intervient alors que cette presse va entrer dans une nouvelle ère.

Le bouleversement provoqué par l'arrivée de la télévision numérique qui multipliera le nombre de chaînes va obliger les journaux de télévision à repenser la présentation des programmes. Cela ne va pas entraîner la mort de ces journaux. Les guides audiovisuels accessibles sur écran ne sont pas encore au point et pas d'une utilisation simple et souple. La conséquence de la multiplication des chaînes risque d'être une multiplication de magazines de télévision, spécialisés dans les sports, les films, etc. C'est un nouveau marché porteur, mais il aura de nouvelles règles et nécessitera des tâtonnements et des risques pour les éditeurs.

A. S.

Une diffusion en augmentation constante



Depuis 1982, la diffusion des journaux de télévision a augmenté de manière constante. Parmi les magazines, *Télé Star* et *Télé Loisirs* ont progressé, alors que *Télé-Poche* déclinait.

Kevin Hand, PDG d'Emap France « Le lancement de magazines est la prochaine étape avant d'aborder l'Espagne »

« Le coût d'acquisition de *Télé Star* et *Top Santé* ne vous semble-t-il pas trop élevé ?

« Ce n'est pas un prix inconsidéré. L'opportunité d'acheter deux titres comme ceux-ci est rare. Ce sont des titres rentables et en bonne santé et leur diffusion est à la hausse depuis plusieurs années : 1,1 milliard de francs, ce n'est donc pas un prix trop élevé. De surcroît, l'acquisition des magazines des éditions mondiales et de ceux du groupe Hachette, il y a dix-huit mois, nous avait permis d'avoir un pôle auto-puissant, avec *Auto-Plus* et *L'Auto-journal*. Nous disposons maintenant d'un pôle important dans le secteur médias-programmes de télévision.

« N'y a-t-il pas risque de concurrence acharnée, voire de phagocytage, entre ces deux magazines de programmes ?

« Ils rassemblent à eux deux treize millions de lecteurs ; un million leur est commun. En plus, les deux titres ont une forte identité. *Auto-Plus* et *L'Auto-journal* sont dans la même situation, cela ne les empêche pas de se développer sur la base de leur propre identité. Ils se complètent plutôt. Il en va de même de *Télé-Poche*, qui est de petit format, plutôt familial, et de *Télé Star*, qui est l'hebdo des stars : ils sont complémentaires. *Télé-Poche* a un peu baissé en diffusion, mais nous allons y remédier : une nouvelle rédaction en chef et des investissements en marketing vont être réalisés. Il bénéficiera donc d'idées et d'argent. *Télé Star* est quant à lui très bien géré, très bien

fait, nous allons acquérir du savoir-faire grâce à lui.

« L'arrivée des télévisions numériques va obliger les journaux de programmes à intégrer ces nouvelles chaînes. Pensez-vous qu'à terme les guides télévisés concurrenceront le support papier ?

« Davantage d'informations ; cela oblige à faire plus de choix. Un magazine de programmes de télévision, ce n'est ni un catalogue ni un listing. Ce sont les chaînes qui nous bousculent pour que l'on mette leurs programmes dans nos pages. A nous de fabriquer des journaux capables d'associer à la fois plaisir et anticipation. Quant à la concurrence d'autres médias, je n'y crois pas. En matière de programmes, les journaux ne peuvent pas être remplacés par d'autres médias.

« Il y a encore du travail à faire pour développer cette presse de programmes télévision, notamment vis-à-vis des publicitaires et des annonceurs. Avec deux magazines complémentaires comme *Télé-Poche* et *Télé Star*, dotés d'une diffusion et d'un lectorat importants, j'ai quelque chose à offrir. Prenons un exemple : pour quel Renault, quand il passe un spot de 30 secondes au petit écran, ne déciderait-il pas plutôt de passer sa pub sur une double page à la fois dans *Télé-Poche* et *Télé Star* ?

« Y a-t-il des licenciements prévus au sein du personnel des deux titres que vous venez d'acheter ?

« Rien n'est prévu, à part la clause de cession. Mais il appar-

tient aux cadres et aux journalistes de prendre la décision de partir ou de continuer à travailler avec nous. Ce n'est pas la mienne.

« Comment voyez-vous votre avenir en France, ou ailleurs ?

« Aujourd'hui, nous avons atteint le seuil que nous espérons, nous avons une base solide puisque Emap détient 15 % du marché de la presse magazine et se situe juste derrière Prisma Presse, en troisième position donc. Mes actionnaires sont convaincus que nous allons dans le bon sens en France. C'est d'ailleurs pour cela que nous avons acheté *Top Santé* et *Télé Star*. Mais ils sont prêts à aller plus loin. Notre prochaine étape, c'est le lancement de titres. Emap a 15 % du marché, mais ne va pas en rester là. Peut-être aussi en Espagne, mais lorsque la situation y sera stabilisée. »

Propos recueillis par
Yves-Marie Labé

■ PRESSE : Le quotidien *La Tribune-Despêche* n'a pas paru jeudi 7 mars en raison d'une grève de 24 heures reconductible décidée par la rédaction. La rédaction proteste contre le licenciement de personnels de la documentation du journal et sur les conditions de réorganisation de ce service. Le mouvement a été décidé mercredi en assemblée générale. La rédaction demande la suspension des licenciements. *La Tribune-Despêche* appartient au groupe de Bernard Arnault, LVMH.

TF 1

13.00 Journal, Météo.
13.35 Femmes. Magazine.
14.00 Les Feux de l'amour.
14.25 Dallas.
15.20 Rick Hunter.
16.15 Une famille en or. Jeu.
16.40 Club Dorothée.
17.30 Les Années fac.
18.05 L'Un contre l'autre.
18.30 Le Miracle de l'amour.
19.05 Agence tous risques.
20.00 Journal, Météo.

FOOTBALL
En direct. Quart de finale aller de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe : Parme AC-Pari FC, à Rome ; 21.30, Mi-temp, Tiroc, la Minima hippique ; 21.45, 2^e période (120 min).
Le PSG convalescent se rend en Italie.

France 2

12.59 Journal, Loto.
13.45 Derrick. Série.
14.05 Le Renard. Mal branché.
15.35 Tiroc. En direct d'Evry.
15.50 et 5.20 La Chance aux champions.
16.30 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.00 Quel de neuf, docteur ?
17.30 La Fête à la maison.
18.05 Les Bons Génies. Jeu.
18.45 Qui est qui ? Jeu.
19.15 Bonne nuit, les petits.
19.20 et 2.15 Studio Gabriel.
19.59 Journal.
20.15 Invité spécial.
20.45 Méteo, Point route.

France 3

12.35 Journal.
13.05 Keno.
13.10 Tout en musique. Jeu.
13.40 La croisière s'annonce. 1/2 et 2/2. Les matadors. Série.
15.20 Les Enquêtes de Remington Steele.
16.10 Les Craquantes. Série.
16.45 Les Minikéums.
17.45 Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
19.05 Le Dernier Soupir du Mourr, de Salman Rushdie.
19.55 Le 19-20.
20.05 Fais ta chanson. Jeu.
20.35 Tout le sport.

La Cinquième

13.00 Les Linéaires du music-hall. Georges Guétary.
13.30 Attention santé. Le calcium. 13.35 Défi.
14.05 A tous vents. Vie et mort d'America.
15.00 L'Aventure des sciences d'Ure d-dessus.
16.00 Planète blanche. 16.30 Le Réseau des médicaments.
16.35 Rumba. Série. 17.30 Les Enfants de John.
18.00 Ma soirée bien-aimée. 18.15 Cinq sur cinq. 18.30 Le Monde des animaux.

M 6

13.25 Mamie attend un bébé.
14.00 M. 6.
14.30 Deux flics à Miami.
15.00 L'Apparition. D'Arthur Hillier, avec Boris Karloff.
15.30 Une famille pour deux.
16.00 L'Étalon noir. Série.
16.30 Les Aventures de Tintin.
17.00 Code Quantum. Série.
17.30 Le couloir de la mort.
18.00 Six minutes d'information.
18.30 Notre belle famille.
19.00 Passé simple.

Canal +

En clair jusqu'à 13.45
12.30 La Grande Famille.
13.45 Quand Harriet découpe Charlie.
14.30 L'Américain de Thomas Schlimmer (1994, 90 min).
15.15 La Belle et la Bête.
16.10 Priscilla.
17.35 Le Dessin animé.
18.24 Hétéro. Série.
18.35 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.

Radio

France-Culture
20.30 L'Œuvre de mémoire.
21.32 Fiction.
22.40 Nuits magiques.
France-Musique
20.00 Concert.
22.30 Soliste. Michel Chapuis.
22.30 Musique pluriel.
23.07 Aïda la nuit.
Radio-Classique
20.40 Les Solistes.

Arte

19.00 Collection Hollywood 1950. Série. [24/28]
L'Apparition. D'Arthur Hillier, avec Boris Karloff.
19.30 7/12.
20.00 Palettes. Documentaire. Rubens, la gloire de la chair : les portraits d'Hélène Fourment, d'Alain Joris.
20.30 et 1/2 Journal.

SOIRÉE THÉMATIQUE : LA SUÈDE, LA FINLANDE ET L'EUROPE

Proposé par Peter von Riden, présentée et animée par Hervé Claude.
20.45 Au terme de la troisième voie.
Documentaire. La Suède met le cap sur l'Europe, de Christian Herwerden (54 min).
21.40

LE GARDE DU CORPS

Film subodé de Suzanne Osten avec Philip Zander, Elenore Chase (1990, 104 min).
21.35 Le Sacrifice des paysans.
21.55 Suédois et Finlandais sur le qui-vive.
22.05 Le Splendeur des Vasa.
22.25 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
22.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
22.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
23.05 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
23.10 Journal, Météo.

AH ! QUELS TITRES !

Film britannique.
Magazine présenté par Philippe Tesson.
Hommage à Marguerite Duras.
Invités : Alain Viraud, Jean-François Josselin, Elisabeth Depireux, Jeanne Balibar et Anne Casper. (25 min).
0.40 Espace francophone. Olympe.
1.05 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
1.30 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
1.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
2.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
2.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
3.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
3.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
3.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
4.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
4.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
5.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
5.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
5.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
6.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
6.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
7.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
7.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
7.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
8.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
8.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
9.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
9.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
9.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
10.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
10.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
11.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
11.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
11.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
12.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
12.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
13.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
13.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
13.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
14.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
14.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
15.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
15.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
15.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
16.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
16.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
17.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
17.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
17.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
18.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
18.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
19.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
19.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
19.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
20.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
20.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
21.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
21.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
21.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
22.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
22.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
23.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
23.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
23.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
24.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
24.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
25.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
25.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
25.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
26.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
26.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
27.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
27.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
27.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
28.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
28.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
29.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
29.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
29.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
30.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
30.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
31.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
31.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
31.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
32.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
32.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
33.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
33.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
33.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
34.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
34.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
35.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
35.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
35.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
36.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
36.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
37.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
37.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
37.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
38.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
38.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
39.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
39.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
39.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
40.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
40.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
41.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
41.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
41.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
42.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
42.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
43.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
43.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
43.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
44.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
44.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
45.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
45.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
45.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
46.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
46.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
47.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
47.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
47.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
48.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
48.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
49.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
49.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
49.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
50.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
50.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
51.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
51.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
51.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
52.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
52.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
53.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
53.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
53.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
54.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
54.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
55.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
55.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
55.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
56.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
56.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
57.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
57.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
57.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
58.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
58.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
59.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
59.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
59.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
60.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
60.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
61.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
61.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
61.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
62.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
62.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
63.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
63.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
63.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
64.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
64.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
65.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
65.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
65.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
66.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
66.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
67.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
67.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
67.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
68.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
68.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
69.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
69.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
69.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
70.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
70.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
71.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
71.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
71.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
72.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
72.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
73.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
73.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
73.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
74.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
74.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
75.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
75.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
75.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
76.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
76.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
77.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
77.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
77.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
78.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
78.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
79.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
79.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
79.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
80.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
80.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
81.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
81.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
81.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
82.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
82.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
83.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
83.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
83.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
84.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
84.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
85.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
85.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
85.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
86.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
86.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
87.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
87.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
87.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
88.20 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
88.45 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
89.10 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
89.35 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
89.55 Le Cercle de défense en Europe du Nord, de Claudia Buchenmaier (20 min).
9

En mer avec les seigneurs de Béring

Pour « Thalassa », Patrick Boitet et Frédéric Tonolli ont suivi pendant des semaines les chasseurs de morses et de baleines aux limites de la Russie

LA MER EST LIBRE, entre Orient et Occident. Profitant de la fonte des glaces, qui dure à peine cinq mois, les Tchoukhtches, seigneurs de Béring, lancent leurs embarcations sur le détroit. Au harpon ou au fusil, à la rame ou au moteur, ils partent chasser le morse et la baleine, qui pullulent dans ces eaux froides. Le but n'est pas de faire de l'argent, mais simplement d'accumuler assez de viande pour tenir pendant l'hiver. Ici, on mange ce que la mer fournit et que la terre conserve. Le sous-sol gelé de ce pays du bout du monde est la meilleure chambre froide.

La caméra de Frédéric Tonolli colle aux gestes des chasseurs. Dès quatre heures du matin, saisissant au passage un lever de soleil sur des plaines de néant, elle cadre posément les silhouettes solides et la tension des visages. Une prise, c'est l'assurance que les femmes et les enfants auront le ventre plein durant plusieurs jours. Mais une campagne, c'est aussi la vie des hommes risquant mille fois sur des bateaux qui chavirent sur un simple coup de vague. Jacques Tonolli épouse ces angoisses. Il filme la traque, l'œil qui scrute l'horizon, le geste qui pourfend la bête, l'accrochage des bouées, banderilles qui empêchent l'animal de couler. Et lorsque cette corvée tourne mal, lorsque le groupe se trouve encerclé par une colonie de morses, il maintient fermement l'objectif de sa caméra.

Le travail de l'équipe de tour-



JE SUIS MÊME UNE FOIS AUX ÉTATS-UNIS, ILS MANGENT DU PHOQUE COMME NOUS.

nagé a duré six semaines. Un délai inhabituel, pour un « Thalassa » exceptionnellement constitué d'un seul sujet de cinquante-deux minutes. A vrai dire, tout ce temps n'a pas été utilisé à récolter des images. Parvenir au détroit de Béring ne constituait déjà pas une mince affaire : « Lorsque vous demandez à l'ambassade de Russie en France s'il faut une autorisation pour aller dans cette région, on vous répond que la Russie est un pays libre, raconte Patrick Boitet, le réalisateur. Mais une carte éditée en 1995 m'avait alerté : elle montrait de très nombreuses bases militaires, au-dessus desquelles les

même nous a renvoyés sur les douanes, puis sur la culture, puis sur l'académie des beaux-arts... Et, lorsque nous sommes arrivés sur le détroit proprement dit, tout cela ne valait rien, puisque nous n'avions pas l'aval du ministère de la défense. En conséquence, interdiction absolue d'aller en mer. »

Sur place, les autorités finissent par fermer les yeux, et les pêcheurs jouent le jeu. L'équipe s'installe chez l'habitant et guette, avec les villageois, le premier jour de beau temps. Les jours s'écoulent. « Ensuite, nous avons tourné, continue Patrick Boitet, sans savoir si nous serions autorisés à ramener les rushes... »

Pour éviter les ennuis, le document a été entièrement centré autour du quotidien des Tchoukhtches, qui représentent environ 10 % des 150 000 habitants de ce territoire grand comme la France. Mais, même ici, la politique n'est jamais loin : les tribus tchoukhtches ont été massivement « russifiées » sous Staline. A côté des villages, on a implanté des fermes spécialisées dans l'élevage de renards qui n'ont jamais été rentables. Aujourd'hui, les subventions n'arrivent plus, et les salaires sont payés avec retard. Les Tchoukhtches n'ont d'autre choix que de renouer avec le mode de vie autochtone de leurs ancêtres. La nécessité suscite, ici, le retour aux racines.

Jean-Louis André

* « Thalassa » : France 3, vendredi 8 mars à 20 h 50.

Fait divers

par Agathe Logeart

AVANT la manifestation du Trocadéro, avant Israël, avant Papon, avant toute autre chose : Véronique et Sébastien. France 2 n'a pas hésité à ouvrir son édition de 20 heures par le fait divers dont les deux adolescents aux mains sanglantes sont les mystérieux héros. L'affaire est tragique, évidemment. Valait-elle pour autant ce premier rang, ce premier prix dans l'ordre des choses qu'il est indigne de penser de connaître ? Quel péché d'horreur s'agit-il là de comble ? On s'interrogeait en regardant le sujet, en écoutant les commentaires qui l'accompagnaient.

Résumons. Dimanche matin, en se levant, le père de Sébastien découvre dans la chambre de son fils des draps noyés de sang. Sa voiture a disparu. Sous les dalles de la terrasse de ce pavillon d'une rue résidentielle d'une petite ville de la banlieue parisienne, la police découvre le cadavre mal dissimulé d'un autre adolescent, Abdeladim, seize ans, tué de plusieurs dizaines de coups de couteau. Sébastien, dix-sept ans, a pris la fuite avec son amie Véronique, dix-huit ans. Ils sont tous deux soupçonnés de ce meurtre incompréhensible, commis alors que la famille faisait la fête à l'été au-dessus. Pendant deux jours et deux nuits, toutes les polices de France sont lancées à leurs trousses. C'est à Aurillac qu'ils seront interpellés, après avoir été signalés par un pompiste dont ils n'avaient pas payé l'essence. Placés en garde à vue, ils auraient avoué avoir tué leur copain. Voilà. Des faits, on ne sait rien

de plus. Sans qu'il vienne à l'idée de crier au scandale, cette histoire aurait pu être reléguée en brève à la fin du journal, juste avant l'incroyable reportage de saison sur les sports d'hiver. Mais si l'on a choisi d'en faire le sujet d'ouverture, c'est qu'il recèle les ingrédients du parfait cocktail à fantasmes, qu'il représente l'archétype de la « botte » histoire. Daniel Balian ne s'y est pas trompé : c'est moins le tragique de l'affaire qui a mis la télévision en appétit que son illisibilité : « Pour l'instant, rien n'explique vraiment ce meurtre », a expliqué le présentateur. « Le milieu dans lequel évoluaient ces trois jeunes, dont la victime, n'est pas celui de la marginalité ou de la délinquance. L'allure ordinaire du pavillon, l'interview du père de la jeune fille pour qui « c'était une fille bien, qui faisait des maquettes et des dessins », celle de la pompiste qui explique que non, ces jeunes-là ne ressemblaient pas à des voyous, mais avaient l'air « de gens comme moi, comme vous, des gens bien appareillés », disent assez la singularité de cette histoire. Véronique et Sébastien étaient des adolescents apparemment transparents, des enfants sans histoires, dont le geste ne pourrait s'expliquer, avec la facilité habituelle, par leurs origines sociales. Ils n'étaient que des jeunes avec leurs insupportables mystères.

Epoustouflée par tant de banalité, la télévision, implicitement, invitait à se méfier de l'eau qui dort, sournoise, dans les têtes des adolescents de tous les jours.

TF 1	France 2	France 3	La Cinquième	M 6	Canal +	Radio
13.00 Journal, Météo. 13.35 Femmes Magazine. 14.30 Les Feux de l'amour. 14.25 Dallas. 15.20 Rick Hunter, inspecteur choc. Débat humanitaire. Série. 16.15 Une famille en ot. Je. 16.40 Club Dorothée. 17.30 Les Années fac. Transformation. Série. 18.05 L'un contre l'autre. Série. 18.30 Le Miracle de l'amour. Série. 19.05 Agence tous risques. Histoire d'eau. Série. 20.00 Journal, Météo, Trafic info.	12.59 Journal, Point route. 13.45 Derrick. La 4e. Série. 14.50 Le Renard. Une mort douce. Série. 15.30 et 5.35 La Chance aux chaussons. Surprise-party chez Sévan. 16.25 Des chiffres et des lettres. Jeu. 16.55 Quel de neuf, docteur ? Magie, mon fils. Série. 17.25 La Fête à la maison. Démolition d'émotion. 18.05 et 3.25 Les Bons Génies. Jeu. 18.45 Qui est qui ? Jeu. 19.15 Bonne nuit, les petits. Je te tiens par la barbe. Série. 19.20 et 0.50 Studio Gabriel. 19.59 Journal, Météo, Point route.	13.40 La croisière s'amus. (1/2 et 2/2). Le trésor de l'empereur. Série. 15.20 Les Enquêtes de Remington Steele. La revanche. Série. 16.10 Les Crayons. Série. 16.40 Les Minutemen. 17.45 Je passe à la télé. Divertissement. 18.20 Questions pour un champion. Jeu. 18.50 Un livre, un jour. Leçons d'histoire de la pensée médicale, de Philippe Meyer et Patrick Trépo. Série. 18.55 Le 19-20. 19.05 L'information. 19.08 Journal régional. 20.05 Fa si la chanter. Jeu. 20.35 Tout le sport.	13.00 Décrets de France. Le musée de l'histoire. 13.30 Attention santé. 13.35 Dédé. 14.00 Portrait de Marguerite Duras. Présenté par Bertrand Poirot-Delpech. 15.00 Le Sens de l'Histoire. Les civils allemands : la vie dans le Reich. 16.30 Le Réseau des médias. 16.35 Rintintin. Série. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Affaires publiques. 18.15 Les Clés de la nature. Médecine sanguine. 18.30 Le Monde des animaux. A la découverte des animaux des îles : la clé des ours. Arte 19.00 Mirages - miroirs magiques à l'horizon. Documentaire de Michael Engler (60 min). 2572 Les mirages, Fata Morgana pour reprendre l'expression arabe, nourrissent l'imagination des hommes en se situant toujours aux confins du rêve et de la réalité. 20.00 Brut. Magazine de Claire Douvroux et Paul Quenec (30 min). 6175 20.30 8 1/2 Journal.	13.25 Mon grand-père est général. Téléfilm de Karen Arthur, avec Kirk Douglas (88 min). 0249772 Le grand-père d'un garçon de neuf ans se lance dans la politique pour défendre les intérêts d'exploitants conchyliculteurs... 15.05 Deux flics à Miami. 16.30 Hit Machine. 17.05 Une famille pour deux. 17.35 L'Étalon noir. Série. 18.05 Les Aventures de Tintin. L'affaire Tournesol. 19.00 Code Quantum. Série. Cœur de cathédrale. 19.54 Six minutes d'information. 20.00 Notre belle famille. 20.35 et 23.25 Capital 6.	► En clair jusqu'à 13.45 13.30 La Grande Famille. 13.45 Intersection. Film américain de Mark Rydell (1993, 94 min). 0880088 15.20 Babylon V. Série. 16.00 Le Journal du cinéma (rediff.). 16.05 Jack l'éclair. Film de Simon Wincer (1994, 94 min). 0547088 17.35 Le Dessein animé. ► En clair jusqu'à 20.35 18.24 Help. Série. 18.35 Nulle part ailleurs. Invité : Daniel Cohn-Bendit. 20.30 Le Journal du cinéma.	France-Culture 19.35 Perspectives scientifiques. Biologie et médecine : nouveautés sur l'adénome de la prostate (7). 20.00 Le Rythme et la Raison. Présenté par : La Port-Epic d'histoire. Maurice Kugel est en lui-même (51). 20.30 Radio Archives. Oscar Wilde. 21.32 Black and Blue. Du tambour aux drums. Avec Georges Paczyński. 22.40 Nuits magnétiques. Mais qu'est-ce qu'elles disent quand elles en parlent ? (4). 0.05 Du jour au lendemain. Michel Audié, 0.50 Coda. (5). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). L'Avant-guerre des immigrants (4). 1.59, Polyèdre : deux ou trois choses que je sais d'être (3). 3.27, Trois poèmes de Robert (1). 4.02, Entretien avec Frédéric Mitterrand. 5.01, Sergio Leone : 4.25, Naissance des écrivains.
20.50 UNE FAMILLE FORMIDABLE Feuilleton (5/5). Des vacances mouvementées, de Joel Santoni (100 min). 0587198 Au Portugal, les Beaumont doivent rejoindre la sœur de Catherine et son ami. Les aventures d'une « tribu » bourgeoise mais sympathique.	20.50 LES CINQ DERNIÈRES MINUTES Le quinquillier amoureux, de Jean Marboeuf, avec Pierre Santoni (100 min). 0580088 Un quinquillier amoureux de femmes mariées, est retrouvé brisé dans sa voiture...	20.50 THALASSA Magazine présenté par Georges Perron. Les seigneurs de Béring (60 min). 0580088 Pour survivre, les Tchoukhtches utilisent des techniques de pêche vieilles de deux mille cinq cents ans. ► Lire ci-dessous.	20.45 AU REVOIR L'AMÉRIQUE Téléfilm de Jan Schmitz, avec Otto Tausig, Jolov Bodo (80 min). 789088 Un couple de juifs new-yorkais décide de retourner dans leur pays d'origine, la Pologne, pour y passer Noël. Après moult péripéties, le périple s'achève au prix de quelques déceptions.	20.45 OTAGES EN HAUTE MER Téléfilm de Camillo Vito (87 min). 0591972 Un couple d'Américains en croisière dans le golfe du Mexique est pris en otage par des trafiquants qui veulent utiliser leur vol pour passer de la cocaïne aux États-Unis.	20.35 LES MONSTRES DE NOS CAUCHEMARS Documentaire de Florence André (55 min). 0537793 Composé d'extraits de vieux films fantastiques montés avec des images réelles des animaux qui hantent nos cauchemars.	France-Musique 18.30 Jazz musique. Jazz au féminin. 19.05 Domaine privé. De Brigitte Leveaux. 20.00 Concert. franco-allemand. Émile de Sarrebrenck, retransmis simultanément sur la Radio de Leipzig, Francfort et Berlin. Concert donné le 3 mars, à la Salle des Congrès, à Sarrebrenck, par l'orchestre symphonique de la Radio de Sarrebrenck, dir. Philippe Herreweghe : Ouverture tragique op. 81, de Brahms ; Concerto pour violoncelle et orchestre op. 129, de R. Schumann ; Symphonie n° 2, de Beethoven. 22.00 Soliste. Michel Chapuis. 22.30 Musique pluriel. Présenté 1996. Œuvres de Kagel, Chen Yi. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Bruch, Beethoven, Britten. 0.00 Jazz club. En direct du Sunset, à Paris : Emmanuel Ben, orgue, Eric Le Lann, trompette, Michel Grallier, piano, Aldo Romano, batterie. 1.00 Les Nuits de France-Musique.
22.30 FAMILLE, JE VOUS AIME Magazine présenté par Isabelle Quenec. Les Vagues : Les traditions littéraires : Les bêtes sauvages : La griffe : Les potins du globe : Ophélie Wilner (85 min). 0547198 23.55 Handball. Sport. Tournoi international de Paris-Bercy : France-Hongrie (60 min). 4473917 1.00 Journal, Météo. 1.15 et 3.00, 5.05 Histoire nationale. 1.45 et 3.00, 3.55, 4.55 171 ans. L'histoire de la vie. 4.05 Mémoires. 4.45 Musique.	22.35 BOUILLON DE CULTURE Magazine présenté par Bernard Sylvestre. Invité : Danielle Mitterrand pour son livre Les Mots libérés (60 min). 0580088 23.40 Géopolis. Magazine présenté par Claude Sérillon. La Libye (50 min). 230898 0.30 Journal, Bourso, Météo. 1.20 Envoyé spécial (rediff.). 4.00 24 heures d'info. 5.00 Journal d'art. Raymond. 4.05 Dessein animé.	21.50 FAUT PAS RÊVER Magazine présenté par Sylvain Augier. Invité : Murray Head. Népal : la petite reine de Bhaktapur, de Frédéric Soltan, Dominique Rabouette et Jean-Jacques Rivérand ; France : Le Mans, stand 34, de la Police. Philippe Attali et Thierry Boudin : Espagne : l'histoire par le feu, de Pedro Securon et Fernan Figuerola (60 min). 7842243 22.50 Journal, Météo. 23.20 Comment ça va ? Le docteur. Comment vit-on la douleur ou l'absence de douleur ? (35 min). 3378895 0.15 Dynastie. Valez. 1.00 Musique. 2.00 Musique. 3.00 Musique. 4.00 Musique. 5.00 Musique. 6.00 Musique. 7.00 Musique. 8.00 Musique. 9.00 Musique. 10.00 Musique. 11.00 Musique. 12.00 Musique. 13.00 Musique. 14.00 Musique. 15.00 Musique. 16.00 Musique. 17.00 Musique. 18.00 Musique. 19.00 Musique. 20.00 Musique. 21.00 Musique. 22.00 Musique. 23.00 Musique. 24.00 Musique.	22.05 ► GRAND FORMAT : CONTE ET COMPTES DE LA COUR Documentaire d'Elaine de Lamoignon (100 min). 5508408 Au Niger, les quatre épouses d'un chef traditionnel ne sont pas autorisées à sortir du palais. Elles n'en dirigent pas moins d'importantes activités commerciales. La réalisatrice a partagé leur vie pendant neuf semaines. 23.45 Le Cadre de fer, l'art russe du XXe siècle. Documentaire, (1/3) Le nouveau départ, d'Olga Bruvellet (60 min). 2143963 Premier volet d'un triptyque sur l'art russe du XXe siècle et ses rapports avec la société et la politique. 0.45 Le Liche. Téléfilm indien de Sanjay Ray avec Soumitra Chatterjee (1985, M, v. o., rediff.). 1.50 Music Planet. Tina Turner (rediff., 65 min).	22.30 AU-DELÀ DU RÉEL, L'AVENTURE CONTINUE Série. Sous le lit, avec Timothy Barfield, Barbara Williams (35 min). 94088 23.35 Sexy Zap. Magazine. 0.00 Le meilleur de la pop mondiale. Brit Award 1996, présenté par Ophélie Winter (70 min). 6083392 1.10 Best of rap. Musique. 2.30 Jazz 4.00 Magazine. 4.45 Faut pas rêver. Magazine. 5.15 Culture mod. Magazine (55 min).	21.15 BRÈVES DE COMPTOIR Place de Jean-Marie Courtois, mise en scène de Jean-Michel Ribes (97 min). 8242311 22.50 Flash d'information. 23.00 L'Affaire Pelican II. Film d'Alan J. Pakula (1993, 136 min). 4676175 1.15 Les Trois Mousquetaires. Film d'André Hunebelle (1993, 112 min). 0408088 3.20 Les Allumés. 3.45 L'Affaire McCoy II. Film Russell Mulcahy (1993, v. o., 101 min). 0427934	Radio-Classique 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Anton Diabelli. Symphonie n° 31, de Haydn. 1710 n° 1, de F. Schubert ; Messe n° 2, de Weber ; Pièces pour flûte et guitare, de Diabelli ; Die Scherzartige op. 45, de Lanner ; Pour une fête, ouverture, de Beethoven. 22.35 Les Soirées. (Suite). Anton Diabelli. Œuvres de F. Schubert : Erlöschen, Dierich Fischer-Oleus, baryton, Gerald Moore, piano ; Gretchen am Spinnrade, Christina Ludwig, mezzo-soprano, Irwin Gage, piano ; Quatuor n° 387, de Mozart, par le Quatuor Alban Berg ; Variations Diabelli op. 120, de Beethoven. Alfred Brendel, piano. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les soirées câble et satellite

TV 5

19.30 Journal (RTBF). 20.00 Fort Bayard. 21.30 Télématin d'un jour. 22.00 Journal (France 2). 22.30 Taratata (France 2 ou 3/98). 23.30 Intérieur nuit. 0.30 Soir 3 (France 3). 1.00 Journal (TSR, 30 min).

Planète

20.35 Jeu. Fendant de Tchoukhtch. 20.35 Dames, le robot des enfers. 22.15 Marseille en mars. Légendes. 23.15 Les Nouveaux Explorateurs. (R7) La Java fait sa physique. 23.45 Dragon en Limousin. 0.30 Les Nuits de France-Musique (50 min).

Paris Première

20.00 20 h. Paris Première. 21.00 ► Le Grand Petit Chaperon de Mirabelle. D'Eric Le Senne. 21.25 Musiques en scène. 22.25 La Bohème. Opéra en

Ciné Cinémas

18.35 L'Amour gagné. Téléfilm français de Bruno Carrière (1995). 20.05 Le Sazer de Cédric Clément.
21.00 L'Année du Dragon II.
Film de Michael Cimino (1985, 130 min). 8718330
23.10 Je me fais du cinéma II.
Film de Herbert Ross (1982, v. o., 105 min). 43202158

Série Club

0.55 Histoires d'entre-tombe II.
Film de Frédéric France (1992, 95 min). 37820170
20.30 Ne mangez pas les margerites. La chasse aux canards. 20.45 (ex 23.45) Le Masque. Meurtres sur un plateau. 21.40 (ex 0.30) Jim Bergeron. Mauvaise souvenance. 22.30 Alfred Hitchcock présente. A mort de rire. 1.15 L'Homme du Picaresque (45 min).

Canal Jimmy

20.00 The Muppet Show. Invité : Crystal Caylor. 21.30 Les Envoies-Spés. Les espions 21.30 M.A.S.H. Le tournant. 22.50 Cœur Gédé. 23.10 Chronique moscovite. 23.15 Dream On. Eddie, le petit orphelin. 23.45 Schindler. Jimmy. 23.45 Country Boy. 23.40 La Semaine sur Jimmy. Episode n° 32.

RTL 9

19.35 La Vie de famille. Célébrations. 20.30 Francesca. 23.25 Les-déc. 23.30 La Femme perverse. Film de Joe D'Amato (1985, 105 min). 1866666
habille Guen. Érotique. 1.05 188-acht. 1.20 Les Aventuriers du coin d'oeil. Film d'Anthony M. Dawson (1982, 95 min), avec David Warbeck. Aventures.

TMC

20.00 Marc et Sophie. Les deuxièmes du Grand Pédal. 20.25 Déesse d'histoire. 20.35 Tintin qu'il y aura des hommes. 22.15 26 minutes

aux courses. 22.45 Déchirée entre deux amours. 0.20 La Semaine sur Jimmy. 0.30 Secret bancaire. Les trésors de l'Adriatique (55 min).

Eurosport

12.30 Athlétisme.
En direct. Championnats d'Europe en salle, à Stockholm (Suède, 450 min). 24403082
19.55 Football.
En direct. Championnat de France D2. 31e journée. Lorient-Marseille, à Lorient (125 min). 1878859
22.00 Formule 1. 23.00 Golf. 0.40 Athlétisme. 130 Tennis.
2.55 Formule 1.
En direct. Grand Prix d'Australie. États qualifiés, à Melbourne (70 min). 7142273



